

Un mouvement de solidarité qui inquiète Jérusalem

Les Arabes israéliens soutiennent les Palestiniens des territoires occupés

Avertissement

Certaines « conquêtes » territoriales peuvent être fort embarrassantes « a posteriori ». C'est la situation que connaît Israël, aujourd'hui. Que faire de la Cisjordanie et de Gaza ? Vingt ans après avoir conquis ces territoires, les dirigeants de Jérusalem ont bien du mal à maintenir le calme dans les territoires occupés.

Même si des voix s'élèvent jusqu'au sein du gouvernement pour constater cette impasse, elles ne sont guère nombreuses. M. Shimon Pérès, qui avait attiré naguère l'attention de ses concitoyens sur cette bombe à retardement, a certes proposé la démilitarisation de Gaza, et M. Weizman, ministre sans portefeuille, a regretté « l'incapacité à ne serait-ce qu'essayer de trouver une solution politique ». Mais, tout comme M. Abba Eban, l'ancien ministre des affaires étrangères, qui a compris depuis longtemps la vanité de toute solution ne reposant que sur la force, ces quelques responsables prêchent dans un quasi-désert.

La violence sans précédent de la répression exercée par l'armée contre de jeunes Palestiniens dont l'arsenal ne va pour l'instant que de la pierre au cocktail Molotov fait écho à l'analyse sans nuance du premier ministre. Pour M. Shimon Pérès, la violence n'y a, elle n'est due qu'à la perception par les Arabes de la « faiblesse » israélienne, et la moindre critique contre la durée de la répression ne peut être que la manifestation du dépit d'Israéliens « fatigués ». Bientôt, en douze jours, de cette « faiblesse » d'Israël : près de vingt morts palestiniens. Dernière justification brandie par M. Shimon Pérès : les manifestations sont « dirigées de l'extérieur ».

Mais la droite israélienne et son chef pourraient-ils se sentir durablement à l'étude qui s'apparente plus à un mépris souverain pour les habitants des territoires occupés qu'à une politique cohérente ? Comment croire, en effet, que la répression suffira, à la longue, pour venir à bout d'un mouvement de protestation qui prend ses racines dans une nouvelle génération de Palestiniens, souvent influencés par l'islam, contrairement à leurs parents, et de plus en plus persuadés de ne plus avoir quel que ce soit à perdre ? Comment oublier aussi ces quelques chiffres : il y a aujourd'hui 1,4 million de Palestiniens dans les territoires occupés et 650 000 Arabes « israéliens », alors que les Israéliens juifs sont 3,5 millions.

Il faut souhaiter que la tournure prise par les événements puisse — plus sûrement que les protestations internationales dont Israël a déjà montré dans le passé le peu de cas qu'il en fait — convaincre M. Shimon Pérès que la répression n'est pas la panacée. La décision de la communauté arabe d'Israël de manifester sa solidarité avec les populations des territoires occupés en décrétant une grève générale constitue de ce point de vue un clair avertissement aux autorités israéliennes.

Le mouvement d'hostilité à l'égard d'Israël prend de l'ampleur dans les territoires occupés. L'agitation, qui se poursuit depuis une douzaine de jours, a gagné, pendant le week-end, la partie arabe de Jérusalem. D'autre part, la communauté arabe d'Israël — le sixième de la population — a décidé d'observer le lundi 21 décembre une grève générale par solidarité avec les Palestiniens des territoires occupés, ce qui inquiète particulièrement les autorités israéliennes. Cependant la répression des manifestations continue de provoquer des critiques à l'étranger.



Une radicalisation croissante

JÉRUSALEM
de notre correspondant

La contagion était prévisible, mais elle n'en inquiète pas moins les dirigeants du pays : la vague d'agitation qui, depuis douze jours, secoue les territoires occupés, pour la première fois, gagné Jérusalem puis la communauté arabe d'Israël. Celle-ci devait observer, lundi 21 décembre, un mouvement de grève générale par solidarité avec les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. A l'appel de leurs dirigeants, des dizaines de milliers de travailleurs ont reçu l'ordre de rester à la maison — sans manifester dans la rue, — tandis qu'écoles et collèges devaient garder portes closes.

Geste de sympathie élémentaire ou glissement dangereux des troubles au cœur même d'Israël ? Le très pondéré *Haaretz* (indépendant) y voit, pour sa part, un développement « encore plus sérieux que les émeutes sanglantes des deux dernières semaines dans les territoires » ; une évolution, écrit l'éditorialiste du journal, « qui témoigne avec éclat de la crise de nos relations avec la population arabe, d'un côté comme de l'autre de la ligne verte » (la frontière d'avant juin 1967).

Enfants du conflit de 1948, les Arabes israéliens sont des Palestiniens qui, lors de la guerre ayant suivi la création de l'Etat, ont choisi de rester plutôt que de suivre la cohorte des réfugiés. Ils étaient alors quelque 150 000. Ils sont aujourd'hui près de 650 000, ce qui veut dire qu'un Israélien sur six est arabe. Dotés de la nationalité israélienne, ils sont l'objet de discriminations de fait, qui n'en font pas vraiment des Israéliens à part entière. Exemptés du service militaire, leur loyauté à l'égard de l'Etat est parfois suspectée. Et chaque vague de tension dans les territoires ou avec le monde arabe accentue une crise d'identité latente : comment être Palestiniens — Israéliens, rassurant d'un pays en conflit, plus ou moins permanent, avec les « frères » de l'autre côté de la ligne verte ?

« Nous serions des frères si nous ne faisons pas grève », disait très explicitement, ce week-end, un des cinq députés arabes siégeant à la Knesset, M. Mohamed Mian (liste progressiste pour la paix, extrême gauche). Ce geste de solidarité n'a pas surpris en Israël.

ALAIN FRACHON

(Lire la suite page 2.)

Collision de deux navires

Plus de 1400 disparus dans un naufrage aux Philippines

Plus de 1400 personnes sont portées disparues après la collision de deux navires au large de l'île de Mindoro, aux Philippines. Selon les indications données par les garde-côtes, le « Dona-Paz », paquebot de 2215 tonnes transportant 1493 passagers, a coulé après avoir percuté, le dimanche 20 décembre, en pleine nuit, le cargo « Victor », avec 13 hommes d'équipage, convoyant des milliers de barils de pétrole.

Seuls 26 survivants auraient été recueillis à bord de bâtiments appelés à la rescousse.

MANILLE
correspondance

La catastrophe s'est produite au large de l'île de Mindoro, à quelque 160 kilomètres au sud de Manille. Le « Dona-Paz » effectuait la liaison entre Tacloban, une ville de l'est de l'archipel, et Manille, où il était attendu lundi, à 4 heures. Un incendie a éclaté à son bord, et le paquebot a coulé, ainsi que le cargo qu'il avait heurté, selon le centre de coordination des secours des Philippines.

Un survivant a raconté qu'il a senti une secousse, puis entendu une explosion. « A ce moment-là,

je me trouvais dans le restaurant du bateau. Je suis alors monté sur le pont. Tout était en flammes. J'ai sauté par-dessus bord », a-t-il raconté. Selon un autre rescapé, le navire était tellement chargé que des centaines de passagers étaient assis par terre : « J'ai vu des flammes ; j'ai appelé les personnes avec qui je voyageais. Les gens criaient et essayaient de sauter. La fumée dégagee par l'incendie était très pénible à supporter. On ne pouvait même plus se voir les uns les autres », a-t-il dit.

KIM GORDON-BATES.

(Lire la suite page 4.)

Election de quatre étrangers au conseil municipal d'Amiens

Le vote contesté des immigrés citoyens

Les étrangers d'Amiens ont élu, le 19 décembre, quatre « représentants associés au conseil municipal ». Ce scrutin a été jugé « antisionnal » et « illégal » par le Front national, qui a organisé une manifestation de protestation sur place, le même jour.

C'est une demi-première. Si aucune autre ville française de cette importance (132 000 habitants) n'avait encore fait une telle expérience, Amiens s'est largement inspirée du scrutin organisé en mai 1985 par une commune du Nord, Mons-en-Barrois (26 000 habitants). Ici et là, les délégués étrangers ne siègent au conseil municipal qu'à titre consultatif. Chaque fois que l'un d'eux veut s'exprimer, la séance doit être suspendue. Légèrement, c'est inacceptable, et la requête en suspension du Front national a d'ailleurs été rejetée par le tribunal administratif d'Amiens.

Demi-première, mais aussi demi-succès. Si 792 personnes ont participé au scrutin d'Amiens sur 1 008 inscrits, ces derniers ne représentent que 20 % des étran-

gers en âge de voter. Peu de Portugais se sont intéressés à cette élection. Les Marocains, en revanche, y ont été très présents, bien que Hassan II ait déconseillé à ses sujets de participer à des élections dans un autre pays que le leur.

Seize candidats étaient en lice. Les élus sont un Marocain (Ahmed Nouri), un Algérien (Ahmed Lamamra), un Sénégalais (Souleye Bathily) et un Portugais (Armando Lopez). Quatre de trop selon le Front national, qui avait fait venir par cars des manifestants — un millier au total — de plusieurs départements. Le maire communiste d'Amiens, M. René Lamps, qui avait été poussé à organiser ce scrutin par d'autres élus de gauche, notamment PSU, n'a pas échappé aux anathèmes de M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national : « Le parti de l'étranger est devenu le parti des étrangers ». Autre slogan-choc : « A Compiègne, ils tuent ; à Amiens, ils votent » (allusion au meurtre commis par un immigré maghrébin).

Le scrutin d'Amiens pose une nouvelle fois, en termes polémiques, la question de la place des « immigrés » dans la vie nationale. Mais est-ce bien d'eux qu'il s'agit ? Le vote du 19 décembre n'était ouvert qu'aux étrangers de la ville. Or tous les étrangers ne sont pas des immigrés. Un certain nombre considèrent leur séjour en France comme provisoire et aimeraient rentrer dans leur pays. A l'inverse, tous les immigrés ne sont pas des étrangers : beaucoup d'entre eux ont déjà obtenu la nationalité française que leurs enfants acquièrent à la naissance ou à dix-huit ans. Ceux-ci ont généralement deux nationalités. Ils n'avaient pas le droit de participer au scrutin de samedi.

Si le Front national s'étrangle d'émotion, l'Association France Plus, animée par de jeunes Français d'origine maghrébine, dénonce au contraire, cette « farce », cette « élection-bidon » en réclamant pour les étrangers un droit de vote en bonne et due forme.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 8.)

TAHAR BEN JELLOUN




En un seul volume relié sous jaquette illustrée 145 F

Prix Goncourt 1987

Editions du Seuil

Le Monde

ÉCONOMIE

Le bilan économique 1987

Curieuse année. En dépit du krach boursier qui a secoué non seulement les marchés, mais aussi les esprits, la croissance continue sur sa lancée dans les pays industrialisés. Elle aura même été plus forte que ne le prévoyaient les experts, entraînant une diminution du chômage, surtout outre-Atlantique. Succèdent à cinq ans d'envoie des courtes, le krach ne traduirait-il que l'implosion d'une bulle financière ? En fait l'économie mondiale reste marquée par de profonds déséquilibres qui mettent à mal les accords internationaux.

La chronique de Paul Fabra

Pages 17 à 20

Quand la Communauté européenne s'ouvrira par BRUNO DETHOMAS

Page 32

SPORTS

Judo : Coupe d'Europe des clubs

Résultats exemplaires pour une équipe exemplaire : l'US Orléans a gagné pour la troisième année consécutive la Coupe d'Europe des clubs de judo champions, en renversant une situation apparemment compromise contre Wolfsburg.

Page 14

M 0147 - 1220 - 4,50 F



3790147004500 12220

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 150 l. ; Japon, 1 700 ¥ ; Libye, 4 000 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 1,80 S. ; USA (West Coast), 1,75 \$.

صك زامن الأصل

سكنا من الاجل

Etranger

MEXIQUE : le pacte du 15 décembre

«Solidarité» sans illusions pour affronter la crise

MEXICO
de notre envoyé spécial

Elle a fière allure à la veille des fêtes de la Nativité. Strass et paillettes inondent ses avenues, tandis que les pinatas, ces étoiles de lumière qui symbolisent celle du berger, s'illuminent au gré du soleil, dont les rayons parviennent même à percer le voile d'une pollution miraculeusement évanouie, l'espace d'un jour. Mexico s'est faite belle assurément. Les chicanos s'apprennent à l'imiter. Des échoppes aux marchés, la cohue est la même et la frénésie partagée : peut-être d'autant plus profondément que ce Noël est le prélude à de tristes lendemains.

Tout à la joie de ces préparatifs, les Mexicains ont entendu la semaine dernière leur président, M. Miguel de La Madrid, promettre des temps difficiles. Sous le nom de « pacte de solidarité économique », l'engagement a été tenu. Alors que les syndicats réclamaient une aide d'urgence de 46 % et menaient de faire grève pour le 15 décembre, la lutte contre le spectre d'une hyperinflation les a conduits à accepter un accord bien différent. Les salaires doivent, certes, être réévalués de 15 % ce mois-ci et de 20 % au 1^{er} janvier, mais la cohorte d'augmentations qui accompagne cet « ajustement » est impressionnante.

Une inflation de 150 %

Les hausses du prix du carburant, du téléphone, de l'électricité, des fertilisants et du sucre vont de 80 à 85 %, les billets de train de 17 %, avec des répercussions évidentes sur les produits alimentaires et de première nécessité. Certes, l'Etat compense aussi ses dépenses en réduisant le budget de 1988. La perte du pouvoir d'achat des salariés mexicains atteignait déjà près de 45 % en cinq ans. Le président de La Madrid a indiqué que ce pacte signé le 15 décembre par les syndicats patronaux, paysans et salariés du pays « n'offre pas une cure magique » et demande « plus d'efforts et de sacrifices afin d'éviter de tomber dans une situation franchement inflationniste ».

Alors que l'inflation devrait atteindre 150 % à la fin de l'année, le risque est réel et a déjà conduit le gouvernement à dévaluer le peso mexicain de 22 %. C'est ce qu'illustre, sous le trait du caricaturiste Rius, l'hebdomadaire *Proceso* dans sa dernière édition : une affiche annonce le combat en six rounds, « kid inflation » contre « Mike de La Madrid ». L'actuel président sort vaincu de l'affrontement. Il rejoint les deux anciens chefs de l'Etat victimes eux aussi de l'inégal combat. Sur un banc, à l'écart, Carlos Salinas de Gortari, le successeur désigné par le parti pour le mandat 1988-1994, attend, assis, alors qu'une voix venant du ring crie : « Au suivant ! ».

Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle, et le gouvernement ne risquent cependant rien politiquement. Bien sûr, l'opposition, de droite comme de gauche, a violemment dénoncé ce pacte qui « opprime une fois de plus le peuple ». Dans les rangs mêmes du PRI, certaines voix se sont élevées, comme celle de M. Rafael Segovia, professeur au Colegio de Mexico, pour qui cet accord « est une blague sinistre lorsque l'on sait que le patronat n'a pris aucun engagement formel et que le pouvoir d'achat ne cesse de diminuer ».

Les syndicats eux-mêmes...

Les syndicats eux-mêmes, pourtant signataires de l'accord, ont mis en garde les autorités contre l'affaiblissement du consensus entre le gouvernement et les partenaires sociaux, créé par de telles mesures. Certaines divisions sont aussi apparues au sein de la Confédération des travailleurs mexicains (CTM), qui regroupe la plupart des organisations. Mais, sur la place du Zocalo, au centre de Mexico, la protestation contre le pacte n'a rassemblé, samedi 19 décembre, qu'à peine un millier de personnes, alors que la population de la ville dépasse les dix-huit millions d'habitants.

Le gouvernement peut souligner, à juste titre, que la situation actuelle lui échappe en partie. Tous les experts s'accordent à dire que la « rénovation économique » amorcée par l'actuel chef de l'Etat connaît quelques succès, alors que la dette extérieure, d'un montant de 103 milliards de dollars, continuait à être remboursée. Le tremblement de terre de septembre 1985, la chute des prix du pétrole en 1986 sont autant de facteurs extérieurs qui ont pesé lourd sur le redressement du pays. Même si le krach de la Bourse mexicaine, ces dernières semaines, est plus la conséquence d'une spéculation frénétique à l'intérieur du pays que du déréglage des marchés internationaux.

Reste que le coût social des mesures annoncées est loin d'être négligeable. Dans son bureau de l'Institut national des consommateurs, la directrice de cet organisme gouvernemental, M^{me} Clara Jusipán, ne cache guère son inquiétude : « On assiste, dit-elle, à un nivellement par le bas des revenus des familles les plus modestes. Ces ménages réduisent bien évidemment leur budget et ont changé d'habitudes alimentaires. L'achat de viande a disparu au profit des légumes et de la tortilla (galette de maïs). Le train des hausses décidées aura pour effet de renchérir considérablement le prix de ces produits qui viennent de province ».

Plus encore, les salaires ont été versés dès le 15 décembre dans la plupart des entreprises en raison des fêtes. « L'effet du pacte se verra donc doublement dès les premiers jours de janvier », dit M^{me} Jusipán. L'Institut, qui reçoit plus de deux millions de demandes par jour concernant la liste des prix qu'il publie toutes les semaines dans les principaux quotidiens, vient aussi d'éditer une affiche donnant des conseils de sécurité aux personnes qui viennent de toucher leur paie. La crise aidant, la criminalité est, en effet, en augmentation notable.

Dans les milieux gouvernementaux, on insiste sur le caractère « tel pacte » : « Quand un bébé a 40 de fièvre, on le met dans l'eau froide, si violent que cela puisse paraître », et l'on affirme que « le pire aurait été de ne rien faire ». « Si cela peut nous permettre de nous en sortir nous devons l'accepter », maugréait un chauffeur de taxi, en calculant que l'augmentation de 40 % des tarifs ne pourrait jamais compenser celle de l'essence. Les chicanos développent aujourd'hui encore des réflexes d'imaginaire pour tenter de survivre. Dans les rues de la capitale, aux abords des carrefours, la croissance du marché parallèle et de l'économie souterraine est visible à tout instant.

Incontestablement la résignation et l'espoir de lendemains meilleurs semblent prévaloir malgré les sacrifices imposés. Jusqu'où et jusqu'à quand ? C'est toute la question.

DENIS HAUTIN-GIRAULT.

HAITI

Loi électorale sur mesure

La junte militaire haïtienne au pouvoir a rendu publique, le vendredi 18 décembre, une loi électorale en soixante-seize articles faite à sa mesure, puisqu'elle prive les futurs électeurs du secret du vote, présente de nombreuses possibilités de fraude, et sanctionne même tous ceux qui inciteraient au boycottage des élections.

Destinée à régir les élections générales prévues le 17 janvier prochain, pour remplacer le scrutin annulé à la fin du mois dernier en raison des attaques sanglantes des « tontons

macoutes », ce texte supprime, en effet, les cartes électorales délivrées par l'ancien Conseil électoral provisoire. Les électeurs, munis d'une pièce d'identité, doivent « se présenter devant les membres du bureau électoral avec les bulletins de leur choix », mais ce ne sont pas eux qui les mettront directement dans l'urne, ce soin revient au président du bureau.

Contrairement à l'ancien texte, la nouvelle loi s'abstient de déclarer illégitimes les anciens partisans trop zélés du régime déchu auxquels la Constitution interdit d'exercer pendant dix ans. Une amende de 100 à 200 dollars et une peine pouvant aller jusqu'à vingt-cinq jours de prison sont même prévues pour ceux qui « contesteraient de manière injustifiée une candidature ». Allusion directe à la mise à l'écart d'une dizaine de candidats d'opposition lors de la préparation des dernières élections. Enfin, journalistes et observateurs étrangers ne seront pas admis dans les bureaux de vote. — (AFP, AP.)

Les affrontements dans les territoires occupés par Israël

Une radicalisation croissante

(Suite de la première page.)

Mais la déclaration des députés arabes de la Knesset confirme aussi une tendance continue à une radicalisation politique des Arabes israéliens, qui ne cessent de préoccuper les dirigeants de Jérusalem depuis quelques années.

Evolution attendue là encore, la vague d'agitation a, pour la première fois samedi, touché la capitale, Jérusalem. La partie arabe de la ville (Jérusalem-Est), qui affiche habituellement des allures de paisible cité provinciale, a été le théâtre de violentes manifestations. Elles n'ont pas atteint l'ampleur des affrontements de ces derniers jours en Cisjordanie et à Gaza, mais la presse israélienne estime qu'elles furent les plus virulentes que la ville ait connues depuis vingt ans.

Les incidents commencèrent dans la matinée, rue Salabedine, la principale artère commerciale de Jérusalem-Est. Quelques centaines de très jeunes gens dressent des barricades d'ordures et de pneus enflammés sur la chaussée, jettent des pierres sur les voitures de police

et, très affectivement, font voler en éclats quatre devantures — celles de banques israéliennes, les seuls établissements non arabes alentour.

Selon des témoins, ils scandent « Dieu est grand » et « Sharon dehors ». Ce dernier slogan vise le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Ariel Sharon, qui a jugé opportun d'inaugurer la semaine passée, en fanfare, l'appartement qu'il vient d'acquiescer en plein secteur musulman de la vieille ville (le Mont du 17 décembre). Le maire de la capitale, M. Teddy Kollek, ne veut pas voir dans les événements de samedi le début d'une révolte massive des Arabes de la capitale ; simplement, a-t-il expliqué, « dans la situation que nous connaissons [depuis deux semaines], n'importe quelle allumette déclenche un incendie, et Sharon s'installant dans le secteur musulman de la vieille ville, c'est plus qu'une allumette ». La rue Salabedine sera rapidement bouclée par les forces de l'ordre. Utilisant matraques et grenades lacrymogènes, elles délogent les barricades et dispersent les manifestants.

tants. Dix-neuf mineurs ont été arrêtés. Les troubles n'auront duré que quelques heures, sans faire de victimes, interrompant à peine la promenade de quelques touristes.

Mais l'avertissement est important. Il prouve que la capitale est vulnérable au cycle de violence. Et puis Jérusalem est une vitrine, point de mire de la communauté internationale, et tout particulièrement dans cette période de Noël où des dizaines de milliers de pèlerins et touristes sont attendus.

Assi, dès dimanche, les autorités s'étaient-elles employées à faire disparaître les restes de la bataille. Les commerçants arabes levaient timidement leurs rideaux, alors qu'ailleurs, en Cisjordanie et à Gaza, la tension paraissait quelque peu retombée : seuls des incidents sporadiques étaient signalés (cinq blessés par balles à Naplouse). Personne ne se risquait pourtant à spéculer sur l'avenir d'une vague de troubles sans précédent qui, selon un communiqué de l'armée diffusé dimanche, a provoqué la mort de quinze Palestiniens (dont onze à Gaza) lors d'affrontements avec les forces de sécurité (1).

Ces événements sont en passe de susciter une grave dégradation des relations égypto-israéliennes (déjà peu chaleureuses). Le Caire dénonçant de plus en plus vivement la répression dont sont victimes les Palestiniens des territoires. Le premier ministre, M. Shamir, n'a cependant pas jugé utile d'envoyer une mission « d'expliquer » au Caire, comme certains responsables le lui suggèrent.

ALAIN FRACHON.

(1) Selon d'autres sources, hospitaliers et palestiniens, les affrontements dans les territoires occupés ont fait dix-huit morts.

Nouvelles protestations étrangères

Les heurts entre jeunes Palestiniens et forces de l'ordre israéliennes dans les territoires occupés ont continué à susciter dans le monde, au cours des derniers jours, des réactions hostiles à la politique d'Israël. L'URSS a ainsi accusé, le samedi 19 décembre, l'Etat hébreu de pratiquer une répression massive dans les territoires occupés et a exhorté les dirigeants israéliens à entendre « la voix de la raison » en consentant à une conférence de paix au Proche-Orient.

A Rome, le pape Jean-Paul II a condamné la violence actuelle. « La terre où Jésus est né ne peut pas continuer d'être le théâtre de violences, de conflits et d'injustices qui entraînent des souffrances pour les populations dont le meurtre est pratiqué », a-t-il déclaré devant plus de vingt mille personnes rassemblées, dimanche, sur la place Saint-Pierre, où une quinzaine d'ambassadeurs arabes et un cinquantaine de Palestiniens, accompagnés de Mgr Hilarion Capucci, vicaire patriarcal de Jérusalem, ont manifesté sous le drapeau palestinien.

En Israël même, où il effectue une visite officielle, le président italien, M. Francesco Cossiga, a exprimé son inquiétude face à la dégradation de la situation dans les territoires occupés et s'est déclaré pour « le droit à l'autodétermination du peuple palestinien ».

M. Cossiga s'est entretenu, à Jérusalem, avec des responsables palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

An Caire, l'ambassadeur d'Israël a été convoqué, dimanche, au ministère des Affaires étrangères, qui lui a exprimé « la protestation de l'Egypte contre les actes de barbarie et de répression pratiqués à l'encontre de la population palestinienne dans le secteur de Gaza ». — (AFP, Reuters.)

La guerre du Golfe

L'Irak affirme avoir repoussé une offensive iranienne

De violents combats, selon Bagdad, se sont déroulés dans la nuit du samedi 19 au dimanche 20 décembre au sud du front, alors qu'une accalmie prévalait dimanche dans le Golfe, où la « guerre des pétroliers » a fait rage la semaine dernière. Selon un communiqué militaire diffusé à Bagdad, l'armée irakienne a repoussé une attaque terrestre iranienne d'envergure, lancée samedi à 22 h 45 locales par deux brigades iraniennes appuyées par des blindés, dans la région de Zoubeida (province d'Amarrah), à 200 kilomètres au nord de la ville de Bassorah.

C'est la première fois depuis le début de l'année que Bagdad fait état d'une attaque iranienne importante au sud du front, où l'Irak a concentré près de 250 000 hommes, pour défendre notamment le port de Bassorah, son seul débouché maritime.

Le communiqué irakien ajoute que de « très violents combats » ont eu lieu, au cours desquels l'Irak a engagé deux formations de son 4^e corps d'armée, de l'infanterie, des blindés, de l'artillerie et des unités de commandos. Selon l'état-major irakien, les forces iraniennes étaient « presque complètement détruites », dimanche à 10 h 20 locales, et seul un petit nombre d'assaillants a pu prendre la fuite.

Téhéran a, de son côté, démenti que ses forces aient subi les pertes mentionnées par Bagdad, affirmant en revanche que 1 500 soldats irakiens avaient été mis hors de combat, et quatre bataillons anéantis au cours d'une opération lancée par les troupes iraniennes dans cette même région du sud du front.

Dans les eaux du Golfe, aucune attaque de navire n'a été signalée dimanche, après celle, samedi, d'un super-pétrolier danois, le *Karisma Maersk*, par des vedettes iraniennes. La semaine dernière, neuf pétroliers ont été attaqués, dont sept par l'Iran y compris un super-pétrolier suédois, et au moins deux d'entre eux ont été sérieusement endommagés.

L'Irak a pour sa part annoncé deux autres attaques qui n'ont pas été confirmées de source maritime indépendante.

Cette chasse aux « pétroliers neutres » porte exclusivement sur les navires sans défense, dont les pavillons ne sont pas protégés par les flottes qui croisent dans le Golfe. Ces attaques se font parfois à proximité de bâtiments de guerre qui n'interviennent, éventuellement, que pour porter secours aux membres d'équipage.

L'Iran n'a plus attaqué les convois protégés, notamment les convois de pétroliers koréens repavillonnés aux Etats-Unis, depuis le bombardement par la marine de guerre américaine de la plate-forme iranienne de Roostam, en octobre dernier, en représailles au tir d'un missile Stille-worm contre le *Sea Isle City*, le 16 octobre. Ainsi, le vingt et unième convoi de ce genre, composé notamment de deux pétroliers, a quitté samedi soir le Koweït, et se dirigeait lundi sans encombre vers la sortie du Golfe. (AFP.)

Le roi Hussein de Jordanie à Moscou


Le roi Hussein de Jordanie devait commencer, le lundi 21 décembre, une visite officielle à Moscou, qualifiée d'« extrêmement importante » par une source jordanienne autorisée, car elle intervient à la suite du sommet arabe d'Amman.

Pour sa première visite officielle dans ce pays depuis mai 1981, il s'y était cependant rendu fin 1982 en tant que membre du Comité arabe des Sept à la suite du sommet de Fez. — Le souverain hachémite s'entretiendra avec les responsables soviétiques de la guerre irakienne, de la tenue éventuelle d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient et de relations bilatérales. Le roi Hussein examinera notamment avec ses interlocuteurs les moyens de mettre un terme à la guerre du Golfe et d'appliquer la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU, ordonnant un cessez-le-feu immédiat entre les belligérants.

A ce propos, il entend demander aux dirigeants du Kremlin que Téhéran soit sanctionné, notamment par un embargo sur la livraison d'armes, en leur rappelant que le sommet arabe a déjà fermement condamné l'Iran.

Cette visite intervient alors que des informations en provenance de Moscou font état du soutien éventuel de Moscou à un embargo sur les armes à destination de Téhéran, à condition que les pays occidentaux s'engagent à garantir son application par leurs ententes privées et que les forces navales étrangères dans le Golfe soient remplacées par une force internationale. — (AFP.)

Pascal QUIGNARD
La leçon de musique



à APOSTROPHES
le 1^{er} janvier

TEXTES DU XX^e SIECLE 52F

Le Monde 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-97-27 Téléc. MONDOPAR 850 572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81	Edité par la SARL Le Monde Gérant : André Fontaine, directeur de la publication Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Lemaire (1982-1985) Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620.000 F Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur. Administrateur général : Bernard Wouff. Rédacteur en chef : Denis Verdet. Correspondant en chef : Claude Salas.	ABONNEMENTS BP 507 09 75442 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F ÉTRANGER (par messagerie) 1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 762 F 1 069 F 1 368 F 2 - SUISSE, TUNISIE 584 F 972 F 1 404 F 1 906 F Par voie aérienne : tarif sur demande. Changements d'adresse : déclarations ou pro- visions : nos abonnés sont invités à formu- ler leur demande dans nouvelles avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez adresser l'abonnement d'été tous les ans propres en capitales d'impression.	Le Monde TÉLÉMATIQUE Composé 38-15 - Tapez LEMONDE Le Monde PUBLICITÉ 5, rue de Valenciennes, 75007 Paris Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Téléc. MONDUPUB 206 136 F ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO 365 jours par an, 24 heures sur 24
---	---	--	--

Etranger

TUNISIE

Nuages sur la coopération avec la France

TUNIS

de notre correspondant

Souffrant d'une grippe, M. Jean-Bernard Ruffinot a renoncé à une date ultérieure le voyage qu'il comptait effectuer à Tunis à partir du dimanche 20 décembre. La visite du ministre des affaires étrangères, qui aura lieu, sera probablement au début de l'année prochaine, sera la première d'un responsable politique français après le changement intervenu à Tunis le 7 novembre. Elle devrait être l'occasion de confirmer la volonté des deux pays de maintenir leurs « relations privilégiées » et de faire le point sur l'évolution générale de la coopération.

Ces derniers jours, des nuages sont venus lentement assombrir le climat dans lequel s'exerce cette coopération si souvent présentée comme « exemplaire ». Avec un ensemble impressionnant qui ne peut être le fait du hasard, tous les quotidiens de Tunis ont déploré, en termes plus ou moins sévères, aussi bien le volume que les conditions de l'aide française, en se basant sur des statistiques pour le moins inexactes.

Depuis l'indépendance, en 1956, les crédits français à la Tunisie se sont pourtant élevés à 7 milliards de francs. Pour les exercices 1985-1986 et 1986-1987, l'aide « projets » sous forme de prêts du Trésor a représenté 440 millions de francs, et l'aide à la balance des paiements (aide « programme ») s'est chiffrée à 195 millions, plus une aide aux PME de 35 millions. Paris ne peut être tenu responsable de l'emploi à ce jour de 410 millions de l'aide à des projets qui ont été ajournés du fait du ralentissement considérable de l'économie tunisienne durant ces dernières années. Et, pour des raisons financières évidentes — les conditions ne sont pas les mêmes — il était d'autant plus difficile de transformer ces crédits en aide à la balance des paiements que celle-ci demeure, elle aussi, en partie non utilisée.

Certes, la complexité des formalités exigées n'est pas totalement étrangère à cette situation. Mais de là à placer — dans une tentative de compétition un peu superficielle — l'aide italienne, devenue du jour au lendemain « le fleuron de la coopération bilatérale », bien au-dessus de l'assistance économique et financière française, il y a une marge que les journaux ont franchie allégrement en constatant, entre autres, un indicateur indiscutable : le taux d'endettement à l'égard de Paris se situe à 14,1 %, alors qu'il est à peine de 4 % pour Rome.

Ce concert de critiques médiatiques, traduit, en réalité, un mécontentement officiel. En privé, les milieux politiques n'en disent rien.

Dans les sphères gouvernementales, on se montre en effet agacé par les « lourdeurs de procédure » qui empêchent l'utilisation de l'aide. Mais c'est surtout l'« arrogance » manifestée par les négociateurs de la Rue de Rivoli, qui ne tiennent pas compte de la situation économique et sociale tunisienne, dans lequel se situent les relations franco-tunisiennes et des impératifs économiques du partenaire, qui irrite.

Certes, l'engagement pris par Tunis voici dix-huit mois de régler le problème des avoirs français bloqués (aujourd'hui pratiquement résolus à l'initiative du président Ben Ali) avant le 31 décembre 1986 n'a pas été respecté. Étant-ce une raison suffisante pour en faire la condition d'une visite de M. Balladur qui aurait pu amorcer un dégel ?

Justifiés ou non, ces griefs viennent se greffer sur une nouvelle situation politique dont il faudra tenir compte. Ce n'est un secret pour personne à Tunis que la « tiédeur » du communiqué du Quai d'Orsay — se bornant à « prendre acte » du changement du 7 novembre — a été remarquée, même si, à l'ère vici, ont suivi des conversations

téléphoniques beaucoup plus chaleureuses entre M. Mitterrand et M. Ben Ali, comme entre M. Chirac et M. Benmoussa (le premier ministre tunisien).

Curieusement, cette réserve diplomatique hâtivement assumée à une réticence prête aujourd'hui encore à beaucoup plus d'interprétations que l'engagement spectaculaire et quelque peu ambigu dont avait fait preuve Alger lors du changement de régime.

Manifestations d'honneur

Par ailleurs, les interventions de divers milieux politiques — pas seulement de la majorité — qui se multiplient depuis quelques semaines en faveur de M. Mahmoud Bel Hachem, homme de compagnie de l'ancien président Bourguiba aujourd'hui poursuivi en justice pour diverses malversations, indisposent au plus haut point la classe politique. « Il faut dénoncer que l'on sache à Paris comme à Washington, dans les capitales arabes comme chez nos voisins maghrébins, que nous entendons traiter avec nos partenaires en pleine souveraineté, sur un pied d'égalité, sans complaisance et encore moins de servilité », nous déclarait récemment l'un des principaux ministres du gouvernement.

En dépit de ces manifestations d'honneur, la coopération franco-tunisienne est loin d'être « au point mort », ainsi que la présente un journal de la place. Bien au contraire, elle se développe. Il n'est pas pour preuve que la prochaine venue à Tunis d'une équipe de techniciens pour étudier les possibilités de diffusion en direct d'Antenne 2, à l'instar de la première chaîne de la RAI (italienne), dont les programmes sont captés depuis 1980.

La réception en direct d'une chaîne publique française avait été proposée lors de la réunion, en octobre, de la commission mixte culturelle et technique ; Tunis a accordé un « préjudice favorable ». Reste à préciser les modalités de l'opération.

Les programmes français seront-ils diffusés par voie hertzienne — ce qui nécessiterait la réalisation du projet — ou par satellite ? Seront-ils reçus sur un canal particulier, au même titre que ceux de la RAI, ou seront-ils inclus à ceux de la seconde chaîne « francophone à vocation internationale » de la télévision tunisienne ? Créée en juin 1983 avec une participation française de 110 millions de francs, cette seconde chaîne n'a pas été à la hauteur des espoirs placés en elle. La majorité des émissions qu'elle diffuse — en direct — sont jugées de médiocre qualité par les téléspectateurs, qui préfèrent le plus souvent se rabattre sur la télévision italienne, même s'ils ne connaissent pas la langue.

Le développement de la coopération culturelle, scientifique et technique ne se limite pas à ce seul domaine. La France a décidé d'édifier en plein centre de Tunis un « espace culturel » rendu nécessaire par la multiplication et la sophistication des échanges, et qui complètera et englobera la bibliothèque et le centre de documentation existant déjà.

Plus ambitieux qu'un centre culturel classique, cet « espace » comprendra non seulement une salle de quatre cents places destinée aux colloques, rencontres, conférences et spectacles, mais aussi et surtout un matériel permettant l'utilisation et la mise en valeur des technologies de pointe : informatique, télématique, banque de données.

MICHEL DEURÉ.

● Un hebdomadaire saisi pour outrage à M. Bourguiba.

Le bi-hebdomadaire bilingue tunisien les *Announces* a été saisi, vendredi 18 décembre, pour avoir publié, après le décès de son directeur, une caricature jugée insultante, représentant le ministre des affaires culturelles conduisant l'ancien président Bourguiba au Musée archéologique du Bardo. C'est la première fois depuis le 7 novembre qu'un journal est saisi et suspendu. (Corresp.)

CORÉE DU SUD : la contestation sur la régularité du scrutin présidentiel

M. Roh, un élu en quête de légitimité

SÉOUL

de notre envoyé spécial

M. Roh Tae Woo, nouveau président élu dont le mandat commencera en février à l'expiration de celui de M. Chun Doo Hwan, a reçu l'assurance du soutien des deux grands partenaires de la Corée : les États-Unis et le Japon. Mais il lui reste à convaincre ses concitoyens de sa légitimité. Or plane sur l'élection du 16 décembre un malaise : au fond d'eux-mêmes, les Coréens ont le sentiment qu'ils ont été trompés, que « quelque part » les élections ont été truquées.

La manière dont s'est déroulée la campagne — achats de voix et intimidations — avait déjà engendré de fortes suspicions. Quatre jours après le scrutin, ces suspicions se sont accrues chez beaucoup en conviction intime, sans cependant que quiconque puisse, pour l'instant, avancer des preuves suffisantes pour expliquer l'avance de M. Roh sur ses adversaires (deux millions de voix).

Cette conviction des Coréens est si forte que les journalistes étrangers, qui ne disposent pas de preuves tangibles d'une fraude de grande ampleur, restent prudents dans leurs commentaires, sont accusés de faire le jeu du pouvoir, sinon pris à partie par les plus passionnés (à Kwangju par exemple, ville pro-Kim Dae Jung, on dans les réunions d'opposants à Séoul). Il est vrai aussi que, citant habilement des titres ou des passages d'articles, les médias coréens donnent une vision pour le moins biaisée de la « couverture » des élections par la presse étrangère.

Truquage par ordinateur ?

Jusqu'à présent cependant, à part les exemples de fraudes et d'abus fournis par les observateurs étrangers, qui confirment que le déroulement du scrutin a été marqué par des irrégularités, l'opposition semble avoir de la peine à réunir des éléments suffisamment convaincants. Dimanche 20 décembre, la présentation par les collaborateurs de M. Kim Dae Jung de vingt-cinq cartes d'électeur de jeunes handicapés, qui auraient été saisies au moment où des employés de l'usine remplissaient les bulletins de vote à leur place (en faveur de M. Roh), et de photocopies d'autres cartes prouvant qu'un électeur avait voté deux fois au nom d'une même personne constituent des cas isolés de fraude dont il est, pour l'instant, impossible de conclure que l'élection du 16 décembre a été complètement truquée.

Une autre hypothèse de fraude, beaucoup plus sophistiquée que ces pratiques « artisanales », est plus troublante, même si, pour l'instant, elle relève de la spéculation. Les

publications des dissidents comme *la Voix du peuple* affirment que la fraude a eu lieu lors du décompte des voix opéré par des ordinateurs. Le programme de ceux-ci aurait été conçu de telle manière que les chiffres exacts entrés dans l'ordinateur donnaient des résultats différents de ceux qui auraient dû normalement sortir. Les opposants soulignent en outre des éléments troublants : le quotidien gouvernemental *Seoul Shinhan* donnait, dès 7 heures du matin le lendemain du scrutin, les chiffres qui allaient s'avérer parfaitement exacts vers midi ; la télévision d'État KBS commençait, pour sa part, à donner les résultats de Kwangju pratiquement au moment où, sur place, on commençait à peine à ouvrir les urnes...

Pour qui a suivi les résultats à la télévision, il paraît clair que ceux des régions les plus favorables au pouvoir ont été donnés plus rapidement, ce qui a permis d'entraîner de jeu d'établir une tendance (l'avance de M. Roh) qui s'est poursuivie jusqu'à la fin du décompte des voix. Jamais l'opposition n'a été en avance.

A la campagne électorale fait suite aujourd'hui une campagne de rumeurs. Sorte de « guerre psychologique » entre un pouvoir fort d'un mandat dont la légitimité reste à établir et une opposition qui se sent à la fois spolée de sa victoire mais aussi, d'une certaine manière, responsable de sa défaite en raison de la division des deux Kim. Les opposants, citant l'exemple de la chute de Syngman Rhee en 1960, affirment qu'il faut un peu de temps avant que l'opinion publique réagisse. (En 1960, c'est un mois après des élections truquées que les étudiants ont commencé des manifestations qui ont forcé le vieux autocrate à se retirer.) « Nous savons comment gérer les troubles », affirme-t-on du côté du pouvoir.

M. Roh Tae Woo a gagné la première manche. Il lui reste à gagner une légitimité qui a toujours fait défaut à son prédécesseur et que, malgré sa victoire électorale, il n'a pas encore, dans le cœur des Coréens du moins.

PHILIPPE PONS.

● Des manifestants attaquent des studios de télévision. — Des étudiants sud-coréens ont attaqué, le lundi 21 décembre, des studios de télévision et s'en sont pris sans succès à la résidence du directeur du centre culturel américain de Kwangju, dans le sud-ouest du pays. A annoncé la presse sud-coréenne. Des manifestants antigouvernementaux, au nombre d'une vingtaine, ont lancé une dizaine de cocktails Molotov sur les bureaux de la Mun-Hwa Broadcasting Company (MBC), selon l'agence de presse Yonhap. Les responsables de la compagnie ont indiqué que l'attaque n'a pas provoqué de dégâts importants. — (AFP.)

La visite officielle de M. Mitterrand

Paris continue d'exercer à Djibouti une influence prépondérante

M. François Mitterrand effectue une visite officielle à Djibouti les mardi 22 et mercredi 23 décembre. Le chef de l'Etat, qui sera accompagné d'une importante délégation comprenant notamment le ministre de la défense, M. André Giraud, embarquera au cours de sa visite à bord du porte-avions *Clemenceau*. Il aura plusieurs entretiens avec le président de Djibouti, M. Hassan Gouled Aptidon.

DJIBOUTI

de notre envoyé spécial

Aucun président de la République française ne s'était encore rendu à Djibouti en voyage officiel depuis l'indépendance de ce pays. Il y a tout juste dix ans. Les autorités locales soulignent que l'année 1987 ne s'achève pas sans que pareille anomalie soit corrigée. Ce qui est fait à l'extrême par M. Mitterrand.

La France exerce, ici, une influence prépondérante, à la fois économique et militaire. L'ensemble des dépenses publiques françaises, faites au seul titre de la coopération civile et militaire et des forces stationnées sur place (environ quatre mille hommes), représente près de la moitié du produit intérieur brut. Quant à la communauté française, forte de dix mille personnes, elle assure 41 % des recettes de cette jeune République.

Bon an, mal an, Djibouti — quatre cent cinquante mille habitants dont les deux tiers vivent dans la capitale — reçoit de son ancien tuteur 90 millions de francs d'aide budgétaire. Pour maîtriser de sérieux difficultés économiques, longtemps masquées par la hausse du dollar auquel le franc Djibouti est rattaché, la France a lié son aide à la mise en place d'un véritable plan d'austérité et au contrôle de son suivi.

L'homme-clé de ce redressement économique, M. Djama Elabe, apprécié pour son sérieux et sa compétence, se vit confier, en octobre 1986, le poste de grand argentier. Mais, lors du remaniement de novembre, celui-ci a été privé d'une partie de ses compétences, et donc de son autorité, au grand dam des autorités françaises qui craignent sur lui pour mener à bien cette opération de sauvetage des finances publiques.

La partie est-elle jouable ? Présenté comme « l'homme des Fran-

çais » — mais comment en serait-il autrement étant donné l'étroite dépendance économique de Djibouti à l'égard de son ancien tuteur ? — M. Elabe, cet « empêcheur de dépenser en rond », saura-t-il, en définitive, vaincre les résistances de tous ceux qui, au sein de la classe politique, cherchent à saboter son plan d'austérité et veulent le neutraliser ?

« Nous voudrions éviter à Djibouti de tomber sous les fourches caudines du Fonds monétaire international », laisse-t-on entendre du côté français. Il n'empêche que, pour l'instant, la situation économique se détériore. Les crédits publics augmentent de nouveau — plus de 100 millions de francs — et, partant, les difficultés de trésorerie.

La situation artificielle dans laquelle vit ce petit pays, notamment grâce à la présence d'une importante communauté étrangère, civile et militaire, procure à certains de ses habitants des revenus non négligeables. Une enquête de consommation, réalisée en juin dernier, a révélé qu'une famille djiboutienne disposait d'environ 4 500 francs français par mois, ce qui place le niveau de vie de Djibouti à l'égal de celui du Portugal.

En réalité, Djibouti n'a rien à vendre sauf des services. Ses dirigeants cherchent à relancer l'idée de place financière, de « Hongkong au petit pied », grâce à sa situation géographique et à ses communications faciles. Quant au port, sa vocation est de servir non seulement de port de transit pour les marchandises en provenance ou à destination de l'Éthiopie et de la Somalie, mais encore de port de transbordement de conteneurs vers les pays limitrophes de la mer Rouge et de l'océan Indien. Reste la géothermie sur laquelle les autorités locales fondent beaucoup d'espoir pour assurer, en partie, leur indépendance énergétique : un forage, réalisé près du lac Asal, vient de se révéler très productif.

Quoi qu'il en soit, la France, avec laquelle Djibouti a signé, en juin 1977, un accord de défense, est garante de l'indépendance de cette jeune République face à la convoitise toujours possible de ses voisins immédiats, l'Éthiopie et la Somalie. Récemment, à la tête de l'Etat en avril dernier, M. Hassan Gouled s'efforce de jouer un rôle modérateur dans la course de l'Afrique, tiraillée par les rivalités entre les deux Super-Grands.

JACQUES DE BARRIN.

ALGÉRIE

Concertation intermaghrébine avec Tunis et Nouakchott

ALGER

de notre correspondant

La rencontre dimanche 20 décembre à Alger des ministres des affaires étrangères des trois pays signataires en 1983 du traité de fraternité et de concorde — l'Algérie, la Tunisie et la Mauritanie — s'est conclue essentiellement sur une promesse de se revoir bientôt à Nouakchott. Le Mauritaniens Mohamed Lamine Ould Ndiaye, le Tunisien Mohamed Mestiri, et l'Algérien Ahmed Taleb Ibrahimi, ont également réaffirmé le principe de l'ouverture du traité à tous les pays maghrébins.

La proposition n'est pas anodine. Alger, depuis deux ans, œuvre à un rapprochement avec Tripoli. Pour ne pas tomber dans le piège de l'union pure et simple, elle souhaite une adhésion de la Libye au traité de fraternité et de concorde. Mais, pour cela, deux conditions restent à remplir. La première : que Tunis et Tripoli rétablissent des relations diplomatiques rompues depuis 1983, ce qui devrait intervenir avant la fin de cette année, laissent entendre les sphères dirigeantes algériennes. La seconde : que la Libye fasse officiellement acte de candidature. Et ce qui semble aujourd'hui évident ne l'était pas l'été dernier, lorsque Tripoli estimait qu'il valait mieux

s'allier d'abord à Alger, puis inciter les autres pays maghrébins à rejoindre le nouvel axe ainsi créé. En admettant que ces deux conditions s'accomplissent, les affaires étrangères réunies à Nouakchott pourraient recommander à leurs chefs d'Etat respectifs d'entériner l'adhésion de la Libye lors d'un sommet qui pourrait se tenir le 19 mars 1988, date du cinquantième anniversaire de la signature du traité.

Voilà, en tout cas, le scénario idéal tel qu'on l'exposait à Alger au soir de la première réunion des ministres des affaires étrangères.

La presse algérienne a accordé une grande place à l'événement. Seule l'absence dimanche la visite d'une délégation officielle du ministre des affaires étrangères à Rabat (le *Monde* daté 20-21 décembre). En revanche, la réunion d'Alger et la visite officielle du premier ministre algérien, M. Abdelhamid Brahimi, à Tripoli, ont été abondamment commentées. L'officier El Moudjahid consacré dans son édition de dimanche quatre pages au sujet, insistant d'une part sur les bonnes relations politiques entre l'Algérie et ses voisins mauritaniens, d'autre part sur la complémentarité économique, facteur de rapprochement avec la Libye.

FREDERIC FRITSCHER.

La tension entre l'Ouganda et le Kenya

Le président Kaunda propose sa médiation

M. Kenneth Kaunda, chef de l'Etat zambien et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, a accepté, le dimanche 20 décembre, d'agir en médiateur dans le conflit frontalier entre l'Ouganda et le Kenya (le *Monde* daté 20-21 décembre). Il a annoncé son intention de « contacter » prochainement les présidents de ces deux pays, après avoir rencontré le ministre ougandais des affaires étrangères à Lusaka.

Une grande manifestation contre le président de l'Ouganda, M. Yoweri Museveni, a eu lieu, samedi à Nairobi, à l'appel du parti gouvernemental, la KANU. Cependant, les armes se sont tuées, jeudi dernier, après trois jours d'échanges de tir entre forces kenyanes et forces ougandaises dans le district frontalier de Busia. Ces escarmou-

ches auraient fait une vingtaine de victimes.

Selon un communiqué du gouvernement ougandais lu à la radio nationale, deux diplomates ougandais au Kenya ont été « arrêtés, fouillés et harcelés » avant d'être expulsés samedi. Des hommes d'affaires et des responsables des offices ougandais du café et du coton, basés dans le port kenyan de Mombasa, ont reçu l'ordre de quitter le pays. Les bureaux de ces deux offices ont été mis à sac.

Le Kenya a démenti, dimanche, les accusations de Kampala selon lesquelles Nairobi imposait un blocus à l'Ouganda. Selon Nairobi, les conducteurs de camions ont peur de franchir la frontière à cause de l'insécurité en Ouganda. — (AFP, Reuters.)

Michel DÉON

de l'Académie française



La montée du soir

roman

« Comment ce texte nous envoûte-t-il ? Il est limpide et il est trouble ; il paraît simple et il distille l'angoisse. On n'écrit ainsi qu'au sommet de son art. »

Francis Nourissier / Le Figaro Magazine

GALLIMARD *ur*

سكزا من الاجل

4 Le Monde • Mardi 22 décembre 1987 •••
(Publicité)

Appel au président François Mitterrand pour le retour des réfugiés sympathisants des Modjahedines en France

300 parlementaires britanniques et italiens, dont 3 ministres et 8 vice-ministres, ont exprimé leur inquiétude, dans un appel adressé au président François Mitterrand, sur l'exil forcé des réfugiés sympathisants des Modjahedines, tout en soulignant le danger qui menace leur vie. Ils demandent le retour le plus rapide de ces réfugiés en France.

Voici le texte et les signatures de cet appel.

Nous avons appris qu'un nombre de réfugiés politiques iraniens ont été arrêtés en France. Ils sont toujours assignés à résidence et nous savons qu'un certain nombre d'entre eux ont été expulsés au Gabon.

Le régime iranien actuel est caractérisé par sa pratique du terrorisme. Ces réfugiés, hors de France, seront donc exposés à ce terrorisme.

Nous vous demandons, en tant que garant des valeurs humanitaires françaises, de vous assurer que le droit d'asile de ces réfugiés soit pleinement respecté, qu'ils retournent en France et qu'une libération rapide leur soit octroyée.

GRANDE-BRETAGNE

Alton David (Liberal); Archer Peter (Conservative); Lord Avebury (L.); Anderson Donald (T.); Abbott Diane (T.); Allen Graham (T.); Baille John (T.); Bradley Keith (T.); Buchanan Norman (T.); Banks Tony (T.); Barnes Harry (T.); Brown Nick (T.); Bennett Andrew (T.); Bowden Andrew (Conservative); Lord Beaumont (Independent); Canavan Dennis (T.); Clarke Tom (T.); Cohen Harry (T.); Corry John (T.); Croy Robert (T.); Cummings John (T.); Clelland David (T.); Cousins Jim (T.); Lord Carmichael (T.); Corbett Richard (T.); Corbett Robin (T.); Lord Dean (T.); Lord Donaldson (Social-Democrat); Douglas Dick (T.); Dunnachie James (T.); Darling Alister (T.); Doran Frank (T.); Lord Ernals (T.); Evans John (T.); Ewing Harry (T.); Lord Foot (L.); Fisher Mark (T.); Flanders Martin (T.); Fatchett Derek (T.); Lord Fitt (L.); Foster Derek (T.); Foulkes George (T.); Fraser John (T.); George Bruce (T.); Galbraith Sam (T.); Gould Bryan (T.); Gordon Mildred (T.); Galloway G. (T.); Graham Ted (T.); Heller Eric (T.); Holland Stuart (T.); Howell David (T.); Hoyle Doug (T.); Hughes John (T.); Hayes Jerry (T.); Hughes Simon (L.); Hampson Keith (T.); Lord Hampton (L.); Hogg Norman (T.); Jeyling Michael (T.); Lester Jim (T.); Lester Joan (T.); Livingston Ken (T.); Lord Lloyd (L.); Litherland Robert (T.); Lloyd Tony (T.); Lord Lloyd (L.); Lewis Terry (T.); Lamond James (T.); Lord McNair (L.); Countess of Mar (L.); Meale Alan (T.); Mullin Chris (T.); Michie Bill (T.); Madden Max (T.); Marshall David (T.); Meacher Michael (T.); Lord Molloy (T.); Moore Lewis (T.); Mark John (T.); McCartney Ian (T.); McTaggart Robert (T.); Morley Elliot (T.); Orme Stanley (T.); Lord Ogmore (L.); O'Brien William (T.); Parry Robert (T.); Primarolo Dawn (T.); Rees Marilyn (T.); Robertson George (T.); Rowlands Edward (T.); Rogers Allan (T.); Rudolph John (T.); Radice Giles (T.); Roberts Allan (T.); Lord Sefton (T.); Solely Clive (T.); Short Peter (T.); Lord Simon (L.); Sizer George (T.); Short Clive (T.); Slater Dennis (T.); Slott Roger (T.); Smeaton Barbara (L.); Turner Dennis (T.); Lord Tordoff (L.); Townsend Cyril (L.); Vaz Keith (T.); Waring Robert (T.); Welsh Mick (T.); Lord Winstanley (L.); Wall Pat (T.); Waller Gary (T.); Winnick David (T.); Lord Whadon (S.-D.); Boateng Paul (T.); Mowlem Marjorie (T.); Blument David (T.); Blument Sydney (T.); Griffiths Susan (T.); Sir Bernard (C.); Greenway Harry (C.); Knox David (C.); Flynn Peter (T.); Davis Terry (T.); Berrill Vivian (C.).

ITALIE

MINISTRES ET VICE-MINISTRES

Costi Silvano (vice-ministre du travail et de la Sécurité sociale); Emmeli Capelli Enrico (vice-ministre du commerce extérieur); Gaspari Remo (ministère pour la coordination de la protection civile); Giannini Alessandro (vice-ministre des transports); Martino Calogero Antonio (ministère des transports); Rossi Alberto (vice-ministre du commerce extérieur); Spini Valdo (vice-ministre de l'intérieur); Tognoli Carlo (ministère pour les zones urbaines); Delucia Stefano (vice-ministre des finances); Covatta Luigi (vice-ministre de l'éducation nationale); Cimino Francesco (vice-ministre de l'agriculture).

MEMBRES DU SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE

Alberti Aureliana (Parti communiste/P. C.); Aris Gaetano (groupe parlementaire de la gauche indépendante); Boato Mario (Parti radical/P. R.); Boicchio Schelotto Giovanni (P. C.); Boffa Giuseppe (P. C.); Cavazzuti Filippo (SIN. IND.); Cortese Francesco (P. R.); Fontana Alessandro (Parti démocrate-chrétien/D. C.); Foa Vittorio (SIN. IND.); Murnura Antonio (D. C.); Nebbia Giorgio (SIN. IND.); Nespolo Carla Federica (P. C.); Ongaro Benaglia Franca (SIN. IND.); Onorato Pierluigi (SIN. IND.); Osicini Adolfo (SIN. IND.); Pasquino Gianfranco (SIN. IND.); Pinna Mario (P. C.); Riva Massimo (SIN. IND.); Rosati Domenico (D. C.); Salvo Ersilia (P. C.); Strik Lievers Lorenzo (P. R.); Ulanich Boris (SIN. IND.); Vesentini Edoardo (SIN. IND.); Visconti Rolfo (P. C.); Zulla Grazi (P. C.); Alberti Antonio (groupe parlementaire de la gauche indépendante/SIN. IND.); Roldini Azigo (Parti communiste italien/P. C.); Coco Giovanni Silvestro (Parti démocrate chrétien/D. C.); Condrelli Mario (Parti démocrate chrétien/D. C.).

MEMBRES DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Alberti Guido (Parti socialiste/P. S.); Andreis Sergio (groupe parlementaire des vertes/VERTS); Andreoli Giuseppe (Parti démocrate-chrétien/D. C.); Angelini Piero Mario (D. C.); Antai Aldo (P. S.); Anselmi Tina (D. C.); Aramboldi Patrizia (Parti de la démocratie prolétarienne/D. P.); Augello Giacomo (D. C.); Auleta Francesco (P. C.); Azzolini Luciano (D. C.); Balbo Laura (SIN. IND.); Barbalace Francesco (P. S.); Barbieri Silvia (P. C.); Bassi Montanan Franca (VERTS); Battaglia Piero (D. C.); Battistuzzi Gian Paolo (Parti libéral/LIB.); Beebe Taramelli Carlo Jane (SIN. IND.); Bertoli Danilo (D. C.); Bertone Giuseppina (SIN. IND.); Biondi Alfredo (LIB.); Bonferroni Franco (D. C.); Boniver Margherita (P. S.); Borghini Gianfranco (P. C.); Bonolani Franco (D. C.); Brunetto Arnaldo (D. C.); Bruni Giovanni (Parti républicain/REP.); Bultrini Luigi (P. C.); Calvanese Flora (P. C.); Capacci Renato (P. S.); Capanna Mario (D. C.); Capolupo Agata Alina (P. S.); Cardenti Giorgio (P. S.); Carelli Rodolfo (D. C.); Carrus Giovanni (D. C.); Castagnetti Pierluigi (D. C.); Cellini Giuliano (P. S.); Cherchi Salvatore (P. C.); Chiriano Rosario (D. C.); Cialini Vincenzo (P. C.); Calandini Michele (P. C.); Cicerone Francesco (P. C.); Cobelli Giovanni (P. C.); Colosi Sergio (D. C.); Colucci Francesco (P. S.); Conti Laura (P. C.); Curi Francesco (P. S.); Dal Bue Mauro (P. S.); Faccio Adele (P. R.); Fagni Edda (P. C.); Ferrandi Alberto (P. C.); Fianchini Filippo (P. S.); Filippini Rosa (VERTS); Firpo Luigi (REP.); Folena Roberto (P. C.); Fontana Giuseppe (P. C.); Galante Michele (P. C.); Galli Giancarlo (D. C.); Garavaglia Mariapia (D. C.); Garavini Andrea Sergio (P. C.); Gasparotto Isia (P. C.); Ghezzi Giorgio (P. C.); Grillo Luigi (D. C.); Grillo Salvatore (REP.); Guidetti Serra Bianca (D. P.); Lauricella Angelo (P. C.); La Valle Rainerio (SIN. IND.); Lavorato Giuseppe (P. C.); Leccia Pino (D. C.); Lucchesi Giuseppe (D. C.); Lusetti Renzo (D. C.); Lupatelli Agostino (P. C.); Magri Lucio (P. C.); Mangiapane Giuseppe (P. C.); Marri Gerardo (P. C.); Martinazzoli Fermo Mino (D. C.); Masina Ettore (SIN. IND.); Martelli Gianni (VERTS); Meleto Salvatore (D. C.); Mombelli Luigi (P. C.); Monaci Alberto (D. C.); Mongelli Giovanni (D. C.); Montecchi Biata (P. C.); Moroni Sergio (P. S.); Mondo Antonio (P. S.); Napoli Vito (D. C.); Napolitano Giorgio (P. C.); Nappi Gianfranco (P. C.); Nicolini Renato (P. C.); Nicotra Benedetto (D. C.); Orcian Giuseppe (P. S.); Orsini Bruno (D. C.); Pannella Marco (P. R.); Paolo Gino (SIN. IND.); Perani Mario (D. C.); Picchetti Santino (P. C.); Pinto Roberto (P. C.); Polidori Enzo (P. C.); Polverari Pierluigi (P. S.); Porciani Costante (D. C.); Provanini Alberto (P. C.); Raddi Luciano (D. C.); Rasi Francesco (P. S.); Ridi Silvano (P. C.); Riggio Vito (D. C.); Rinaldi Luigi (D. C.); Roich Angelino (D. C.); Ronchi Edoardo (D. P.); Rosini Giacomo (D. C.); Russo Francesco (D. P.); Salerno Gabriella (P. S.); Salvoldi Giancarlo (VERTS); Santoro Iulio (REP.); Sapientza Orazio (D. C.); Sarl Adolfo (D. C.); Savino Nicola (P. S.); Sciala Massimo (VERTS); Seppia Mauro (P. S.); Serafini Anna Maria (P. C.); Serafini Massimo (P. C.); Serro Gianna (P. C.); Soave Sergio (P. C.); Soleroli Bruno (P. C.); Tamino Gianni (D. P.); Tealdi Giovanna Maria (D. C.); Teodori Massimo (P. R.); Tribacchi Felice (P. C.); Vairo Gaetano (D. C.); Willet Ferdinand (Parti populaire sud-tyrolien); Zambon Bruno (D. C.); Zaveretti Saverio (P. S.); Alessi Alberto (Parti démocrate chrétien/D. C.); Fiedda Manlio (D. C.).

MADRID CHANSAZIAN

17, rue des Goros, 95430 AUVERS-SUR-OISE

La LIBRAIRIE du Monde
AVEC LA PROCURE

MARGUERITE YOURCENAR : FAITES-VOUS LIVRER
LES ŒUVRES DE « LA DAME INSULAIRE »
36.16 TAPEZ LM16

Asie

INDE

New-Delhi envisage l'achat d'avions-radars soviétiques

NEW-DELHI
de notre correspondant

Pour faire face à ce qu'elles considèrent comme une aggravation de l'insécurité dans la région - en clair, la modernisation de l'armée pakistanaise, les autorités indiennes envisagent de faire l'acquisition de un à trois appareils soviétiques IL-76 de détection et couverture aérienne dont les performances, selon Moscou, sont comparables aux AWACS de Boeing.

Les IL-76 soviétiques sont stationnés dans la presqu'île de Kola (près du port de Mourmansk) et sont, en général, associés à des intercepteurs Sukhoi-27. Jusqu'à présent, ils n'ont été fournis à aucun pays. Si New-Delhi décidait d'en acheter un ou plusieurs exemplaires, ceux-ci pourraient être couplés avec les quarante-huit intercepteurs Mig-29 soviétiques qui ont été livrés à l'Inde depuis le début de l'année.

Le Mig-29, rebaptisé Baz par l'armée de l'air indienne, a été présenté pour la première fois en public il y a une quinzaine de jours à Pune (État du Maharashtra).

L'Inde, qui est le premier pays non membre du pacte de Varsovie à en posséder, a pris une option sur cent cinquante autres exemplaires qui seraient fabriqués sous licence à l'usine de Hindustan Aeronautics Limited située à Nasik (Maharashtra).

L. Z.

[Décomposé « Mainstay » par les services de l'OTAN, le quadricopteur Ilouchine-76 (ou IL-76) est le tout dernier modèle d'avion-radar soviétique. Il s'agit d'une version dérivée de l'avion de transport stratégique Ilouchine-76, qui a donné, précédemment, naissance à un avion de ravitaillement en vol. L'avion-radar IL-76 a, semble-t-il, des capacités analogues à l'AWACS américain, c'est-à-dire qu'il est apte, par exemple, à suivre des trajectoires de missiles de croisière ou des navigations à très basse altitude d'avions assaillants, grâce à un radar qui voit au-dessous de lui et dont l'antenne est montée sur le fuselage. Il est ravitaillable en vol. Les premiers « Mainstay » ont été repérés sur une base de la péninsule de Kola, en mer de Barents. Avant l'entrée en service opérationnel de cet appareil, les Soviétiques disposaient, (ils en disposent encore d'avions-radars « Moss », dérivés du quadricopteur Tupolev-126 (ou TU-126).]

PHILIPPINES : collision de deux navires

Plus de 1 400 disparus dans un naufrage

(Suite de la première page.)

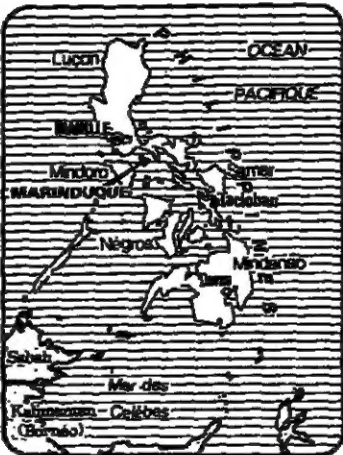
« Il n'y avait pas de lumière, il n'y avait pas de gilet de sauvetage, personne ne donnait d'ordre », a raconté Gilbert Mabuto, un garçon de quinze ans, brûlé au visage et aux deux bras, qui a été hospitalisé à Manille. Il a été réveillé par des cris de panique de passagers qui hurlaient « au feu ». « J'ai sauté dans la mer en feu », a ajouté le jeune homme qui a eu la chance d'être repêché par un cargo, passant non loin du lieu de la collision. Il voyageait avec sa mère et ses deux sœurs, portées manquantes toutes les trois.

« Les placards contenant les gilets de sauvetage étaient fermés à clé », a affirmé de son côté Armando Lominoque, témoin, qui a vu le cargo, mais le visage brûlé au troisième degré. L'air hébété, il a déclaré qu'il avait nagé vers un passager muni d'un gilet de sauvetage auquel il s'était cramponné jusqu'à ce qu'un cargo les repère, peu avant l'aube. Sa femme et sa fille, âgée de trois ans, figuraient parmi les disparus.

Tout en ignorant encore les causes exactes de la catastrophe, on indique cependant, à Manille, qu'il n'y avait ni orage tropical ni raz de marée dans la région. Le trafic maritime entre les quelque 7 000 îles et îlots de l'archipel se fait souvent dans des conditions de grande précarité. Les bateaux transportant chaque jour des milliers de gens, pour des raisons de rendement financier maximal, sont généralement vétustes et fort peu fiables en haute mer. Il ne se passe en effet rarement pas de semaine aux Philippines sans l'annonce de tragédies semblables. Ainsi, quelques jours seulement avant le naufrage du *Donna Paz*, un autre navire de passagers a sombré, mais avec « seulement » une dizaine de personnes à bord.

Un commandant des gardes-côtes a fait savoir que deux pêcheurs et quatre navires marchands se sont approchés du *Donna-Paz* pour lui porter secours. La plus grande catastrophe de l'histoire de la navigation remonte au 6 décembre 1917 quand le navire français *Mont-Blanc* était entré en collision avec un bâtiment belge faisant 1 600 victimes. Le 14 avril 1912, le naufrage du *Titanic* avait fait 1 503 morts.

Une autre tragédie maritime aurait eu lieu, au même moment, dans la région, un cargo indonésien ayant apparemment coulé au large de la côte de Bornéo avec 55 personnes à bord. Le *MTV-Binter*, un cargo de 489 tonnes qui transportait également des passa-



gers, a envoyé un signal de détresse dimanche matin pendant une tempête. Des recherches ont immédiatement été lancées, mais aucune trace du navire et de ses passagers n'a encore été trouvée, et les responsables indonésiens craignent que le cargo n'ait coulé.

KIM GORDON-BATES.

Trêve de Noël et du Jour de l'an

MANILLE
Correspondance

Pour la deuxième année consécutive, soldats philippins et insurgés communistes ne se battront pas, officiellement, le jour de Noël et le premier de l'an. Le gouvernement philippin a ainsi annoncé une trêve de deux jours, mais, selon l'état-major de l'armée philippine, il s'agit non d'un cessez-le-feu mais d'un « moratoire sur les opérations offensives ».

L'annonce de cette trêve ne fait que confirmer une pratique traditionnelle. Dans ce pays catholique, la paix de Noël a toujours été respectée, alors que, chez les insurgés, on célèbre régulièrement en grande pompe, le 26 décembre, à la fois l'anniversaire de Mao Tse-Toung et la fondation du Parti communiste philippin, qui fête, cette année, son dix-neuvième anniversaire. Les dirigeants communistes ont fait savoir que leurs forces respecteraient également la trêve.

Certains membres du gouvernement ont indiqué que cette brève cessation des hostilités pourrait être le prélude à une nouvelle série de négociations entre les autorités et les communistes. Mais cet optimisme n'est guère partagé dans les cercles politiques de Manille. Ni la présidente Aquino, ni l'état-major militaire, ni les chefs de l'insurrection n'ont la volonté de reprendre un dialogue qui n'a rien donné par le passé.

K. G. B.

AFGHANISTAN

Offensive des forces gouvernementales pour rompre le blocus d'une ville

Des combats font rage dans la région de Khost, une ville située à 120 kilomètres au sud-est de Kaboul et encerclée par la résistance. La semaine dernière, en effet, les Soviétiques et les forces de Kaboul ont lancé une vaste offensive pour tenter de rompre le blocus de la ville. L'aviation soviétique serait intervenue à plusieurs reprises contre les positions de la résistance tandis que des convois soviéto-afghans tentaient de gagner Khost. Des milliers de civils ont fui la région. Des sources proches de la résistance, au Pakistan, ont indiqué que les troupes soviéto-afghanes avaient réussi, au prix de lourdes pertes, à occuper certaines hauteurs à proximité de Khost. La résistance a annoncé qu'elle envoyait des renforts sur place.

Une première à la télévision soviétique

Moscou (AFP). — La guerre en Afghanistan a fait brusquement irruption, le samedi 19 décembre, dans les foyers soviétiques, avec un reportage télévisé sur l'offensive lancée par les forces gouvernementales afghanes afin de mettre fin au blocus de la ville de Khost par la résistance. C'était la première fois que la télévision soviétique montrait une opération d'envergure en cours en Afghanistan. Elle n'a toutefois pas précisé si des unités soviétiques participaient aux combats.

A la vue des images des combats autour de Khost, les analystes occidentaux en poste à Moscou n'ont pu s'empêcher de tracer un parallèle avec l'intervention américaine au Vietnam, où la couverture par les médias avait été un facteur déterminant pour le désengagement américain. Il n'est pas exclu, estiment-ils, que le traitement réservé par la propagande officielle à ces opérations militaires soit destiné à préparer l'opinion soviétique à un éventuel retrait de l'armée rouge d'Afghanistan.

Pourtant, le *Pravda*, organe du Parti communiste soviétique, évoquant le règlement politique du conflit afghan, a réaffirmé le dimanche 20 que le retrait des troupes soviétiques dans une période de douze mois, ou moins, dépendait de la fin du soutien américain à la résistance. Les officiels soviétiques rejettent vigoureusement toute comparaison entre l'Afghanistan et le Vietnam et répètent invariablement que les troupes soviétiques (quelque 115 000 hommes, selon les estimations occidentales) se trouvent dans le pays voisin à la demande expresse des autorités de Kaboul.

Depuis quelques mois, les médias soviétiques mettent en évidence les épreuves des soldats soviétiques en Afghanistan, tandis que les vétérans de cette guerre décrivent un meilleur traitement. Toutefois, les rapports ont jusqu'à présent évité d'indiquer quel côté était gagnant sur le terrain, même si les officiels ont admis que les pertes des forces soviéto-afghanes étaient plus importantes depuis la livraison, cette année, de missiles anti-aériens portables Stinger par les États-Unis aux moudjahidines.

Le président Najibullah, lors d'une conférence du Parti démocratique du peuple afghan (au pouvoir à Kaboul), avait réitéré, en octobre, que le gouvernement ne contrôlerait qu'un tiers du territoire afghan. De même, dans son reportage du samedi 19, le correspondant de la télévision soviétique à Kaboul a admis que les moudjahidines contrôlaient la région de Khost depuis de nombreuses années, affirmant que la population locale était « l'usage de la contre-révolution depuis pratiquement neuf ans ».

Nagai Karô

Interminablement la pluie...

Bibliothèque de l'Institut des Hautes Etudes Japonaises : 62 francs.

MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin 75008 Paris • Tél. 354 32 70

silic

Les Paris d'affaires évolue

Bureaux et locaux d'activités en location sur les meilleurs sites autour de Paris

BOULOGNE - LA DEFENSE - ERM - ANTOY - BUREL/ORMAN

CHRY-PONCHER - PARIS NOIR/BOISY

430 000 m² déjà réalisés 300 000 m² en cours

silic
LA LOCATION
CONÇUE COMME
UN SERVICE

4, place de Rio de Janeiro 75008 PARIS Tél. 45.63.77.11

L'idéal inspire plus de responsables qu'on ne croit. N'ayez pas le regard fixé sur les scores.

(Mitterrand, Novembre 87).

Le vrai visage de Mitterrand c'est dans Actuel de décembre.

ACTUEL

سكزا من الاحل

Politique

Au « Club de la presse » d'Europe 1

M. Jacques Chirac renonce dans l'immédiat à la réforme du statut de Renault

M. Chirac, qui était le dimanche soir 20 décembre l'invité du « Club de la presse d'Europe 1 », a déclaré à propos du projet de loi portant réforme du statut de la régie Renault : « Le texte sur Renault qui est un texte souhaitable sera reporté à la session de printemps. Point final. » Il a expliqué : « J'ai effectivement proposé au président de l'inscrire à l'ordre du jour de la session extraordinaire et, parfaitement conforme au droit qui est le sien, il m'a indiqué que s'il acceptait une session extraordinaire, son ordre du jour devait être exclusivement limité à l'examen du texte sur la moralisation de la vie publique. »

C'est parfaitement conforme à ses prérogatives présidentielles, et je ne l'ai jamais contesté. Si j'avais voulu faire passer en force Renault, — au moyen de l'article 9-3 — j'aurais rendu impossible le passage de textes absolument indispensables. C'est été la première fois qu'un texte aurait été adopté par le Parlement sans avoir été du tout discuté. Ce n'était pas convenable au regard du respect que l'on doit à la représentation parlementaire nationale. »

Interrogé sur sa conception du rôle du président de la République il a déclaré : « Depuis quelques années, on assiste en France à une certaine dérive — permise par nos institutions dans leur lettre, mais qui n'était pas de mon point de vue dans leur esprit — vers une accentuation du pouvoir présidentiel. Je ne suis pas sûr que ce soit une très bonne évolution. [...] La cohabitation aura eu, probablement, le mérite de marquer les limites qu'il convenait d'avoir dans une présidentialisation excessive de notre régime. La France ne doit pas avoir un président-monarque, ou un président-empereur [...] pas un président exclusivement arbitre, mais un président qui assume à la fois les responsabilités essentielles : politique étrangère, défense, et qui donne les grandes impulsions, mais qui laisse le gouvernement gouverner. »

Il a expliqué qu'il ne serait pas « sain » que la France ait un président « qui se mêle de tout, avec un

cabinet qui forme très rapidement un gouvernement-bis. »

A propos de la prochaine campagne, M. Chirac a souhaité que celle-ci « soit très respectueuse de l'union de la majorité » et « qu'elle garde un certain niveau ». Pour le second tour, il s'est dit convaincu que le candidat de la majorité arriverait en tête au premier tour « bénéficiaire d'une campagne active, immédiate et sans réserve de la part de l'autre. Si je suis second et la réciproque j'en suis persuadé est vraie, je ferai exactement ce que voudra M. Barre. Je serai à sa pleine et entière disposition et la réciproque, je le sais, est vraie. »

M. Chirac a énuméré les « grands dossiers » que trouvera le futur pré-

sident de la République : « Le grand problème d'aujourd'hui est de rendre la France compétitive pour l'Europe de 1992. Le reste est secondaire. Il faut que les entreprises aient reconstruit leurs fonds propres et aient la capacité de se moderniser. Il faut développer l'investissement intellectuel, c'est-à-dire la formation, l'éducation, la recherche où parfois nous avons des retards. La priorité absolue est là. Le deuxième dossier est celui de la défense. Il y aura aussi des sujets nouveaux et importants comme celui de la nature des relations avec les étrangers et celui de l'action culturelle. »

Le premier ministre a évoqué l'élargissement des « sphères de

Changement d'image

M. CHIRAC n'est toujours pas candidat à l'élection présidentielle. Du moins pas officiellement. Et pourtant, au « Club de la presse » d'Europe 1, le dimanche 20 décembre, M. Chirac pensait déjà au second tour du mois de mai 1988.

Cherchant à se donner une nouvelle image conciliante, il s'est gardé de toute attaque contre ses rivaux concurrents, et a même émis toute critique trop acerbe à l'égard des adversaires politiques. Affirmant désormais qu'il souhaite élargir les « sphères de consensus national », M. Chirac est même allé jusqu'à faire sienne les observations qu'il opposait M. Mitterrand à l'inscription de l'affaire Renault à la session extraordinaire du Parlement en janvier, où seul sera discuté le financement des partis politiques.

Au risque de déstabiliser certains de ses collaborateurs et le secrétaire général du RPR, qui la semaine dernière, laissent entendre le contraire, le premier ministre esquive une difficulté prévisible. En reprenant à son compte les raisons de M. Mitterrand, il se donne à son tour les atouts d'un défenseur des prérogatives du chef de l'Etat et des droits du Parlement.

et promet que l'Assemblée nationale sera saisie de ce texte dès la session de printemps, c'est-à-dire — à ses yeux — dès sa propre élection à l'Elysée puisque l'on sait que M. Mitterrand est hostile au projet et que M. Barre dissoudra la Chambre. Comme on dit en termes d'écritures, M. Chirac « rompt » avant de « tirer ».

Ni monarchie ni arbitre

Dans l'esprit de son éventuel rôle de président, M. Chirac a précisé comment il concevait cette fonction. Tirant le leçon de la cohabitation, il ne sera ni un « monarque » ni « exclusivement un arbitre », mais l'homme en charge de l'essentiel, c'est-à-dire la défense, le diplomate et les grandes orientations.

Mais pour en arriver là, M. Chirac devra faire campagne. Présençant, dimanche soir, sur la défensive, mais aussi afin de justifier sa volonté prioritaire de « gouverner jusqu'au bout », il s'est contenté d'esquisser les trois « axes forts » de cette campagne qui ne commencera pas avant le mi-février : le respect de l'union de la majorité, le bilan du gouvernement,

consensus dans le pays, mais a précisé : « Il y a des différences considérables entre M. Mitterrand et moi sur les problèmes de politique intérieure, sur l'économie et le social. Les candidats socialistes, même si les choses ont évolué, se réfèrent à une idéologie dépassée. Moi je suis pragmatique. Je ne suis pas idéologue. C'est ce qui me différencie des socialistes. »

Esquissant un bilan de l'action de son gouvernement le premier ministre a énuméré : l'absence de crise politique grâce à la cohabitation en 1986, une France aujourd'hui plus forte, une France plus sûre, une France avec plus de concertation, une France qui prépare son avenir. »

« dont je suis fier » — et les options pour l'avenir. M. Chirac a répété avec une force particulière que le candidat de la majorité qui sera élu au premier tour se mettrait « entièrement à la disposition » de celui-là pour le second tour, ne doutant pas que M. Barre respecterait cet engagement avec la même conviction.

Quelques instants auparavant, M. Philippe Mestre, directeur de campagne de M. Barre, affirmait au Grand Jury RTL-Le Monde que la loyauté entre les deux candidats était de soi, assurait que les « priorités », c'est-à-dire les mauvaises reports de 1981, ne se reproduiraient pas et démentait que, dans ses critiques, le député du Rhône privilégiait le premier ministre de préférence à M. Mitterrand.

L'unité d'intérêt des deux candidats de la majorité face à leur adversaire socialiste commun semble ainsi mieux admettre dans chaque camp depuis quelques temps. Mais cette unité imposée régit-elle une nécessaire de la compétition quand s'ouvre la campagne où le but de chacun sera de distancer l'autre ?

ANDRÉ PASSERON.

Avant l'examen du budget de Champagne-Ardenne

M. Chevènement dénonce la « tartuferie » et l'« hypocrisie » de ceux qui veulent « culpabiliser la gauche »

Le conseil régional de Champagne-Ardenne a commencé, le lundi 21 décembre, l'examen du projet de budget présenté par M. Bernard Stasi, président CDS de l'Assemblée régionale. A la veille de cette réunion, les socialistes locaux étaient toujours partagés entre le vote contre (conformément aux orientations définies par le bureau exécutif national) et le refus de vote. Leur attitude est déterminante, puisque M. Stasi ne bénéficie que d'une majorité relative et que le PCF et le Front national votent contre son budget. Mais M. Stasi devait annoncer des crédits supplémentaires pour les lycées, ce qui correspond, notamment, à une demande de PS.

MM. Pierre Joux et Jack Lang ont fait savoir que, s'ils avaient pu imaginer les développements qu'a entraînés la prise de position majoritaire du bureau exécutif pour un vote négatif, contrairement à l'avis de M. Lionel Jospin, ils se seraient ralliés à la position du premier secrétaire, qui souhaitait un refus de vote. M. Joux regrette avant tout que M. Jospin ait fait organiser ce vote isolé.

M. Rocard, qui soutient M. Jospin, a, lui, souligné que « un parti n'est pas un régime » et que la PS n'est pas « un parti statilien ».

« C'est le devoir des socialistes de dominer leurs réflexes par la réflexion », a-t-il dit.

M. Jean-Pierre Chevènement, partisan du vote contre le projet de budget de M. Stasi, persiste à signer, après le soutien apporté à M. Jospin par M. Michel Rocard. Le dirigeant de l'ex-CERES a publié dimanche un communiqué qui affirme : « Des déluges d'hypocrisie nous submergent. Il s'agit de culpabiliser la gauche et elle ne se met pas à la remorque de la droite dans les conseils régionaux. La propagande croule à plein bord : la gauche ne soutient pas Bernard Stasi, homme certes fort sympathique, mais lui-même soutien de Raymond Barre, alors elle serait complice de la Fen. Asses de tartuferie ! Rappelons aux hommes gens qu'il y aura deux candidats au deuxième tour de l'élection présidentielle. L'un soutient par la droite, l'autre par la gauche. »

A la question de savoir s'il faut voter au secours de la droite, il n'y a que deux réponses logiques : oui, si on veut la reconquête de la vie politique française au centre pour faire disparaître la même politique qu'aujourd'hui (—), non, si l'on s'agit de déstabiliser et de remplacer au avant à partir de la gauche pour faire une politique nouvelle. »

PROPOS ET DÉBATS

M. Séguin

« grand talent »

Dans sa dernière livraison le 20 décembre, le Journal du Dimanche publie un entretien avec M. Philippe Séguin dans lequel le ministre (RPR) des affaires sociales et de l'emploi, indique que M. François Mitterrand est « un homme de grand talent » qui « a merveilleusement géré des deux ans ». Paroles du président de la République. M. Séguin affirme : « Je lui fais confiance » pour tenir jusqu'au bout son crâne de socialiste et rassembler. »

M. Mestre

« concurrence loyale »

Invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », le dimanche 20 décembre, M. Philippe Mestre, député UDF de la Vendée et directeur de la campagne présidentielle de M. Raymond Barre, a affirmé qu'il n'y avait pas de « concurrence loyale » entre MM. Barre et Chirac.

M. Lajoinie

« faire reculer »

M. Mitterrand

Invité, le dimanche 20 décembre, de l'émission « Face à France » sur la Chirac, M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, s'est félicité d'avoir, avec les députés communistes, « fait échouer » au vote du projet de loi sur le changement de statut de Renault. « Nous sommes fiers de ce texte qui ouvre la porte à la privatisation de Renault », a-t-il affirmé, avant d'ajouter : « Nous pourrions faire reculer tous ceux qui prétendent l'énorme responsabilité de représenter ce texte », en précisant qu'il visait ainsi le président Mitterrand.

M. Barre

« promesses »

à personne

S'adressant, le vendredi 18 décembre, à Abidjan (Côte d'Ivoire), à plus d'un millier de ses partisans espérants, M. Raymond Barre a écarté l'hypothèse d'être le premier ministre de M. Jacques Chirac. Le député UDF du Rhône a également rejeté l'idée de se présenter sur un ticket avec un futur premier ministre comme coadjuteur : « Je ne repense pas à cela », a-t-il souligné, et « je n'ai fait de promesses à personne ». Enfin, M. Barre a indiqué qu'il était parvenu, à un accord de désistement mutuel avec M. Chirac au second tour de l'élection présidentielle.

Deux sondages d'opinion

La popularité et l'image présidentielle du premier ministre progressent

MM. François Mitterrand et Jacques Chirac finissent l'année mieux qu'ils ne l'ont commencée. En recueillant 56 % d'opinions positives, le président de la République gagne 5 points en un mois, selon le sondage réalisé par l'IFOP et publié, le 20 décembre, dans le Journal du dimanche. Le chef de l'Etat atteint là son meilleur score de l'année 1987. Néanmoins, 30 % des mille huit cent quatre-vingt-dix-huit personnes interrogées du 5 au 15 décembre (au lieu de 32 %) expriment un avis défavorable à son égard.

Avec 43 % de satisfaits, le premier ministre enregistre, pour sa part, un gain de 3 points en un mois. C'est la première fois depuis le mois de novembre 1986 que sa cote de popularité redevient positive, puisqu'il ne recueillait que 40 % d'avis favorables (au lieu de 41 %) exprimant une opinion négative.

La personnalité politique qui a la meilleure dimension présidentielle demeure M. François Mitterrand, selon le sondage réalisé par le SOFRES et publié, le vendredi 18 décembre, dans le Nouvel Observateur (1). Selon ce sondage, 56 % des personnes interrogées considèrent qu'il « ferait un bon président de la République dans les sept prochaines années », (30 % pensant le contraire). Il devance M. Raymond Barre qui recueille 56 % d'opinions positives (en baisse de 2 points en un mois). Il est talonné par M. Michel Rocard qui a largement amélioré son image présidentielle à la suite du face-à-face l'opposant, le 29 novembre, à M. Edouard Balla-

dur sur TFI, puisqu'il est crédité de 54 % d'avis favorables (au lieu de 47 %, en novembre). De son côté, M. Jacques Chirac est en progression de 4 points en passant de 30 % de bonnes opinions.

M. Laurent Fabius est, avec 40 % de jugements favorables, la personnalité politique dont la dimension présidentielle connaît la plus forte amélioration (6 points).

M. Mitterrand est, selon 39 % des sondés, le plus capable d'« élever la fonction de président de la République ». C'est-à-dire de « préserver l'unité des Français » (37 %), de « régler les conflits sociaux difficiles » (34 %), de « faire face à une grave crise internationale » (33 %) et d'« accroître le rôle de la France dans le monde » (32 %). En revanche, M. Barre est le plus capable, selon 21 % des sondés, de « favoriser la stimulation de l'économie et la prospérité économique », et M. Chirac est jugé le plus apte, selon 28 % des personnes interrogées, pour « assurer l'ordre et la sécurité ».

(1) Sondage effectué du 4 au 8 décembre, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

LE NUMERO 1 DE METAL PENSANT EST SORTI.

Une nouvelle revue artistique et culturelle. Un nouveau point de vue sur le monde en 140 pages.



Une sélection d'œuvres d'artistes contemporains (peints, bronzes, médailles d'art, bijoux...)
2 thèmes principaux : dans le n° 1, villes inspirées, médecine et médécins
25 articles ou interviews de Daniel Boulanger, André Chouraqui, Vincent Montiel, Bernard Pivot
L'actualité muséologique. Disponible dans les bonnes librairies ou par correspondance. A Tournai : 50 F - Abonnement à 150 F (6 numéros) - 1988

Ci-joint mon chèque de ☐ 50 F pour 1 numéro ☐ 150 F pour 4 numéros
à l'ordre de M. L'Agent Comptable de La Monnaie de Paris (CCP 9063-38F)
NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
Formulaire à retourner à : MONNAIE DE PARIS, Service des Abonnements, 11, quai de Conti - 75270 PARIS CEDEX 06.

Monnaie de Paris
Créatrice de Trésors
depuis 1305
11 Quai Conti

« La première fois, il me l'a fait au charno, je suis parti furieux »

(Rocard sur Mitterrand en 76).



Budget de Champagne-Ardenne
et dénonce la « tarification
» de ceux qui veulent
habiter la gauche »

Le budget de Champagne-Ardenne, présenté par le président de la région, Jean-Pierre Chevènement, a été accueilli avec une certaine réserve par les élus de la gauche. Le budget, qui prévoit une augmentation de 10 % des dépenses, est considéré comme trop modeste par certains élus de la gauche, qui estiment que la région ne fait pas assez pour lutter contre le chômage et pour améliorer les services sociaux. Ils demandent une plus grande transparence dans la gestion des finances régionales et une meilleure coordination avec les autres collectivités locales.

PROPOS ET DÉBATS

M. Mestre

Concurrence
Le budget de Champagne-Ardenne, présenté par le président de la région, Jean-Pierre Chevènement, a été accueilli avec une certaine réserve par les élus de la gauche. Le budget, qui prévoit une augmentation de 10 % des dépenses, est considéré comme trop modeste par certains élus de la gauche, qui estiment que la région ne fait pas assez pour lutter contre le chômage et pour améliorer les services sociaux. Ils demandent une plus grande transparence dans la gestion des finances régionales et une meilleure coordination avec les autres collectivités locales.

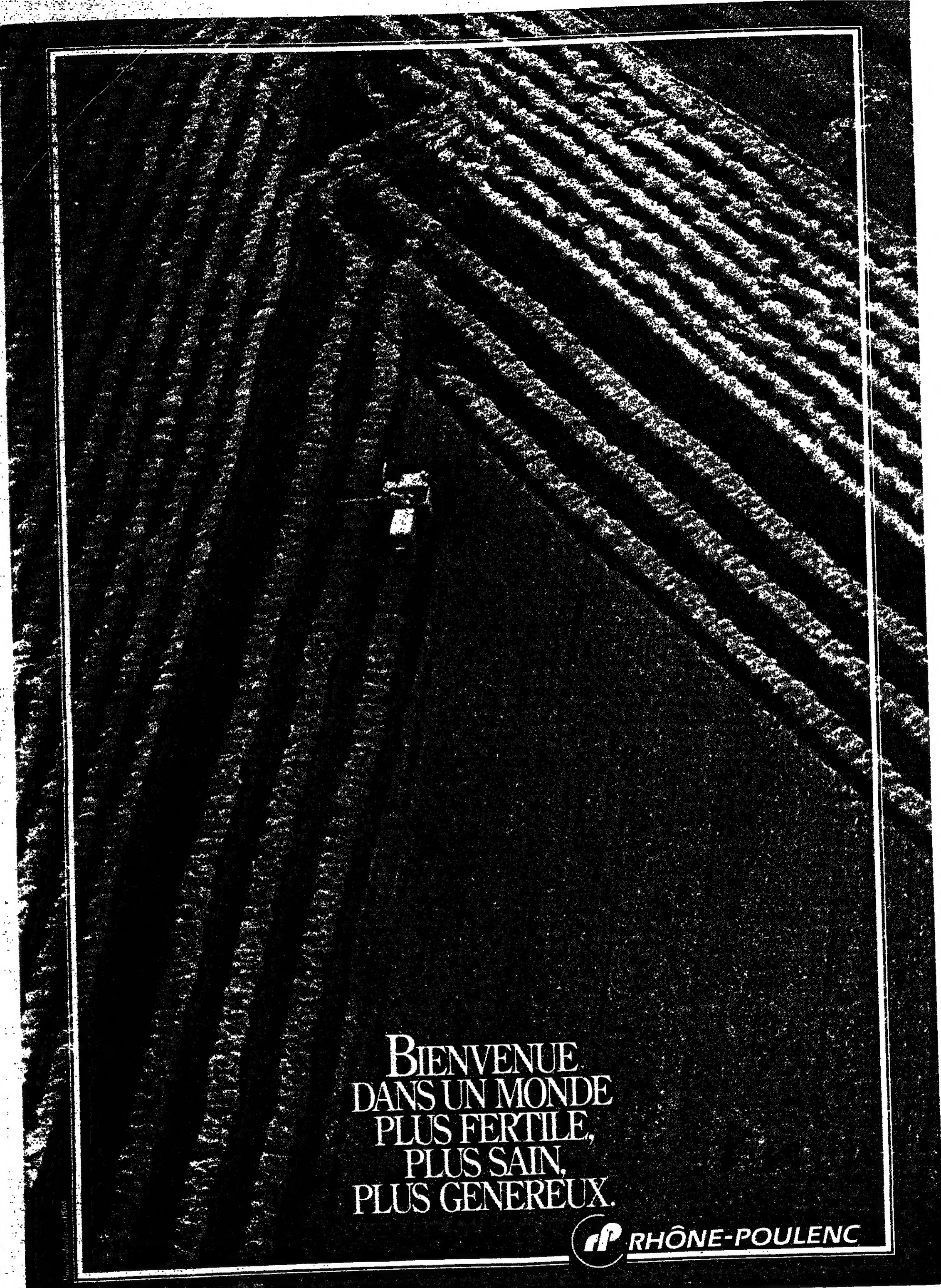
M. Lajoinie

Le budget de Champagne-Ardenne, présenté par le président de la région, Jean-Pierre Chevènement, a été accueilli avec une certaine réserve par les élus de la gauche. Le budget, qui prévoit une augmentation de 10 % des dépenses, est considéré comme trop modeste par certains élus de la gauche, qui estiment que la région ne fait pas assez pour lutter contre le chômage et pour améliorer les services sociaux. Ils demandent une plus grande transparence dans la gestion des finances régionales et une meilleure coordination avec les autres collectivités locales.

M. Barre

Le budget de Champagne-Ardenne, présenté par le président de la région, Jean-Pierre Chevènement, a été accueilli avec une certaine réserve par les élus de la gauche. Le budget, qui prévoit une augmentation de 10 % des dépenses, est considéré comme trop modeste par certains élus de la gauche, qui estiment que la région ne fait pas assez pour lutter contre le chômage et pour améliorer les services sociaux. Ils demandent une plus grande transparence dans la gestion des finances régionales et une meilleure coordination avec les autres collectivités locales.

première fois, il ne faut
pas se laisser aller.



BIENVENUE
DANS UN MONDE
PLUS FERTILE,
PLUS SAIN,
PLUS GÉNÉREUX.



Régulateurs de croissance, insecticides, herbicides, fongicides...
Rhône-Poulenc met sa recherche et ses innovations au service du grand public,
avec les gammes KB/Jardin® et Umupro®, et au service des productions agricoles, dans le monde entier.
Par la protection et le développement des plantes, Rhône-Poulenc contribue à rendre ce monde plus vert.

Pierre Belfond vous propose

Rachel

par Edgar Reichmann

Ce qui fait le prix, le frémissement de ce roman grave, un rien désespéré, c'est sans doute cette tentative ultime de retrouver les credos d'avant l'abjection, d'avant les mensonges et les meurtres.

Roger Ascot. *Figaro Magazine*

Pour ceux qui ont aimé «Le rendez-vous de Kronstadt», pour ceux qui n'ont rien lu encore d'Edgar Reichmann, pour tous ceux et celles qui aiment lire.

Chochana Boukhobza. *Communauté nouvelle*

Ce livre est comme un chant de révolte tenace, qui ne cédera jamais, disent mille Mathieu mourir de tristesse, mille Rachel mourir au hasard de n'importe quel serpent : un texte que l'on n'oubliera pas.

Nicole Casanova. *Le Quotidien de Paris*

Quel beau livre sur la force du souvenir, sur la complexité de l'amour, et surtout sur la mort des idéologies et sur le désarroi de ceux «qui y ont cru». Tout cela est dit simplement, en phrases courtes, toujours suggéré, jamais asséné. Du grand art.

Laurence Deonna. *Le Courrier de Genève*

Un roman ardent, totalement passionné, où l'on devine l'auteur tout entier, où l'on se doute qu'il a rencontré, aimé Rachel, la belle rebelle, déchirée par des aspirations trop fortes pour ne pas être fatales.

Françoise Ducout. *Elle*

Ce roman aurait pu, peut-être s'intituler «l'Insoutenable légèreté de...» tant on y retrouve ce thème cher à Kundera : «Einmal ist keinmal.» Vivre une seule fois, ce n'est pas vivre ; telle est peut-être la signification de l'échec de la vie de Rachel.

Florence Noiville. *Le Monde*



PHOTO : HELENE FINK

LE PAVILLON DES FANTOMES

par GABRIEL ASTRUC

Préface de PIERRE LEBAILLIF,
directeur de la Société Immobilière du
Théâtre des Champs-Élysées.

« On se rappelle tout ce que vous avez fait et chaque action noblement accomplie vient, plus fidèle que les hommes, faire à vos paroles haut piédestal et mélancolique décor... Vous n'avez certes besoin de personne que vous pour écrire vos souvenirs, mais enfin si, pris par tant de besoins, vous vouliez pour des parties peu importantes, vous décharger sur quelqu'un du soin de les écrire, je serai très heureux d'être ainsi votre collaborateur. »

Le destinataire de ces lignes s'appelle Gabriel Astruc. Né en 1864, mort en 1938, il fut tour à tour journaliste, éditeur littéraire puis musical, organisateur de revues, impresario. Fondateur du Racing-Club de France, «inventeur» des saisons des Ballets Russes de Diaghilev, il fit construire le Théâtre des Champs-Élysées dont il fut le premier directeur. C'est sous son règne qu'eut lieu, en mai 1913, lors de la saison inaugurale, la création houleuse du *Sacre du Printemps*.

Acteur éminent de la vie artistique et culturelle de la Belle Époque, il fréquenta aussi bien Maupassant que Zola, Clemenceau que Doumer, Ravel que Debussy, Lautrec que Degas, Lumière que Rubinstein.

Quand à l'auteur de cette missive – rares sont ceux qui peuvent s'enorgueillir d'avoir reçu une telle proposition ! – il s'appelle... Marcel Proust.



PHOTO : HARLINGUE VIOLET

belfond

سكنا من الاجل

Politique

La fin de la session parlementaire et l'ouverture de la session extraordinaire

Seize lois en quarante-huit heures !

Bourrage et bousculade l'ont emporté, en cette fin de semaine, au Palais-Bourbon comme au palais du Luxembourg. La Constitution impose aux parlementaires de travailler samedi et dimanche, puisqu'elle met un terme à la session d'automne le 20 décembre à minuit. Mais le gouvernement a chargé la barque au point de prendre le risque de la faire couler à tout instant. Le président de la République a pourtant accédé à sa demande de convoquer le Parlement en session extraordinaire, dès le lundi 21, comme il est

devenu de tradition, avec un ordre du jour d'une longueur rarement vue : vingt-trois textes y sont inscrits.

Adopter un maximum de projets avant le terme constitutionnel, tel a été l'objectif — réussi — des ministres : en deux jours de travail, députés et sénateurs ont voté définitivement 16 lois plus 7 autorisations de ratification de conventions internationales, alors que, dans le même temps, ils débattaient de 4 textes encore en navette entre les deux Chambres du Parlement.

Passer de la sécurité sociale, avec de nouveaux avantages pour les mères de familles, à la réduction des pouvoirs des juges d'instruction, sans oublier la réforme de la Bourse, ne permet évidemment pas de légiférer dans la tranquillité. D'autant que les ministres, persuadés qu'ils tenaient à leur dernière chance de marquer dans la loi leur passage dans les palais officiels, et que les administrations et les groupes de pression, toujours inquiets devant un avenir incertain, se sont efforcés — non sans succès — de faire adop-

ter, grâce à des amendements de dernière minute, plusieurs dispositions qu'ils n'avaient plus d'autres moyens de faire approuver. Ainsi, le dossier des édicteurs de synthèse, prévu dans le projet de modernisation agricole, qui est, lui, définitivement enterré, s'est retrouvé dans le texte améliorant les droits des associations de consommateurs. Plusieurs projets sont ainsi devenus des « fourre-tout », au détriment, là encore, de la qualité du travail parlementaire.

Textes définitivement adoptés

Assemblée nationale

• Collectif 87 :

Le budget de l'Etat pour 1988 a été définitivement adopté par l'Assemblée nationale, le samedi 19 décembre, puis par le Sénat, dimanche 20 décembre.

Les sénateurs n'ont en effet eu aucun mal à l'adopter, puisque le texte retenu est celui mis au point en commission mixte paritaire, qui est conforme en tous points à celui voté au Palais-Bourbon. Par rapport à la version approuvée au Palais-Bourbon, il précise notamment que les avantages fiscaux de la production d'éthanol pour le carburant sont étendus à la distillation de pommes de terre ; que les handicaps seront fiscalement incités à se constituer des compléments de ressources par des contrats d'assurance appropriés ; que le plafond de déductions fiscales pour le chèque-vacances sera relevé de 5 000 francs à 9 000 francs.

• Policiers en tenue :

En 1985, M. Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur, avait décidé de faire accorder par le Parlement la qualité d'agents de police judiciaire aux fonctionnaires en tenue de la police nationale, et enquêteurs, répondant à certaines conditions de formation, satisfaisant ainsi une vieille revendication policière, de parité avec la gendarmerie.

Mais le décret d'application n'avait pu être pris à cause de difficultés avec le ministère de la Justice, et parce que le Conseil d'Etat avait estimé que la loi n'était pas assez précise dans un domaine concernant les libertés individuelles.

Avec le plein appui de M. Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité, MM. Albert Mamy (UDF, Tarn) et Henri Cuq (RPR, Ariège) ont déposé une proposition de loi apportant les précisions nécessaires pour régler assez vite ce dossier.

L'Assemblée nationale, le lundi 14 décembre, puis le Sénat, dimanche 20 décembre, ont approuvé dans les mêmes termes ce texte.

• Nouvelle-Calédonie :

M. Bernard Pons a gagné son pari : la Nouvelle-Calédonie est dotée d'un nouveau statut avant que ne cesse la session parlementaire. Le

Parlement a finalement décidé de porter à 20 % la part des dotations permettant de garantir à chaque région un revenu minimum, seuil qui n'avait été fixé qu'à 15 % au palais du Luxembourg. M. Gabriel Kasper (RPR, Paris) a porté-parole habituel du RPR, a souligné que les élections prévues par le statut soient organisées sans attendre. Les barrières n'ont voté ce statut que parce qu'ils avaient la certitude que ces élections n'auraient pas lieu avant l'élection présidentielle.

• La décentralisation :

Objectif atteint : M. Yves Galland, ministre délégué aux collectivités locales, a réussi à faire définitivement approuver le projet dont il dit qu'il va améliorer la décentralisation.

La plupart des nombreux ajouts faits par l'une des chambres ont été approuvés par l'autre. Le Sénat a imposé un plafond au budget des communes de moins de deux mille habitants : si leurs recettes ordinaires sont supérieures à 2 millions de francs, les budgets de ces communes devront être surveillés par les chambres régionales des comptes, et non par les trésoriers-payeurs.

La commission mixte paritaire a aussi été plus sensible aux arguments des sénateurs qu'à ceux des députés sur les conditions de retrait d'une commune d'un syndicat intercommunal : il faudra que leur intérêt « essentiel » soit compromis pour que le préfet les autorise à mettre fin à cette coopération, mais la rupture du lien sera possible même dans les syndicats de réseaux et de travaux à long terme. En revanche, cette rupture ne sera pas facilitée dans les syndicats de distribution d'électricité, même lorsque la participation de la commune est devenue « sans objet », contrairement à ce qu'avait décidé l'Assemblée nationale.

Les députés, pourtant unanimes, ont dû aussi concéder aux sénateurs l'interdiction pour des fonctionnaires de se faire détacher auprès de parlementaires.

• La formation professionnelle

Record de vitesse battu. Le projet incitant fiscalement les entreprises à développer la formation de leurs salariés, grâce à la création d'un crédit d'impôt, a été approuvé, le mercredi 16 décembre, par le conseil

des ministres. Il a été voté par l'Assemblée nationale le vendredi 18 et dans les mêmes termes par le Sénat le dimanche 20 décembre. Il est donc définitivement adopté.

• Réforme de l'instruction

Le Sénat ayant adopté les grandes lignes du projet de M. Alain Chalandon, transférant à une nouvelle instance collégiale le droit de mettre un inculpé en détention provisoire — prérogative jusqu'alors du juge d'instruction — la commission mixte paritaire en a facilement parvenu à un accord, que le Sénat a entériné.

Comme le souhaitent les sénateurs, la nouvelle chambre s'appellera « chambre des demandes de mise en détention provisoire ». De même, ils ont obtenu que les présidents des chambres d'accusation et les juges d'instruction ne soient pas nommés pour trois ans, afin de mieux garantir le principe d'irréversibilité des magistrats du siège.

Le Sénat a aussi imposé son choix sur la détention des mineurs de moins de seize ans. Son interdiction de principe avait été voulue par les députés. Mais le sénateur, rapporteur du projet, M. Charles de Cantol (RPR, Français de l'étranger), a obtenu que cette modification n'entre en vigueur que le 1^{er} mai 1989, le temps que les services de l'éducation surveillée soient améliorés.

• Contentieux administratif

Les cours administratives d'appel, créées pour désengorger le Conseil d'Etat, sont définitivement instituées.

A l'initiative de M. Pierre Massaad (RPR, Haute-Savoie), président de la commission des lois, l'Assemblée nationale tenait à ce que le Conseil d'Etat reste juge en appel des recours pour excès de pouvoir de la commission des lois. M. Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne), voulait que cette matière soit très vite de la compétence des cours. Il a été finalement décidé que les recours pour excès de pouvoir leur seront bien transférés, mais au moment où le gouvernement le décidera par un décret pris, en Conseil d'Etat, et sans qu'une date butoir lui soit imposée.

Les magistrats des tribunaux administratifs ont profité de ce texte pour obtenir la satisfaction d'une de

leurs vieilles revendications : ils ne dépendront plus du ministère de l'Intérieur, mais du secrétariat général du Conseil d'Etat.

• Répression du trafic de drogue

L'Assemblée nationale a adopté définitivement, le samedi 19 décembre, le projet de loi Chalandon qui tend à renforcer l'arsenal répressif contre le trafic de drogue (confiscation des biens des trafiquants, poursuites contre ceux qui « blanchissent » l'argent, exemption ou atténuation des peines pour les « repentis »). Seul le majorité a voté pour. Les autres groupes (PS, PC, Front national) se sont abstenus.

Le Front national a renoué au dernier moment au dépôt en masse d'amendements destinés à bloquer la discussion. C'est déjà sur ce texte que les députés léniniistes avaient mené, dans la nuit de 9 à 10 octobre dernier, une guérilla brutale contre la majorité (le Monde date 11-12 octobre). Finalement, le Front national s'est rangé aux arguments du rapporteur, M. Jacques Limouzy (RPR, Tarn), et du ministre délégué chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud.

Le ministre a voulu rassurer les élus du Front national sur la portée des amendements introduits par la garde des sceaux, M. Alain Chalandon, en première lecture, amendements qui avaient déclenché la fureur de l'extrême droite. Le premier condamne l'apologie des crimes contre l'humanité, la loi sur la presse ne réprimant jusqu'à présent que l'apologie des crimes de guerre. Cette nouvelle incrimination ne modifie en rien les règles applicables à la recherche historique, même quand les conclusions de celles-ci apparaissent comme des « plus contestables », a affirmé M. Pandraud, en faisant implicitement allusion aux thèses dites « révisionnistes ». Quant à l'interdiction à l'exposition et à la vente aux mineurs des publications incitant à la haine raciale, le ministre a expliqué qu'il s'agissait avant tout de « protéger la jeunesse ».

Les députés ont enfin accepté la création d'un institut national consacré à la prévention et au traitement de la toxicomanie.

• Les Bourses de valeurs

Le projet de loi relatif aux Bourses de valeurs a été définitivement adopté le dimanche 20 décembre. Il tend à remplacer les agents de change par des sociétés de Bourses qui pourront vendre ou acheter des titres pour leur propre compte et avoir accès aux marchés interbancaires. Le gouvernement a été sévèrement tancé, par la majorité. Le rapporteur RPR, M. Philippe Auberger, n'a pas caché son mécontentement devant la manœuvre du gouvernement qui a amendé le texte sur lequel la commission mixte paritaire (sénateurs-députés) était parvenue à se mettre d'accord.

M. Auberger a trouvé le gouvernement particulièrement frioleux vis-à-vis des futures sociétés de Bourse : « Le gouvernement introduit une disposition qui tend à limiter leurs responsabilités puisque un commissaire du gouvernement pourra surveiller le fonctionnement du conseil des Bourses de valeurs ». Autre « régression », selon le rapporteur, le conseil des Bourses n'aura pas le même rôle de réglementation de marché des options.

Un autre amendement du gouvernement stipule que la Commission des opérations de Bourse (COB) peut « charger des agents habilités à procéder à des enquêtes sous astreinte ». M. Auberger a estimé que, par cette nouvelle disposition, la profession « n'était pas encouragée à poursuivre d'office tous les actes répréhensibles ». Le président de la commission des finances, M. Michel d'Ornano (UDF), n'a pas son plus caché sa déception.

Le secrétaire d'Etat chargé de la consommation et de la concurrence, délégué à l'Assemblée nationale par M. Edouard Balladur, a estimé que ce texte répondait bien « au double objectif du renforcement de la place de Paris et de l'amélioration de la protection de l'épargne ». Pour faire passer ce texte, le gouvernement a dû néanmoins recourir au vote bloqué.

• Les marchés à terme

L'Assemblée nationale a définitivement adopté, le dimanche 20 décembre, le projet de loi sur les marchés à terme : il tend à renforcer le MATIF et le marché à terme des marchandises. Les principales modifications apportées par la commission mixte paritaire (CMP) por-

tant sur les catégories d'opérateurs ayant accès aux marchandises et sur le fonctionnement de la compensation. Compte tenu de l'évolution des marchés agricoles, l'accès aux opérations sur les contrats de marchandises ne sera pas fermé définitivement sous réserve que « les postulants remplissent les conditions de compétence, d'honorabilité et de solvabilité déterminées par le règlement général du marché à terme », a précisé M. Ladislav Podstawski, rapporteur suppléant. Les commissaires agréés près la Bourse de commerce de Paris pourront participer à la compensation ou négocier des contrats d'instruments financiers dès lors qu'ils remplissent les conditions prévues par le règlement général du marché. Le MATIF est également ouvert aux courtiers assermentés.

Sénat

• Emplois réservés

Le Parlement a étendu le bénéfice des « emplois réservés » à certaines catégories. Y auront accès les conjoints des personnels décédés en service, qu'ils soient pompiers professionnels ou volontaires, dentiers, pilotes de chasse ou pilotes militaires, sauveteurs secouristes constructeurs.

• Maintien en activité de magistrats

La proposition de loi organique de MM. Jacques Toillon et Patrick Devienne (RPR), permettant la maintien en activité, sur leur demande et pendant trois ans, des magistrats des cours d'appel et des tribunaux de grande instance qui atteignent la limite d'âge, sera applicable jusqu'au 31 décembre 1995. « Socialistes et communistes ont exprimé leur opposition à ce texte qui permettrait en 1988 à quelque quatre-vingt-dix magistrats de rester en activité à l'envi, environ cinq cents au total d'être concernés d'ici à 1995 ».

• Provocation au suicide

Le texte de l'Assemblée nationale, dit à l'initiative de M. Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire), prévoit des peines d'emprisonnement de deux mois à trois ans et des amendes de 60 000 francs à 200 000 francs. La peine est aggravée à cinq ans quand le délit est commis à l'égard d'un mineur de moins de quinze ans.

Mme Barzach fait adopter le statut social de la mère de famille

Par 291 voix contre 283, les députés ont adopté dans la soirée du samedi 19 décembre le projet de loi Séguin sur la Sécurité sociale (le Monde date 20-21 décembre). Il a été complété par un statut social de la mère de famille — introduit sous forme d'amendement par le ministre chargé de la famille et de la santé, Mme Michèle Barzach. Les députés de l'opposition ont protesté contre les conditions dans lesquelles ce texte a dû être discuté à la va-vite en fin de session ordinaire.

La majorité a voté les mesures que le premier ministre avait annoncées à l'Assemblée nationale. Seul un député UDF, M. Jean Briane, n'a pas pris part au vote. Les groupes socialistes, communistes et Front national se sont opposés au projet. Le Front national n'y était pas fondamentalement hostile, mais il a de nouveau tenté de faire passer un amendement contre le remboursement de l'IVG. A cette tactique maintenant systématique du Front national, le gouvernement a répondu, comme à l'habitude, par un vote bloqué (un seul vote sur l'ensemble du texte avec pour seuls amendements ceux retenus par le gouvernement) afin de ne pas rendre apparentes les divisions de la majorité sur ce sujet. Ce texte devant être examiné par le Sénat lundi 21 décembre, premier jour de la session extraordinaire.

Mme Michèle Barzach a, samedi en fin d'après-midi introduit, dans le texte de M. Séguin quatre amendements créant, selon elle, un statut social de la mère de famille. Ce dispositif reprend la plupart des mesures annoncées par le premier ministre, le 15 décembre, devant la conférence annuelle de la famille.

L'opposition de gauche a vivement contesté l'heure, selon laquelle il s'agit bien d'un statut de la mère de famille.

Mme Barzach a tenté de les convaincre du contraire. Elle a insisté sur la portée des mesures proposées par le gouvernement. Ce dispositif attribue en premier lieu un droit permanent et gratuit à l'assurance maladie aux mères de famille nombreuses (au moins trois enfants) à partir de l'âge de quarante-cinq ans. Cette disposition concerne les femmes isolées (divorcées, veuves, mères célibataires) qui n'ont pas d'activité professionnelle et qui ne peuvent bénéficier de la sécurité sociale d'un conjoint. Le rapporteur du budget, M. Étienne Pinte (RPR, Yvelines) a bataillé en vain pour que le gouvernement revienne sur cette condition d'âge de quarante-cinq ans. Il a également souhaité, sans être suivi, que le dispositif soit étendu aux mères de moins de trois enfants. Mme Barzach a défendu cette limite d'âge de quarante-cinq ans en expliquant qu'elle correspondait à une période où l'insertion ou la réinsertion professionnelle des femmes ayant trois enfants est « particulièrement critique ».

Un autre amendement du gouvernement augmente la pension de réversion de 400 francs par mois et par enfant à charge des veuves de cinquante-cinq ans jusqu'à la retraite. Une assurance invalidité volontaire pour les mères au foyer a également été instaurée. Enfin, un amendement donne désormais la possibilité à une mère de famille de faire prendre en compte la durée du congé maternité dans l'ancienneté d'entreprise.

Deux amendements parlementaires ont été adoptés. Sur proposition de M. Bernard Debré (RPR, Indre-et-Loire) l'Assemblée nationale a autorisé qu'en pharmacie la vente des lait et aliments pour les bébés du premier âge (moins de quatre mois). M. Debré a expliqué qu'il s'agissait d'assurer par la vente en officine « une meilleure protection des nourrissons ».

L'indice des prix sans le tabac et l'alcool

Un dernier amendement, présenté par M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances, et par M. Jacques Barrot, président de la commission des affaires culturelles, impose à l'INSEE de publier, à côté de l'indice habituel des prix un nouvel indice excluant toute référence aux prix du tabac et de l'alcool. M. Philippe Séguin a exprimé, en vain, son scepticisme quant à l'efficacité de cette mesure.

Le ministre des affaires sociales a été vigoureusement pris à partie par l'opposition, qui a eu recours, pour tenter de rejeter son projet sur la Sécurité sociale, à toutes les motions de procédure. « Ce projet amorce la mise en œuvre de mesures structurelles, qui sont dans le droit fil du rapport déposé par les sages en octobre », a expliqué le ministre. Mais c'est aussi une contribution à la maîtrise financière immédiate du régime général. M. Séguin a affirmé que le gouvernement avait voulu jouer la carte de la clarté des comptes et de la concertation avec les partenaires sociaux. Les orateurs de l'opposition ont ironisé sur les

résultats des états généraux de la Sécurité sociale. « Le belais à accouché d'un piranha », s'est moqué M. Michel Cofmesse (PS, Val-d'Oise). « L'animal dont vous vous étiez fait un emblème se rebougrit à vue d'œil », a brocardé M. Gérard Collomb (PS, Rhône). M. Cofmesse a également dénoncé les « largesses » du gouvernement envers sa « clientèle électorale » (notamment les médecins, a-t-il dit).

« Petit à petit, on met tout en place pour réduire le champ d'intervention de la Sécurité sociale... en attendant qu'elle disparaisse tout à fait au profit des assurances privées », a protesté M. Jacques Roux (PC, Hérault). Enfin, M. Gilles de Robien (UDF, Somme) a joint sa voix à celle de l'opposition pour juger sévèrement le dispositif du ministre. « Votre projet fait pâle figure au regard de la vaste réforme que chacun attendait. Il va certes dans le bon sens, mais vous n'avez retenu que les propositions les plus timides ».

Dans sa réponse, M. Séguin a rappelé au député UDF que la modestie de son entreprise s'expliquait par les délais imposés. « Vous regrettez que nous n'ayons pas suivi les sages et proposé la fiscalisation des prestations familiales. Les états généraux se sont terminés le 15 novembre. Aurait-il été sérieux de venir proposer une réforme aussi fondamentale le 19 décembre ? Et n'oubliez pas que qui du fiscalisation dit, par définition, augmentation de la fiscalité ».

PIERRE SERVANT.

La loi Paolini profite à... M. Jean-Maxime Levêque

Les vieux serviteurs sont trop nombreux pour que l'on n'en parle. L'Etat ne réagit pas autrement. Les vieux châteaux de jadis. Or, trieste conjugaison du calendrier et de la rigueur de la loi, le préfet de police de Paris devra partir à la retraite en mars prochain.

Depuis près de deux ans, ce poste est le symbole de l'équilibre des pouvoirs, un cercle épique de cohabitation. Pour le conseil des ministres, il est l'un de ceux pour lesquels le président de la République a été le plus scrupuleux.

L'accord sur le nom de l'actuel titulaire de la fonction, M. Jean Paolini, avait déjà été suffisamment difficile, entre M. François Mitterrand et M. Jacques Chirac, pour que l'on n'ait envie de recommencer de longues négociations à la veille de l'élection présidentielle.

M. Robert Pandraud a donc fait le nécessaire, ou plus exactement il a demandé à MM. Alain Lamassouze (UDF, Pyrénées-Atlantiques) et Henri Cuq (RPR, Ariège) de le faire. Une proposition de loi a donc été déposée, précisant que les titulaires de postes pourvus en conseil des ministres pourront rester en fonctions pendant les trois mois suivant l'élection présidentielle. Même s'ils sont frappés par l'âge de la retraite dans les trois mois précédant celle-ci, et si, bien entendu, eux-mêmes, le président de la République et le gouvernement en sont d'accord. La

loi est générale. Mais, apparemment, seuls M. Paolini en sont concernés. Ni à l'Assemblée nationale, le samedi 19 décembre, ni au Sénat, le dimanche 20, personne n'a trouvé à redire, tant l'homme est apprécié.

Mais la brèche ayant été ouverte, il était tentant de s'y précipiter. M. Robert-André Vivien (RPR, Val-de-Marne) s'y est engouffré au bénéfice de M. Jean-Maxime Levêque, actuel président-directeur général du Crédit lyonnais, et l'un des plus farouches opposants au chef de l'Etat.

Le problème était, là, un peu différent. L'âge de la retraite aurait dû sonner, pour lui, en septembre 1988. Or il n'est pas sûr que, d'ici là, il se soit vu soit privé, soit permettant d'échapper aux règles du départ à soixante-cinq ans du secteur public.

Pour lui permettre de conserver encore quelque temps ce fauteuil si chèrement acquis, les deux Chambres du Parlement, malgré l'opposition de la gauche, ont décidé, le samedi 19 décembre, que les présidents d'entreprises publiques accompagneront la totalité de leur mandat de trois ans. Même si, durant celui-ci, ils atteignent l'âge technique de la retraite. Apparemment, encore une fois, seul M. Levêque est concerné.

Th. B.

DÉFENSE

Un avertissement de M. Dassault au gouvernement

L'achat par la France d'avions F-18 signifierait l'arrêt de mort du Rafale

L'achat par la France d'avions F-18 américains, pour remplacer les Mirage 2000, est un acte qui signifierait l'arrêt de mort du Rafale. Cet avertissement a été lancé au gouvernement par M. Serge Dassault, président-directeur général du groupe Dassault-Breguet, devant les députés membres de la commission de la défense, l'industriel leur a d'ailleurs fait entendre qu'il n'avait toujours pas reçu notification de la part du ministère de la défense, du lancement officiel du programme Rafale.

Pour la première fois, en effet la commission de la défense de l'Assemblée nationale que préside M. François Fillon député RPR de la Sarthe a entendu, à la fin de la semaine dernière, les quatre présidents-directeurs généraux des plus grandes sociétés françaises d'armement (Dassault-Breguet, Aérospatiale, Matra et SNECMA).

Interrogé sur la situation actuelle et sur l'avenir du programme Rafale d'un avion de combat tactique commun à l'Armée de l'air et à l'Armée de la mer, M. Dassault a porté un jugement sévère, que M. Fillon a même qualifié de « pessimiste » à l'action menée depuis plusieurs mois par les services du ministère de la défense. Le Rafale existe pour l'instant, à l'état d'un seul exemplaire dit « démonstrateur », pour des essais en vol.

M. Dassault a insisté sur le fait que « toute acquisition par la marine nationale d'un F-18, pour remplacer ses Crusader, signifierait l'arrêt de mort du programme ACT-ACM ». L'achat de combat tactique (ACT) et l'avion de combat maritime (ACM) dérivés du « démonstrateur » Rafale. La marine a expliqué l'industriel utilisera les crédits affectés au remplacement de son aviation embarquée pour acheter le F-18 et elle ne sera plus en mesure de participer au développement du programme Rafale.

En réponse à une question de M. Fillon, qui s'est étonné de cette déclaration et qui considère que, seule la version navale du Rafale

disparaîtrait sans que l'ensemble du programme soit perturbé par l'achat de F-18 M. Dassault a affirmé : « Les 6 milliards de francs de dépenses de développement prévus dans le budget de la marine, ne concernent pas seulement des éléments spécifiques à cette version mais une part du développement des éléments communs aux deux versions. L'achat du F-18 hypothèque l'ensemble du programme et pas la seule version navale. »

L'industriel a ajouté que les actuels Crusader pouvaient être prolongés à un coût acceptable. La rénovation de la cellule et du système d'armes est selon lui estimée à 1 milliard ou 1,5 milliard de francs pour vingt avions.

A un député qui s'inquiétait de savoir si le programme Rafale était ou non lancé comme l'avait annoncé le premier ministre, en juin, au dernier salon du Bourget M. Dassault a répliqué en émettant le vœu que le contrat officiel lui soit notifié avant mai prochain.

Un seul prototype ?

« Le lancement du programme a précisé l'industriel passe par la signature du contrat de fabrication des prototypes », et il a alors regretté que le ministère de la défense n'envisage la signature d'un contrat concernant un seul prototype au lieu des cinq exemplaires qui lui semblent indispensables. « Si le contrat qui doit être prochainement signé ne concernait qu'un seul prototype il serait souhaitable que ce contrat plausif très précieusement la commande des prototypes suivants », a indiqué M. Dassault avant d'exprimer le souhait que ce contrat lui soit passé avant les élections présidentielles.

Appuyé par M. Henri Martre le président-directeur général de l'Aérospatiale, M. Dassault a mis en garde le gouvernement français contre la concurrence des États-Unis, qui ont entamé une lutte sans merci. On le voit dans le secteur civil, avec l'A380. On le constate, aussi, en matière militaire chaque fois par exemple, que les Israéliens les Japonais ou les Européens ont des projets.

Saisie de plus d'une tonne d'explosifs au Pays basque français

Près d'une tonne et demi d'explosifs a été saisie, samedi 19 décembre en début de matinée, par des gendarmes lors d'un contrôle de routine sur une route du Pays basque français, près de Saint-Pée-sur-Nivelle (Pyrénées-Atlantiques).

Une camionnette a brusquement fait demi-tour devant le barrage et a tenté de s'échapper par un chemin de terre, suivie par une Renault 9, qui escortait le transport d'explosifs. Mais le chemin menait à une impasse et les deux véhicules se sont trouvés bloqués, vite cernés par les gendarmes. Le chauffeur de la voiture d'escorte a été interpellé : il s'agit de Sabino Zubillaga Bolloqui, âgé de cinquante-trois ans, Basque espagnol résidant en France.

Le conducteur du fourgon a pu s'enfuir à pied dans la montagne, mais il aurait été identifié comme étant José Arregui-Irrostarbe, âgé de quarante-six ans, Basque espagnol résidant près de Saint-Sébastien. Tous deux seraient soupçonnés d'appartenir à l'ETA.

Les deux hommes démantés, d'une cache à l'autre, un stock d'explosifs, après les vagues d'arrestations et les interpellations de l'été dernier. Les gendarmes ont, en effet, découvert soixante-huit paquets de 20 kilos d'un explosif qui pourrait être de l'ammoniac, selon les enquêteurs, ne devaient vraisemblablement pas être passés en Espagne, mais simplement égarés de Saint-Pée-sur-Nivelle.

Le 16 août 1985, le gendarmier avait déjà saisi une importante cargaison d'explosifs dans la même localité. Dans une cache aménagée dans le sous-sol d'une villa, deux tonnes de « gomados » avaient été trouvées, ainsi que soixante-six roquettes de fabrication soviétique.

La commission de recours des réfugiés étudie le dossier des Iraniens expulsés

La commission de recours des réfugiés s'est réunie, samedi 19 décembre à Paris, pour examiner à huis clos le dossier des Iraniens expulsés, le 8 décembre dernier, vers le Gabon, selon la procédure dite d'urgence absolue. Cette commission de recours, présidée par un membre de la section du contentieux du Conseil d'Etat et qui compte parmi ses membres un représentant du Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) et un représentant de l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), devait rendre, cette semaine, un avis secret sur la demande formulée par les six avocats des Iraniens et des Turcs expulsés.

Ces six avocats, M^{rs} Francis Teitgen, Jean-Pierre Mignard, Henri Lecière, Hervé Dupont-Monod, François Serres et Christian Bourguet, ont saisi la commission afin qu'elle émette un avis favorable à l'annulation des arrêtés d'expulsion pris par le ministère de l'Intérieur à l'encontre de leurs clients. Selon eux, en effet, la procédure utilisée pour ces expulsions n'était pas justifiée et il y a eu violation des droits de la défense. En effet, a indiqué à l'AFP M^{rs} Teitgen, l'arrêté du ministre concernant les expulsions n'était pas motivé et, a-t-il ajouté, « on a expulsé ces personnes alors qu'elles avaient saisi la commission de recours des réfugiés, démarche qui est en principe suspensive ». Selon l'avocat, « les arrêtés d'expulsion ne précèdent pas en quel cas les Iraniens troublent l'ordre public car, selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, la seule appartenance à une organi-

sation politique n'est pas, en elle-même, un motif d'expulsion ».

La commission de recours dispose pour se prononcer d'un mémoire établi par le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, qui lui a été remis le 17 décembre. Selon les avocats des réfugiés iraniens et turcs, dans ce mémoire, « il s'avère qu'aucune action précise imputable à des personnes déterminées et suffisamment grave pour troubler l'ordre public et justifier l'utilisation de la procédure d'urgence n'est formulée à l'encontre des réfugiés. Bien au contraire, dans la quasi-totalité des cas, sont seulement reprochés les activités de collecte de fonds sur la voie publique menée par des sympathisants d'associations dénonçant des exécutions sommaires du régime de l'ayatollah Khomeiny. » Tous cela confirme (...) le caractère éminemment collectif d'une mesure qui viole gravement la Convention européenne des droits de l'homme », concluent les avocats.

Parallèlement, M. Gilbert Bonnemaison, député socialiste de Seine-Saint-Denis, revenant de Gabon où il a rencontré des expulsés et recueilli leur témoignage, a, au cours d'une conférence de presse, demandé leur retour à Paris, accusant les autorités françaises d'avoir utilisé « des méthodes de rafle » lors de l'expulsion.

Tandis qu'à Libreville et à Paris les expulsés et les membres de leur famille continuent leur grève de la faim, le bureau de presse des Moudjahidines du peuple à Paris indiquait, dimanche, que deux de ces grévistes de la faim, une femme,

Farzaneh Mirzadat, vingt-huit ans, et un homme, Hassan Zohourian, vingt-neuf ans, avaient été admis « dans un état très grave » dans un service de réanimation de l'hôpital de Neuilly. La direction de cet hôpital, tout en confirmant l'admission des deux personnes, s'est refusée à préciser davantage leur état de santé « en raison du secret médical ».

Deux attentats en Corse

Un attentat à l'explosif a partiellement détruit, samedi 19 décembre, au lever du jour, la ferme Roussel près de Querciole (Haute-Corse), où un militant de l'ex-FLNC, Jean-Baptiste Acquaviva, avait trouvé la mort dans la nuit du 16 au 17 novembre. Un commando nationaliste avait été découvert par le propriétaire des lieux, M. Fernand Roussel et dans un bref corps-à-corps, Jean-Baptiste Acquaviva avait été tué par son arme.

L'ex-FLNC a donc voulu venger la mort de l'un des siens un mois, jour pour jour, après ses obèques en détruisant la ferme Roussel, abandonnée et laissée sans surveillance depuis le départ, fin novembre, de cette famille d'agriculteurs.

Un autre attentat a détruit, samedi soir à Bastia, la villa de fonction du premier président de la cour d'appel. La maison était inoccupée et l'ex-FLNC, auteur probable de cette opération, a agi avant l'arrivée des CRS chargés, chaque nuit, de la surveillance des lieux. Nommé depuis l'été, le premier président, M. Bernard Aubry, ne s'était pas installé dans cette propriété occupée jusqu'à son départ, cet été, par son prédécesseur, M. Roger Sarny.

FAITS DIVERS

« Les fauchés chez Fauchon »

Deux cents jeunes chômeurs environ, pour la plupart membres du Mouvement des Jeunes Communistes, ont manifesté, samedi 19 décembre, dans le célèbre magasin d'alimentation de luxe Fauchon, place de la Madeleine, à Paris.

Agés pour la plupart de seize à vingt ans, les manifestants ont pénétré en début d'après-midi dans le magasin et se sont servis dans tous les rayons de l'épicerie répandus sur deux étages. Puis ils ont montré aux employés des « bons d'une valeur de 3 000 F d'achat chez Fauchon gagés sur l'emprunt Giscard », au verso desquels ils dénonçaient le prochain versement de « 60 milliards supplémentaires aux souscripteurs de l'emprunt Giscard » et demandaient au gouvernement d'utiliser cet argent « pour verser une allocation mensuelle de 3 000 F aux chômeurs ».

Les forces de l'ordre sont intervenues vers 15 heures, « très violemment », selon les manifestants. Dix d'entre eux ont été interpellés et conduits au siège de la première division de police judiciaire pour vérification d'identité. Les autres ont alors entrepris un sit-in devant le magasin, scandant des slogans tels que « les fauchés chez Fau-

chon » ou « les fortunes ont triplé et nous on va crever ».

Déjà, le 11 décembre, une centaine de jeunes chômeurs avaient occupé un étage de la préfecture du Val-de-Marne, à Créteil, pour réclamer le versement de l'allocation « aux jeunes chômeurs dont les droits sont arrivés à expiration ».

Ce n'est pas la première fois que Fauchon fait l'objet d'une opération de ce genre. En 1970, un commando de l'extrême gauche maoïste avait pénétré dans le magasin, aux cris de « Fauchon nourrit les bidonvilles », pour faire main basse sur les denrées de luxe et les distribuer ensuite aux habitants du quartier-monde, dans un bidonville de Bagnot et des foyers de travailleurs immigrés à Nanterre et Ivry. Sept ans plus tard, un attentat à l'explosif, suivi d'un incendie avait détruit, le 19 décembre 1977, peu après 5 heures du matin, le magasin principal qui avait dû fermer ses portes pendant cinq mois.

En décembre 1985, enfin, un incendie dont les causes n'ont pas été élucidées avait provoqué des dégâts considérables, ainsi que la mort de la présidente de la société Fauchon et de sa fille.

● Deuxième tentative d'assassinat contre l'ex-« Empereur de Pigalle ». — Alain Picaud, quarante et un ans, a été inculpé, le 18 décembre, d'homicide volontaire pour le meurtre d'André Gau, quarante et un ans, tué le 10 décembre dernier dans une cabine téléphonique à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), alors qu'il se trouvait en compagnie d'Henri Botay, considéré comme l'ex-« Empereur de Pigalle ». Selon les enquêteurs, c'est ce dernier qui était visé. Au mois d'avril dernier, Henri Botay, cinquante-trois ans, avait échappé de peu à un règlement de comptes au cours duquel il avait été gravement blessé.

● Assassinat du gérant d'une discothèque et de son épouse. — Bernard Bollet, quarante-sept ans, et son épouse Lucienne, quarante-huit ans, gérants de la discothèque La Copacabana, à Mantes (Seine-et-

Marne), ont été tués par balles, dimanche matin 20 décembre, devant leur domicile, à Cligny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Selon les policiers, il s'agit d'un règlement de comptes.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique
Permanence téléx
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/42-96-41-12
55 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

LA MUSIQUE CHEZ FAYARD

BIBLIOTHÈQUE DES GRANDS MUSICIENS



Prix 240 F
Relié, 468 pages



MEILLEUR LIVRE SUR LA MUSIQUE PRIX DE LA CRITIQUE 1987
PRIX DE L'ACADEMIE DES BEAUX-ARTS

Prix 290 F
Relié, 828 pages

LES INDISPENSABLES



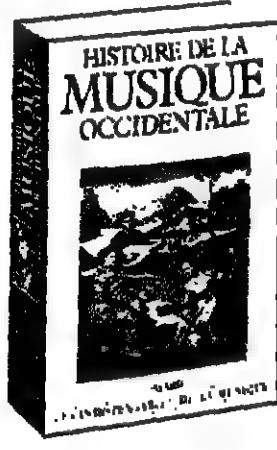
Sous la direction de F.R. Tronchet
Prix 120 F - 880 pages



PRIX DE L'ACADEMIE CHARLES CROS 1986
Prix 120 F - 896 pages



Prix 120 F
946 pages



Sous la direction de B. et J. Massin
Prix 120 F - 1316 pages

UNE NOUVELLE COLLECTION



« Un texte si clair, si intelligent, qu'à chaque page... on entend mieux ! »
Isabelle Garnier
Le Figaro Magazine

Prix 89 F
198 pages

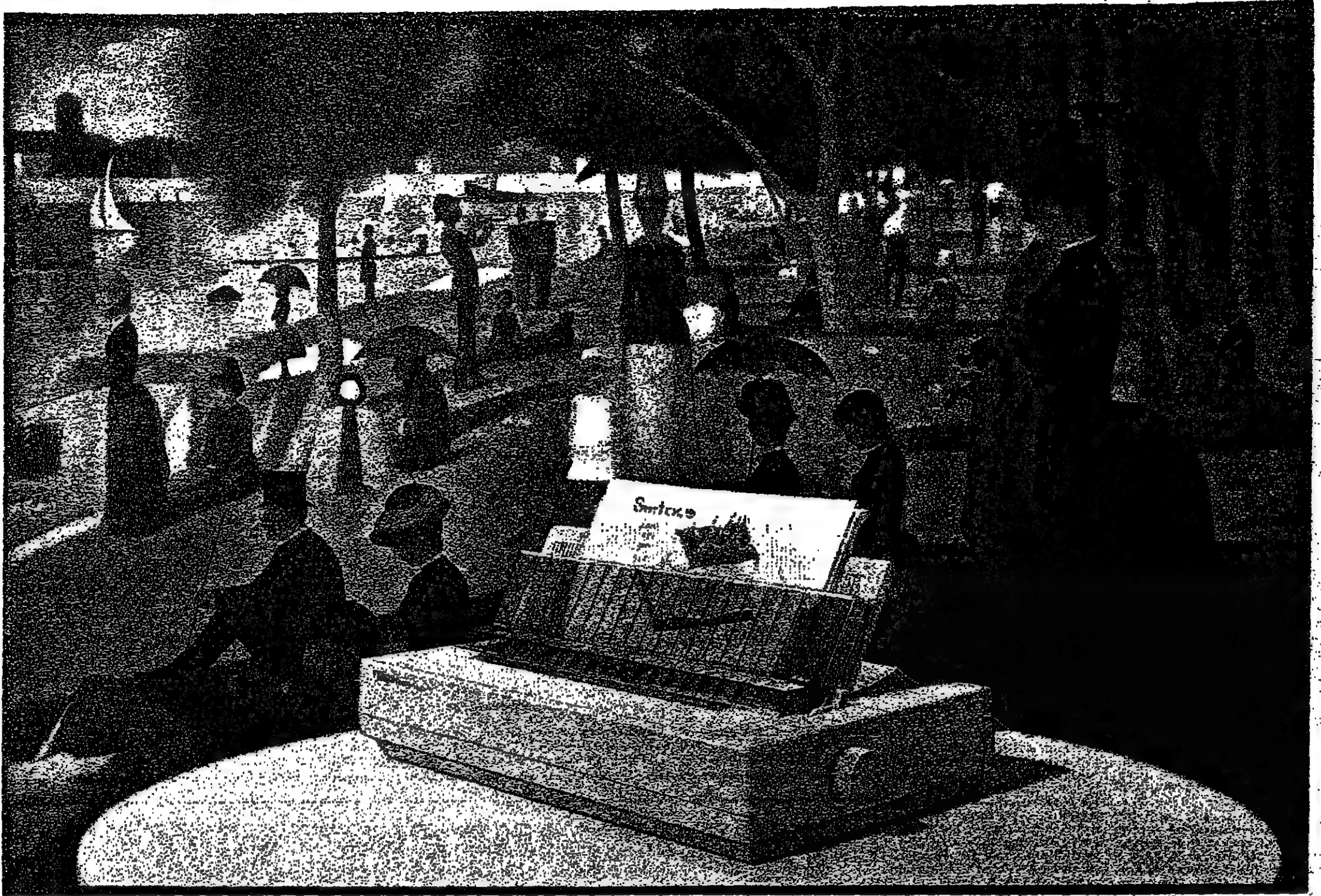


« L'ouvrage fondamental sur ce style de chant »
Alain Duault
L'Avantgarde

Prix 130 F
280 pages

مكتبة الادب

12 Le Monde • Mardi 22 décembre 1987 ***



Jamais une imprimante n'a fait autant impression

La qualité graphique des imprimantes matricielles Epson 24 aiguilles est tout simplement étonnante !

Elle est le fruit d'une volonté constante d'être à la pointe du progrès.

Progrès tel que l'ingénieux levier de déverrouillage implanté sur le plan supérieur de la LQ-1050. Une pression en avant commande l'entraînement à aiguilles pour les travaux sur listing et une nouvelle pression en arrière permet de passer à l'impression feuille à feuille.

Résultat : une impression simple, rapide et professionnelle.

Quant à la qualité, facteur primordial tant pour les amateurs que pour les professionnels, les modèles de la gamme Epson offrent un très vaste choix de graphisme et jeux de caractères.

Des avantages évidents qui font des Imprimantes Epson des machines prêtes à obéir au doigt et à l'œil ...

C'est pourquoi les imprimantes Epson, de production européenne, sont à des sommets d'innovation rarement atteints.

Après d'innombrables succès techniques, il ne serait pas surprenant que les imprimantes matricielles Epson parsèment point par point la terre entière.

Vous aussi, laissez-vous impressionner par Epson.

Avec Epson, tout est possible.

EPSON®

SEIKO EPSON CORPORATION: Suwa-shi, Japon Tél: (0266) 52-3131 Téléc: 3362435 EPSON FRANCE S.A.: Paris, France Tél: (1) 47.57.31.33 Téléc: 610657 EPSON (UK) LTD: Luton, G.B. Tél: (01502) 88921 Téléc: 8814169
EPSON DEUTSCHLAND GmbH: Düsseldorf, R.F.A. Tél: (0211) 56030 Téléc: 8584786 EPSON ITALIA S.p.A.: Milan, Italie Tél: (2) 670-9136 Téléc: 315132 EPSON-STI, S.A.: Barcelona, Espagne Tél: (3) 410-3400 Téléc: 50129

Société

RELIGIONS

Mgr Jean Rémond quitte la direction de la Mission de France

Mgr Jean Rémond, évêque auxiliaire du pape, a quitté la direction de la Mission de France, après avoir présidé pendant dix ans l'assemblée des évêques de l'Assemblée des évêques de France, à la suite de sa démission acceptée le lundi 21 décembre par le pape.

Agé de soixante-cinq ans, Mgr Rémond avait souhaité être remplacé par un évêque plus jeune. Il a souvent pris des positions en pointe dans l'épiscopat français : sur les prêtres-ouvriers, la dissuasion nucléaire, les ventes d'armes, l'Amérique latine, le dialogue avec les marxistes, etc.

Créée en 1941, notamment à l'initiative du cardinal Suhard, archevêque de Paris, la Mission de France joue un rôle actif dans les milieux et les diocèses déchristianisés, urbains ou ruraux. Elle a un statut de préfecture unique en France qui permet d'obtenir des ordres de mission. Elle compte actuellement 282, répartis dans 52 diocèses, où ils ont presque tous une activité professionnelle. Ils sont dans le tiers-monde. Avec trente-cinq ordinations depuis 1978, la Mission de France est sans doute l'un des « diocèses » qui recrute le plus.

La charge de cette préfecture a toujours été exercée par de grands noms de l'épiscopat français (Suhard, Lénart, Marty, Etcheberry, Decourtray). C'est Paul VI, en 1974, qui avait décidé de la confier au président ou au vice-président de la Conférence épiscopale, assisté d'un évêque auxiliaire.

REPÈRES

Catholiques

Le credo ne va plus de soi

Le credo catholique ne va plus de soi, même chez les pratiquants, comme le montre un sondage SOFRES dont les résultats ont été publiés dans le *Figaro Magazine* du 18 décembre. Seuls 59 % des catholiques pratiquants en France déclarent croire en Dieu. Ils ne sont plus que 72 % pour croire à la Trinité, 73 % à la vie éternelle et 74 % à la présence réelle du Christ dans l'eucharistie. Les pourcentages sont sensiblement plus faibles chez les catholiques non-pratiquants.

Environnement

M. Carignon mécontente M. Médecin

M. Jacques Médecin, président du conseil général (apparenté RPR) des Alpes-Maritimes, ne décolère pas contre le ministre de l'environnement, dont son collègue RPR Alain Carignon a la charge. Le 11 décembre dernier, le conseil général des Alpes-Maritimes avait renouvelé sa demande de déclassement de 9 000 hectares du parc national du Mercantour pour la création de stations de ski. Le ministre de l'environnement a réitéré son refus. Dans une interview à Radio-France-Côte d'Azur, dimanche 20 décembre, M. Médecin a jugé « tout à fait déplorable » ce refus, qui, selon lui, menace la « survie » des communes du haut pays niçois.

Université

M. Pierre Cornillot président de Paris-Nord

Le professeur Pierre Cornillot a été élu président de l'université Paris-Nord (Paris-XIII Villetaneuse), le 8 décembre 1987 par 58 voix contre 48 au professeur Noël Leblanc, directeur du centre scientifique et polytechnique de Villetaneuse. Il succède à M. Pierre Jaisson, professeur de psychophysiologie.

[Né le 20 octobre 1931 à Saint-Mandé (Val-de-Marne), docteur en médecine en 1959, et agrégé de biologie en 1962, M. Cornillot a été maître de conférences à la faculté de médecine de Paris, professeur de biochimie médicale à l'UFR de Bobigny (Paris-Nord), puis directeur de l'UFR de santé, médecine et biologie humaine de Bobigny. Parallèlement, M. Cornillot a poursuivi une carrière hospitalière et dirige, depuis 1965, le laboratoire central de biochimie de l'hôpital Avicenne à Bobigny.]

Le transfert mouvementé du footballeur Roberto Cabanas

Yvinec rentre au port

Les joueurs du Brest-Armorique FC ont célébré le retour de leur président, samedi 19 décembre, en battant l'Olympique de Marseille pour la dernière journée du championnat de France, avant la trêve. Après être parti clandestinement de Colombie, (le *Monde* daté 20-21 décembre), François Yvinec a été accueilli triomphalement à Brest samedi 19 décembre. Ce retour ne signifie

BREST

de notre correspondant

François Yvinec a été accueilli comme un héros. L'aéroport de Brest-Guipavas était noir de monde. La foule a sauté par des salves le retour du président flanqué de son interprète, Mathé Lopez, et du footballeur paraguayen Cabanas.

« Nous avons monté une véritable opération de commando pour récupérer François Yvinec de l'avion qui devait le conduire à Paris », confie Jacques Baguenard, vice-président du club. Quelques heures auparavant, sur l'aérodrome de Saint-Jacques-de-Compostelle, où l'avion de la ligne Caracas-Paris devait faire une escale technique, se posait le jet de la firme Rallye, membre de la SODIBA (1), pour le transporter directement à Brest.

« François Yvinec n'en savait rien », affirme Jacques Baguenard. L'équipe colombienne se terminait : le président du club brestois, son interprète et Roberto Cabanas montaient à bord de l'appareil. Ils arrivaient à Brest vers 15 h 30. C'est Cabanas qui le premier posait le pied sur la terre bretonne, en faisant un signe de croix, suivi de Mathé Lopez, qui s'écroulait en larmes dans ses bras. Quelques secondes plus tard, le président brestois apparaissait, heureux et comme dopé par ces événements.

Vendredi 18 décembre, François Yvinec avait décidé de ne pas répondre à la convocation du juge colombien, M^{me} Elisabeth Amaya, et de quitter clandestinement la Colombie dans un avion privé pour rejoindre Caracas. Une liberté qu'il a prise lui-même ou qu'on a favorisée ? François Yvinec ne s'est guère montré bavard sur les conditions de son départ. Chaque fois que le sujet était abordé devant la presse, les membres de la SODIBA et du comité directeur du Brest-Armorique criaient à l'adresse de leur patron des « Pas ça ». « On verra plus tard ».

Un contrat en bonne et due forme

« Mon départ restera un mystère », raconte François Yvinec. Il est certain que le président a bénéficié d'appuis pour quitter le territoire colombien. Mais il ne souhaite pas « mouiller » des gens là-bas. « Je n'ai pas le droit de parler de cette affaire », dit-il. « L'adversaire souhaitait que [il] parte ». Etait-il lui-même en danger ? « La vie d'un homme n'a pas le même prix en Colombie qu'en France », assure-t-il.

Ce départ était, selon François Yvinec, la seule solution. « J'avais déjà pensé partir, mais je ne voulais pas laisser l'image d'un président

fuyard. J'ai donc laissé faire. Mais le juge voulait me garder en otage. Pour savoir quoi ? Je n'en sais fichtre rien ».

Le président brestois ajoute que le procureur général de la République n'a pu obtenir qu'on le laisse partir, et qu'une grève affectant l'appareil judiciaire retardait encore l'issue du conflit. Enfin, le conseil d'administration de la Ligue française de football (LNF) souhaitait l'entendre pour la qualification de Cabanas. « Ce joueur souffre de ne pas pouvoir exercer son art. Il a été sanctionné en Colombie. Pourtant, il n'a rien à se reprocher. Il faut qu'on l'autorise à jouer à Brest, club avec lequel il a signé un contrat en bonne et due forme », dit François Yvinec.

Dénouement ou fin de l'épisode ? Le président du Brest-Armorique FC a toujours des comptes à rendre à la justice colombienne. Il est prêt à repartir s'il le faut : « Parce que je suis innocent », dit-il. Mais il espère que le gouvernement continuera à mener les négociations avec les autorités colombiennes afin de lui épargner cette épreuve.

Les difficultés du Brest-Armorique FC n'en seront pas pour autant apaisées. Le club est lourdement endetté. Dernièrement, les dirigeants ont dû demander au conseil municipal une garantie pour un prêt de 3,5 millions de francs (le *Monde* du 11 décembre). La SODIBA a été contrainte, elle aussi, de trouver rapidement des fonds pour acheter Cabanas (750 000 dollars à verser en trois mois), une opération qui, selon la LNF, est contraire aux usages, dans la mesure où un club n'a plus le droit de verser à une société tiers ses droits patrimoniaux concernant les joueurs.

GABRIEL SIMON.

SCIENCES

Relève de l'équipage à bord de la station Mir

Une bougie pour Romanenko

Alors qu'Américains et Européens négocient depuis plusieurs mois sur les conditions d'utilisation d'une station spatiale permanente qui ne verra pas le jour avant le milieu des années 90, les Soviétiques accumulent les expériences, multipliant les vols et les rendez-vous dans l'espace et occupent pendant des périodes records leur laboratoire spatial Mir. Le cosmonaute Youri Romanenko vit depuis près de trois cent vingt jours à bord de cette station. Presque un an déjà, ce qui constitue le record absolu d'endurance dans l'espace et une performance désormais hors de portée pour le compagnon de Romanenko, Alexandre Alexandrov en orbite depuis seulement le 26 juillet.

Cette mission de longue durée touche aujourd'hui à sa fin, comme en témoigne l'envoi, lundi 21 décembre, de trois nouveaux cosmonautes soviétiques en direction de la station Mir. Cet équipage, composé de Vladimir Titov, Moussa Manarov et Anatoli Levchenko, devait s'envoler en fin de matinée - à 12 h 18 heures - de Baïkonour à bord du vaisseau spatial Soyuz TM-4. Ils devraient rejoindre rapidement la station orbitale, où ils aideront Youri Romanenko et Alexandre Alexandrov à « faire leurs

bagages ». Selon le directeur des vols habités, M. Kerim Kerimov, cité par l'agence Tass, les deux hommes, sans doute bien fatigués après leur séjour, devraient revenir sur Terre avant la fin de l'année, en compagnie vraisemblablement d'Anatoli Levchenko.

Les nouveaux arrivants, Vladimir Titov et Moussa Manarov, pourront alors assurer la bonne marche de la station Mir pour une nouvelle mission, dont la durée n'a pas été annoncée par les autorités soviétiques. Tout est cependant prêt sans doute pour que cet équipage, ou celui qui le suivra, puisse accomplir une tâche au moins égale à celle qui va s'achever, dans la mesure où un vaisseau cargo Progress a récemment ravitaillé la station. Ainsi se poursuivront les expériences sur le comportement des cosmonautes pendant les vols de longue durée en vue de préparer un équipage pour une hypothétique mission habitée vers la planète Mars. Mais d'ici là les Soviétiques vont devoir accumuler les informations et poursuivre en même temps leurs programmes de recherche, cela va être fait avec le nouvel équipage.

J.-F. A.

• Elections au bureau de Paris.

Ont été élus pour trois ans : M^{me} Mario Staal, historienne sortante, Jean Couturon, ancien historien, Pierre Chaigne, Cécile Idrac, Daniel Soulet-Lavigne, Béatrice Léopold-Couturier, M^{me} Dominique de La Garanderie, Yves Laurin, Pierre Sanglede, Louis Rheims et Paul Nemo.

• RECTIFICATIF : la construction des nouvelles prisons. — Dans l'article du *Monde* daté 20-21 décembre consacré à la construction de quinze mille nouvelles places de prison, il fallait lire « on voit bien que ce n'est pas à la désinfection carcérale que l'on cherche à remédier », et non, comme il a été imprimé par erreur, à l'unification.

• Report du test des fusées d'appoint de la navette.

Un test du nouveau modèle de fusée d'appoint destinée à la navette spatiale américaine a été annulé, samedi 19 décembre, une seconde avant la fin du compte à rebours, ont indiqué des responsables du constructeur des « boosters », Morton-Thiokol. Les fusées d'appoint avaient déjà été testées avec succès le 30 août dernier, sur le polygone d'essai de la firme, près de Brigham City (Utah). Mais le froid intense qui règne actuellement dans cette région des Etats-Unis et l'incapacité des techniciens à réchauffer un important circuit électrique ont cette fois fait échouer l'essai. Les ingénieurs de Morton-Thiokol ne sont cependant pas tout à fait décus : ils ont pu accumuler de précieux renseignements sur le comportement du nouveau système de chauffage des joints en caoutchouc de l'engin, dont la mauvaise tenue au froid avait été à l'origine de l'explosion de Challenger.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Jugement 9^e ch. du trib. de commerce de Paris du 26/06/1986 sur assignation de la SIE MEDIAFORM, 9, rue Foudray (15^e), interdit à la SARL MEDIAFORM COMMUNICATIONS, 83, rue Michel-Ange (16^e), d'utiliser sous quelque forme que ce soit la dénomination « MEDIAFORM » à raison d'une astreinte de 2 000 F par jour et la condamne à 2 000 F de dommages et intérêts.

American Airlines.
C'est plus simple pour traverser l'Atlantique.

Vols quotidiens de Paris-Orly vers Dallas/Fort Worth, Chicago et New York.
Correspondances* vers plus de 200 villes aux USA, Canada, Mexique et Caraïbes.

NOUVELLES lues par José ARTUR



LIVRE CASSETTE

édité par

Cassettes Radio France Le Monde

Avec les textes de :
• Daniel BOULANGER
• Michel GRISOLIA
• G.-O. CHATEAU-REYNAUD
• Marc HALTER
• Guy CROUSSEY
• Tahar BEN JELLOUN
• Alain DEMOUZON
• J.-P. ANDREVON

En vente en **LIBRAIRIE GRANDS MAGASINS DISQUAIRES**

A défaut par correspondance
142 F (port inclus) au **Journal LE MONDE**, Service vente au numéro 7, rue des Italiens 75009 PARIS

Le Monde
sur minitel

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS
au Monde et à ses publications
3615 TAPÉZ LEMONDE puis ABO



American Airlines.
* En liaison avec notre partenaire American Eagle.
Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au (1) 42.89.05.22.

سكنا من الاصل

Sports

JUDO : Coupe d'Europe des clubs Une affaire de famille

L'US Orléans (USO) a gagné, le samedi 19 décembre, pour la troisième fois, la Coupe d'Europe des clubs de judo. Battus 5-2 au match aller par les Allemands de Wolfsburg, les Français ont renversé la situation au match retour en s'imposant 5-1 à Orléans, devant 3 500 spectateurs enthousiastes. Cette victoire est, pour une large part, à mettre au crédit de Marc Delvingt, qui a dominé le champion olympique Frank Wieneke. Trois autres Delvingt ont participé activement au succès de la soirée : Yves, comme entraîneur ; Guy, comme combattant, et Roland, comme présentateur.

ORLÉANS
de notre envoyé spécial

Certaines défaites sont inimaginables. On ne pourrait concevoir, par exemple, que le champion olympique du 100 mètres soit battu au sprint par le recordman du Loiret. Certes, il y a peu de points entre l'athlétisme et le judo. Pourtant, dans les deux sports, certaines différences de classe paraissent insurmontables. Ainsi, dans la catégorie des 78 kilos, Frank Wieneke, champion olympique 1984, semblait avoir une énorme marge de sécurité face à l'Orléanais Marc Delvingt.

D'ailleurs, l'Allemand de l'Ouest avait sérieusement malmené le Français, lors de la finale aller de la Coupe d'Europe des clubs champions à Wolfsburg, le 12 décembre.

Et sept jours après, il faisait de même en attaquant le combat de la finale retour, combat qui s'avérait déterminant pour l'issue de la rencontre. « La semaine dernière, j'avais été battu — mais j'avais le sentiment que je pouvais avoir une ouverture. Elle s'est produite quand j'ai pu libérer mon bras droit. J'ai porté une projection d'épaule que l'a fait tomber. Sur son championnat, son palmarès montre qu'il est infiniment plus fort que moi ; mais sur un combat, je savais que je pouvais gagner », a expliqué Marc Delvingt. En renversant Wieneke, il avait fait basculer la victoire dans le camp d'Orléans.

Une quarantaine d'entreprises régionales parrainent l'USO, mais, curieusement, c'est l'administration des postes qui porte la plus grosse part de responsabilité de ce qui est arrivé samedi soir, dans le palais des sports de la préfecture du Loiret.

Si, il y a une trentaine d'années, un obscur bureaucrate des P et T n'avait pas signé la mutation pour la périphérie orléanaise d'un couple d'agents du Nord, il y a de fortes chances pour que les six frères Delvingt n'aient jamais porté le kimono. Au lieu de quoi, l'aîné de la famille, transplanté au lycée Pothier, y a fait la connaissance d'un professeur de « gym », qui l'a initié au judo. Et André a bientôt entraîné ses cinq frères dans ce qui allait devenir une belle aventure.

Au Central club d'Orléans, ils rencontrèrent un effet avec Jean-Paul Lesanquer un éducateur hors pair. « On faisait en hiver, il y avait des goudouilles, le tapis était râpé, mais l'ambiance était formidable. Il nous a appris la volonté, la solidarité, le respect, au travers d'un sport de combat magnifique », se souvient Guy, le regard embué et la gorge nouée. C'était les années de galère. A la maison, les huit enfants avaient l'affection de leurs parents et l'assiette pleine au repas. Presque tout le reste faisait défaut. « Le judo a été notre cathédrale ». Ils sont devenus les célébrants de cette religion sportive. Les six garçons ont obtenu le brevet permettant d'enseigner l'art de Jigoro Kano et quatre d'entre eux ont été sélectionnés en équipe de France.

Yves, qui a été vice-champion du monde et champion d'Europe, entraîne le groupe de haut niveau, qui ne compte pas moins de vingt champion du monde juniors, est entraîneur de l'équipe nationale féminine. Marc, qui n'a pas un gros palmarès, est professeur d'éducation physique dans un collège de la ville.

En d'autres circonstances, un tel noyau dur familial aurait pu servir de repoussoir. Les Delvingt, semblant, au contraire, être de véritables aimants. Leur passion du judo est en effet communicative. Il ont une sorte de don pour transmettre les connaissances techniques qu'ils ont accumulées à force de travail.

Après le défilé de Wolfsburg au match aller, Yves a repassé au magnétoscope les combats, individuellement, avec tous les membres de l'équipe. C'est comme ça qu'ils ont trouvé le truc de la manche pour Wieneke. Les autres en ont aussi tous profité. Pour ce qui concerne les phases de combat au sol, Yves passe le relais à son frère Guy, qui a développé une technique incroyable dans ce domaine. C'est tout cela qui nous a permis de gagner finalement », explique le président du club, Gérard Gagner. Il y a, en effet, dans tout cela un sens à la solidarité. Cette fois, ce courage et cet enthousiasme partagés ont permis à toute l'équipe de se surpasser et ainsi d'arracher la Coupe d'Europe, pour la troisième fois consécutive, au club allemand, qui ressemble comme un frère à l'équipe nationale de RFA.

ALAIN GIRAUDO.

De véritables aimants

Il a coulé beaucoup d'eau sous les ponts de la Loire depuis que Guy faisait 10 kilomètres le soir sur un vélo sans lumière pour rentrer de l'entraînement. Incapable de faire face financièrement à la charge du club, Jean-Paul Lesanquer a quitté Orléans pour un poste de conseiller technique en Corse. Ses anciens élèves ont repris le flambeau, créant, en 1978, un nouveau club. Tout le clan Delvingt n'a pas suivi. André a désapprouvé la fusion avec le club municipal ; il s'occupe de la section sport-études du lycée d'Orléans. Serge, qui était apprenti-mitron à la belle époque du Central club, gère deux ou trois salles dans la banlieue orléanaise. Mais les quatre autres sont membres du bureau directeur de l'USO. Roland, qui a été médaillé aux championnats du monde juniors, en est vice-président.

SKI ALPIN : Coupe du monde

L'arrivée du carabinier

Bon week-end pour le ski alpin français : après une longue série de blessures, la Mégève Catherine Quittet, vingt-trois ans, qui avait remporté un super-G en janvier 1987, a gagné le slalom géant de Planavallo (Italie) disputé le 20 décembre ; la veille, Patricia Chauvet, qui s'était révélée par une cinquième place à Courmayeur, avait terminé deuxième du slalom derrière l'Allemande de l'Ouest Christa Kinzshofer. La performance est néanmoins revenue à l'Italien Alberto Tomba, qui a enlevé à Kranjska Gora (Yougoslavie) la cinquième course depuis le début de la saison, prenant ainsi la tête du classement de la Coupe du monde devant la Suisse Pirmin Zurbriggen.

« Tomba est à l'arrivée », les milliers d'Italiens montés à Sestrières pour la première épreuve de Coupe du monde, fin novembre, exultaient. Les tifosi criaient « Alberto premier » à pleins poumons. Deux victoires coup sur coup transformaient le skieur en un nouveau héros national.

Raviement des spectateurs et étonnement des spécialistes du « cirque blanc ». Car Alberto Tomba, le poids lourd de Bologne n'était considéré comme un gagnant potentiel que par ses admirateurs. Certes sa troisième place au slalom géant de Crans-Montana lors des derniers championnats du monde, avait surpris. Mais si le jeune homme de 20 ans possède d'étonnantes qualités physiques, il faisait aussi preuve d'une grande déconcentration et ne semblait pas prendre le ski trop au sérieux. A vingt ans, l'amateur de boîtes de nuit pensait plus à s'amuser avec ses copains ou sa petite amie qu'à parfaire ses entraînements.

Raviement des spectateurs et étonnement des spécialistes du « cirque blanc ». Car Alberto Tomba, le poids lourd de Bologne n'était considéré comme un gagnant potentiel que par ses admirateurs. Certes sa troisième place au slalom géant de Crans-Montana lors des derniers championnats du monde, avait surpris. Mais si le jeune homme de 20 ans possède d'étonnantes qualités physiques, il faisait aussi preuve d'une grande déconcentration et ne semblait pas prendre le ski trop au sérieux. A vingt ans, l'amateur de boîtes de nuit pensait plus à s'amuser avec ses copains ou sa petite amie qu'à parfaire ses entraînements.



Cinquième victoire depuis le début de la saison pour l'Italien Alberto Tomba.

Tomba, l'Italien expansif, préfère « frimer » ou dévorer des steaks en quantité impressionnante plutôt que de prendre au sérieux la compétition. Et puis, le déclin s'est produit à la fin de la saison dernière. « J'ai quand même fini par comprendre que sans faire de sacrifices je ne serai jamais un vrai champion », reconnaît-il. Adieu les soirées chaudes et les repas pantagruéliques. Le skieur doué décide de renoncer « à certains plaisirs », selon son expression. Le flambeur est devenu ambitieux. A la recherche des meilleurs temps, il s'impose en slalom et en géant à Sestrières, où il se déclare « très satisfait de battre le grand Stenmark ».

La transformation du personnage doit beaucoup au célèbre docteur Francesco Conconi. Surnommé « le mage », depuis qu'il métamorphose les athlètes de la péninsule en accapareurs de podiums, celui-ci s'est penché à l'entraînement sur le jeune prodige de l'équipe italienne. « Il m'a obligé à suivre un régime amaigrissant et à surveiller ma nourriture ». Des recettes simples, qui se traduisent rapidement par une plus grande puissance du slalom. Le « carabinier » de Bologne peut mettre en valeur ses muscles sous l'uni-forme.

« Mon but est d'égaliser les records de Stenmark », Herman Nögler, l'italien entraîneur et homme de confiance du Suédois précise même que : « Alberto possède toutes les qualités pour être le meilleur en super-géant. Ce gaillard c'est de la dynamite. Un jour il triomphera dans toutes les épreuves du slalom à la descente. »

SERGE BOLLOCH.

EU GAGNANT	
LEOTO SPORT	
1. Tomba	2. Stenmark
3. Nögler	4. Zurbriggen
5. Kitzberger	6. Schenker
7. Schenker	8. Schenker
9. Schenker	10. Schenker
11. Schenker	12. Schenker
13. Schenker	14. Schenker
15. Schenker	16. Schenker
17. Schenker	18. Schenker
19. Schenker	20. Schenker

« Tous les 77 minutes de la Coupe du monde 1987 »

SPORTS EQUESTRES : le jumping de Grenoble

Les sponsors montent en selle

Hervé Godignon sur Moët-et-Chandon-La Belletière a remporté, dimanche 20 décembre, le Grand Prix de jumping international de Grenoble devant l'Allemand de l'Ouest Heleen Weisberg sur Gaylord et Eric Levallois sur Merd d'Agon. La veille, Hervé Godignon, sur Moët-et-Chandon-Namoz, avait établi un nouveau record d'Europe de puissance en sautant franchissant un mur de 2,32 mètres, à 1 centimètre du record du monde de la spécialité.

GRENOBLE
de notre envoyé spécial

Un champion remnant pour une épreuve naissante. Après plusieurs années marquées par la malchance, Hervé Godignon a ponctué par un double exploit, une saison 1987 riche de premières. Secrétaire adjoint de la Fédération Française de l'Équitation, il s'était mis en quête, pour la finale de l'Audi Masters, l'imposant comme l'un des quatre meilleurs cavaliers de l'année. Dix mois avant les Jeux olympiques de Séoul, le voilà à trente-cinq ans revenu à son meilleur niveau. Il inaugure avec éclat le palmarès d'une épreuve qui, dès sa première édition, affiche ses ambitions.

« Je m'engage à faire de Grenoble un des plus grands concours européens pour les trois années à venir », proclame François Bourry, le jeune organisateur de la manifestation. Venant d'un autre que lui, le projet paraissait fanfaron. Mais cet ancien cavalier sait de quel il parle. Il organise déjà les concours hippiques en plein air de Dlard, de Cannes et de Franconville. Sa société, la SEPA, créatrice du Salon du cheval, est rodée aux lourdes opérations : Salon nautique, Salon du livre, Salon de la piscine, SIG de Grenoble, etc. A Grenoble, cette intendance de choc a fait merveille. Il ne manquait pas un pot de fleurs au pied des obstacles, ni un couvert à polisson sur les tables du restaurant panoramique !

Un tel professionnalisme rassure le monde équestre, à une période où deux concours internationaux viennent de disparaître du calendrier français : Strasbourg et Lyon. Officiellement, ils ont été victimes tous deux de la loi Barzach sur la publicité des boissons alcoolisées. « Notre budget publicitaire avait diminué de moitié après le retrait de trois sponsors », rappelle Madeleine Vignand, l'une des animatrices du concours lyonnais. Mais, selon elle, le Jumping de Lyon, ajourné en 1986, puis annulé définitivement en 1987, a surtout souffert « d'un excès d'amateurisme allié à une grande indifférence du monde politique lyonnais ».

A l'inverse, le municipalisme grenoblois s'est impliqué avec force dans la création d'un événement équestre prestigieux au pied des

Alpes. Elle a participé pour 20 % au budget global, et Alain Carignon, ministre de l'environnement, maire de Grenoble, ne s'est absenté du Palais des expositions que samedi 19 décembre pour aller... se marier. Un cas de force majeure. Dernier ajout : le Jumping de Grenoble bénéficie de l'appui et des 40 000 mètres carrés couverts d'Alpegra. « Je connais tous les palais européens », dit François Bourry. Aucun n'a de telles infrastructures.

Une étape de la Coupe du monde ?

Avec un budget de 3 millions de francs et une dotation de 600 000 francs (supérieure à la plupart des concours internationaux), Grenoble s'est placé d'emblée au concours des plus prestigieuses. Classé CSA (1) dès la première année, il devrait devenir CSI l'an prochain. « Je me battrais pour que Grenoble soit une étape de la Coupe du monde », prévient François Bourry, également en contact avec la municipalité de Strasbourg pour reprendre le Jumping alsacien.

« Nous nous lançons à corps perdu », explique-t-il, parce que je crois au développement de ce sport à court terme. L'arrivée à maturité des trois ans. Son avenir, ce sont les sponsors. Beaucoup d'entre eux, actuellement sur d'autres sports, notamment le golf, regardent vers le cheval.

Le Jumping de Grenoble a ainsi servi de champ d'expérience à Renant. Pour la première fois, le constructeur français était le partenaire principal d'une compétition équestre. Simple prise de contact avant une éventuelle action d'envergure en 1988. Se déclarant « très positivement surpris », Guy Bergeaud, directeur commercial de la firme, avertit : « Nous ne nous engageons pas pour un simple coup publicitaire, mais pour contribuer efficacement au développement de cette discipline comme nous l'avons fait pour le sport automobile. »

A Grenoble, les loges des sponsors occupent tout un côté de la piste, et les cavaliers durent parfois « faire le métier » dans les bruits de fourchette. Toutefois, aucun d'entre eux ne s'est plaint. Les renforcements du sponsoring rencontrent au contraire total. « Plus il y aura de l'argent, plus il y aura de performances », résume crânement Olivier Chasseloup, un cavalier parisien pour qui « le Jumping de Grenoble restera une référence ». Encore bon marché pour un sponsor au comparais avec d'autres sports à la mode, le cheval est, selon Olivier Chasseloup, « une affaire à saisir ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) Concours de saut international limité à cinq nations, alors que le nombre des pays engagés est illimité dans un CSI.

Les résultats

Bret b. Marseille 2-1
Cannes et Toulouse 1-1
Nice b. Nantes 1-0
Toulon b. Le Havre 1-0
Lille et Lens 1-1

Classement : 1. Monaco, 35 pts ; 2. Bordeaux et Metz, 32 ; 3. Saint-Etienne, 28 ; 4. Angers, 27 ; 5. Cannes, 26 ; 6. Toulon et Metz, 24 ; 7. Toulon et Laval, 23 ; 8. Nîmes et Toulouse, 22 ; 9. Lille et Nice ; 10. Lens, 21 ; 11. Paris-SG, 18 ; 12. Brest, 17 ; 13. Le Havre, 14.
(Reprise du championnat le 20 février.)

COUPE DE FRANCE
(septième tour)
Pour leur entrée en lice, quatre clubs de deuxième division ont été éliminés : Angers par Cholet (div. III), 0-1 ; Guingamp par Bourges (div. III), 0-2 ; Alès par Perpignan (div. III), 0-1 ; et Martigues par Endoume Marseille (div. hon.), 0-2.

Hockey sur glace
CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Vingt-quatrième journée)
« Villard-de-Lans b. Frap, Volants, 8-4 ; Mont-Blanc b. Tours, 8-4 ; Grenoble b. Amiens, 9-7 ; Briançon b. Chamonix, 4-3 ; Rouen b. Gap, 4-2 ».

Classement : 1. Mont-Blanc et Villard-de-Lans, 29 pts ; 2. Briançon, 20 pts.

Patinage artistique
CHAMPIONNAT DE FRANCE
A GRENOBLE
Dames : 1. Gosselin (Argentan) ; 2. Péri (Foscochelle) ; 3. Bédier (Champigny).

Messieurs : 1. Lipka (Valencienne) ; 2. Médéric (Français Volants) ; 3. Fédorine (Francoville) ; 4. Compas ; 5. Bissio-Mbomnyahulu (Vesigne).

Rugby
CHAMPIONNAT DE FRANCE
(quatrième journée)

Poule 1
« Lourdes et Tarbes 9-9 ; Agen b. « Pan 21-17 ; Toulon b. Saint-Jean-de-Luz 48-3 ; Béziers b. Grenoble 15-13 ».

Classement : 1. Toulon, 11 pts ; 2. Grenoble et Agen, 9.

Poule 2
« Graillet b. Valence 25-3 ; Perpignan-R b. Aurillac 28-6 ; Bègles-Bord b. Tulle 23-9 ; Dax b. Auch 22-13 ».

Classement : 1. Graillet, Dax et Bègles-Bord, 10 pts ; 4. Perpignan-R, 8.

TENNIS : Coupe Davis

La Suède gèle l'Inde

La Suède a remporté pour la quatrième fois (1975, 1984, 1985, 1987) la Coupe Davis en s'imposant par cinq victoires à zéro contre l'Inde, du 18 au 20 décembre à Göteborg. Pour les tennismen suédois, battus seulement sur herbe par les Australiens en 1983 et 1986, cette cinquième finale consécutive a été de loin la plus facile. Sur le court en terre battue, spécialement construit pour la rencontre, les Indiens ont subi la loi de Mats Wilander et Anders Jarry en simple et n'ont pu remporter qu'un set en double.

L'entorse à la cheville droite du numéro deux mondial Stefan Edberg aurait pu être un handicap de taille pour les Suédois, si ces derniers ne comptaient pas dans leurs rangs deux des trois meilleurs joueurs mondiaux et trois autres dans les vingt premiers. En fait, le forfait d'Edberg posait surtout un problème pour le double où il devait être associé à Anders Jarry. Leurs remplaçants, Mats Wilander et Joakym Nyström, partenaires dans les tournois du Grand Prix, mais qui avaient seulement joué ensemble en Coupe Davis lors de la finale de 1985 contre la RFA, pouvaient redouter les dix-huit ans d'expérience commune des frères Anand et Vijay Amrith. Il n'en fut rien. Après avoir gagné le premier set, puis perdu le deuxième, les Suédois se sont assurés leur troisième victoire (5-2, 3-6, 6-1, 6-2) dès le samedi.

Communication

Les chaînes privées et leurs engagements

Des promesses malmenées

Aujourd'hui, aucun doute n'est plus possible : les chaînes privées ne respectent pas leurs cahiers des charges. Le premier coup de sonde effectué par le service des programmes de la CNCL agit comme un révélateur. D'abord, parce que les relevés du mois d'octobre — seuls connus à la virgule près — devraient être sous peu confirmés par ceux de novembre. Ensuite, parce que certains écarts observés sont si importants qu'ils ne peuvent être valablement contestés.

Ainsi, ces trois chaînes s'étaient engagées à diffuser 50 % de fictions et de documentaires « d'expression originale française », une mesure destinée à préserver l'identité nationale. En octobre, M6 n'a pas atteint les 20 % (19,2 % exactement). Et si la 5 a fait mieux, elle reste tout de même très en deçà (32,6 %). Quant à la Une, elle a réussi un véritable — et paradoxal — tour de force : programmer 39 % d'œuvres françaises seulement, tout en dépassant allègrement deux autres quotas, touchant à la publicité cette fois. « Par plus de douze minutes par heure », lui avait dit la CNCL. TF1 en a fait quinze, quatre jours sur sept. « Pas plus de quatre minutes au milieu

Ils avaient promis la lune et le « mieux-disant culturel ». Ils font de la « télé-casino » et programment des séries étrangères entre le Loto et le Télémag. Les candidats à la télévision privée avaient fait assaut de promesses et affiché les plus nobles intentions. Les premiers relevés mensuels effectués par la CNCL montrent de façon irréfutable que tous ces engagements sont loin d'être tenus. « Impossible », plaide le chœur des chaînes privées. Pour des raisons qui, parfois, mettent la CNCL devant un vrai dilemme. Qu'elle reste « inerte », et la voilà ouvertement haïssée. Qu'elle frappe trop fort, et c'est l'ensemble du PAF — le paysage audiovisuel — qui pourrait en être déstabilisé.

d'un film », avait ajouté la Commission. La chaîne est montée jusqu'à cinq minutes vingt ! Voilà au moins une télévision qui ne pourra invoquer l'absence de moyens !

Ces manquements sont d'autant plus graves que les cahiers des charges sont censés jouer les régulateurs du marché. Les quotas de production et de diffusion prétendent dynamiser la création audiovisuelle nationale. Ceux applicables au cinéma protègent le fragile équilibre économique du septième art. Les plafonds publicitaires devraient prévenir toute déstabilisation de la presse écrite. D'innombrables enjeux financiers, politiques et culturels se cachent derrière ces chiffres et ces définitions arides (voir encadré).

La dérive des chaînes privées se fait d'autant plus vive qu'elle

contraste avec le satisfecit délivré aux chaînes publiques. Antenne 2 réalise pratiquement un sans-faute et FR 3 pourrait s'enorgueillir d'être dans la même situation si par ailleurs un différend ne l'opposait pas aux exploitants de cinéma. Ceux-ci l'accusent de diffuser plus de films que ne l'y autorise son cahier des charges et s'apprêtent à assigner en justice. Dans ce cas pourtant, la CNCL a pris le parti de la chaîne, et le dit clairement dans sa dernière lettre d'information.

Les responsables des télévisions privées n'ont pas cette chance, et vont au contraire devoir affronter les remontrances de la Commission. « Ils n'ont que ça à faire », s'énervait par avance l'un d'entre eux. « La CNCL a bâti une réglementation monstrueuse qu'elle s'efforce de faire

respecter », lâche un second. « Nombre de ses membres ne connaissent rien à la télévision, mais demeurent persuadés du contraire », s'empare un troisième. Les premiers commentaires sont peu amènes, mais « croix de bois, croix de fer », tous affichent la meilleure volonté. La 5 et M6 n'ont-elles pas chacune recruté une personne uniquement chargée de veiller au respect de ces fameux quotas ?

« Nous respectons tout ce que nous pouvons », résumant les responsables des chaînes. TF1 par exemple, qui diffuse au moins trois films à 20 h 30, alors qu'elle s'était engagée par écrit à n'en programmer que deux. Ne peut-elle regretter le manque de fictions télévisuelles capables de séduire sa clientèle. Et son directeur d'antenne, M. Etienne Monguot, remet sans hésiter au visiteur inquisitorial la liste des productions commandées en 1987, pour prouver que pas une minute ne manquera au tableau de bord de fin d'année. Quant au vice-président-directeur général de la régie publicitaire, M. Rochko Givadinovich, il affirme d'un revers de la main que la Une « n'a pas dépassé ses quotas » (le Monde du 17 décembre), parce qu'il ne comptabilise pas, lui, en contrepartie de la CNCL, les génériques, le Télémag et l'auto-promotion.

M 6, de son côté, estime « avoir fait la preuve de sa bonne volonté ». Dès le départ, la chaîne a voulu diffuser français. Mais lui en a pris. Pour avoir programmé au vieux feuilleton de l'ORTF acheté par l'un de ses actionnaires, M 6 s'est vu trahi, en mars dernier, devant les tribunaux par le Syndicat indépendant des artistes-interprètes. Et la Cinq vient de faire, il y a peu, l'objet d'une semblable mesure. La raison ? Le SIA demande que ses mandants

bénéficient pour toute rediffusion sur une télévision privée de la même rémunération que dans le secteur public. Une mesure qui ferait exploser le coût des rediffusions « d'une façon économiquement insupportable ». L'affaire est en appel. Mais, sans attendre, la sixième chaîne s'apprête à programmer quatre puis cinq heures de programmes français, dès les fêtes de fin d'année, grâce à un accord-cadre signé il y a quelques semaines avec l'INA.

« L'INA ! Parlez-en ! lance ce responsable de la Cinq. Nous savons ce qu'il en est ! » Archives indisponibles parce que préemptées par les autres chaînes, œuvres perdues, droits d'auteur non réglés... « C'est vrai que nous ne respectons pas notre quota d'œuvres françaises, mais à l'impossible nul n'est tenu, ajoute notre interlocuteur. Faute de stocks, les nouvelles chaînes sont condamnées à rediffuser pendant un an ou deux. A condition, bien sûr, que tout ne se ligue pas pour les empêcher. » Quant au reste, la Cinq a longuement expliqué à la CNCL, vendredi 18 décembre, qu'elle respectait l'ensemble de ses engagements. Quotas de productions et de films français, quota de publicité, rien ne sera oublié !

Reste que, si certains paramètres ne pourront s'apprécier qu'à la fin de février 1988 — date anniversaire des chaînes —, d'autres peuvent être sanctionnées sans attendre. La CNCL, qui se sait très attendue sur ce terrain, est-elle décidée à faire jouer son autorité. Et c'est TF1 qui risque d'en faire les frais. Les « sages » ont demandé à leurs services un relevé précis des dépassements publicitaires de la Une, et s'affirment prêts à adresser à la chaîne une lettre d'avertissement. Si les dépassements perduraient, la Commission est disposée à engager une action en contentieux devant le Conseil d'Etat. Elle y est encouragée par le président de la section du contentieux lui-même, M. Michel Combernon, qui lui aurait fait savoir, après la polémique sur le pouvoir de sanction de la CNCL, qu'il était prêt à agir.

PIERRE-ANGEL GAY.

La définition des « œuvres »

Ce pourrait être un inventaire à la Prévert. Une « note interprétative » de la CNCL, explique ce qu'est un programme « propre » ou bien encore « en boucle ». Précise les contours d'une « œuvre en première diffusion » ou bien encore, d'un « documentaire de création ». Fin prête, mais signée par le président, cette note devrait être publiée dans les jours qui viennent au Journal officiel. Et déjà, elle fait l'objet de tous les commentaires et de toutes les spéculations. Car, de ces définitions dépendent largement le respect ou non par les chaînes, de nombre de leurs engagements.

Et c'est bien sûr la définition de « l'œuvre télévisuelle d'expression originale française (fiction et documentaire) » qui constitue l'ancre essentielle. Seront classées comme telles, les « œuvres intégralement réalisées en version originale en langue française » ou les coproductions répondant à des critères précis, longuement négociés entre la CNCL et le Centre national de la cinématographie (CNC). Les critères ? Que l'une des sociétés coproductrices soit établie en France et que ses administrateurs soient français ou ressortissants de la Communauté économique européenne. Que la participation française soit au moins égale à 25 % du coût définitif. Que le quart des dépenses soient effectuées en France avec la participation d'artistes et de techniciens nationaux « dans la même proportion que l'apport financier ». Enfin, les artistes français devront tourner en français, « sauf dérogation de la CNCL ».

Définition large, estime la CNCL. Restrictive, affirment déjà certains professionnels qui s'inquiètent pour les coproductions internationales indispensables pour la fiction « haut de gamme ». Difficile de concilier une nécessaire protection de la culture et la logique économique. P.-A. G.

Fin de partie

Cette fois, les chiffres sont là. L'information de la CNCL — malencontreusement défective lorsque M. François Lécard défendait, il y a un mois, son « mieux-disant culturel » devant l'Assemblée — permet aujourd'hui de dresser le bilan des chaînes privées. Prolifération des sports publicitaires et invasion des écrans par les films et les feuilletons américains : les promesses des candidats à la télévision privée n'ont pas été tenues. Celles du gouvernement non plus. La concurrence n'a pas relancé la création française.

La 5 et M6 sont financièrement hors d'état de redresser rapidement la situation. TF 1, qui atteint juste l'équilibre, veut augmenter ses bénéfices pour rémunérer ses actionnaires et n'a pas l'intention de limiter ses émissions publicitaires. La CNCL, vaste régie, se fait, comme la loi l'y

invite, la justice administrative pour mettre à l'amende les chaînes privées ? La question divise les trois « sages ». La majorité d'entre eux souhaite faire acte d'autorité, demander des sanctions, même si leur efficacité n'est pas évidente. Mais d'autres membres de la commission prônent publiquement l'indulgence.

« La CNCL devrait être un organe d'action, d'impulsion, et non pas de contrôle », estime M. Jean Aurin, dans un entretien au Quotidien de Paris. Dans la dernière lettre d'information de la commission, M. Gabriel de Broglie lui fait écho, en défendant l'idée d'un « arbitre qui n'interviendrait que si cela est nécessaire, ni trop tôt ni trop tard ». Comparant le marché de la télévision à une partie de football, le président de la CNCL

adopte la règle de l'avantage : « Parce que toute partie a pour but d'offrir au public l'exemple de la compétition, on ne sanctionne pas une faute qui n'interrompt pas le cours normal du jeu et profite à celui contre qui elle a été commise. »

En troquant le mieux-disant culturel contre le mieux-disant concurrentiel, M. de Broglie oublie sans doute que les téléspectateurs n'ouvrent pas chaque soir leur récepteur pour assister à un match entre diffuseurs et compter les buts encaissés par telle ou telle chaîne. Ils attendent essentiellement de la concurrence diversité et qualité des programmes. Et comptent sur l'arbitre pour les imposer sur le petit écran. Sans quoi ils pourraient fort bien siffler eux-mêmes la fin de la partie.

JEAN-FRANÇOIS LACAILLON

La maison du futur est née en Hlm.

Insensiblement, les français découvrent un nouvel art de vivre. Déjà, dans les constructions Hlm, apparaissent chaque jour des innovations qui sont le résultat de la collaboration entre les Hlm et EDF.

Ces premières innovations : isolation thermique, ventilation mécanique, pompe à chaleur, visaient essentiellement à économiser l'énergie et donc à réduire les charges.

Aujourd'hui, les recherches menées par EDF et les Hlm intègrent un champ beaucoup plus vaste, la Domotique.

Cette technique, appliquée à la vie domestique, permettra bientôt de surveiller sa maison, de gérer le chauffage, de programmer la mise en marche des équipements ménagers, mais aussi d'envoyer son courrier par copieur et de travailler à domicile.

Bien au-delà de la simple prouesse technique, c'est un bien-être supplémentaire que ces recherches apportent aux français, préfigurant celui qui régnera dans leurs maisons de l'an 2000.

Avec résolution, les Hlm mènent le combat du mieux-vivre. Pour améliorer la vie quotidienne des habitants, il leur fallait de solides alliés, de fidèles partenaires comme EDF, capables de signer avec eux les grandes réalisations de l'habitat social.



Hlm Aujourd'hui
OBJECTIF : MEUX VIVRE

سكزا ودا لاجل

SUP DE CO GRENOBLE LE CAP SUR L'ENTREPRISE

L'interface entre la gestion et la technologie, la dimension internationale des affaires, le partenariat d'entreprise... Sup de Co Grenoble est tout entière motivée par un objectif : préparer les futurs cadres à maîtriser les profondes mutations que vit la communauté industrielle, économique et scientifique de la région.

C'est pourquoi Sup de Co Grenoble est aussi l'école de l'initiative et de la responsabilité. L'une et l'autre s'acquiescent sur le terrain de l'entreprise qui favorise le développement personnel des élèves.

Dès leur entrée à l'école commence pour eux une autre façon de faire des études : allier la théorie à la pratique grâce à de nombreux stages et à une vie associative particulièrement riche d'activités concrètes et novatrices.

En témoignent LES JEUX OLYMPUS, LA JUNIOR ENTREPRISE, INTERFACE 3, ASIA 87, LE FORUM « L'ODYSSÉE DE L'ENTREPRISE » et d'une manière générale toutes les actions menées par le BUREAU DES ÉLÈVES. Ceux-ci en sont les maîtres d'œuvre et les gestionnaires, seuls ou en collaboration étroite avec les élèves ingénieurs de l'INPG.

Solidarité, travail d'équipe, esprit d'entreprise, confiance en soi, enthousiasme et créativité, sens des contacts... telles sont les qualités d'un état d'esprit Sup de Co Grenoble partagé à l'unanimité.

Les élèves reconnaissent et apprécient la compétence de leur école. Elle construit avec l'ensemble de ses partenaires et de ses acteurs un projet pédagogique ouvert sur l'avenir.

« Choisir une école de commerce est un acte délibéré. Venir à Sup de Co Grenoble est une décision stratégique. » Les élèves le disent et le prouvent. Ils savent le communiquer.

Pour sa troisième édition, les JEUX OLYMPUS sont l'une des manifestations officielles du 20^e anniversaire des Jeux Olympiques d'hiver.

Où, ce fut pour nous une surprise agréable. Nous ne nous attendions pas à être impliqués à ce point dans ce programme de célébration.

C'est une responsabilité. Pour 1988, Olympub décolle et se place sur une orbite européenne. La CEE patronne nos jeux où seront représentés les 12 pays de la Communauté par une équipe d'étudiants des Grandes Ecoles de Commerce et d'Ingénieurs. Olympub continue aussi d'innover puisque à leurs côtés, et pour la première fois, les entreprises entrent dans la compétition avec des équipes composées des membres de leur personnel.

Cette année, 70 entreprises sponsorisent l'événement, dont une dizaine concourent très directement au succès des épreuves de glisse. Celles-ci mettent en valeur de manière originale et humoristique

leurs produits dans des descentes toujours épiques et spectaculaires.

Du 10 au 12 mars prochain à l'Alpe d'Huez, Olympub est un rendez-vous privilégié des médias et des entreprises autour d'une manifestation sportive étudiante réunissant plus de 400 participants.

D'autre part, les jeux Olympub ont inspiré les jeux Aquapub conçus par les élèves de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne sur le lac Léman. Les uns et les autres sont aujourd'hui jumeles

Où, le symbole d'une école jeune où tout est à faire et à construire. C'est bien sûr l'application concrète et technique d'un enseignement d'esprit. La création et l'organisation sont le fait de l'élève, qui a une complète autonomie de fonctionnement. Il faut dire que nous bénéficions de la confiance totale du directeur et pour nous c'est un appui réconfortant. Olympub doit renaitre chaque année, et l'osmose est parfaite entre Sup de Co Grenoble et Olympub.

En réponse aux besoins spécifiques de la communauté grenobloise, ces tandems technico-commerciaux ont déjà à leur actif de nombreuses études et références.

Un exemple particulièrement significatif est celui d'un transfert de technologie réussi vers l'industrie. Il s'agit d'un « testeur pour circuits imprimés en technologie CMS » qui a conduit à un dépôt de brevet. Ce projet commun peut révolutionner l'industrie des composants électroniques sur un marché mondial. L'ANVAR a financé cette étude réalisée par les étudiants des deux écoles ESCG et INPG.

D'ores et déjà une collaboration est envisagée avec le numéro mondial du contrôle de qualité, la Société Générale de Surveillance Suisse.

Cette réussite exemplaire renforce encore le positionnement de Sup de Co Grenoble et situe bien sa volonté de promouvoir un enseignement moderne adapté aux évolutions actuelles et futures de l'entreprise.

Les activités de la Junior Entreprise reflètent, elles aussi, les orientations pédagogiques de Sup de Co Grenoble.

La J.E. a développé un chiffre d'affaires d'environ 1,2 MF, en comptant celui de la Mission Export ASIA 87. Plus généralement, ces activités nous permettent d'aborder concrètement tous les aspects de l'enseignement commercial, de tisser des liens étroits avec les entreprises pour lesquelles nous travaillons et de recevoir une rémunération. Ce qui n'est pas négligeable dans notre situation d'élève.

Nous fournissons des prestations de service proches de celles d'une société de conseil et effectuons des études de notoriété pour de nombreux salons d'audience nationale et internationale tels que le SIG.

L'attrait international d'un projet d'affaires, c'est par excellence ASIA 87. Cette mission export illustre l'autre dimension que Sup de Co Grenoble développe dans sa formation.

Pendant deux mois une équipe de 5 copains membres de la J.E. ont représenté 7 sociétés à Singapour, Hong Kong, Taiwan, en Thaïlande et en Malaisie. Notre mission : une prospection (études et contacts) pour réaliser 5 mandats de vente et 2 d'achat qui soient directement exploitables par les entreprises. Elles sont déjà 4 à avoir prolongé les relations en envoyant sur place un directeur afin de négocier des contrats.

Dans les faits, cette mission est l'aboutissement de 8 mois de travail pendant lesquels 800 entreprises ont été consultées (plaquette, mailing, relance téléphonique, prise de rendez-vous). Seul le travail de groupe nous a permis de tenir les engagements et de mener de bout en bout le projet avec efficacité (respect des délais et des objectifs).

Pour réussir, nous nous sommes associés à des partenaires capables de nous apporter une aide logistique et financière : la BNP, le service de commerce extérieur de la CCIG, Air France et les transports Moiroud.

ont contribué à nous donner les moyens de notre ambition. Nous avons bénéficié d'un budget de 256 000 F. Aujourd'hui nous avons pris la décision de poursuivre nos démarches en créant un département export au sein de la J.E. et de la structure de façon à répondre à des demandes de plus en plus nombreuses et précises : continuer et étendre notre action sur la zone Asie du Sud Est, d'une part, et, d'autre part, organiser des missions analogues sur l'Amérique Latine. Tels seront les nouveaux défis de l'ACTION EXPORT 88 JUNIOR SERVICE qui, nous le souhaitons, suscitera la formation de nouveaux groupes d'élèves rassemblés dans l'intérêt d'une activité commune : les U.S.A., le Canada, l'Europe, l'Australie sont actuellement l'objet d'initiatives ponctuelles et individuelles. Leurs expériences nous sont précieuses. Notre département pourra les réunir pour développer un véritable service export à l'usage des entreprises de la région.

Le Forum annuel « L'Odysée de l'entreprise » est l'expression aboutie d'un partenariat d'entreprise bien compris : « Associe élèves et dirigeants ». « Europe 92, un défi pour les entreprises, les jeunes diplômés » est le thème choisi pour sa 3^e édition les 20 et 21 janvier 1988.

Où, le Forum des élèves de l'INPG et de Sup de Co Grenoble bénéficie d'un climat de confiance gagné auprès des deux partenaires privilégiés que sont Hewlett-Packard et Merlin Gerin ainsi que de l'ensemble des entreprises présentes lors des deux premières éditions.

C'est pourquoi, cette année, l'organisation du Forum, entièrement confiée aux élèves des deux grandes écoles, acquiert son autonomie de fonctionnement.

L'originalité du Forum, c'est le parrainage d'une entreprise exposante par un binôme d'élèves (INPG-ESCG) chargé de la préparation, de l'accueil, du suivi et des contacts. Pour nous, le Forum est une mini-entreprise qui, pendant une année, occupe une centaine d'élèves regroupés en plusieurs commissions de travail. Les unes, pour la prospection : 70 entreprises sont attendues cette année, dont un grand nombre de PME/PMI. Les autres, pour l'installation technique, pour la gestion, pour les communications amont et aval à l'adresse des dirigeants, des journalistes, des élèves et des intervenants.

Les débats porteront sur le thème de l'Europe et des enjeux de 92 pour les entreprises et les jeunes diplômés.

La réussite de notre Forum « L'Odysée de l'entreprise » est importante pour l'ensemble des élèves. L'information circule et les échanges sont directs. Cela permet d'obtenir des stages intéressants et de prévoir des contrats de mission ou d'embauche satisfaisant les attentes des élèves et les besoins des entreprises.

SCRIPT.

Un troisième cycle européen à Grenoble

A l'attention des ingénieurs diplômés, l'E.S.C.G. propose début 1988, en collaboration avec l'I.N.P.G., un Master intitulé « Marketing International de produits et de services » à fort contenu technologique.

Homologué dans le cadre du programme européen de formation Comett, il est la première activité de l'Ecole Européenne que lance l'Association des Technologies Avancées de Grenoble. Créée avec

l'I.N.P.G., HEWLETT PACKARD, la Chambre de Commerce et l'Association de Soutien de l'Ecole qui regroupe plus de 50 entreprises, elle travaille avec des associations identiques situées à Munich, Newcastle et Turin.

D'autres cycles européens de formation continue suivront, menés — par-delà les frontières — selon le principe d'alternance de périodes d'enseignement et de stages en entreprise.

en un challenge commun aux deux organisations.

Olympub est devenue l'association phare de Sup de Co Grenoble : plus qu'un programme, le symbole de son projet pédagogique !

Ce degré d'initiative et de liberté laissées à l'élève est un facteur essentiel de motivation. Olympub rend le apprentissage exigeant. Celui par exemple de motiver à notre tour les premières années, d'être créatif pour susciter l'intérêt des entreprises, d'obtenir des médias des contrats précis, celui en général de savoir vendre Olympub et de conduire une véritable entreprise.

Olympub conforte le pouvoir d'attraction de Sup de Co Grenoble auprès des entreprises et des élèves. Pour une majorité d'entre nous qui sommes issus des classes « prépas » HEC, il est indéniable que ces jeux d'un style et d'un ton nouveaux ont infléchi favorablement notre décision pour entrer à Sup de Co Grenoble. La réussite d'Olympub est pour les élèves et les entreprises partenaires de l'Ecole un gage de sérieux. Les recruteurs préfèrent rencontrer des candidats ayant su gérer des projets qui les impliquent personnellement.

A l'évidence Sup de Co Grenoble favorise cette attitude. Dans une autre direction Interface 3 correspond à la prédilection de l'Ecole : l'interface entre la gestion et la technologie.

Dans le cadre de la Junior Entreprise, une partie de ses adhérents travaille avec des élèves des écoles de l'INPG sous l'enseigne de Interface 3. Née en 1987, cette association est indépendante. Elle requiert la collaboration entre élèves ingénieurs et commerciaux autour d'études précises et pointues nécessitant les compétences complémentaires des deux professions.

Spécial jeunes diplômés

le système

GO

pour choisir votre prochain emploi et gérer votre carrière

le go :

guide des opportunités de carrières
500 pages pour la recherche du premier emploi et le choix du second
Le « livre conseil pour réussir votre marketing personnel »
les secteurs qui recrutent, le prix des cadres, la gestion de l'entretien d'embauche, la négociation du contrat
Le forum permanent de l'emploi et des entreprises leaders
une table sur leurs activités, projets et besoins de recrutement présentés de manière détaillée.



le mémogenda :

carton de 3 000 adresses dont l'annuaire des 1 200 responsables et services de recrutement cadres
A la fois annuaire-services, banque de données, fichier personnel
Toujours sous la main, toutes les sources d'information sur l'emploi, la formation, la création d'entreprises

A RETOURNER AUX EDITIONS FORMATION-CARRIERES
24, rue de Lisbonne - 75008 PARIS

NOM

Adresse

Souhaite recevoir ☐ Le GO : 95 F (+ 19,20 F de frais de port)
☐ Le MEMOGENDA : 95 F (+ 15 F de frais de port)
et vous prie de trouver ci-joint un cheque de :

Sup de Co Grenoble : modes de d'emplois

Associer élèves, enseignants et managers autour d'un même projet pédagogique et qui soit un réel apprentissage de la vie professionnelle... tel est l'objectif du partenariat d'entreprises.

Les actions poursuivies d'Olympub, de la Junior Entreprise et du Forum de « L'Odysée de l'entreprise » en sont des exemples concrets et prometteurs : « Il est agréable de se sentir proche des entreprises et de réaliser que celles-ci nous entourent », reconnaît un tout jeune diplômé parti pour le compte d'une entreprise régionale à l'étranger comme « Volontaire du Service National en Entreprise ».

Ces multiples contacts sont pour l'entreprise et pour l'élève une façon heureuse de se faire une opinion, de tester, d'éprouver, de choisir... et d'être choisi.

C'est pourquoi Sup de Co Grenoble a créé un Département Emploi opérationnel depuis mars 1987. Il est promu comme un service rendu aux entreprises et aux élèves : cellules

d'information et de placement, bureau des stages, service de placement et de prospection.

Outre une rencontre hebdomadaire effectuée auprès des responsables de recrutement dans les entreprises consultées, ce département organise des actions spécifiques : en direction des PME/PMI en les renseignant sur les candidatures et en leur permettant de connaître directement les candidats ; à l'adresse des agences de conseil en recrutement, à l'usage des élèves pour les accompagner dans leurs démarches. Sup de Co Grenoble et tous ses partenaires sont d'accord pour ensemble préparer l'avenir et le réussir.

En témoignage la troisième édition du Forum « L'Odysée de l'entreprise » auquel nous invitent les élèves de l'INPG et de l'E.S.C. Grenoble, les 20 et 21 janvier 1988.

Véritable temps fort de la vie universitaire, industrielle et économique régionale, le FORUM 88 DES ENTREPRISES est d'ores et déjà apprécié par plus de 60 entreprises exposantes.

Le Monde ECONOMIE

LE BILAN ÉCONOMIQUE 1987

Krach

Les jours ne doivent pas cacher l'année. Certes, le krach boursier du 19 octobre et les turbulences monétaires-financières qui ont suivi ont secoué non seulement les marchés, mais aussi les esprits. Trente-trois économistes internationaux n'ont-ils pas, en décembre, lancé une solennelle mise en garde contre les risques d'une récession générale.

Toutefois, le nouveau choc — après les événements pétroliers de 1973 et 1979 — ne peut faire oublier les neuf mois lourds de résultats qui l'avaient précédé, ni même les trois qui l'ont accompagné. Pour la cinquième année consécutive, après le résultat négatif de 1982 (- 0,5 %), les pays industrialisés ont connu une croissance de leur production.

Et cette croissance a été plus forte que prévue, alors même qu'en 1986 elle avait été moins qu'envisagée. Au total, le résultat aura été, d'une année à l'autre, comparable, se situant légèrement au-dessous de 3 %, ce qui est un peu au-dessous de la moyenne de ces quatorze dernières années (2,5 % depuis 1974).

Phénomène intéressant : la production industrielle des Sept (Etats-Unis, Canada, Japon, Allemagne, France, Grande-

Bretagne, Italie) a augmenté à peu près au même rythme que le produit national brut, tandis qu'elle n'avait que faiblement progressé en 1986. Cette reprise des activités de base a sans doute permis la création d'emplois et un recul du chômage, notamment en Amérique du Nord.

Globalement, le chômage a diminué pour la quatrième année de suite depuis son sommet de 1982 (8,9 % de la population active), touchant environ 30 millions de personnes contre 31 millions en 1986. De plus, sur le marché du travail, la situation des jeunes a continué de lentement s'améliorer, la formation aidant dans certains pays. Le chômage de longue durée a, lui aussi, fait l'objet de programmes spécifiques.

Cependant, alors que les prix connaissent une certaine accélération, de profonds déséquilibres ont persisté qui sont, en partie, à l'origine de la crise de l'automobile. Ainsi, le déficit

commercial américain apparaît comme la somme des excédents allemand et japonais, ce qui a créé quelques tensions sur les marchés, entraînant notamment le dollar à la baisse. L'endettement du tiers-monde s'accroît pour atteindre 1 200 milliards de dollars en fin d'année.

Dans un monde de plus en plus interconnecté, les flux financiers vont plus vite que les ordres gouvernementaux, la représentation l'emportant sur la réalité. Aussi la chute boursière, qui met fin à cinq ans d'envolée des cours, apparaît-elle comme l'illustration d'un dérèglement mondial qui bouleverse les arrangements économiques internationaux, comme celui dit « du Louvre », conclu à Paris, en février, pour stabiliser les parités et coordonner les politiques.

Le monde change, et les années ne sont que des éclats du temps. Le krach, qui se traduit par des moins-values boursières, va-t-il provoquer le ralentissement d'une croissance qui continue sur sa lancée ? Peut-être. Mais en dépit — ou à cause — des progrès technologiques, pour les experts comme pour les profanes, l'économie avance masquée.

Une très forte secousse

Au milieu de l'automne 1987, plus précisément le lundi « noir » 19 octobre, une formidable secousse a ébranlé les marchés financiers mondiaux, la plus forte qu'ils aient jamais connue, plus forte même qu'en 1929, avec des conséquences qui se feront longtemps sentir, dans les esprits comme dans les cours. Ce jour-là, en effet, la Bourse de New-York chuta de 22,6 %, les chiffres correspondants étant de 9,3 % à Paris, de 10 % à Londres, de 10 % à Francfort et de 15 % à Tokyo.

Les jours et la semaine suivants, les cours continuèrent à glisser, sauf à New-York. Aussi, en fin d'année, les replis atteignaient parfois 40 %, comme à Paris, où la valeur moyenne de la cote est retombée au voisinage de son niveau de début 1986, la grande hausse de 30 % enregistrée en 1986 se trouvant donc totalement annulée.

Ce n'est pas le cas, toutefois, pour Tokyo, qui, grâce à ses gains des dix premiers mois de l'année, se retrouve encore à plus de 20 % au-dessus de ses cours du 1^{er} janvier 1987, ni pour Londres, revenu à ses niveaux de début de l'année, après une hausse vertigineuse de près de 30 %.

L'ébranlement fut très profond, comme le montrent les chiffres, qui, toutefois, doivent être relativisés. Pendant cinq ans, de 1982 à 1987, les marchés boursiers avaient bénéficié d'une hausse quasi ininterrompue, dans un cycle de prospérité et d'intérêt pour les actions qui semblait ne plus vouloir s'achever. La progression avait été de 275 % pour la Bourse de Paris, de 203 % pour celle de Londres, de 197 % pour celle de New-York et de 270 % pour celle de Tokyo.

Cette progression avait été acquise grâce à la désinflation, qui avait provoqué une augmentation des bénéfices des entreprises en monnaie « réelle » (hors inflation). Et aussi grâce à la désescalade des taux d'intérêt, favorable à un allègement des frais financiers de ces mêmes entreprises et propice à un investissement en actions plutôt qu'en obligations.

A partir du printemps 1987, l'un des facteurs de hausse commença à s'affaiblir, avec une remontée rapide des taux d'intérêt à long terme, notamment aux Etats-Unis. Par ailleurs, les cours des valeurs, dans de nombreux pays, capitalisaient de plus en plus fortement les bénéfices escomptés, l'anticipation sur les résultats à venir devenant, souvent, excessive.

Tout se mettait donc en place pour une « correction » vigoureuse, que tout le monde s'attendait pour qualifier d'inéluctable, sans pour autant imaginer qu'elle revêtirait cette ampleur. Car, au-delà des chiffres cités, qui constituent des moyennes, les chutes de cours individuelles ont pu dépasser 50 %, avec, parfois, des replis instantanés si importants qu'ils

traumatisaient opérateurs et épargnants, rendus hagards par l'ampleur de reculs et des « trous d'air » dans la cote des valeurs.

Ainsi, le second marché de la Bourse de Paris, où, depuis deux ans, s'introduisaient les valeurs de jeunes sociétés dynamiques à des

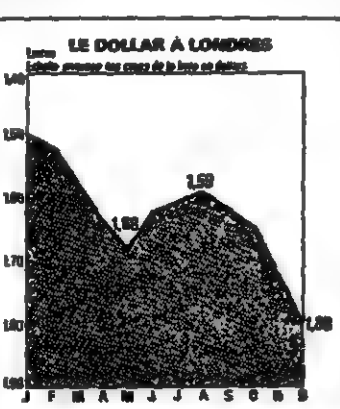


prix souvent effrayants, se trouvaient presque totalement sinistrés à la fin de l'année. L'abondance des offres et la raréfaction des demandes sur un marché étroit empêchaient souvent la cotation des titres.

Avertissement ? Fin des illusions ? Début du grand effacement ? Les interrogations n'ont pas manqué pour décrire ce krach, encore une fois sans précédent. Mais il convient, encore une fois, de « relativiser » le phénomène : c'est plutôt la « bulle financière », née du ralentissement de l'expansion et de l'investissement, complétée avec une déréglée galopante, qui a littéralement « imploré ».

Par ailleurs, la chute des cours les a ramenés à des niveaux plus compatibles avec le niveau des bénéfices des entreprises, niveaux qui ne devraient pas baisser ou même s'élever encore dans certains secteurs. Nul ne sait si une seconde volée de baisses n'est pas à prévoir, si aucun remède n'est apporté aux déséquilibres monétaires ; mais, pour l'instant, un seul de résistance a été trouvé.

Les dégâts, toutefois, sont considérables, à la fois pour les entreprises, qui pourront beaucoup plus difficilement lever des capitaux sur le marché financier,



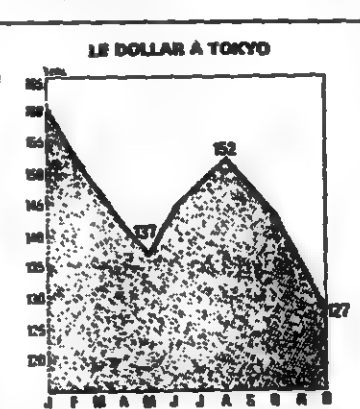
et pour les particuliers, dont certains seront traumatisés pour longtemps, ou même totalement dégoûtés des investissements boursiers après les avoir portés jusqu'aux nues. A cet égard, les privatisations, d'abord engagées dans l'attente des gains faciles, se sont poursuivies, et peut-être achevées, dans un climat détestable, avec moins de plus-values immédiates.

MONNAIES

La nouvelle chute du dollar

L'année 1987 aura été marquée par un nouvel affaiblissement du dollar, qui s'est effectué en deux phases, l'une au début de l'année, l'autre à la fin. Elle ont été séparées par une période de relative stabilité due aux accords du Louvre signés en février 1987, précisément pour parvenir à cette stabilité.

Au total, les cours de la devise américaine auront chuté d'environ 20 % (21 % par rapport au yen et 19 % par rapport au mark), comme en 1986. Cette chute a été ramenée à 15 % vis-à-vis du franc français, en raison de la hausse du mark à Paris, qui a dépassé 3 %, après le réajustement du système monétaire européen, le 12 janvier 1987, à Bruxelles.



Le problème qui, au début de l'année, se posait aux pays les plus industrialisés, les Cinq (Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et Japon) devenus les Sept (avec l'adjonction du Canada et de l'Italie) était le sui-

vant : comment mettre un terme à une baisse du dollar voulue et décidée le 22 septembre 1985 par les accords du Plaza à New-York et qui devenait dangereuse pour les économies ?

En janvier et en février 1987, en effet, cette baisse s'accélérait, en raison des très mauvais résultats de la balance commerciale des Etats-Unis, dont le déficit restait considérable malgré une dévaluation de près de 40 % du dollar. Après de longues négociations, les Cinq signèrent, le 22 février au Louvre, à Paris, un accord qui était censé mettre fin à la baisse du billet vert, dont les fluctuations devaient être contenues « au voisinage » des parités d'alors, soit environ 6,10 F, 1,82 DM et 153 yens.

Il s'agissait, en fait, d'un véritable pari sur une diminution du déficit commercial américain, conséquence de la dévaluation du dollar. En filigrane, les partenaires des Etats-Unis attendaient

de ce pays un effort pour réduire son énorme déficit budgétaire.

L'accord fonctionna tant bien que mal, grâce, notamment, aux interventions massives des banques centrales, qui consacrèrent près de 90 milliards de dollars à la stabilisation des cours, essentiellement à Tokyo. Cependant la devise américaine fut fortement attaquée par les Japonais eux-mêmes, effrayés par l'attitude menaçante des Etats-Unis, qui allaient jusqu'à prendre des mesures de rétorsion temporaires sur le plan douanier.

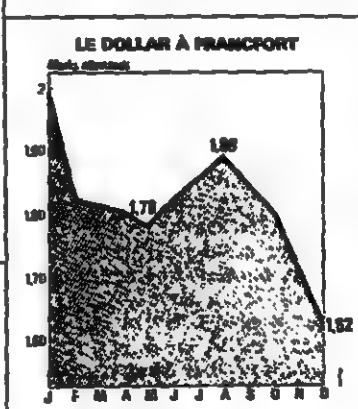
Au printemps, le dollar chuta lourdement vis-à-vis du yen, battant un record de baisse à 137 yens, pour se redresser par la suite. Pendant l'été 1987, il effectua même une remontée spectaculaire sur tous les marchés, dopé par la crainte d'une aggravation du conflit dans le golfe Persique et d'une hausse des prix du pétrole. Mais ce mouvement fut de courte durée.

Dès septembre, la baisse du billet vert reprit. A la fin octobre, elle s'accéléra de façon sensible, notamment à la suite des déclarations intempestives du secrétaire au Trésor américain, M. James Baker, qui d'abord menaçait de remettre en cause les accords du Louvre si l'Allemagne continuait à relever ses taux d'intérêt et, ensuite, assurait préférer une nouvelle glissade du dollar à une récession provoquée par des taux d'intérêt élevés. En outre, au milieu d'octobre et de décembre, avec un intermède à la fin novembre, de très négatifs résultats, à nouveau, du commerce extérieur américain venaient déprimer le billet vert qui, à chaque « mauvais » chiffre, perdait à 2 % supplémentaire.

En fait, le fonctionnement des accords du Louvre avait été vicié à la base par l'absence d'une contrepartie, celle d'une réduction du déficit budgétaire américain, obtenue péniblement en novembre et jugée insuffisante. En fin d'année, de nouveaux records de baisse étaient établis pour le dollar un peu au-dessus de 1,60 DM et de 126 yens.

A Paris, le palier des 5,50 F était pratiquement atteint. Mais par suite des cinq dévaluations du franc intervenues depuis octobre 1981, le cours du dollar était encore très supérieur aux 3,85 F touchés, en 1978, puis au début de 1980, point bas de la courbe de cette devise sur les bords de la Seine.

Au sein du système monétaire européen (SME) un autre « réajustement » avait dû être consenti, le 12 janvier, à Bruxelles, à la suite de celui qui avait été effectué en avril 1986 à Ootmarsum, aux Pays-Bas. La hausse du mark, contrepartie de la baisse du dollar, entraînait une réévaluation de 3 % pour le DM et le florin et de 2 % pour le franc belge.



Un répit passager

APRÈS les bouleversements liés au « contrechoc » pétrolier de 1986, le secteur énergétique a savouré en 1987 le calme d'une année de répit. Rassurés par le rétablissement des prix du pétrole autour de 18 dollars, et les engagements de l'OPEP à maintenir ce prix d'équilibre pour plusieurs années, la plupart des opérateurs ont cru, hâtivement semble-t-il, pouvoir compter sur une phase de consolidation durable.

Pendant la première moitié de l'année, une sorte de consensus de fait s'était créé autour de ce prix « magique », qui permettait à la production pétrolière de se poursuivre pratiquement partout sans pourtant mettre en danger les énergies concurrentes. Il permettait aussi aux pays exportateurs de recevoir un revenu minimal tout en consolidant la part du brut

dans la consommation, et aux compagnies occidentales de passer les plaies de 1986 en tirant des plans sur le long terme.

L'espoir d'une stabilisation durable du marché énergétique n'aura toutefois été que de courte durée. Dès l'été, l'escalade militaire dans le Golfe et surtout les incidents de La Mecque cristallisaient à nouveau les oppositions au sein de l'OPEP. Pour les pays arabes du Golfe, au premier rang desquels l'Arabie saoudite, l'assainissement du marché pétrolier et énergétique passait au second plan derrière le désir d'abattre l'Iran, désormais ennemi déclaré.

En outre, les événements militaires déstabilisaient à nouveau le marché pétrolier en poussant les pays producteurs à surproduire et les compagnies à stocker. Après avoir dépassé 20 dollars pendant

l'été, les cours du brut commençaient dès l'automne à s'effriter, pour finalement rechuter à la fin de l'année, après l'échec d'une conférence de l'OPEP où les tensions politiques avaient enfin éclaté au grand jour.

En décembre, après une année d'entracte, l'incertitude sur l'évolution à venir des prix du pétrole et par effet de contagion de l'ensemble du secteur avait repris le dessus. Les prix du brut étaient retombés aux environs de 15 dollars, soit grosso modo le même niveau qu'un an auparavant et 3 dollars en dessous du prix officiel de l'OPEP. L'Organisation, plus déchirée que jamais, paraissait incapable de reprendre les rênes du marché et les menaces d'un nouvel effondrement des prix comparable à celui de 1986 semblaient de plus en plus fortes.

Les projets à long terme, un temps remis en chantier sur la foi des perspectives rassurantes du début de l'année, semblaient à nouveau remis en cause et toutes les entreprises énergétiques réajustaient fébrilement leur scénario. Les compagnies pétrolières, profitant de la crise boursière, multipliaient les opérations financières afin de racheter à bas prix les réserves de leurs concurrents moins heureux.

Le vaste mouvement de restructuration du secteur amorcé depuis 1985 risquait de nouveau de se trouver pris à contre-pied par la conjoncture, au plus grand bénéfice des pays producteurs riches. Ceux-ci, comme le Koweït, en profitaient pour racheter des réseaux de distribution et des raffineries afin de se transformer à terme en véritable compagnie intégrée.

ACTIVITE

L'ACTIVITE économique aura été nettement plus forte que prévu en 1987, plus forte aussi que les chiffres exprimés en moyenne annuelle ne pourraient le laisser croire.

La croissance des sept grands pays industrialisés (Etats-Unis, Canada, Japon, RFA, France, Royaume-Uni, Italie) a atteint 2,7 % en 1987, soit un taux pratiquement identique à celui de 1986 (+ 2,8 %). Mais l'accélération a été continue : le PNB (produit national brut) a crû de 2,4 % en rythme annuel au second semestre 1986, puis de 2,7 % au premier semestre 1987 et enfin de 3,5 % au second.

Certains pays ont retrouvé des taux de croissance qui rappellent les belles années d'avant le premier choc pétrolier : 4,7 % en rythme annuel au Canada pendant le second semestre, 4,5 % au Japon durant la même période, 4,2 % en Italie. Trois pays réalisent durant ce second semestre un score supérieur à 3 %, ce qui est déjà élevé : la Grande-Bretagne (+ 3,7 %), après avoir déjà progressé de 4 % au premier semestre en rythme annuel ; la RFA (+ 3,5 %) ; les Etats-Unis (+ 3,2 %). En France, la croissance a atteint 4 % en rythme annuel pendant les deuxième et troisième trimestres.

Cette forte activité ne concerne pas seulement les Sept Grands. Elle s'est étendue à l'ensemble du monde développé, qui affiche un taux de croissance de 2,8 % en 1987 et une accélération en cours d'année avec une expansion atteignant 3,2 % au second semestre. Encore faut-il souligner que l'agriculture et les services n'expliquent pas, à eux seuls, ce résultat, comme cela avait été en grande partie le cas en 1986 : la production industrielle des sept croît de 2,7 % en 1987, soit nettement plus rapidement que l'année précédente (+ 0,9 %). Dans certains pays, on approche des limites de surchauffe.

Ce bon état de santé a surpris presque tous les experts, qui au début de l'été avaient révisé en baisse leurs prévisions, impressionnés par la dégradation du climat qui s'était produite au cours des premiers mois de 1987 : croissance lente, augmentation du chômage, déséquilibres des paiements extérieurs de plus en plus importants. La baisse du dollar faisait remonter les taux d'intérêt, ce qui plongeait le monde dans le pessimisme.

Si les craintes de déséquilibres accrus étaient en partie justifiées — on l'a vu avec le krach boursier d'octobre — les prévisions d'un ralentissement de la croissance ont été complètement démenties par les faits. Les experts ont donc

revu précipitamment à l'automne leurs comptes, révisant ceux-ci à la hausse. L'ont-ils fait suffisamment ? On peut se poser la question. Il est probable que, dans quelques mois, lorsque seront mieux connues les performances de 1987, on s'apercevra que l'activité a été encore plus forte que prévu, expliquant les créations d'emplois nombreuses et le recul du chômage, sur le continent nord-américain notamment.

Comme cela a souvent été le cas lors des phases précédentes de reprise, c'est la croissance de la demande des ménages qui explique pour plus de moitié la forte activité de 1987. La consommation a été particulièrement forte en Grande-Bretagne, en Italie et

au Canada. Forte aussi, quoique dans une moindre mesure, au Japon (le fait est assez rare pour être souligné), en RFA, en France, aux Etats-Unis.

Le second motif de croissance aura été différent selon les pays : forte poussée des exportations pour les Etats-Unis (+ 12 % en volume) et la Grande-Bretagne (+ 5,5 %) ; reprise des investissements pour le Japon (+ 8,5 % par rapport à 1986) ; reconstitution des stocks pour la France, l'Italie, la RFA ; construction de logements et de bâtiments industriels pour le Canada.

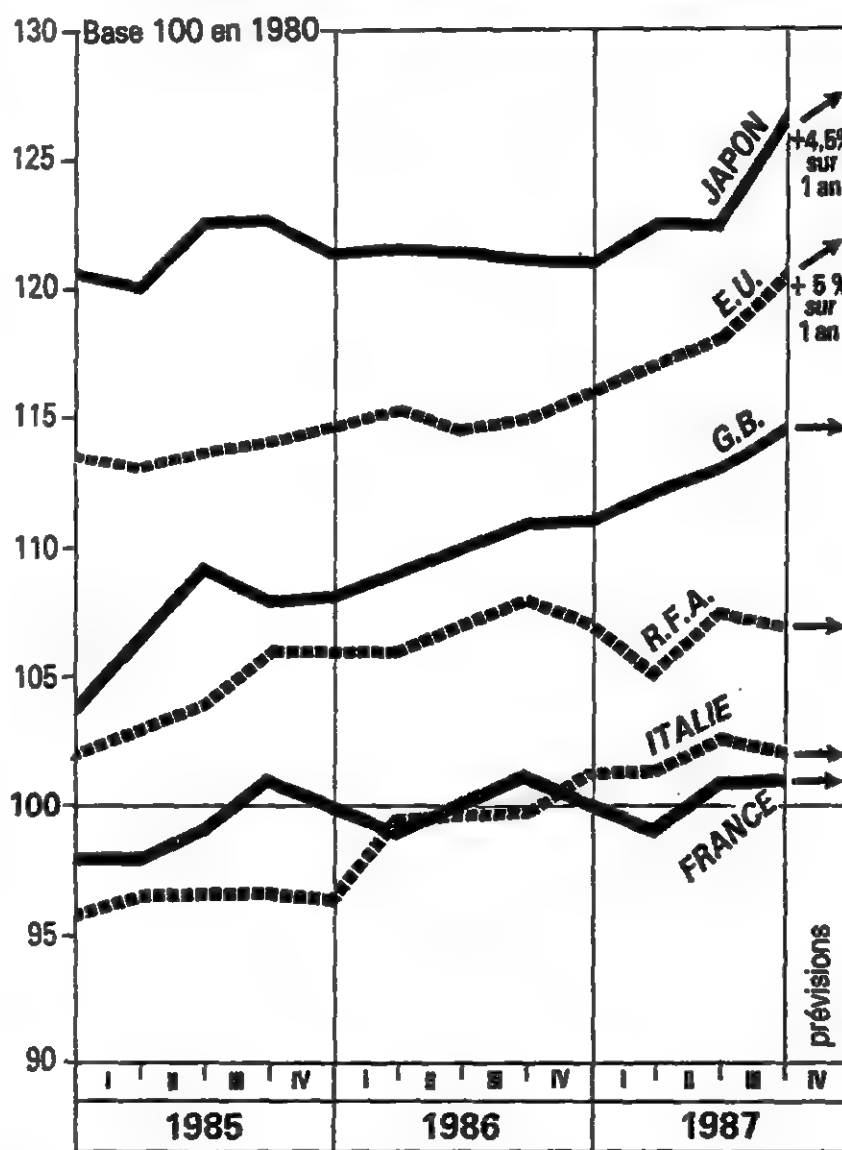
Les moins-values boursières provoquées par le krach d'octobre-novembre entraîneront peut-être un ralentissement de la croissance en 1988 : on peut en

effet supposer que l'appauvrissement de nombreux ménages et entreprises va freiner la consommation et l'investissement. Mais même si ce phénomène joue, la croissance peut, sur sa lancée actuelle, rester forte pendant une bonne partie de 1988.

Les exportations et l'investissement avaient tendance, fin 1987, à épauler, dans la plupart des pays industrialisés, la consommation comme moteur de la demande. Les perspectives ne sont donc pas si sombres, dans la mesure où le Japon et la RFA continueront d'accepter que se réduisent leurs excédents commerciaux au bénéfice des pays déséquilibrés, au premier rang desquels se placent les Etats-Unis.

Mieux que prévu

La production industrielle



Source : OCDE

MATIERES PREMIERES

Marginalisation

POUR la première fois depuis 1980, les prix des produits de base ont, dans leur ensemble, enregistré une amélioration sensible, de 15 % à 20 % en moyenne, attribuée pour l'essentiel à une correction technique. La plupart avaient touché, en 1982, puis en 1984-1986, des planchers inconnus depuis 1932, l'année la plus noire de la grande dépression. De la même manière que les marchés financiers apparaissent « surcotés », ceux des matières premières étaient « sous-cotés ».

Cette progression, que n'a pas remis en cause la crise boursière, est restée vierge de tout mouvement spéculatif massif. Si quelques fonds de placements américains ont et là attiré la flambée de l'aluminium et surtout du cuivre (qui est revenu à ses meilleurs cours de 1980), c'est, en général, un assainissement relatif de l'offre qui a provoqué l'éclaircie.

Les producteurs de métaux non ferreux ont restreint leur activité, allégé leurs stocks, en même temps que les utilisateurs les reconstituaient partiellement. L'industrie européenne du zinc, avec 350 000 tonnes d'excédents, et sa mauvaise volonté à effectuer les coupes nécessaires, a fait figure d'élève dissipé dans une classe enfin assagie. Les céréales ont connu, elles aussi, un raffermissement salutaire. La tendance à la baisse des stocks de blé et le recul de la production attendu pour la campagne 1987-1988 ont redonné quelque vigueur aux grains.

Le fonctionnement des accords de stabilisation des prix a, en revanche, laissé à désirer. Grâce à un bon courant de demandes, le caoutchouc n'a pas eu besoin d'un soutien marqué. En revanche, le cacao a lourdement chuté, malgré les achats répétés du stock régulateur (premier producteur mondial, la Côte d'Ivoire ne peut plus, de ce fait, rembourser sa dette). Le rétablissement des quotas d'exportation sur le café a enrayé la chute des cours, sans toutefois les ramener vers des niveaux décents pour le tiers-monde producteur.

Au lendemain du 19 octobre, certains marchés de matières premières ont tout au plus gagné en nervosité. Les craintes de récession n'ont pas pénalisé le cuivre, métal industriel par excellence, ni l'aluminium, pourtant indissociable des biens de consommation.

Dans le passé, les matières premières avaient souvent servi de signaux d'alarme capables de percevoir et même d'anticiper les chocs du monde. Elles n'ont, cette fois-ci, fourni aucun message intelligible, de la même manière qu'en 1984, elles étaient restées insensibles au retour de la croissance.

Est-ce à dire qu'elles n'expriment plus rien ? Leur marginalisation progressive dans des économies tertiairisées pourrait le laisser penser. S'il n'en est rien, leur nouveau langage reste à déchiffrer. Il reflète peut-être les incertitudes d'un monde qui vit au jour le jour, dans un environnement global sans visibilité.

AGRICULTURE

LES grandes puissances agricoles se sont plu à cultiver le paradoxe. Pendant que la production céréalière du globe atteignait le niveau record de 1 679 millions de tonnes (riz compris), le discours sur la nécessaire réduction des excédents, sur la limitation, voire la disparition des subventions qui les génèrent, est revenu comme un leitmotiv des deux côtés de l'Atlantique.

Les Etats-Unis ont pris l'initiative, le 4 juillet, en proposant pour les agriculteurs développés une « option zéro » : démanteler complètement les programmes de subventions — soutiens à l'exportation, barrières douanières, aides aux agriculteurs — dans un délai de dix ans. Washington a aussi défendu l'idée d'un « découplage », consistant à maintenir des subsides en faveur des paysans à condition qu'ils n'aient pas d'effets sur leur production.

Pour appuyer son projet, l'administration Reagan a précisé que, pendant la décennie 1976-1986, la CEE et les Etats-Unis avaient consacré 296 milliards de dollars au soutien de leur agriculture, soit plus que le produit intérieur brut chinois. Selon une étude du département américain de l'agriculture (USDA), l'Europe des Dix a dépensé 170 milliards de dollars dans ce secteur devenu pléthorique et l'Amérique 126 milliards de dollars. « Il n'y a aucun pratiquant du libre-échange parmi les pays qui font le commerce des produits agricoles » concluaient les auteurs de cette étude.

Soumise à examen de la CEE dans le cadre des négociations du GATT, la proposition américaine n'a pas suscité l'enthousiasme des Européens qui l'ont jugée peu réa-

liste. « Que les Etats-Unis commencent par « désarmer », ou verra ensuite », disait-on en substance à la Commission de Bruxelles. Quant au groupe de « CAIRNS », qui rassemble les pays exportateurs s'interdisant officiellement de recourir aux subventions agricoles, il est aussi resté réservé devant cette « option zéro », l'estimant « incomplète ». Ses leaders, le Canada et l'Australie, ont ainsi déploré l'absence de correctifs destinés à compenser le préjudice causé à ses membres par les programmes de subventions utilisés par les « superpuissances agricoles », Etats-Unis et CEE.

Si l'idée d'une suppression totale des aides ne va pas encore de soi, les contraintes de chacun ont pourtant montré en 1987 qu'il fallait en finir avec la fuite en avant agricole. Celle-ci consiste à subventionner « toujours plus » pour assurer un débouché à des produits surabondants, alors que, ailleurs, dans le tiers-monde aux conditions climatiques sévères, les subsides aux paysans sont aussi rares que les gouttes de pluie.

A force de coltex programmes d'aide alimentaire ou de vente à prix cassés (grâce à des bonus atteignant parfois 40 dollars sur une tonne de blé valant 120 dollars), les Etats-Unis ont de sarcroît encore contribué à « acculer » certains Etats en développement, désorganisant leurs marchés de productions vivrières par des apports massifs d'excédents céréalières « tombés du ciel ».

Parce que les subventions agricoles comptent pour 12 % du déficit budgétaire américain, et absorbent les deux tiers des finances de la Communauté, les

Etats-Unis et la CEE ont compris qu'un « téléphone vert » devrait être vite levé. Mais le bon numéro reste à trouver.

De façon encore informelle, les Européens ont proposé à Washington une nouvelle donne des échanges mondiaux : la CEE limiterait sa présence sur les marchés tiers, à l'exception du bassin méditerranéen, laissant aux Etats-Unis une marge de manœuvre rendant inutile — ou moins épineuse — la guerre des subventions.

En contrepartie, l'Europe aurait toute latitude pour reconstruire son propre marché intérieur, les Américains acceptant de réduire nettement leurs exportations de produits de substitution aux céréales (PSC) à destination du Vieux Continent. La perspective d'une telle répartition des rôles a cependant irrité les milieux céréalières européens pour qui la vocation d'exportateur est mondiale, avant d'être communautaire.

La proposition d'organisation des marchés avancée par le ministre français de l'Agriculture, M. François Guillaume, n'a pas obtenu plus de succès, faute de modalités de mise en œuvre. L'ancien président de la FNSEA a préconisé que les pays solvables importateurs de grain (URSS, Japon) acceptent de « surpayer » leurs achats, pour dégager des moyens financiers destinés à encourager les productions agricoles du tiers-monde. Idée générale, mais qui requiert l'assentiment des acheteurs. Fin 1987, l'Amérique brandit son blé aux pays de l'Est et l'Europe répliquait à coups de subventions (restitutions). On cherchait vainement les candidats à un nouvel ordre agricole mondial.

Palliatifs

ANNÉE de revers économiques pour maints pays en développement, le dossier, toujours explosif, d'une dette globale de près de 1 200 milliards de dollars dans le tiers-monde a suscité nombre d'initiatives en 1987. Aucune ne paraît décisive, alors même que les pays endettés voient le piège de moindres ressources et de remboursements toujours aussi lourds se refermer sur eux.

En dépit de multiples rééchelonnements, les échéances annuelles représentées en moyenne 22,2 % des recettes à l'exportation en 1987 contre 21,9 % un an auparavant. Cette moyenne recouvre des points de près de 41 % pour les nations les plus lourdement détreinées.

Le constat est d'autant plus préoccupant que les conséquences des politiques de rigueur adoptées pour remettre de l'ordre dans les économies et répondre aux exigences des créanciers se font de plus en plus durement sentir. En Amérique latine comme en Afrique, le revenu par habitant était, en 1987, inférieur à ce qu'il était en 1980 et, dans les pays dits « intermédiaires » (dont le revenu par tête dépassait 401 dollars en 1985), l'investissement a régressé à des niveaux inconnus depuis 1960.

Déçu de ne pas voir les flux de capitaux reprendre en dépit de leurs efforts d'« ajustement » — pour employer un terme désormais cher aux spécialistes —, les pays endettés ont parfois haussé le ton. Le moratoire imposé par le Brésil sur le paiement des intérêts de sa dette, entre février et novembre, en a été l'illustration la plus spectaculaire. Le risque d'exclusion, en cas de rupture avec les règles du jeu de la communauté financière internationale, l'a pourtant emporté sur la tentation de mettre un terme à tout remboursement. Le Brésil a finalement repris ses paiements et de laborieuses discussions avec le FMI. Quant aux réunions des pays endettés d'Amérique latine, dont le sommet d'Acapulco en décembre, elles n'ont débouché que sur des déclarations d'intention très politiques.

La lassitude des débiteurs et l'inquiétude née, dans les pays industriels, de débouchés réduits dans le tiers-monde, ont malgré tout poussé les organismes internationaux comme les gouverne-

ments créanciers à trouver des palliatifs. Ainsi la Banque mondiale s'est engagée à accroître la part de ses prêts dits « d'ajustement structurel » déboursés rapidement pour financer des réformes et faciliter de meilleurs équilibres macro-économiques.

Pour sa part, le FMI a obtenu un triplement de la facilité d'ajustement structurel (FAS) dont les 5 milliards de droits de tirages spéciaux (1 DTS = 1,36 dollar) seront consacrés à l'aide, à très long terme et bas taux d'intérêt, en faveur des nations les plus démunies. Pour ces derniers également, le Club de Paris réunissant les créanciers publics du tiers-monde a, depuis l'été 1987, mis en œuvre une politique plus souple, acceptant des rééchelonnements d'échéances allant jusqu'à vingt ans, dont dix de grâce.

L'Afrique, qui compte la majorité des pays les plus pauvres de la planète, bénéficie en priorité de cet effort. Lui sera allouée la moitié des crédits de l'Association internationale de développement (AID), cette filiale de la Banque mondiale dont les fonds ont été reconstitués à hauteur de 12,7 milliards de dollars pour la période 1987-1989. Dix-sept pays ont, en outre, décidé, en décembre, de dégager un supplément d'aide équivalant à quelque 3 milliards de dollars sur trois ans pour cofinancer, avec la Banque mondiale, des prêts d'ajustement aux nations les plus démunies du continent noir.

De tels programmes, chacun en est conscient, ne suffisent pas à régler les problèmes de pays dont le sort dépend largement de solutions politiques et humanitaires apportées par des créanciers majoritairement publics. Ils ne répondent en rien à la question la plus dangereuse pour le système financier international, celle des « surendettés », essentiellement latino-américains. Sur ce front, les idées ont fusé, mais la situation piteuse.

Les banques ont, certes, parfois, accepté de réduire leurs taux d'intérêt. L'idée même de « menus à la carte » a fait son chemin, offrant un choix aux créanciers : rester présents et s'engager plus avant en accordant de nouveaux prêts ou sortir du tour de table des consolidations de dettes, grâce à des « bons de sortie ». Cette option s'appuie de plus en plus souvent sur la mise en œuvre de plans permettant de convertir une part des créances en prises de participation dans des entreprises existantes, privatisables ou à créer. Une façon de rouvrir, même lentement, le robinet des investissements productifs dans des pays qui en ont un urgent besoin. Mais les instituts de crédit ont jusqu'à présent marché sur cette voie à reculons.

Deux événements auront exacerbé leur prudence : la décision de la Citicorp de provisionner 5 milliards de dollars pour créances douteuses, en mai dernier, a obligé les banques américaines puis britanniques ou japonaises à clarifier leurs bilans et à s'accorder de nouveaux prêts qu'avec le plus grande circonspection ; la crise boursière et monétaire d'octobre, en réduisant brutalement les avoirs des instituts de crédit, a encore exacerbé cette tendance.

En attendant de mieux connaître les conséquences de cette crise sur la croissance des pays industriels et, par là même, du tiers-monde, les pays en développement ne voient qu'un aspect positif dans le krach boursier, la baisse probable des taux d'intérêt. La réduction d'un point du Libor (taux interbancaires de Londres) représente une économie de 4 milliards de dollars par an sur une dette commerciale globale de 400 milliards concentrée sur l'Amérique latine.

Le bilan économique a été réalisé par Claire Elanval, Michel Boyer, Françoise Cronquist, Eric Fottorino, Pierre Julien, Alain Lebas, Véronique Masson, Michel Nohlet, François Renard, François Simon et Alain Verhulst.

PRELIMINAIRE
Palliatifs

Les petits boulots

GLOBALEMENT, le chômage dans les pays de l'OCDE ne varie guère depuis 1985. Ayant faiblement diminué en 1987, il devrait connaître une légère aggravation en 1988, si les effets de la conjoncture financière sont limités. La proportion de demandeurs d'emploi dans la population active s'est élevée en 1987 à 8,9 %, tandis que le nombre total des chômeurs revenait de 31 millions en 1986 à 30,2 millions (30,5 millions en 1988).

Ce constat est toutefois trompeur. Il dissimule des évolutions différentes selon les pays, et contradictoires selon les zones géographiques. Le fossé continue de se creuser entre l'Europe d'une part, l'Amérique du Nord et le Japon d'autre part, malgré les bons résultats enregistrés en Grande-Bretagne et, dans une moindre mesure, en Allemagne fédérale.

En outre d'année, les États-Unis sont repassés en dessous du seuil symbolique des 6 % pour leur taux de chômage. Cette performance, qui n'avait pas été obtenue depuis 1978-1979, évoque les scores de la période d'avant le premier choc pétrolier. Interrompu à partir de 1983, l'extraordinaire mouvement de création d'emplois a permis d'offrir du travail à 12 millions de personnes supplémentaires.

Cela n'a pas été sans quelques contreparties d'importance : l'essor est dû au formidable développement des activités de services, et principalement à la croissance d'emplois peu qualifiés, à temps partiel, mal rémunérés. En quelques années, la structure des salaires s'est modifiée avec un gonflement des bas revenus.

Avec une population employée qui s'accroît, le Japon représente un cas d'exception. Bien que le chômage y ait très faiblement augmenté (3 % désormais), la référence continue d'être enviable. Elle provoque aussi le doute : pour de

nombreuses raisons, d'abord culturelles, la statistique japonaise ne reflète pas la conception occidentale du marché du travail. Le poids de la sous-traitance, la place des femmes et, encore, le rôle d'amortisseur de l'agriculture font penser à une forme de dualisme.

Chaque fois que la politique économique libérale, la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher peut apparaître comme un modèle à suivre. Depuis quatorze mois, le chômage ne cesse de diminuer (400 000 chômeurs de moins en un an) longtemps après que l'emploi ait amorcé une reprise significative. Ce décalage dans les réactions révèle les limites du phénomène.

Tandis que l'emploi industriel, par conséquent masculin, continue de régresser, l'accélération dans le secteur des services a attiré les femmes essentiellement, qui n'étaient pas toutes indemnisées et donc considérées à la recherche d'un emploi. Travaillant à temps partiel pour 41,3 % d'entre elles, elles occupent près de la moitié des emplois créés depuis 1983 (1,25 million), soit beaucoup moins qu'il n'en a été perdu depuis 1979.

Grâce à la constance dont elle fait preuve, l'Allemagne fédérale se maintient. Après avoir baissé, le taux de chômage pourrait remonter, prévoit l'OCDE, alors que le nombre d'emplois occupés progresse peu. Cette situation met en évidence un autre facteur, celui de la démographie, qui intervient également aux États-Unis, où la population active baisse faiblement, et au Japon, où elle vieillit dangereusement.

En Allemagne fédérale, la population en âge de travailler doit continuer de diminuer jusqu'en 1995, et l'on peut ainsi s'y accommoder d'un rythme de croissance peu créateur d'emplois. Ce que ne devraient pas pouvoir se permettre des nations

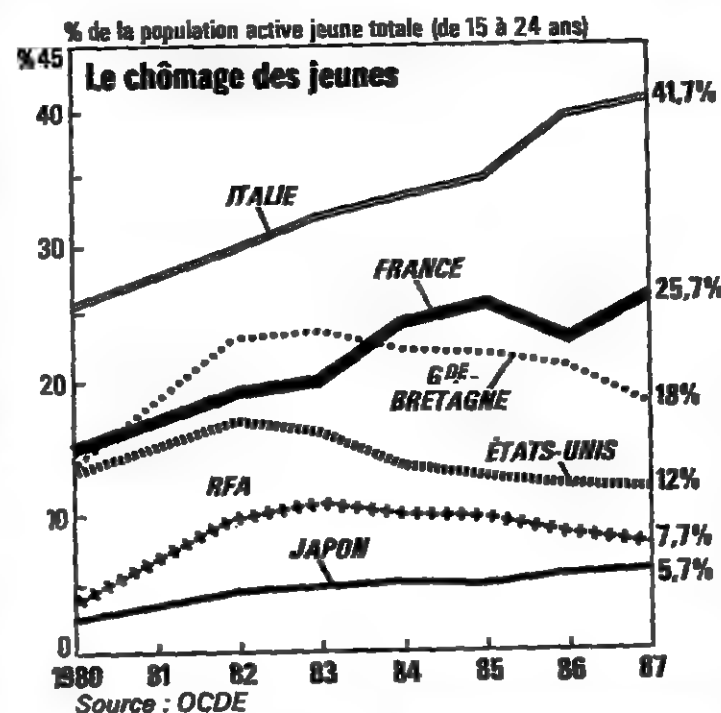
comme l'Italie et la France, qui, pendant les dix-huit prochaines années, subiront l'arrivée de demandeurs d'emploi supplémentaires.

Quoi qu'il en soit, et compte tenu des perspectives économiques, il paraît difficile que l'ensemble des pays de l'OCDE parviennent à abaisser un niveau de chômage, presque incompressible. Puisque les États-Unis devraient redoubler d'efforts pour des résultats en tout état de cause limités, et que le Japon et l'Allemagne fédérale restent dans une position quasiment inchangée, ce sont bien les évolutions à venir dans les autres pays européens qui feront la différence. Or les conditions n'y sont guère favorables et le poids des lourdeurs

structurelles s'y fait particulièrement sentir.

C'est pourquoi tous les experts, y compris ceux de l'OCDE, portent désormais attention à de nouveaux indicateurs du changement. On s'intéresse au développement du travail temporaire comme à celui du travail saisonnier. On regarde attentivement du côté des nouveaux types d'emploi, des nouveaux statuts et des nouveaux contrats.

Aux mesures passives comme l'indemnisation du chômage, on voudrait substituer des formules plus actives et favoriser d'autres formes d'emploi. Modestement, mais lucidement aussi, on se prépare à gérer une pénurie faite pour durer. Le petit boulot est à l'ordre du jour partout.



Accélération

L'INFLATION dans le monde a été sensiblement plus forte en 1987 qu'en 1986. Cette accélération s'est produite dans la plupart des pays. Ainsi, une augmentation moyenne de 2 % des prix de détail en 1986 dans les sept grandes nations industrialisées (États-Unis, Canada, Japon, RFA, France, Italie et Grande-Bretagne) a succédé à une hausse qui atteignait 3,5 % sur la période octobre 1986-octobre 1987.

On trouve le même phénomène pour l'ensemble des vingt-quatre pays de l'OCDE : + 2,5 % en 1986, + 3,9 % sur la période de douze mois se terminant en octobre 1987. Seule la CRE affiche une performance comparable sur les deux années (+ 3,3 % et + 3,4 %) grâce au score de l'Espagne qui a réduit de presque de moitié son taux d'inflation (+ 4,6 % après 8,8 %).

Il ne faut pas cependant exagérer l'ampleur de la reprise de l'inflation. L'accélération, qui

s'est effectivement produite, n'apparaît forte que parce que 1986 avait été marqué par un creux sans précédent, du fait surtout de la baisse des prix pétroliers, qui a parfois ressemblé à un effondrement. En France, par exemple, les prix de l'énergie payés par les consommateurs avaient baissé de 14,5 % en 1986.

En 1987, au contraire, après l'accord conclu fin 1986 par les membres de l'OPEP sur la limitation des quantités extraites et commercialisées, les prix du pétrole ont nettement remonté au cours du premier semestre pour se situer aux environs de 13 dollars le baril, c'est-à-dire 40 % au-dessus de leur niveau du second semestre 1986. Il en a été de même, quoique dans de moindres proportions, pour les prix de nombreux produits de base qui ont augmenté en moyenne de 11 % selon les calculs de l'OCDE, si l'on exclut le thé, le café et le cacao dont les cours ont beaucoup baissé.

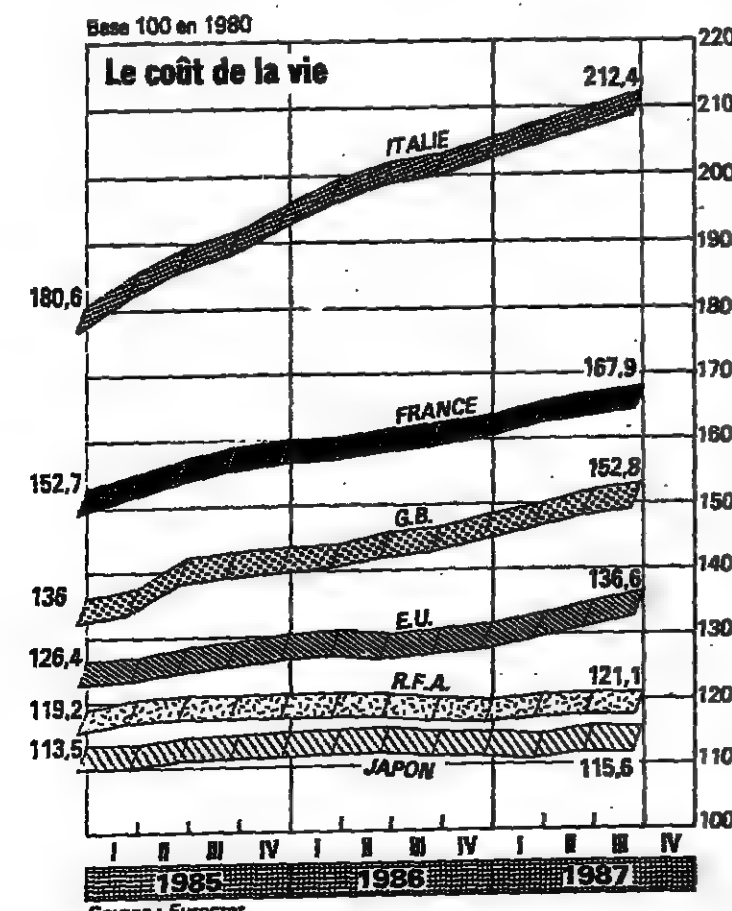
De nombreux pays producteurs de matières premières, échaudés par la baisse des cours de 1986, ont progressivement réduit leur offre. Parallèlement, sous l'effet d'une bonne conjoncture économique mondiale, la demande se raffermissait tout particulièrement dans le secteur du bâtiment (États-Unis, Canada, Japon, France...) et dans celui de l'automobile. Enfin les nouveaux pays industrialisés, comme la Corée, Taiwan, Singapour, augmentaient très sensiblement leurs importations pour nourrir une activité industrielle en plein boom.

Ici et là quelques grèves minières - en Afrique du Sud notamment - incitaient les pays industrialisés à passer d'importantes commandes pour constituer des stocks de précaution. Enfin les effets de mode et la hausse des prix pétroliers redonnaient beaucoup de vigueur à la demande de produits naturels tels que le jute, le coton, le caoutchouc.

Tout cela aboutissait à majorer les prix des produits importés dans presque tous les pays industrialisés particulièrement aux États-Unis (+ 10 % au premier semestre 1987), qui subissaient dans le même temps les effets de la baisse du dollar sur les produits importés d'Europe et du Japon. Le taux d'inflation américain a plus que doublé, passant de 2 % en 1986 à 4,5 % sur la période octobre 1986-octobre 1987.

L'Italie (+ 5,3 %), la Grande-Bretagne (+ 4,5 %), le Canada (+ 4,3 %) réalisent aussi des performances médiocres dans ce domaine. Mais la plupart des pays ont connu en 1987 une inflation modérée, voire très faible, comme le Japon (+ 0,5 %), la RFA (+ 0,9 %), le Luxembourg et les Pays-Bas (+ 0,1 % chacun), la Belgique (+ 1,7 %), l'Autriche (+ 1,8 %).

La raison fondamentale en est la sagesse des salaires qui a modéré les coûts salariaux, qui par exemple n'ont augmenté que de 0,5 % au Japon. Le krach boursier, s'il peut avoir des retombées néfastes sur la croissance économique dans le monde, aura plus sûrement pour conséquence de stopper toute forte reprise de la hausse des prix en 1988.



Prudences

A l'exception de la France, de la République fédérale d'Allemagne et des États-Unis, le pouvoir d'achat du salaire brut moyen (par tête) a connu, en moyenne annuelle, une nouvelle progression : de + 2,9 % à + 3 % au Japon, de + 3,5 % à + 3,9 % au Royaume-Uni, de + 1,4 % à + 2,3 % en Italie. Au Canada, on est passé d'une évolution négative en 1986 (-1,5 %) à une stagnation attendue en 1987 (0 %). En revanche, on observe une réduction ou même une disparition des gains de pouvoir d'achat dans d'autres grands pays industrialisés : + 1,7 % à 0 % en France, de + 4,5 % à + 3,3 % en RFA et même de + 0,8 % à - 0,9 % aux États-Unis.

Au Japon les entreprises japonaises ont - lâché - plus en 1987 alors même que la désinflation a été plus forte. La volonté du gouvernement et du patronat de stimuler la demande intérieure les a conduits à accepter des hausses salariales plus élevées. Les revendications salariales ont également été à l'origine des conflits sociaux en Corée du Sud, même s'ils ont permis plus globalement de poser le problème de l'existence d'un syndicalisme indépendant.

La politique salariale a servi aussi de détonateur dans les grèves qui ont agité les secteurs public et privé en Grèce au début de l'année. Les syndicats ont ainsi protesté de nouveau contre l'abolition de l'échelle mobile des salaires, alors que le gouvernement socialiste confirmait sa volonté d'appliquer son plan de « stabilisation ».

En Espagne, un autre gouvernement socialiste, celui de M. Felipe Gonzalez, s'est trouvé confronté à une vague de grèves en avril, notamment dans les chemins de fer et les transports aériens. Face aux commissions ouvrières et à l'UGT, qui demandaient une revalorisation de 7 % des rémunérations, il a campé fermement sur ses positions : pas plus de 5 % de hausse, conformément à l'augmentation attendue des prix.

Aux États-Unis les grandes entreprises tiennent avant tout compte de leur santé économique lorsqu'elles renouvellent les conventions collectives fixant les hausses salariales. Dans une conjoncture encore incertaine, elles ont pu afficher une certaine prudence.

FINANCES PUBLIQUES

Hésitations

La crise boursière a durement rappelé à certains gouvernements la nécessité de revoir leurs stratégies budgétaires pour réduire des déséquilibres extérieurs devenus intolérables. C'était l'objectif de l'accord du Louvre, qui a fini par s'appuyer exagérément sur le seul jeu des taux d'intérêt.

Les données du problème sont simples : les États-Unis, où l'épargne est insuffisante, doivent réduire leur déficit public qui est une « désépargne » de l'État, mais l'administration Reagan s'accroche à ses libéralités fiscales. Le Japon et surtout l'Allemagne fédérale renâclent à répudier une austerité financière à laquelle leur opinion publique est acquise.

Côté fiscal, après l'échec cinquantenaire du projet Nakasone d'introduire la TVA pour compenser un allègement des impôts directs, ce dernier a quand même été voté en septembre. En contrepartie, l'exonération des intérêts de la petite épargne prend fin, ce qui limitera l'impact positif pour la consommation. Malgré une progression inespérée des recettes, le déficit budgétaire devrait s'élever à 3,5 % du PNB au lieu des 3,1 % estimés initialement.

Pour le budget de 1988, les premières indications font état d'une hausse des dépenses en valeur de 1,8 %. Les années précédentes, aucune augmentation n'avait été envisagée à ce stade. Le besoin de financement des administrations, quelque peu accru en 1987, glisserait à moins de 1 % du PNB.

États-Unis :

brève amélioration

Le relatif assainissement opéré en 1987 ne doit pas faire illusion. Les finances publiques restent lourdement obérées.

L'année budgétaire 1987, terminée le 30 septembre dernier, s'est soldée par un déficit fédéral de 148 milliards de dollars contre 221 milliards en 1986. Ce recul impressionnant reflète une conjonction exceptionnelle de facteurs favorables. Certes la progression des dépenses a été très modérée (+ 1,2 %) grâce notamment à un coup de frein sur les crédits militaires (près de 30 % du total). Leur valeur réelle est stabilisée, alors qu'elle augmentait de 4 % à 5 % l'an dans les premiers temps de l'administration Reagan.

Toutefois, le gonflement des recettes (+ 11 %), qui a plus encore contribué à améliorer le solde, est temporaire. La grande réforme fiscale votée en 1986 a relevé immédiatement les charges pesant sur les sociétés, tandis que les contribuables ont anticipé la hausse de la taxation des plus-values en cédant massivement des actifs. Ces soubains ont rapporté quelque 20 milliards au fisc, à quoi s'est ajouté le produit des privatisations et de diverses astuces comptables (15 milliards).

Dans le budget de 1988, le déficit fédéral devrait en principe être réduit de 30 milliards. De nouvelles recettes, sans doute prélevées sur les entreprises, rapporteraient une bonne dizaine de milliards. Côté dépenses, les coupes seraient du même ordre, la moitié affectant la défense.

Toutefois, ces calculs ne prennent pas en compte la dégradation des perspectives conjoncturelles. Le solde à financer risque en fait d'atteindre 170 milliards de dollars, soit 3,6 % du produit national brut (3,3 % en 1987 et 5,2 % en 1986).

Japon :

souplesse mesurée

Le Japon a amorcé un changement de stratégie budgétaire modéré, mais qui semble devoir perdurer.

La loi de finances pour l'exercice 1987 (commencé le 1^{er} avril 1987) s'inscrivait dans la ligne austère qui a permis de ramener le déficit budgétaire de 3,9 % du PNB en 1980 à 3,4 % en 1986. Puis au printemps, un tournant a été pris : la veille du sommet de Venise, le gouvernement a présenté un plan de relance de 6 000 milliards de yens (43 milliards de dollars).

Allemagne fédérale :

immobilisme

Les autorités allemandes se sont accrochées à des prévisions économiques irréalistes pour justifier la poursuite d'une politique budgétaire rigoureuse.

Le budget de 1987, basé sur une projection de croissance de 2,5 %, avait pour objectif une légère réduction du déficit, estimé à 22 milliards de marks, soit seulement 1,1 % du PNB. Le gouvernement de Bonn n'a pas néanmoins cherché à stimuler l'expansion. Les moins-values fiscales entraînent par le ralentissement de l'activité porteront le déficit budgétaire à quelque 20 milliards de marks (1,4 % du PNB).

Dans le budget de 1988, on ne relève pas de volonté de relance. Les dépenses resteront contenues (+ 2,5 %) sous réserve de subventions accrues à certains secteurs industriels. L'allègement des impôts directs, élargi à 14 milliards de marks, ne sera pas suffisant pour assurer une croissance de 2,5 %. Le déficit fédéral risque d'excéder les 30 milliards de marks envisagés par M. Stöckelberg.

Royaume-Uni :

pragmatisme

Le cabinet conservateur est parvenu à l'équilibre budgétaire, ce qui ne s'était pas vu depuis 1969. Un nouvel allègement des impôts et un certain desserrement des dépenses vont faire réapparaître le déficit en 1988.

Pour l'année budgétaire 1987, close le 31 mars 1988, le besoin de financement du secteur public pourrait être nul au lieu des 4 milliards de livres estimés à l'origine. La progression des dépenses se révèle quelque peu inférieure aux crédits votés. En revanche, les rentrées fiscales excèdent largement les prévisions, grâce à une augmentation de 4 % du PNB et de plus de 7 % des salaires. La remontée des recettes pétrolières et le produit des privatisations (5 milliards de livres) ont également joué.

Le budget de 1988 devrait être facilement bouclé grâce à la poursuite de cessions d'actifs (notamment BP) et aux rentrées fiscales procurées par une croissance de 2,5 %. Le choix d'un retour au déficit, à hauteur de 4 milliards, ouvre la voie à des largesses fiscales. Privatisations exclues, le déficit public demeurerait proche de 2 % du PNB.

Besoin de financement des administrations publiques (en pourcentage du PNB)

	1986	1987 (estimation)	1988 (prévision)
États-Unis	- 3,5	- 2,4	- 2,4
Canada	- 5,5	- 4,4	- 3,3
Japon	- 0,9	- 1,2	- 1,1
Allemagne	- 1,2	- 1,7	- 2,3
France	- 2,9	- 2,8	- 2,7
Grande-Bretagne	- 2,6	- 2,1	- 1,9
Italie	- 11,2	- 10,3	- 10,0
Les Sept	- 3,2	- 2,7	- 2,6

Un besoin de financement exprimé par le signe - correspond au déficit de l'ensemble des comptes de l'État, des régimes sociaux, des collectivités locales et d'une partie des entreprises publiques.

PRIVATISATIONS

La roue de la fortune tourne vite. La même année aura vu la privatisation menée par M. Jacques Chirac - faire un tabac - auprès des Français, puis s'étaler dans les tourments de la crise boursière. Alors que jusqu'au krach du 19 octobre, les dénationalisations pouvaient servir de carte maîtresse dans le bilan gouvernemental, nul ne pourra oublier le fiasco final de la cotation de Suez, dernière entreprise publique à être retournée au privé, et la dégringolade des cours des précédentes privatisées ainsi que la suspension des opérations prévues pour Matur et l'UAP.

Sans crise boursière, le gouvernement aurait pu se targuer d'un apparent joli palmarès. En un an - le programme de privatisations a démarré en novembre 1986 avec Saint-Gobain pour s'achever en octobre 1987 avec Suez - treize groupes publics sont retournés au privé, représentant 120 milliards de francs de capitalisation boursière, soit 40 % du programme prévu pour la législature.

Les deux piliers du capitalisme vanté par M. Edouard Balladur, l'actionnariat populaire et l'actionnariat salarié ont, avec enthousiasme, répondu aux vœux du ministre d'Etat en souscrivant nombreux : plus d'un million et demi de petits porteurs chez

Saint-Gobain, 3,8 millions chez Paribas, 2,1 millions à la Société générale, 2,2 millions à la Compagnie générale d'électricité... et en moyenne un salarié sur deux dans ces groupes.

Ces succès ne peuvent cependant occulter les défauts du système mis en place, l'évolution boursière ayant été faite de laver de tout soupçon de bradage. Ainsi le mécanisme des « *royaux durs* » - groupe d'actionnaires dûment triés sur le volet et destinés à constituer un élément stable au milieu d'un actionariat atomisé - aboutit en fait à tisser un réseau de participations, souvent croisées, qui permettent à quelques groupes de se retrouver dans les tours de table et les conseils d'administration de plusieurs privatisées.

L'exemple le plus frappant est celui de l'UAP (Union des Assurances de Paris) actionnaire à la fois de Suez, de Paribas et de la Société générale, sans compter sa présence « *naturelle* » dans la Compagnie générale d'électricité. En outre, comme ces groupes dominants sont généralement dirigés par des proches du RPR, la majorité à quelque mal à se débarrasser de l'accusation de « *verrouillage politique de l'économie* » qui pèse sur elle.

Là n'est pas le seul défaut. Contrairement à ce qu'affirme M. Balladur, sa démarche n'a rien de pragmatique. Le principe est de privatiser à 100 % en une seule fois, sans égard pour l'état du marché ou les opérations lancées par d'autres. Si le programme des privatisations avait été étalé,

comme prévu sur cinq ans, l'impact en aurait sans doute été minimisé. Mais l'engouement des Français a poussé à forcer la cadence, entraînant du même coup une ponction considérable sur le marché financier, qui l'a absorbé; mais cela a pesé sur l'évolution des cours.

Critiquable sur la forme, l'opération l'est encore plus sur le fond. Non que le principe de la privatisation soit en lui-même contestable. Il n'y a plus guère de débat sur le sujet. Mais le retour au privé des entreprises publiques pouvait être l'occasion d'une réflexion sur les choix stratégiques dans l'industrie comme dans la finance. Il n'en a rien été. « *L'action spécifique* » - qui permet de refuser tout actionnaire qui dépasserait 10 % du capital d'une privatisée - a été utilisée pour un publicitaire, Havas, et pour un spécialiste de l'armement, Matur, mais non pour la Compagnie générale d'électricité, pourtant champion français du téléphone et du nucléaire. Le choix fait semble relever d'une gestion au coup par coup sans autre considération stratégique.

Conçue comme une fin en soi, la privatisation gouvernementale se résume à un simple transfert de propriété, de l'Etat vers des actionnaires privés, qui ont pu croire, jusqu'à la crise boursière, avoir réalisé une bonne affaire. Et le paradoxe de ce transfert, symbole du triomphe du libéralisme, est d'être mené de la façon la plus dirigiste qui soit, par un ministre d'Etat tout-puissant, seul juge des membres du noyau dur ou du prix de cession des sociétés privatisées.

PRODUCTION

Heureuse surprise

L'ACTIVITÉ économique en 1987 aura été plus forte que prévu. Le PIB (produit intérieur brut) a progressé de 2 %, alors que les pouvoirs publics tablèrent sur 1,5 %. Ce supplément de croissance s'explique par une progression très soutenue de la consommation des ménages, qui a incité les chefs d'entreprise à accroître leurs stocks tout au long de l'année.

L'hiver 1986-1987 avait vu la production chuter : froid, intempéries, mais aussi baisse du pouvoir d'achat des ménages.

Ce climat morose a brusquement disparu à partir du deuxième trimestre, les hausses de prix à la consommation se ralentissant nettement et les familles faisant de plus en plus appel au crédit à la consommation.

Résultat : un boom du marché de l'automobile, qui, avec 1,9 million de véhicules immatriculés pendant les onze premiers mois de 1987, progresse de 10,4 % par rapport à la période correspondante de 1986. Le krach boursier n'a pas inversé cette tendance, le pouvoir d'achat des salaires progressant fortement au quatrième trimestre (+ 0,9 %), grâce notamment aux revalorisations du secteur public.

Au total, la demande des particuliers aura augmenté de 2,2 % en 1987 (1,6 % prévu), après déjà une progression de 2,7 % en 1986. Cette forte demande intérieure explique l'importance du stockage dans l'industrie. Mouvement d'autant plus important qu'il avait été faible en 1986 (sauf dans le commerce) et qui explique à lui seul le demi-point de croissance supplémentaire enregistré en 1987.

La reprise des investissements s'est confirmée tout au long de l'année à partir du printemps, mais elle n'a pas dépassé en amplitude ce qui avait été prévu (+ 3 % par rapport à 1986) et n'est donc pour rien dans la bonne surprise de 1987. Il en est de même pour les exportations, qui respectent - ou à peu près - les objectifs qui leur étaient fixés par le gouvernement (+ 0,9 %).

La production industrielle n'aura pas complètement bénéficié d'une conjoncture intérieure bien plus dynamique qu'on ne le pensait il y a six mois. Elle a progressé de 2 % entre le début et la fin de l'année, au lieu de 1 % escompté.

Avec cette bonne conjoncture, le pays aura une fois de plus importé beaucoup (+ 0 % au lieu de + 5,1 % prévu), démontrant, si cela était encore nécessaire, son extrême dépendance à l'égard de l'étranger dès que s'accroît la demande intérieure.

En apparence

Saint-Gobain, 3,8 millions chez Paribas, 2,1 millions à la Société générale, 2,2 millions à la Compagnie générale d'électricité... et en moyenne un salarié sur deux dans ces groupes.

Ces succès ne peuvent cependant occulter les défauts du système mis en place, l'évolution boursière ayant été faite de laver de tout soupçon de bradage. Ainsi le mécanisme des « *royaux durs* » - groupe d'actionnaires dûment triés sur le volet et destinés à constituer un élément stable au milieu d'un actionariat atomisé - aboutit en fait à tisser un réseau de participations, souvent croisées, qui permettent à quelques groupes de se retrouver dans les tours de table et les conseils d'administration de plusieurs privatisées.

L'exemple le plus frappant est celui de l'UAP (Union des Assurances de Paris) actionnaire à la fois de Suez, de Paribas et de la Société générale, sans compter sa présence « *naturelle* » dans la Compagnie générale d'électricité. En outre, comme ces groupes dominants sont généralement dirigés par des proches du RPR, la majorité à quelque mal à se débarrasser de l'accusation de « *verrouillage politique de l'économie* » qui pèse sur elle.

Là n'est pas le seul défaut. Contrairement à ce qu'affirme M. Balladur, sa démarche n'a rien de pragmatique. Le principe est de privatiser à 100 % en une seule fois, sans égard pour l'état du marché ou les opérations lancées par d'autres. Si le programme des privatisations avait été étalé,

comme prévu sur cinq ans, l'impact en aurait sans doute été minimisé. Mais l'engouement des Français a poussé à forcer la cadence, entraînant du même coup une ponction considérable sur le marché financier, qui l'a absorbé; mais cela a pesé sur l'évolution des cours.

Critiquable sur la forme, l'opération l'est encore plus sur le fond. Non que le principe de la privatisation soit en lui-même contestable. Il n'y a plus guère de débat sur le sujet. Mais le retour au privé des entreprises publiques pouvait être l'occasion d'une réflexion sur les choix stratégiques dans l'industrie comme dans la finance. Il n'en a rien été. « *L'action spécifique* » - qui permet de refuser tout actionnaire qui dépasserait 10 % du capital d'une privatisée - a été utilisée pour un publicitaire, Havas, et pour un spécialiste de l'armement, Matur, mais non pour la Compagnie générale d'électricité, pourtant champion français du téléphone et du nucléaire. Le choix fait semble relever d'une gestion au coup par coup sans autre considération stratégique.

Conçue comme une fin en soi, la privatisation gouvernementale se résume à un simple transfert de propriété, de l'Etat vers des actionnaires privés, qui ont pu croire, jusqu'à la crise boursière, avoir réalisé une bonne affaire. Et le paradoxe de ce transfert, symbole du triomphe du libéralisme, est d'être mené de la façon la plus dirigiste qui soit, par un ministre d'Etat tout-puissant, seul juge des membres du noyau dur ou du prix de cession des sociétés privatisées.

PRIX

La modération de la hausse du coût de la vie aura constitué l'un des succès les moins contestables de la politique gouvernementale. Certes, les prix de détail ont augmenté plus vite qu'en 1986 : + 3,2 % entre janvier et décembre 1987 contre + 2,1 % un an auparavant. Mais sans tenir compte de l'énergie, l'année 1987 (+ 3,5 %) a été meilleure que 1986 (+ 4 %).

Deuxième motif de satisfaction : le résultat de 1987 a été obtenu malgré la libération quasi totale des prix en France, libération qui date de janvier 1987 et n'a pas de précédent depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, si l'on excepte une très courte période Barre-Monory (1980-1981) au cours de laquelle la liberté ne fut d'ailleurs pas aussi totale.

Le pari qu'a fait M. Edouard Balladur dans ce domaine n'était pas trop risqué compte tenu de la concurrence internationale (pour les produits manufacturés) et de la faible progression du pouvoir d'achat. Un risque existait tout de même pour les services après plusieurs années de blocage.

Ce risque était bien réel : en fin d'année 1987, les services privés (hors loyers) avaient augmenté

de 7,9 %, ce qui était considérable après déjà + 5,1 % en 1986. Mais les rattrapages opérés par les prestataires de services et certains commerçants (cafés, hôtels, restaurants, salons de coiffure, teintureries, garages, parkings...) n'ont pas eu de répercussion sur l'ensemble de l'économie.

Les prix alimentaires sont restés remarquablement sages (+ 1,5 % après + 2,5 % en 1986) du fait d'une offre abondante et probablement aussi de la modération des décisions prises à Bruxelles concernant les grands produits (lait, viande, céréales...).

Les prix des produits manufacturés du secteur privé (hors énergie) ont augmenté de 2,3 % après 4,5 % en 1986. Là aussi, le progrès est évident, même s'il est accentué, par la baisse de la TVA automobile en octobre (+ 3 % si l'on ne tient pas compte de cette baisse pour juger de la désinflation réelle).

Troisième motif de satisfaction : les hausses n'ont cessé de se ralentir en cours d'année. Elles ont été de 2,1 % pour l'ensemble des prix au premier semestre 1987 et de 1,1 % au second. Alimentation : + 0,8 % puis + 0,7 %; produits manufacturés + 1,6 %

ÉCHANGES

LES comptes extérieurs de la France, qui avaient été pratiquement équilibrés en 1986, sont redevenus à nouveau déficitaires en 1987. L'excédent des produits agro-alimentaires est cependant resté à peu près égal à celui de l'année précédente (26,7 milliards de francs) et le déficit des produits énergétiques a encore légèrement diminué.

Aussi bien le résultat commercial s'explique-t-il essentiellement par la dégradation des échanges de produits manufacturés. Déjà sensible en 1986, le phénomène s'est accen-

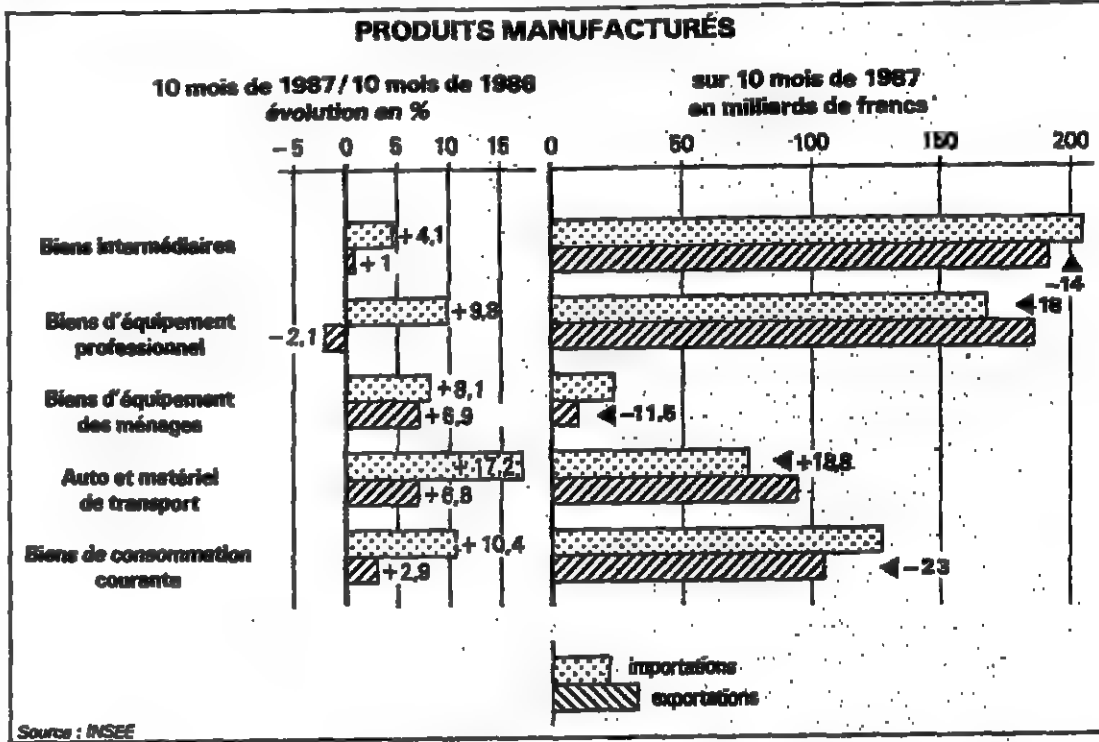
Retour aux déficits

tué en 1987 : à un excédent de 32 milliards de francs a succédé un déficit de l'ordre de 9 milliards de francs.

Sauf en ce qui concerne les biens d'équipement des ménages, les importations ont beaucoup plus augmenté que les exportations. Dans le cas des biens d'équipement professionnels, on assiste même à un recul des ventes à l'étranger (- 16,5 %) sur les dix premiers mois : les ventes de matériel militaire ont diminué de plus de 23 % et les livraisons d'Airbus se sont raréfiées. Le déficit s'est également

creusé dans les biens intermédiaires (- 14 milliards de francs sur les dix premiers mois) et les biens de consommation courante (- 22 milliards). Toutefois le poste automobiles et matériel de transport reste excédentaire.

Le déficit du commerce extérieur a pesé sur celui des transactions courantes dont le solde est redevenu déficitaire. Le déficit cumulé sur les neuf premiers mois de l'année avait atteint 17,2 milliards de francs, alors que, pour la même période de l'année précédente on enregistrait un excédent de 16,1 milliards.



Source : INSEE

Bon score

puis + 0,7 %; services privés : + 5,2 % puis 2,6 %.

A l'évidence, le gouvernement, soucieux de présenter un bon bilan « inflation » à quelques mois de l'élection présidentielle, a parfois eu tendance à pratiquer ce que l'on appelle une « *politique de l'indice* ». Il l'a fait de façon parfois peu contestable (baisse de 33,3 % à 28 % du taux de la TVA sur les automobiles en septembre), tant les taux d'imposition pratiqués en France sont supérieurs à ceux en usage à l'étranger. Même remarque pour les disques et cassettes, pour lesquels la TVA a été réduite le 1^{er} décembre.

Dans certains cas, au contraire, le souci de l'indice a été excessif : la forte hausse du tabac (+ 10 %) annoncée début décembre 1987 pour financer le déficit de la Sécurité sociale n'entrera en vigueur que le 1^{er} avril 1988, l'effet sur l'indice ne devant être connu qu'après l'élection. Cependant l'écart d'inflation entre la France et ses concurrents étrangers n'a cessé de se réduire. Revenu à 0,3 point en octobre, il avait pratiquement disparu en décembre. La fin justifie parfois les moyens.

EMPLOI

COINCÉ entre les échéances électorales, 1987 se divise en deux périodes dans le domaine du chômage. Au premier trimestre, est enregistrée une brusque augmentation des demandeurs d'emploi (+ 100 000 environ), suite à l'application du programme de la nouvelle majorité élue en mars 1986. A partir du printemps, le traitement social réapparaît en force et se traduit, à la rentrée scolaire par le lancement de 277 000 stages pour les chômeurs de longue durée et les jeunes dans la perspective de l'élection présidentielle de mai 1988.

Ainsi l'évolution du marché du travail est rendue opaque par la multiplication de mesures spécifiques par ailleurs fondées. Traitement social et plein d'urgence empêchent de discerner les vrais mouvements sous l'affolement des indicateurs habituels. Depuis des mois maintenant, ce brouillard s'épaissit des résultats contradictoires publiés par l'INSEE et l'INEDIC.

Tandis que l'INEDIC annonçait une croissance de l'emploi salarié de 0,7 % au cours des neuf premiers mois, particulièrement sensible au deuxième trimestre (+ 0,5 %), l'INSEE tablait sur un léger 0,1 %, consécutif à un recul au troisième trimestre

(- 0,2 %). Inexplicable, la différence porte sur le sort de 90 000 personnes environ.

Le flou statistique actuel vient s'ajouter à un phénomène de déplacement des frontières de l'emploi. Sous différentes formes, le travail indépendant se développe et divers statuts apparaissent, suscités par la crise. La solution des petits boulots prend corps, d'autant que plusieurs programmes officiels le permettent, depuis les associations intermédiaires en passant par les PIL (programme d'insertion locale).

La fin des contrats à durée déterminée est à l'origine de la moitié des inscriptions au chômage. Sur neuf mois, l'emploi temporaire a progressé de 8,3 % selon l'INEDIC, et les emplois dans les garages, les cafés-hôtels, les services aux entreprises et aux ménages ont augmenté de 4,4 %. Ce sont ces secteurs qui offrent des postes de travail, loin devant le commerce, le bâtiment, et bien entendu l'industrie.

Voulue ou subie, la recomposition du marché du travail provoque également d'autres fractures. Très favorables aux entreprises, les dispositions pour l'embauche temporaire de moins de vingt-cinq ans se sont certes traduites par

une diminution du chômage des jeunes, mais elles ont entraîné une dégradation de la situation des adultes. Soit ils n'ont pas été recrutés, soit ils ont été remplacés, victimes d'un effet de substitution.

Réclamée par les employeurs, la suppression de l'autorisation administrative a provoqué une augmentation des licenciements économiques, de l'ordre de 5 000 par mois, qui s'est poursuivie de juillet 1986 à l'automne dernier. Pis, la fin du contrôle par l'inspection du travail a insensiblement permis de passer des réductions d'effectifs dues à des difficultés liées à des suppressions justifiées par la recherche de la compétitivité, voire par l'objectif d'amélioration des marges.

Depuis 1984, le nombre des bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité, financée par l'Etat, a quintuplé. Malgré tous les efforts, les chômeurs de longue durée ne cessent de se marginaliser de plus en plus. A fin octobre, il y avait 865 000 demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an. Progressivement, il devient évident que tous les moyens de lutte s'épuisent à résorber le chômage, alors que l'évolution démographique avance presque 200 000 actifs supplémentaires par an sur le marché.

BUDGET

Aisance, mais...

MALGRÉ ses efforts le gouvernement n'aura pas réussi à faire baisser le poids des prélèvements obligatoires, qui sont restés à leur niveau de 1986 (44,4 % du PIB), en très léger retrait par rapport à 1985 (44,5 %). Et en 1988, ces prélèvements atteindront selon les prévisions officielles, 44,7 %, soit un peu plus que le niveau record de 1984 (44,6 %).

Déconvenue. Mais la baisse des impôts d'Etat, sensible depuis 1986, n'a pas été suffisante pour compenser la tendance qui semble presque inexorable - malgré une pause de quatre ans - à l'augmentation des prélèvements sociaux. Ceux-ci restent maintenant plus lourds que les impôts d'Etat.

Consolation : le besoin de financement des administrations - c'est-à-dire le déficit du secteur public - est en train de se réduire : 2,8 % du PNB en 1987, 2,7 % en 1988 contre 2,9 % en 1986, selon l'OCDE.

Le budget de l'Etat pour 1987 prévoyait à l'origine 1 054,2 milliards de francs de dépenses, soit une progression de 1,9 % par rapport aux charges initialement prévues dans le budget de 1986 (1 034,9 milliards de francs). Le déficit initial 1987 était fixé à 129,3 milliards de francs.

Fin 1987, après un « collectif » budgétaire la loi de finances 1987 se montait à 1 072,7 milliards de francs, se comparant à 1 050 milliards de francs dans le budget 1986, tel qu'il se présentait fin 1986 après deux collectifs. D'une année à l'autre la progression des dépenses était donc de 2,2 %. Mais le déficit du budget 1987 restait à peu près inchangé compte tenu d'une augmentation équivalente des recettes.

La loi de finances pour 1987 votée fin 1986 a en fait été exécutée très facilement, du fait d'une progression extrêmement forte des rentrées fiscales, dues à l'amélioration des résultats des sociétés et à la forte augmentation du pouvoir d'achat des ménages en 1986 (+ 3,3 %). A travers les entreprises comme à travers les parti-

culiers, la baisse des prix pétroliers a été en partie récupérée par l'Etat sous forme de fiscalité.

Ainsi en 1987, les impôts auront rapporté 47,8 milliards de francs de plus qu'en 1986, alors que fin 1986, lorsque fut voté le budget, la progression initiale n'était que de 28,5 milliards.

Ces 19,3 milliards de francs de plus-values sont apparus malgré deux « cadeaux fiscaux coûteux » décidés en cours d'année : baisse anticipée de l'impôt sur les sociétés au taux de 42 % à partir d'août (coût : 6 milliards de francs) ; baisse du taux de TVA sur les automobiles le 1^{er} septembre (coût : 1,2 milliard de francs).

En outre les privatisations auront rapporté 68 milliards de francs, soit plus du double de ce qui avait été prévu initialement (30 milliards de francs). Fin décembre 1987, 48 milliards de francs seulement avaient été affectés : 31 pour le désendettement de l'Etat, 12 pour les dotations en capital, 5 pour l'indemnisation des nationalisations.

Restait donc en fin d'année 20 milliards de francs non affectés, dont une partie devait aller grossir les dotations en capital : à Renault, à la SNIAS, à la SNECMA, aux autoroutes... Comme les dotations aux entreprises publiques sont traditionnellement financées par le budget, on peut dire que le produit des privatisations allège d'autant l'effort budgétaire. D'où l'aisance éprouvée en 1987.

Pour avoir une juste idée du rythme de la progression des dépenses publiques, il faut ajouter aux charges annoncées officiellement (1 072,7 milliards) le coût des dotations en capital et celui de l'amortissement des nationalisations, soit au total quelque 23 milliards de francs. Par rapport aux dépenses de 1986 qui incluaient ces coûts (1 050 milliards de francs), la progression réelle des charges de l'Etat est de 4,3 % (1 095,7 rapporté à 1 050 milliards de francs), soit un pourcentage très supérieur aux 2,2 % annoncés.

Prélèvements obligatoires : stabilisation

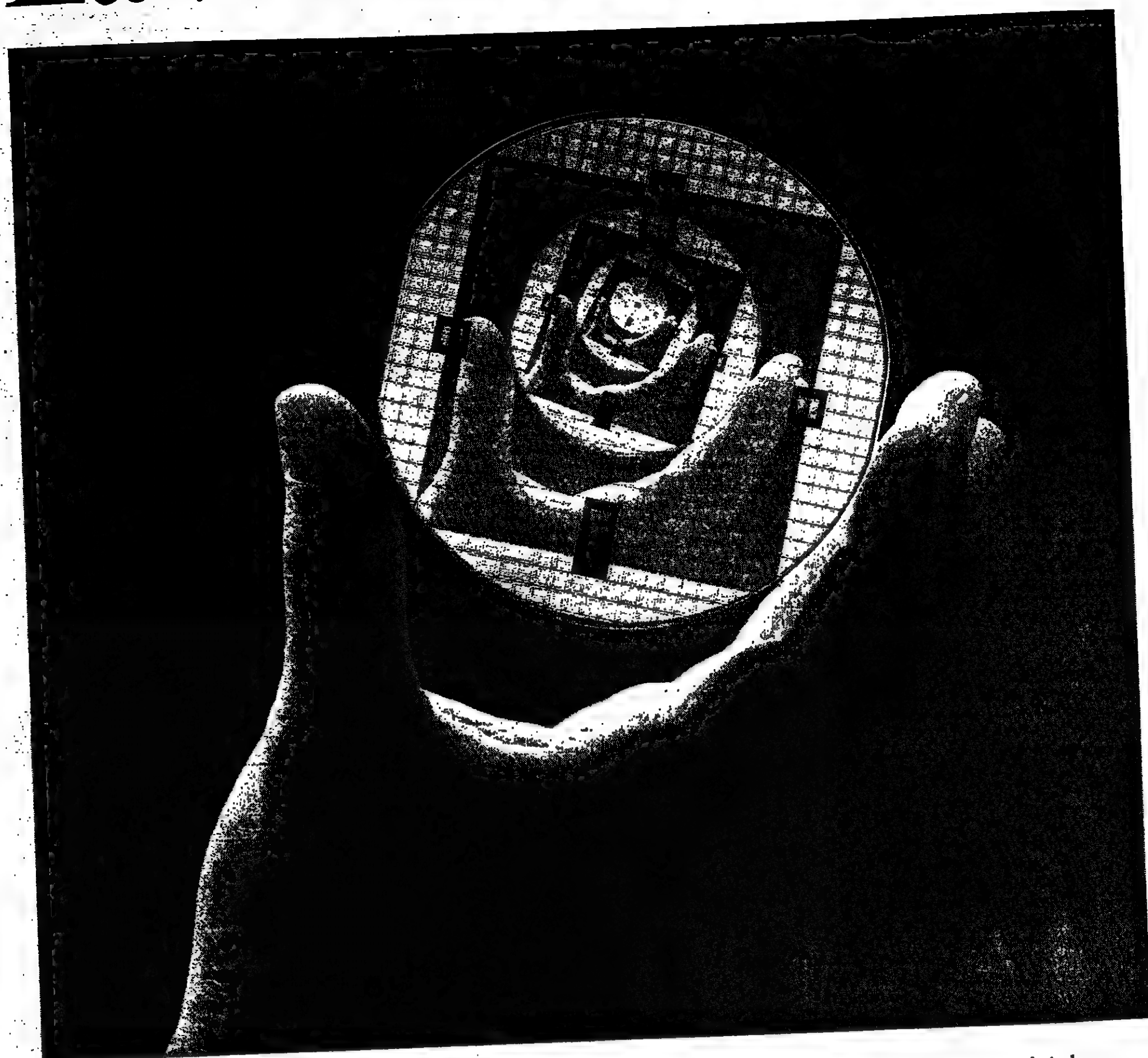
(en % du PIB)

	1983	1984	1985	1986	1987 Est.	1988 Prévis.
• IMPOITS	23,9	24,6	24,4	24,4	24,3	24,1
dont						
Etat	17,9	17,9	17,9	17,8	17,5	17,2
Collectivités locales	5,1	5,7	5,7	5,8	5,9	5,9
Sécurité sociale	0,9	1	0,8	0,8	0,9	1
• Cotisations sociales	18,9	19,2	19,3	19,2	19,2	19,6
• Divers	0,8	0,8	0,8	1	0,9	1
Total	43,6	44,6	44,5	44,4	44,4	44,7

Source : rapport économique et financier du ministère de l'économie et des finances.

aux déficits

La volonté de savoir



A sa naissance, l'être humain reçoit en cadeau la volonté de savoir.

Ensuite, cette volonté le guide pendant toute sa vie.

Tantôt elle l'aide dans les petites choses de la vie, tantôt elle lui fait découvrir des choses qui profitent à l'humanité tout entière.

Chez Nokia, la volonté de savoir est une ressource quotidienne.

Cela fait partie de notre façon de travailler, et l'on connaît les résultats aux quatre coins du monde.

Pensez à des noms de produit comme Mobira, Sonolor et Océanic.

Ou bien au fait que Nokia est le troisième industriel européen dans le domaine de la télévision.

Leader mondial des téléphones cellulaires, Nokia a non

seulement vendu des téléphones à plus de 15 pays, mais également des réseaux complets, avec toutes les pièces.

Tout cela a été rendu possible par la volonté de savoir de nos remarquables chercheurs.

Plus de 30.000 personnes, dont 1.400 en France, sont au service de Nokia et contribuent à son renom.

Le chiffre d'affaires de Nokia est de plus de 18 milliards de francs et la part des filiales françaises, qui n'est pas négligeable - 1,5 milliard environ - est en progression constante.

NOKIA
SODIPAN-NOKIA S.A., B.P. 202
76304 SOTTEVILLE-LES-ROUEN

NOKIA, ENTREPRISE AUX ACTIVITÉS MULTIPLES, EST PRÉSENTE EN FRANCE DEPUIS PLUS DE VINGT ANS.

Aisance, ma

حكايا من الازل

22 Le Monde • Mardi 22 décembre 1987 •

Culture

DANSE

« Le Lac des cygnes » par le Kirov

Où est passée la magie ?

Un prince sombre comme Hamlet et d'impeccables alignements de cygnes ne sauvent pas un Lac curieusement mollasson.

Le plus célèbre ballet du monde est aussi le plus tripatouillé : il existe à peu près autant de *Lac des cygnes* que de troupes l'ayant à leur répertoire. Celui que présente le Kirov est une version de Constantin Sergueev, montée en 1950 et rénovée par Oleg Vinogradov en 1982. On y trouve aussi huit morceaux de la chorégraphie originale d'Ivanov et deux de Petipa, ainsi que des zestes postérieurs de Vaganova et de Gorski. Ils sont donc six à le signer, ils pourraient être vingt que cela n'aurait pas d'importance si le résultat était convaincant. Il ne l'est pas.

Une vraisemblance malmenée

Ce Lac agace par maints détails dramaturgiques qui malmenent la vraisemblance et nous empêchent d'y croire. Exemple : Odile arrive dans l'acte du bal avant les danses espagnoles, napolitaines, etc., et file aussitôt en coulisses avec le prince. Où vont-ils ? Quel faire ? Que devient alors la grande scène de séduction d'Odile, si le prince est si vite conquis ? Plus loin, Odette la blanche apparaît dans l'embrasure d'une fenêtre tout au début du pas de deux dit du Cygne noir, qui ne s'en déroule pas moins imperturbable. Le prince n'a donc rien vu, rien compris ? Quant au finale, il est ridicule : le prince arrache une aile

au magicien Rothbart et le vilain en meurt carrément, après quelques convulsions de rage. Happy-end - très répandu, mais contraire aux intentions de Tchaïkovski et à notre goût.

Dans l'ensemble, ce Lac est mollasson ; chorégraphie, mise en scène et interprétation manquent de nerf, d' accents. Autrefois, les ballerines russes avaient dans les bras un certain maniérisme, c'était peut-être excessif mais c'était un style ; elles l'ont gommé, restent de jolis épaulements. Les ensembles sont bien réglés, les alignements de cygnes quasi impeccables, mais cela n'enflamme pas l'imagination, peut-être aussi parce que les éclairages sont résolument anti-magie.

Altynay Asylmuratova incarne Odette sans émotion apparente et Odile, sans fourberie, danse « au public » plutôt que pour son partenaire et se montre bien peu musicale (un défaut qu'elle n'est pas seule à nous infliger). Sombre et rêveur comme Hamlet, le beau Farouk Rouzimatov est un prince habité, aux bras vivants, à l'écriture corporelle fine et déliée, un peu fragile peut-être dans sa variation de bravoure. Ce n'est pas sa faute si ses entrées et sorties manquent de logique dramatique. Quand donc des metteurs en scène de théâtre viendront-ils faire du bouche-à-bouche aux grands ballets du répertoire, comme ils l'ont fait pour l'opéra ?

S. de M.

* Palais des congrès, les 29, 30, 31 décembre, 1^{re}, 2 et 3 janvier (plusieurs distributions).

Il y a des batailles de rats et de soldats de plomb pour les petits, une fête de la danse pour les grands. Noureiev signe enfin une réussite.

Ce qu'il y a de bien, avec le *Casse-Noisette* que propose l'Opéra de Paris, c'est qu'il ne sera pas nécessaire de fournir des explications aux enfants que vous y amèneriez pendant les fêtes. L'histoire est limpide. La plus pure des têtes blondes comprendra que cela se passe à Noël, puisqu'il y a un grand sapin illuminé et des tas de paquets-cadeaux ; que la petite fille s'appelle Clara, a invité beaucoup d'amis ; qu'elle s'endort sur un fauteuil et que tout, à partir de là, se passe dans son rêve. Vos bambins ne s'étonneront pas que les parents de Clara lui apparaissent alors sous forme d'horribles chauve-souris : ils savent ce qu'ils pensent parfois de vous, vos chéris. Aux plus grands, vous pourriez parler de refoulement et d'inconscient.

Pour nous, les adultes, on suppose que le premier acte se passe un peu. Les salamales des parents et amis, les tours de prestidigitation du parrain Drosselmayer, les enfants qui jouent à dadas (l'École de danse a prêté ses mouffes) et les grands-parents gâteux nous font impoliment bâiller. La bataille des rats contre les soldats de plomb n'est guère prétexte à exploits chorégraphiques ; patience, ils arrivent. Voici enfin le

« Casse-Noisette », à l'Opéra

Rats et flocons



Monique Loublères

cinquième tableau, « le royaume des neiges », superbe avec ses vrais flocons qui tombent des cintres et ses danseuses scintillantes. On y remarque Clotilde Vayer, qui à tout à fait l'air d'un flocon. La danse, ici, reprend ses droits sur le pantomime.

La neige de *Casse-Noisette* colle aux chansons de Rudolf Noureiev : c'est le quatrième ou cinquième fois qu'il monte l'ouvrage - après Stockholm, Milan, Berlin, etc. Cette version, créée à l'Opéra de Paris en décembre 1985, n'est pas ce qu'il aura signé de plus mauvais. Il nous a assez souvent accompagnés avec ses ballets pour qu'on lui reconnaisse une quasi-réussite. Certes, sa chorégraphie est très inégale : elle est parfois lourde, ou inutilement compliquée, ou en désaccord avec la pulsation de la musique, ou tout cela à la fois. Mais il montre un certain sens du maniement des masses, avec

de jolies façons de vider le plateau et de l'emplir tout à coup ; et le grand pas de deux, cion de cette fête de la danse qu'est le second acte, est fort bien troussé.

Quatre distributions alternent pour les rôles principaux. Dans le triple rôle de Drosselmayer, Casse-Noisette et le Prince charmant, nous avons eu la chance d'observer à Noureiev danseur, qui refuse comme on sait d'abandonner la scène. Nous avions Charles Jude, si félin, si beau qu'on lui pardonne quelques incoherences dans sa variation. Pour le rôle de Clara, on se demande au premier acte s'il est besoin de déranger une école ; on le comprend mieux au second, et notamment au grand pas de deux, où Monique Loublères, vive comme une truite et précise comme une dentellière, fit un duo-flocon éblouissant, avec de surcroît un chic exécrable.

Rayon, seconde réité, on note la grâce de l'ithygraphie ancienne de Fabienne Carutti (Lulua, l'amie de Clara), l'élégance d'Eric Camillo dans la pastorale, le brio du trio Kader Belarbi, Stéphane Elizabé, Wilfrid Romoli dans la danse chinoise. Et, comme toujours, la française beauté de Marie-Claude Pietragalla (dans la danse arabe) qu'un affreux costume ne parvient pas à dissimuler. Comme d'habitude lorsqu'il s'agit de ballet, l'Orchestre de l'Opéra ne fléchit de sa réputation comme de ses premières doubles croches et, avec l'aide du chef Vardan Kojian, moine l'exquise partition de Tchaïkovski, dont un Stravinski était toqué.

SYLVE DE NUSSAC.

* Opéra de Paris, les 21, 25, 28, 29 et 30 décembre à 19 h 30, les 23 et 26 à 20 h 30, les 24 et 31 à 20 heures, mat. les 25 et 26 à 14 h 30.

POUR NOËL, DES CADEAUX RAFFINÉS SIGNÉS ALFRED DUNHILL.



Montre Dunhill Millennium, acier et plaqué or.

ALFRED DUNHILL
15 rue de la Paix, Paris 75002
Tél : 42.61.57.58

dunhill

CINÉMA

« Cayenne Palace », d'Alain Maline

Et vogue la galère...

Parti sur les traces de son père, évadé trente ans plus tôt du bagne de Cayenne, Noël Caradeo (Richard Berry) rencontre beaucoup de monde (sauf son géniteur) durant son séjour mouvementé en Guyane. Des chercheurs d'or brutaux et des indiens secourables, son demi-frère (Xavier Deluc), qui lance des fusées Ariane à Kourou et des crillades à sa fiancée (Olivier Brunaux), un hôtelier rapace surnommé Equateur (Jean Yanne) et une tenancière de bar au grand cœur (Anna Karina). Sans compter des myriades de poil aux pattes et

des serpents aussi verts que l'enfer (vert). Il y a aussi des calmars qui claquent des dents. Pensant sans doute que c'est de froid, Richard Berry arpente durant l'h 45 la jungle caniculaire, vêtus chandement d'un seyant trench-coat noir.

Alain Maline, pour son deuxième long métrage (après *Ni avec toi ni sans toi*), a voulu faire lyrique, poétique, symbolique, mythique, épique. Il a voulu la touffeur d'*African Queen*, l'exotisme de *la Bandera*, la beauté de *la Forêt émeraude*, la force de *Pépillon*. Il a voulu nous dévoiler au souffle de l'aventure.

Mais portant comme le boulet à la cheville du bagnard un scénario à la fois primaire et lourdement et des dialogues assortis de Bruno Tardou, il se débat, s'enfoncé, s'émise, et ses louables intentions dérivent et se noient dans les remous du Maroni.

Restent des paysages somptueux, filmés avec un respect fasciné, reste une troupe de comédiens manifestement dévouée qui ne ménage ni son talent ni sa sueur. Reste un film qui battrait aimer.

DANIELE HEYMANN.

« De guerre lasse », de Robert Enrico

Toile de fond

Mai 1942. Jérôme (Pierre Arditi), qui appartient à la Résistance, vient en zone libre avec Alice (Nathalie Baye), qui passe pour sa femme - c'est, en réalité, la veuve d'un médecin juif autrichien - pour retrouver son ami Charles Sambrat (Christophe Malavoy). Celui-ci dirige une petite usine de chaussures, et vit, préservé, sans s'occuper de politique. Jérôme a besoin de son aide pour organiser des filières d'évasion pour les juifs menacés de déportation. Il compte sur le charme d'Alice pour décider Charles, censeur invétéré. Mais Charles s'éprend d'Alice qui, elle-même, est attirée vers lui. Jérôme est atrocement jaloux.

Le roman de Françoise Sagan raconte, avec « la petite musique » littéraire propre à l'auteur, les rapports de passion de ces trois êtres, dont l'un, Jérôme, sent brusquement basculer sa vraie nature. L'histoire sert de toile de fond dramatique, influe, certes, quelque peu sur les comportements, mais comme une atmosphère, un air du temps, une circonstance pour les éternels jeux de l'amour, de la séduction et de la rivalité. L'adaptation de Jean Aurens, Didier Decoin et Robert Enrico ajoute des scènes, explique les événements selon le système des « équivalences » qui, après avoir beaucoup servi (et de façon posi-

tive) au cinéma français dit « de qualité », se révèle ici lourd, inefficace. La mise en scène appuie, souligne, empêche à la fois le conflit psychologique et une reconstitution historique, d'ailleurs entachée d'erreurs, surprenantes de la part du réalisateur du *Vieux Fusil* et de *Au nom de tous les miens*. Si Christophe Malavoy arrive malgré tout à montrer le personnage imaginé par Françoise Sagan, il a bien du mérite, mais on y croit. Nathalie Baye n'est pas la femme du rôle, on la sent gênée aux entournures. Pierre Arditi a beaucoup tourné cette année. Et l'on ne sait plus au juste qui il est.

JACQUES SICLER.

Le 23 décembre

Linda aurait pu rester vierge, mais la virginité c'est...

Emily LLOYD dans

Too Much !!

Culture

MUSIQUE

Hommage à Morton Feldman

Calme trompeur

Au Centre Georges-Pompidou, un hommage a été rendu au compositeur américain Morton Feldman, mort récemment, dont les œuvres sont mal connues en France.

La grande salle du Centre Pompidou était pleine pour le concert d'hommage à Morton Feldman organisé mercredi 16 décembre par l'American Center et l'Association Acanthe, avec le concours de l'ensemble 2e2m. Comme ce dernier a décidé d'interpréter une œuvre de Feldman au programme de chacun de ses concerts, il s'agissait ainsi d'une entrée en matière.

France-Culture avait eu la bonne idée de planter ses micros, en sorte que cette soirée fera l'objet d'une diffusion ultérieure. Enfin, Louis Xenakis, qu'une longue amitié liait à Feldman, avait accepté de venir rappeler, en guise d'introduction, quelques souvenirs sans phrases toutes faites ni formules choc. « Je pense parfois que les compositeurs par-

lent trop — avait-il confié un jour à Feldman — finalement, seule la musique compte ». Et en effet, Xenakis n'a presque rien dit, pour ne pas nous empêcher d'entendre ce qui allait suivre.

Les trois œuvres choisies, quoique baignant dans la nuance pianissimo, étaient assez représentatives de l'évolution du compositeur. *Pieces for Four Pianos* (1958) propose une série de notes, d'intervalles ou d'accords dépourvus de rythme et de durée, identiques pour les quatre pianistes (quatre compositeurs, en l'occurrence : Bernard Cavaena, Michel Decoust, Tom Johnson, Paul Mesano) qui se répondent, s'imitent et, surtout, s'écoutent, créant de curieux effets d'écho dans une atmosphère d'immobilité souveraine.

The Viola in my life n° 3 (1970) pour alto (Garth Knox) et piano (Gérard Frémy) est peut-être plus lyrique, à cause de sons prolongés de l'alto colorés par de subtiles variations de timbre, que les accords du piano semblent susciter, soutenus ou interrompus. La magie sonore de cette œuvre est proche de celle de Webern, mais le temps y est encore davantage suspendu.

Enfin, dans *Why Patterns?* (1978), qui dure plus d'une demi-heure, nous avons un exemple de cette amplification de la forme, jusqu'à la démesure parfois, vers laquelle Feldman s'était orienté depuis une dizaine d'années. Ici, les notes sont beaucoup plus nombreuses, même si l'impression d'un calme lisse et imperturbable demeure, mais les sons ou les accords isolés sont devenus de petits motifs qui se reproduisent irrégulièrement à la fillette (Eberhard Blum), au piano (Gérard Frémy) et au glockenspiel (Gaston Sylvestre). Feldman s'inspire ici de la technique des tapis orientaux et de leurs irrégularités qui s'annulent en s'équilibrant ; mais il évoquait aussi la peinture avec Matisse : « à la fois glacée et en vibration ».

Ainsi, parti dans les années 50 d'une musique graphique où rien n'était noté, pour éviter les chaînes du contrôle absolu, Feldman avait réussi à noter, sans l'enfermer, cette liberté à laquelle il aspirait, mais au prix d'un combat solitaire et parfois terrible, si l'on en juge par l'entretien publié dans le numéro 6 de la revue *Contre-Champs* (Ed. de l'Age d'homme).

GÉRARD CONDÉ.

La semaine du mélomane

Mai soigné, le thème du mélomane s'est sérieusement aggravé : du fond de son lit, notre ami fait le compte de ce qu'il va manquer : lundi, l'Enfance du Christ, de Berlioz, par l'Orchestre de chambre de Lausanne et les chœurs de l'université Paris-Sorbonne, avec Audrey Micheli, Marcel Vansud et Pierre Theu, sous la direction de Jérôme Kaltenbach, à 20 h 30, au TNP Châtelet (tél. : 42-51-19-83).

Mardi, concert de Noël, par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France : Casse-Noëz, de Tchelitchev ; le Moldau, de Smetana ; les Aïres bohèmes, de

Sarasate ; introduction et Rondo, de Saint-Saëns ; les Oiseaux, de Respighi, et *Offenbachiana*, de Rosenzweig, au Théâtre des Champs-Élysées, à 20 h 30 (tél. : 42-30-15-16).

Ba-ta-rien, l'opéra-bouffe d'Offenbach, dans une adaptation musicale d'Alain Mabrit, mise en scène par Guy Couvance, avec Maryse Castro, Vincent Vitoz, Michel Hubert, Bernard Van der Meer, l'Orchestre de Besse-Normandie. Direction : Dominique Deberti, au Théâtre-Dejazet (tél. : 42-74-20-50), les 23, 26, 28,

29, 30 et 31 décembre, à 21 heures, les 25, 27 décembre et le 1^{er} janvier, à 17 heures.

Pour hériter sa convalescence, le mélomane songe qu'un séjour dans le Midi lui ferait du bien, à Montpellier par exemple, où l'Opéra présente une nouvelle production de *la Veuve joyeuse*, dans une mise en scène de Pierre Barrat et sous la direction de Claude Schnitzler, avec Shari Greenwald, Danielle Borst, James Anderson, les 23, 24, 26, 29 et 30 décembre, à 20 heures, le 26 à 18 heures et le 27 à 15 heures (tél. : 67-66-00-62).

G. C.

Un livre de John Warrack

L'heure de Weber

Un récit sobre et bouleversant qui est en même temps un monument d'érudition. C'est la biographie de Weber par John Warrack.

Si Wagner était mort, comme Weber à trente-neuf ans, il n'aurait laissé que *le Vaisseau fantôme*, *Tannhäuser* et *Lohengrin*, le legs de l'auteur du *Freischütz*, *Euryanthe* et *Obéron* soutient aisément la comparaison, et Wagner a toujours reconnu sa dette envers celui qui donna naissance à l'opéra romantique allemand : « Vois, l'Anglais aujourd'hui le rend justice, le Français l'admire, mais seul l'Allemand peut l'aimer : tu es sien, tu es un beau jour de sa vie, tu es une goutte chaude de son sang, un morceau de son cœur ».

Weber, que Debussy aimait tant (1), reste pourtant mal connu en France, en dehors de ses ouvertures ; le *Freischütz* n'a pas été donné au Palais Garnier depuis soixante ans, et *Euryanthe*, le joyau qui annonçait les plus grands chefs-d'œuvre, n'y a jamais été représenté, à cause d'un livret absurde, mais plus que certains livrets de Verdi, Bellini ou Donizetti (2).

Son heure va peut-être sonner en novembre, grâce au TNP/Châtelet, qui jouera le *Freischütz* et *Abu Hassan* (charmant singspiel proche de *l'Enlèvement au sérail*), ainsi qu'*Obéron* (en concert) et deux programmes symphoniques.

Mais surtout on dispose enfin des sources de documentation qui nous faisaient cruellement défaut, à l'exception d'un vieux livre d'André Ceorrey et de celui, délicieux, de William Saunders, qui passa comme un météore en 1947. L'an dernier a paru l'autobiographie de Weber (3), et nous voici comblés par une somme de John Warrack, où sa courte vie et son œuvre abondante sont suivies pas à pas.

Une vie désordonnée, brillante, congestionnée et tragique, digne d'un héros romantique, où l'on voit un garçonnet, ballotté par la vie errante de son père à la tête d'une humble compagnie théâtrale, apprendre le métier au hasard des spectacles de la troupe, à Salzbourg (avec Michel Haydn), Munich et Vienne (avec l'abbé Vogler). A quinze ans, il a

déjà composé trois opéras. A dix-huit ans, il est nommé Kapellmeister de l'Opéra de Breslau, où il s'impose comme un vrai directeur, s'attachant à tout contrôler, la musique, les décors, la mise en scène, avec une autorité sans réplique.

Mais il faudra encore des années de voyages, de mondanités, d'aventures amoureuses, de dettes, même de prison, pour qu'enfin il parvienne à dominer sa personnalité et son talent un peu fou. Directeur de l'Opéra de Prague, il monte, en deux ans et demi, seize-vingt-deux œuvres d'une trentaine de compositeurs, puis développe son action à Dresde, plantant les bases de l'opéra allemand avec une conscience de sa mission, une minutie dans l'organisation et une audace novatrice qui préfigurent celles de Mahler à l'Opéra de Vienne. Et, comme celui-ci, il parvient à composer dans le même temps ses chefs-d'œuvre, alors que sa vie est consumée par la tuberculose.

Rien n'est plus bouleversant que le récit sobre de John Warrack, nourri de multiples documents, sur ces dernières années où, alors qu'il accède à une gloire internationale, Weber s'acharne à écrire *Obéron* et, presque moribond, part pour

l'Angleterre, se sachant condamné, pour laisser à sa famille de quoi subsister après sa mort. Il y mourra le 5 juin 1826, après avoir dirigé huit représentations de son opéra et de nombreux concerts, crachant le sang et étouffant.

Le livre de John Warrack est un monument d'érudition, assez massif parfois, et l'on aurait souhaité une écriture plus alerte pour dégager les traits du jeune Weber, comme l'avait fait si joliment Saunders. Mais rien n'est laissé dans l'ombre qui nous permette de connaître et comprendre Weber ; chaque page de son œuvre est analysée avec une grande finesse, et la synthèse finale de l'ouvrage donne une image définitive du compositeur, en un langage précis et simple, accessible à tout lecteur. Et l'on ne saurait douter que derrière ce discours un peu impersonnel brille la flamme pure de l'amour de l'auteur pour son modèle.

JACQUES LONCHAMPT.

* John Warrack, *Weber*, Ed. Fayard, « Bibliothèque des grands musiciens », traduction Odile Demange, 474 pages, 240 F. L'identification du portrait de Weber par T. Lawrence, figurant sur la jaquette, est contestée.

Acclamé à Cannes, primé à Moscou, le film dont tout le monde parle.

Magnifique!

PREMIERE

Extraordinaire!

LE FIGARO

Inoubliable!

Télérama

Intelligent!

CAHIERS DU CINEMA

Viva Fellini!

la croix

Fellinissime!

France Soir

La classe!

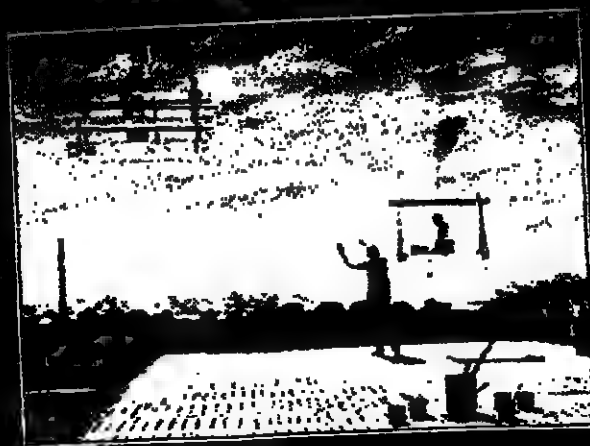
ACTUEL

Et vogue le cinéma!

Libération

Un chef-d'œuvre!

le quotidien



FEDERICO FELLINI INTERVISTA

THÉÂTRE

Les surprises de Robert Hossein

Week-end chargé en surprises pour Robert Hossein. La mauvaise d'abord. Vendredi soir, il fêtait la centième de l'*Affaire du courrier de Lyon*. A l'issue de la représentation, petit pot dans le hall, quelques photographes sont là. Et aussi, à horreur! affrétés par Lendré, une guillotine en chocolat surmontant la pièce montée! Hossein, éruçant, refuse de se faire photographier devant le monument sucré à la « veuve » abhorrée, exige un sabre qu'on s'empresse de lui quêter, et fracasse rageusement le gâteau avant de célébrer, enfin joyeux, son 450 000^e spectateur.

Dimanche, après la matinée, nouvelle surprise. Bonne, cette fois. A l'extérieur du Palais des sports on distribue des tracts. Ils sont signés Amnesty International, visent à recueillir des abonnements à la *Chronique*, bulletin d'informations du mouvement et proclamant : « A propos de l'affaire du courrier de Lyon 1796. Si Amnesty International avait existé il y a deux siècles, Joseph Lequerque n'aurait peut-être pas subi l'acte irréversible qu'est la peine de mort ».

Récupération à usage vertueux? « Pas du tout », s'effarasse Hossein. C'est pour lui un sacre, une apothéose, la confirmation éclatante qu'Alain Decaux et lui ont fait œuvre utile. L'*Affaire du courrier de Lyon*? L'affaire de tous. Estampillée par Amnesty.

D. H.

JANE BIRKIN
AU BATACLAN

ENFIN L'ALBUM
ENREGISTREMENT 'LIVE' DU SPECTACLE AU BATACLAN

LOYD dans
Much

سكنا في الجبل

24 Le Monde • Mardi 22 décembre 1987

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

VEUVE MARTINOIS CHÈRE CATHOLIQUE CHAUVÉ
Théâtre du Lucernaire (45-44-37-34),
21 h 15.

ANTOINE - SIMONE-BERBAU (42-08-77-71). O. La Taupe : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAIN (48-06-36-02). O. Une année sans été (Festival d'automne à Paris) : 20 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12). O. Match d'impromptu : 21 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). O. Iphigénie : 19 h 30.

CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-96-12-27). La Revue Paris-Gipsy (Festival d'automne à Paris) : 21 h.

CONJONCTURE CALMARTIN (47-42-43-41). O. Revue d'été à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). O. Les Dindons de la farce (trouille) : 21 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. O. La Poudre aux yeux : 14 h. O. Monsieur de Pourcain : 14 h. O. Monsieur de Pourcain : 14 h.

DAUNOU (42-61-69-14). O. Monsieur Masure : 21 h.

DEJAZET-T.L.P. (42-74-20-50). O. Bataclan : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-Cadres : 20 h 30. Nous on fait ça on nous dit de faire : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). O. La Conscience d'un homme : 20 h. O. La Conscience d'un homme : 20 h.

MARAS (42-78-03-33). En famille, on arrange tout : 20 h 30. O. La Conscience d'un homme : 20 h 30.

MARIGNY (42-56-04-41). O. Kean : 20 h. MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). O. La Menteuse : 21 h.

MICHEL (42-65-35-02). O. La Chanson d'été : 21 h 15.

MICROPHONIE (47-42-95-22). O. Double Mente : 20 h 30.

EN RAISON DU TRIOMPHE
Soirées suppl. lundi 21 et 28/12 à 20 h 45

THÉÂTRE DE L'ŒUVRE

SUZANNE FLON
JACQUES DUFILO
JEAN TOPART
GEORGES WILSON

Léopold le Bien-aimé

de JEAN SARMENT

Mus. GEORGES WILSON

LOC. 48.74.47.36/48.74.42.62 et agences

ŒUVRE (48-74-42-52). O. Léopold le Bien-aimé : 20 h 45.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-96-06-11). O. Don Giovanni : 19 h 30.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Grande salle. La Madelonne Prost à Paris : 21 h. Petite salle. Pierre pas Gilbert Trio : 19 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). O. L'Harmonie ou le Rationnel amoureux : 20 h 30.

POCHE-MONTMARTRE (45-48-32-97). Salle L. O. Tête nue : 20 h 45.

SALLE CHOPIN-PIEYEL (45-61-06-30). O. Notes en duo, d'après Notes sur Chopin : 21 h.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). O. Jango Edwards : 20 h 30.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-00). O. Machin... et compagnie : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-07-89). Salle L. O. L'Écume des jours : 20 h 30. Salle II. O. Huis clos : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA PLAINE (42-50-15-45). O. La Chasse au corbeau : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (43-22-08-40). Sylvette : 21 h.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

Les concerts

ŒUVRE (48-74-42-52). O. Léopold le Bien-aimé : 20 h 45.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-96-06-11). O. Don Giovanni : 19 h 30.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Grande salle. La Madelonne Prost à Paris : 21 h. Petite salle. Pierre pas Gilbert Trio : 19 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). O. L'Harmonie ou le Rationnel amoureux : 20 h 30.

POCHE-MONTMARTRE (45-48-32-97). Salle L. O. Tête nue : 20 h 45.

SALLE CHOPIN-PIEYEL (45-61-06-30). O. Notes en duo, d'après Notes sur Chopin : 21 h.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). O. Jango Edwards : 20 h 30.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-00). O. Machin... et compagnie : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-07-89). Salle L. O. L'Écume des jours : 20 h 30. Salle II. O. Huis clos : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA PLAINE (42-50-15-45). O. La Chasse au corbeau : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (43-22-08-40). Sylvette : 21 h.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde : 20 h 30.

VALENTIN (42-33-09-02). O. C'est un petit monde

Echecs



CHAMPIONNAT
DU MONDE
SÉVILLE
1987

Kasparov, champion du monde à l'arraché

Un match sauvé... par son résultat

Commencé le 12 octobre, le championnat du monde s'est terminé le samedi 19 décembre par la « victoire » de Garry Kasparov, vingt-quatre ans, sur son challenger Anatoli Karpov, trente-six ans. En fait, en remportant la vingt-quatrième et dernière partie, Kasparov n'a réussi qu'à faire jeu égal avec Karpov (12-12), mais le règlement stipule que, dans ce cas, le champion du monde conserve son titre. Les deux joueurs

ont remporté quatre victoires chacun et fait seize nulles. Ils touchèrent tous les deux environ 5 millions de francs de prix.

Kasparov et Karpov se étaient à leur cent vingt-quatrième rencontre (cent vingt en championnat et quatre en tournoi) : dix-sept victoires pour Kasparov, seize pour Karpov et quatre-vingt-onze parties nulles. Le prochain championnat du monde doit avoir lieu en 1990.

N'été été le tintamarre provoqué par les deux dernières parties, la quatrième rencontre entre Kasparov et Karpov ne serait jamais entrée dans la légende des échecs. Seuls l'extraordinaire incertitude quant au résultat final, après la victoire du challenger dans l'avant-dernière partie, et l'exploit rarissime accompli par le champion du monde dans la dernière (1), feront qu'on se souviendra du match de Séville.

Pour le reste, la qualité du jeu a été — pour deux géants d'une telle force s'entend — plutôt médiocre, et les imprécisions, gaffes, courtes nullités ou parties prolongées pour rien, bien trop nombreuses. Établissant un parallèle entre les erreurs commises par les organisateurs de la rencontre et celles commises par les joueurs, Kasparov a estimé que le match s'achevait « là aussi par un nul ». On ne saurait mieux dire.

Mais le champion du monde n'est-il pas un peu responsable ? Lancé dans de multiples activités (film publicitaire, sortie de son livre, mise sur pied de l'association des grands maîtres), Kasparov, fatigué et mal préparé, n'en entendait pas moins ne faire qu'une bouchée de son rival. Ayant constaté que la bouchée était bien dure à avaler, il s'est mis à jouer « petit bras » ne comptant plus que sur un résultat final nul et, ne se réveillant qu'au bord de l'abîme.

Quant à Karpov, il n'y a à lui « reprocher » qu'une poisse insigne qui le poursuit depuis son premier

match contre Kasparov et dont sa gaffe historique de la onzième partie est la plus claire illustration. « J'avais le titre dans mes mains et je l'ai laissé filer à la dernière minute », dira-t-il samedi, après son abandon. C'est peut-être littéralement vrai, car, d'après l'analyse du grand maître soviétique Goufeld, si, alors qu'il ne lui restait qu'une minute avant d'arriver à l'ajournement de la vingt-quatrième partie, vendredi, il avait joué 33...Cg5 au lieu de Cg7, la nullité lui aurait été acquise.

En fait, le grand responsable de la baisse de la qualité du jeu est... M. Campomanes, le président de la Fédération internationale des échecs (FIDE). C'est lui qui a annulé le premier match de Moscou en 1984-1985. C'est lui qui a voulu que le deuxième match ait lieu six mois après seulement. C'est encore lui qui a imposé un match revanche au 11^e après, et c'est lui, enfin, qui a décidé que le cycle du championnat du monde se déroulerait sur deux ans (cycle heureusement rétabli sur trois ans maintenant). Résultat : cent vingt parties en trois ans entre Kasparov et Karpov. Insensé ! Que peut-il rester de créativité après une telle épreuve, dont on se demande comment elle n'a pas envoyé l'un des deux joueurs, ou les deux, à l'hôpital ? Selon le grand maître anglais Raymond Keene, chacun des deux protagonistes en est arrivé à jouer de

façon irrationnelle pour vaincre l'autre, tant sa connaissance du jeu de l'adversaire est totale. Et Goufeld note que la rivalité entre ces deux géants, qui s'exacerbe au fur et à mesure du nombre des rencontres, les a amenés à une phase d'autodestruction où seul le résultat compte au détriment de la création artistique.

A la question : « Êtes-vous le roi maintenant ? », Kasparov répondait, samedi : « Oui, pour trois ans et avec tous les droits ». Inconditionnel de la transparence et du changement, chers à M. Gorbatchev (sauf s'il s'agit de céder sa place, cela va de soi...), le champion du monde a le droit et le devoir d'éliminer de son poste M. Campomanes. Ce dernier, lors de la cérémonie de clôture, a osé regretter, sous les huées et les sifflets, que « le marathon commencé à Moscou entre Kasparov et Karpov soit terminé ». C'est à lui qu'il faudrait faire courir un marathon de 120 kilomètres...

BRUNO DE CAMAS.

Kasparov : « Aucun des deux joueurs ne peut être très fier »

Dans une conférence de presse donnée le dimanche 20 décembre en fin d'après-midi à Séville, Kasparov a commenté le match de Séville en ces termes : « Aucun des deux joueurs ne peut être très fier de sa performance parce que la victoire n'a de valeur que lorsque l'adversaire joue bien. Pour ma part, j'ai joué à 50 % de mes possibilités, et c'est seulement à la vingt-quatrième partie que j'ai joué comme je sais pouvoir le faire. J'étais en bonne condition physique mais psychologiquement fatigué, et mon style de jeu nécessite beaucoup d'énergie dont j'étais dépourvu. Néanmoins, Karpov n'a pas démontré qu'il était le plus fort. »

Revenant sur la faible qualité du jeu, Kasparov a déclaré : « Si vous jouez un championnat du monde d'échecs tous les ans, comme Karpov et moi le faisons depuis 1984, ce n'est plus de l'art, c'est du travail. » Il s'en est pris enfin à M. Campomanes qu'il a accusé de « corruption », et aux dirigeants de la FIDE dont il espère que « la dictature bureaucratique » prendra bientôt fin. « Rien que mon titre, ce titre entre mes mains, tuais cette organisation car on ne s'aperçoit qu'un grand nombre de gens défendent ce système », a conclu le champion du monde.

AUTOMOBILE

Finie l'angoisse de la panne ?

Sait-on que sur plus de 21 millions de voitures en circulation en France, 3,5 millions d'entre elles tombent, pour les raisons les plus diverses, en panne chaque année ? Cela représente 10 000 véhicules par jour... Leur dépannage peut être assuré soit par leur propriétaire s'il est compétent, soit par l'intermédiaire de sociétés d'assistance, un certain nombre de conditions sont toutefois exigées qui portent notamment sur la distance qui sépare l'automobile en difficulté du domicile du conducteur, ce qui élimine d'office les cas les plus courants...

Automobile-Club-Secours va proposer un nouveau système de dépannage qui couvre tous les cas de figure (y compris la simple absence de carburant dans le réservoir) quel que soit le lieu de l'incident.

Pour accéder à ce service, il suffit de téléphoner à n'importe quelle heure et sept jours sur sept. Un prédiagnostic sera fait aussitôt sur description de la panne et, si une réparation sur place est impossible, le remorquage sera organisé vers un garage.

Automobile-Club-Secours, qui est une émanation des Automobile-Clubs français et de

l'Automobile-Club de l'Ouest, sera mis en service dès le 1^{er} janvier 1988. Dans un premier temps, tous les sociétaires d'automobile-club pourront y avoir accès gratuitement avec le numéro suivant : 05-05-05-24. A la rentrée prochaine, tous les automobilistes pourront bénéficier du système. Serait-ce la fin de l'angoisse pour les constructeurs confrontés aux pannes sans recours ?

En attendant, on peut obtenir des renseignements complémentaires au 46-04-89-73 ou au service de presse AFA au 42-27-82.00.

JACQUES GAUTIER

Bouche cristal sur argent et émail noir
Bouche d'oreilles 1 350 F
35, rue Jarry PARIS 191 - 42-60-84-33

Le Carnet du Monde

Décès

— M^{me} Monique Andréani, son époux, Hubert et Lise, ses enfants.

Et tous sa famille, ont le trépas de faire part du décès de

M. Édouard ANDRÉANI, professeur à l'université Paris-Montparnasse, survenu à son domicile, le 19 décembre 1987.

Les obsèques auront lieu mardi 22 décembre, au cimetière de Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le directeur et les membres du conseil de l'unité de formation et de recherche d'économie et de gestion de l'université de Paris-X-Nevers. Le directeur et les membres du laboratoire de recherche en économie appliquée (UM 31 du CNRS). Tous ses collègues, étudiants et amis, ont le regret de faire part du décès de

M. Édouard ANDRÉANI, professeur de sciences économiques, ancien directeur du LAREA.

Les obsèques seront célébrées le mardi 22 décembre 1987, à 11 h 45, au cimetière de Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire).

— M^{me} Marcelle Bédiche, son époux, le docteur Alain-Julien Bédiche, son fils.

Et ses enfants, M^{me} Véronique Weber, M^{me} Lila Le Bras, sa fille.

Et son époux Jean, ses enfants et tous ses amis, ont le trépas de faire part de la mort de

Alain BELLACHE,

survenu le 18 décembre 1987, à l'hôpital des Pupilles de la Croix-Rouge française, en sa soixante-deuxième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7^{te} rue Geoffroy-Marie, 75009 Paris.
52, rue Jacob, 75006 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. André BISSON, professeur honoraire à l'université Paris-II, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite.

survenu le 15 décembre 1987, à son domicile, dans sa quatre-vingt-troisième année.

De la part de M^{me} André Besson, son épouse, M^{me} Georges Besson, son frère, M^{me} et M^{me} Alain Besson, M^{me} et M^{me} Jean-Louis Besson, ses enfants.

Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ses neveux et nièces.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Villennes-sur-Yonne. Une messe sera célébrée à Paris ultérieurement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, carrefour de la Croix-Rouge, 75006 Paris.

— Moutonnet, la Tour méditerranéenne, M. le docteur et M^{me} Charles Paradis, ses enfants, M^{me} Magali Paradis, ont le trépas de faire part du décès de

M^{me} Alice CLUCHIER, secrétaire des postes français, des gens de lettres de France et du Pen Club International, officier de l'Instruction publique, chevalier de l'Ordre national des Arts et Lettres.

survenu le 14 décembre 1987.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de Moutonnet le 16 décembre, et l'inhumation le même jour, au cimetière de Saint-Martin-de-la-Selve (Vaucluse), où reposent :

Jean-Christophe et Paul CLUCHIER.

— M. Jean-Louis Devaux, M. Michel Devaux, ses enfants, ont le trépas de faire part du décès de

M^{me} Jean-Marie DEVEAU, née Louise Bayes, survenu le 17 décembre 1987.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 23 décembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, 82, avenue du Général-Leclerc, Paris (14^e).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montrouge, dans la sépulture de famille.

7, rue Boulevard, 75014 Paris.

— La Fédération nationale de la presse française, représentant l'ensemble des syndicats qui la constituent, a le trépas de faire part du décès de son directeur général honoraire,

Gaston GAUDY,

survenu à son domicile parisien le 13 décembre 1987, dans sa soixante-dixième année.

Gaston Gaudy avait participé à la création de la FNPF dès la Libération et l'avait dirigée jusqu'à la fin de 1979, se consacrant sans compter avec courage et compétence pour défendre la presse nouvelle, dont il était l'un des artisans.

Selon ses dernières volontés, son décès n'a été rendu public qu'après ses obsèques, célébrées dans la plus stricte intimité familiale.

En ces douloureuses circonstances, la FNPF présente à M^{me} Gaudy et à tous ses proches l'expression de ses très sincères condoléances.

— **Edouard et Monique Girellet** et leurs enfants, Dominique, Jean-Marc, Franck, M^{me} et M^{me} Ed. Mouret et leurs enfants, M^{me} et M^{me} E. Wagner et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Pons-Pasqué, M^{me} et M^{me} L. Bollen, M^{me} René, André, Georges Mouret, M^{me} et M^{me} R. Petit, M^{me} P. Zanon, M^{me} et M^{me} Jacques Giroux, M^{me} Blanche Jordan, ainsi que toute la famille, ont le trépas de faire part du décès de

M^{me} Violette-Louise GIROLLET, née Louise Vogt, survenu le 17 décembre 1987 dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu ce jour dans l'intimité familiale à Athis-Mons (91).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les inspecteurs pédagogiques régionaux de l'Académie de Nantes font part avec tristesse du décès de leur collègue,

M^{me} Colette GUERULT, chevalier de l'Ordre du Mérite, commandeur des Palmes académiques, le 18 décembre 1987.

Les obsèques auront lieu le mardi 22 décembre à 14 heures, au cimetière de l'Est, à Angers.

— M^{me} et M^{me} Jean-Michel Hamelin, M^{me} et M^{me} Daniel Hamelin, ses enfants, Sandrine, Céline, Jean-Philippe, Céline, Olivier, ses petits-enfants, Marie, sa sœur, ses beaux-frères, belles-sœurs, ont le trépas de faire part du décès de

Jean HAMELIN, membre honoraire du Parlement, conseiller général, maire de Dol-de-Bretagne, survenu le 19 décembre 1987.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mardi 21 décembre, à 15 heures, en la cathédrale de Dol-de-Bretagne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16 bis, boulevard Desmains, 35120 Dol-de-Bretagne.

— M^{me} Pierre Masé, son époux, M^{me} et M^{me} Jean Salda, et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Patrick Amore, et leurs enfants, M^{me} Etienne Perier, ont le trépas de faire part du décès de

Pierre MASSE, membre du Institut, membre de l'American Academy of Arts and Sciences, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, ancien commissaire général au Plan d'équipement et de la productivité, président honoraire d'Electricité de France, président d'honneur de la Fondation de France.

le 15 décembre 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

33, avenue du Maréchal-Lyautey, 75016 Paris.

(Voir le Monde du jeudi 17 décembre 1987.)

— **Pierre Delaporte**, président du conseil d'administration d'Electricité de France, Pierre Guillaume, Paul Delort, Marcel Boiteux, anciens présidents du conseil d'administration d'Electricité de France, le conseil d'administration d'Electricité de France, directeur général, et le personnel d'Electricité de France ont l'immense regret de faire part du décès, le 15 décembre 1987, dans sa quatre-vingt-deuxième année, de

Pierre MASSE, président honoraire d'Electricité de France.

— Le président, Les membres du conseil d'administration et le personnel de la Fondation de France ont le trépas de faire part de la disparition de

Pierre MASSE, président d'honneur de la Fondation de France.

— **Albert Robin**, président du conseil d'administration d'Electricité de Strasbourg, Le conseil d'administration, Jean-Marie Fandiga, directeur général, et le personnel d'Electricité de Strasbourg ont l'immense regret de faire part du décès de

Pierre MASSE, président d'honneur d'Electricité de Strasbourg.

— **Le commissaire au Plan, Bertrand Fragonard**, Les anciens commissaires au Plan, MM. Hirsch, Ortoli, Ripert, Albert, Prevot, Guillaume, et le personnel du Commissariat général au Plan ont le regret de faire part du décès de

M. Pierre MASSE, commissaire général au Plan de 1959 à 1966.

— **On nous prie d'annoncer le décès de**

Franco SARTORI, administrateur délégué de la société italienne Concé Nast, survenu subitement à Houston (Texas), le 9 décembre 1987.

Les obsèques ont eu lieu à Milan, le 19 décembre.

Piazza Castello, 27, 20121 Milan (Italie).

— **M. Paul-Henri Fabre**, son fils, Olivier Fabre, son petit-fils, et tous ses amis, font part du décès de

M^{me} Madeleine SECO-FABRE, attachée d'administration centrale retraitée, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu le vendredi 18 décembre 1987, dans sa soixante-dix-septième année, à Serravallo (Yvelines).

48, avenue Jean-Jaurès, 78500 Serravallo.

— M^{me} et M^{me} Michel Nouailles, M^{me} et M^{me} Olivier Nouailles, et Yvonne, ainsi que toute la famille, ont le trépas de faire part du décès de leur tante

M^{me} Amédée SEDON, née Yvonne Roussat, rappelée à Dieu le 12 décembre 1987, marquée des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à Sagat (Creuse), le 15 décembre.

21, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris.
9, place Fagulaire, 75015 Paris.

— **Le docteur et M^{me} Jean-Claude Werba**, Joël, Sylvie et David, ses petits-enfants, et toute sa famille, ont le trépas de faire part du décès de

M^{me} Régine WERBA, survenu à son domicile, le 9 décembre 1987.

— Les membres de l'Académie française ont le trépas de faire part de la disparition de leur confrère

Marguerite YOURCENAR, commandeur de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, décédée à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, le 18 décembre 1987 à Mont-Désert (Maine, USA).

Anniversaires

— A l'occasion de vingt-trois ans de la mort de

M. Marcel LE-BOULCH, survenu à Chilly-Mazarin, le 21 décembre 1967.

Son épouse et son fils souhaitent que tous ceux qui l'ont connu et apprécié aient une pensée pour lui en ce jour.

— Il y a cinq ans, nous quittons le

professeur **Raymond LEBOVICI**. Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

— Il y a quatre ans, le 20 décembre 1985, disparaissent

Pierre PIEUCHOT.

Une pensée de son épouse, ses enfants, ses petits-enfants.

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CREDIT AGRICOLE
CAISSE REGIONALE D'ILLE-ET-VILAINE

Journaliste d'entreprise
le bon sens dans la communication

Rattaché au Service des Relations Extérieures :
- il contribuera à la conception et à la promotion des actions d'Informations Grand Public et Clients.
- il participera activement à l'amélioration des communications inter-services et réseaux internes.
- il collaborera étroitement à la Rédaction du Journal d'Entreprise ainsi qu'à diverses publications de groupe et aux relations avec la Presse Locale.

Situation très motivante pour un candidat de formation supérieure possédant une culture économique, attiré par les échanges et la communication efficace. Curiosité d'esprit et réactivité, capacité de synthèse et maîtrise rédactionnelle sont des qualités indispensables.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo + prétentions, s/n° 1225, à notre Conseil D. FRANCESE - CAPFOR S.A. - B.P. 846 - 44030 NANTES Cedex 01.

CAPFOR
PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

E.N.S. P.T.T.
Ecole Nationale Supérieure
des P. et T.

recherche

pour le développement de ses laboratoires
- D'ECONOMIE ET GESTION DE LA COMMUNICATION.
- DE MANAGEMENT DES SYSTEMES COMPLEXES.

4 CHARGES D'ETUDES

DOCTEURS EN GESTION OU EN ECONOMIE
Intéressés par le domaine du management des technologies de la communication et celui du management des très grandes organisations.

Les charges d'études effectuent des recherches dans les domaines précités et participent à l'enseignement de l'école ainsi qu'à la formation permanente qu'elle dispense.

Une expérience de 3-7 ans est souhaitée pour deux des postes. Les deux autres peuvent convenir à des diplômés récents.

Adresser C.V. à : M. GIBERT, E.N.S. P.T.T.,
46, rue Barrault, 75634 PARIS CEDEX 13.

Pour un jeune
Normalien, X, HEC,
MBA, Sciences Po

Prendre en charge la communication (Relations Publiques, Relations Presses), du groupe BERNARD KRIEF CONSULTANTS, après avoir reçu une formation technique complémentaire.

Cette responsabilité implique un réel talent d'expression écrite et orale, le goût des contacts personnels, le désir du travail en équipe et aussi la volonté de faire carrière dans l'état major d'un groupe de conseils performant.

Il est impératif de travailler aussi bien en anglais qu'en français.

Ecrire sous réf. B 301/M.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS - LYON - STRASBOURG - NANTES

juriste

Vous serez adjoint de direction au secrétariat général et avez au moins 5 ans d'expérience juridique dans le droit immobilier et le droit des affaires.

Vous êtes un bon généraliste et vous avez des compétences dans la conception et la rédaction des contrats.

Nous sommes leader dans la distribution et réalisons un CA de 13 milliards de FF.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV, sous réf. 983.33, à notre Conseil.

ONOMA 26, rue de Berri, 75008 Paris.

Société grande distribution Pantin

recherche

SON RESPONSABLE LOGISTIQUE
DIRECTEUR DES APPROVISIONNEMENTS

Dépendant directement de la Direction Générale, il sera responsable des flux de marchandises, de la commande jusqu'à la mise en consommation.

Il sera l'interface des fonctions d'approvisionnement avec :
- le service commercial,
- l'informaticien stocks,
- la comptabilité,
- le service financier.

Ce poste conviendrait à un professionnel de la grande distribution, ayant acquis notamment son expérience sur une plateforme d'approvisionnement, comme à un praticien venant d'autres secteurs d'activités.

Salaire motivant.

Adresser candidature, C.V. et photo sous n° 8260, LE MONDE PUBLICITE, 5, r. de Montessuy, Paris-7.

La filiale en expansion d'un puissant groupe industriel à vocation internationale offre un poste intéressant à un

Juriste d'entreprise
3 à 5 ans d'expérience

Le titulaire du poste devra disposer d'une formation supérieure en droit des affaires (maîtrise + DESS) plus si possible une formation complémentaire type IAE.

Son expérience dans une société industrielle devra recouvrir l'ensemble des responsabilités (Assemblée - Contrats France et étranger - prise de participations...)

Perspectives d'évolution de carrière dans le groupe.

Poste : région sud.

Ecrire en précisant prétentions sous référence 6430 F à Y.-J. SÉLECTION 1, rue Falguère - 75015 PARIS.

Homme de marketing et de développement

- Vous aimez concevoir et réaliser sur le terrain une politique de développement sud-africain.
- Vous avez une expérience de la gestion commerciale (type Direction Marketing ou Commerciale).
- Vous prendrez en charge une nouvelle division (d'un important groupe agro-alimentaire) pour en devenir le véritable Directeur Général.
- Vous avez environ 35 ans et une solide formation supérieure.

Merci d'adresser un dossier de candidature complet à Marie May Consultants, 48 rue Piot, 34000 Montpellier.

Importante société de réassurance
recherche pour son
DÉPARTEMENT VIE

UN TECHNICIEN
DE NIVEAU BAC + 3 (IFA, CIAM...)

Le candidat devra posséder une bonne culture mathématique et avoir une première expérience de l'actuariat vie (en réassurance si possible). Il devra aimer la gestion et maîtriser l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite + CV à :
Direction du personnel : UAP RÉASSURANCES
372, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

Florian Mantione Institut

Avec 8 implantations le F.M.I. Conseil en Recrutement Formation et Organisation se positionne comme un des leaders en France et recherche dans le cadre de son développement à Paris :

CONSULTANT SENIOR

chargé de suivre et de développer une clientèle existante et de manager deux consultants juniors.

Un challenge passionnant est offert à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur, professionnel du recrutement et voulant utiliser des méthodologies et des outils de travail performants.

Le poste peut évoluer vers le management du cabinet parisien.

Florian MANTIONE, vous invite à consulter par MINTEL 3615, Code SOFTEL puis FMI, cette offre référence LR 687 Z et à lui adresser personnellement C.V. et photo à FMI - 80, Rue de Rivoli - 75001 PARIS.

TOULOUSE - AIX/MARSEILLE - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - MONTPELLIER - GRENOBLE - PARIS - LA ROCHELLE

Le Centre chirurgical Marie-Lancton (Rts privé à but non lucratif) participe au service public hospitalier spécialisé en chirurgie cardiaque et thoracique recherche pour son BLOC OPERATOIRE

UN(E) SURVEILLANT(E)

Titulaire du CCL. La poste est à pourvoir à partir de janvier 88.

Une demande manuscrite avec C.V. est à adresser à M. le Chef du Personnel au Centre Chirurgical Marie-Lancton, 133 av. de la Résistance, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

Urgent
Auteur d'ouvrages éducatifs recherche

ASSISTANT DE REDACTION
Administration et rel. publ. pr. exp. stén. dict. souhaitée.

Envoyer CV + photo sous le n° 8267 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Univ. Grenoble-I

recherche pour l'Institut de Mécanique de Grenoble (Laboratoire de Robotique)

INGENIEUR DE RECHERCHE

Bonne formation, en mécanique, anglais, de données, assurances, esprit inventif. Angl. indisp.

Adresser C.V. et photocopies du diplôme à l'Institut de Mécanique de Grenoble, B.P. 68, 38402 SAINT-MARTIN-D'HÈRES, CEDEX, avant le 25 janvier 1988.

MENSUEL recherche
REDACTEUR REWRITER

Il aura la responsabilité de la sortie du Journal (rewriting, mise en page)

- 5 à 10 ans d'expérience
- longue maîtrise française
- parfaitement bilingue en anglais
- bonne connaissance de la presse américaine

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo référence 92152 à HAVAS CONTACT, 1 Place du Palais Royal, 75001 Paris.

SOCIETE D'EDITION ENCYCLOPEDIQUE
recrute à PARIS

EDITEUR CONFIRME

3 ans minimum d'expérience en ouvrages illustrés.
BAC + 4 souhaité. Allemand apprécié.

ASSISTANT D'EDITION

2 ans minimum d'expérience en édition.
BAC + 3 souhaité.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 33062 à Contesse Publicité - 30, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 07, qué. tr.

GROUPES DE PRESSE
recherche

PREMIER SECRÉTAIRE DE REDACTION

Animation et coordination d'une équipe dans le domaine de la presse.

Expérience exigée : minimum de 3 ans à un poste équivalent (premier secrétaire de rédaction) dans un quotidien ou un hebdo.

Compétences indispensables : maîtrise de la rédaction informatisée sur écran.

Venez rejoindre une rédaction jeune dans un journal en pleine expansion.

Env. CV et photo, franchises sous le n° 8264 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, r. de Montessuy, Paris-7.

Le CRENA Sud
Association
des organismes H.L.M.
de la Région PACA

RECHERCHE

UN COLLABORATEUR

à court terme, motivé par les études et le conseil dans un secteur dynamique supérieur, à des années d'expérience dans un bureau d'études ou un organisme, une ouverture d'esprit à l'égard des préoccupations du monde H.L.M. sont nécessaires pour travailler, en particulier sur le thème du patrimoine.

Cand. à adresser à M. P. LAMANT, CRENA SUD, 97, av. de la Corniche, 13007 Marseille. Tél. : 81-52-05-42.

Ville de St-Michel-sur-Orge
(Seine-et-Marne) - 22.000 hab.

RECRUTE

DIRECTEUR

pour secteur culture, loisirs, enfance, jeunesse, formation. Poste convenant à l'attaché principal ou titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur ayant une expérience de l'enseignement du personnel et de l'animation.

Adresser cand. et C.V. à : M. le Maire, 16, r. de l'Église, 91240 Saint-Michel-sur-Orge.

CONSULTANT FORMATEUR EXPERIMENTE

Gestion des ressources humaines commerciales et homme d'organisation.

Vous serez chargé de développer notre clientèle entreprises.

Adresser C.V. et prétentions à :
ACEREP - 6, rue Louis-Dausard, 69007 LYON.

RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

Chargé de l'encadrement et de l'animation d'une petite équipe, vous assurez la négociation et la gestion de grands contrats industriels sur un ensemble de pays situés principalement en Amérique du Sud.

Vous possédez soit une formation supérieure technique jointe à un réel esprit de négociation, soit une formation supérieure commerciale liée à une ouverture sur la technique. Vous justifiez d'une expérience réussie de quelques années dans un domaine similaire. Disponible pour de courtes missions à l'étranger, vous parlez couramment l'espagnol et l'anglais.

De larges possibilités d'évolution vous seront offertes au sein de la société ou du groupe, en fonction de vos résultats.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous le réf. 92155 LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

MUNICIPALITE DE LA REGION PARISIENNE
RECHERCHE

RESPONSABLE de son service télématique

Adresser C.V. et prétentions à :
F. Lefebvre, Cabinet TET, 10, rue Meyer, 75006 PARIS.

Un association recherche

DIRECTEUR

d'un établ. médico-social à caractère expérimental recevant 80 grands handicapés moteurs en région Centre.

Ecrire sous n° 8268 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

RECHERCHE CADRES

pour création d'un centre de formation professionnelle pour le personnel de la région Rhône-Alpes, 50 km de Genève, 50 km T.G.V. Pro-Rhône-Alpes et expérience gestion de formations indisp.

Envoyer C.V. complet et photo, s/n° 8268, LE MONDE PUBLICITE, 5, r. de Montessuy, 75007 Paris.

Bureau d'études national
SPÉCIALISÉ CONSEIL AUX COLLECTIVITÉS LOCALES

recherche

POUR PARIS (déplacements Province à prévoir) et région RHÔNE-ALPES

COLLABORATEURS EXPERIMENTES

Pour conduite d'études d'urbanisme et d'aménagement.

Bonne connaissance des procédures. Expérience et compréhension des processus de décision des collectivités locales et de leurs rapports avec leur environnement administratif et économique.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 8261, LE MONDE PUBLICITE, 5, r. de Montessuy, Paris-7.

صكنا من الاجل

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Finance et
prestations intellectuelles
un challenge unique

Directeur comptable et financier

JURIDIAL

Diplômé d'Etudes Supérieures - Gestion d'Entreprise - vous avez une première expérience réussie d'environ 4 ans en entreprise ou en cabinet d'audit, idéalement les deux, dans un environnement performant. Filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations, JURIDIAL, jeune société de distribution de bases de données juridiques, C.A. en progression régulière annuelle de 30 %, vous offre de participer à son développement avec une équipe jeune et très motivée sur un challenge unique avec des produits novateurs. Ce poste, basé à PARIS 8^{ème}, reportant au Directeur Général, dans un environnement informatique en mutation, sera chargé :
- de l'établissement et de l'analyse des états comptables et financiers mensuels.
- de l'établissement des déclarations fiscales et sociales.
- du suivi des opérations de trésorerie, des prévisions et réalisations.
- du suivi de la comptabilité analytique.
Les challenges seront d'assurer une bonne transition informatique de la gestion comptable, une information permanente et fiable et globalement l'aide à la construction d'un développement solide. Une évolution est assurée pour un jeune professionnel de valeur, maîtrisant son poste dans un environnement institutionnel complexe. La rémunération annuelle envisagée pour ce poste est de l'ordre de 240 K.F.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature, CV + photo et rémunération - en précisant le poste choisi - à notre Conseil, PG Consultants, 4, avenue Georges Pompidou, 92800 Puteaux.



PARIS ANGERS BORDEAUX TOURS

Un challenge
rigoureux dans la
parapharmacie

Directeur de la comptabilité

GROUPE TAMBRANDS FRANCE

Diplômé d'Etudes Supérieures - Gestion d'Entreprise - vous avez une expérience d'environ 6 ans en entreprise industrielle ou en cabinet d'audit, idéalement les deux dans un environnement anglo-saxon. La filiale française du groupe américain TAMBRANDS qui développe, fabrique et commercialise des produits d'hygiène féminine et des tests de diagnostic à domicile - C.A. 1987 : 190 MR, 15 % de croissance annuelle, 300 personnes - vous offre de participer à son développement opérationnel et structurel. Ce poste, basé à Tours, maîtrise l'ensemble des travaux comptables. Il a pour finalités principales :
- la supervision classique de la comptabilité générale française et anglo-saxonne.
- l'optimisation et le développement du système de comptabilité analytique et des systèmes informatiques existants, sur IBM 36 et unicom.
- le reporting mensuel au sein du groupe.
- la consolidation des comptes de la filiale existante et des futures structures.
dans un contexte de hiérarchie de compétences et de délégation, avec une équipe de 12 collaborateurs. Sous l'autorité du D.A.F., une évolution, soit en termes de responsabilités, soit dans le groupe, est assurée pour un professionnel de valeur, maîtrisant réellement l'anglais opérationnel. Le niveau de rémunération - salaire, intéressement, avantages - est de nature à motiver des candidats de valeur.

BANQUE ÉTRANGÈRE QUARTIER OPÉRA

recherche pour
SON SERVICE ÉTRANGER

UN(E) GRADÉ(E) II OU III

possédant une expérience de 2 ans minimum de suivi administratif des opérations telles que :
- financements internationaux,
- prêts syndiqués,
- commercial Paper,
- Escomptes, etc.
Bon niveau anglais lu, écrit indispensable.
Rémunération selon compétences.
Évolution très intéressante.

Envoyer CV + photo sous n° 8262 M,
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7^{ème}.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

réputé et en expansion (30 collaborateurs) basé en Haute Savoie à proximité de stations de sports d'hiver prestigieuses, recherche

CHEF DE GROUPE

Votre mission sera :
- Animer sous la direction du Chef d'Agence une équipe de 4 collaborateurs, veiller à la qualité et à la ponctualité de leur travail.
- Assurer le contact avec les clients qui vous seront confiés.
Ce poste conviendra à un candidat âgé de 30/40 ans, DECS et pouvant justifier d'une expérience similaire réussie en cabinet. De réelles évolutions de carrière sont offertes à un candidat travailleur, persévérant, ambitieux et ayant le sens des contacts.
Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo sous référence CG à
130, montée de Chaulan
69005 LYON.
(Confidentialité assurée).

f.p.conseil.

Directeur filiale titres Banque - 300.000 F



Située en Provence, cette société à forme de G.I.E. rassemble 160 personnes. Elle fonctionne de façon autonome et intervient comme prestataire de services en matière de gestion de produits financiers (valeurs mobilières, assurances, SICAV, PCP...) pour le compte de 24 caisses régionales représentant environ 1.500 agences. Nous recherchons son directeur qui, rattaché au président du conseil d'administration, bénéficiera d'une très large autonomie pour mener à bien la développement de l'entreprise. Entièrement responsable de la gestion des hommes et du budget (90 millions de francs), ses connaissances et son expérience des marchés financiers lui permettront d'assurer un rôle moteur et prospectif vis-à-vis de l'ensemble de la structure. Possédant, en outre, une bonne culture informatique, il assurera et maîtrisera la mise en œuvre du schéma directeur récemment défini (IRM 3090). Ce poste constitue une réelle opportunité de carrière pour un candidat âgé de 35 ans au moins, de formation supérieure, motivé et ayant fait la preuve de ses compétences dans les domaines évoqués, soit au sein d'un organisme bancaire, soit pour le compte d'un agent de change. Écrire en précisant la référence A/3041M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.43
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

DOMAINE BANCAIRE INTERNATIONAL

INGENIEURS INFORMATIENS

Si vous êtes CHEF DE PROJET depuis au moins 3 ans, nous vous proposons de prendre en charge la maîtrise d'œuvre technique de réalisations informatiques propres à notre réseau international.

Largement disponibles pour coordonner la mise à niveau des prestations informatiques aux Succursales et en assurer l'assistance technique, vous devrez, par votre personnalité et votre compétence, garantir sur l'ensemble des développements qui vous seront commandés, bonne fin de travaux, délais et coût, ce dans un climat de consensus.

Issus de Grandes Ecoles, ou de formation supérieure, vous avez 30 ans maximum, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Si cette opportunité vous intéresse, nous vous remercions d'adresser lettre de candidature, C.V. détaillé et prétentions, sous référence MG/12.74 à C.N.C.A. - Service Gestion des Personnes - 75710 PARIS 15 BONVIN.

CHARGEURS S.A.

Spontex

Spontex est une société de CHARGEURS S.A. Première entreprise privée française dans le domaine des transports. CHARGEURS S.A. est aussi un groupe industriel en Europe et sur le continent américain. CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Paquet, UTA, Chargeurs Réunis, Walon.

recherche pour une de ses filiales située dans l'Est de la France.

Controller

Rapportant hiérarchiquement au Directeur Général et fonctionnellement au Contrôleur de Spontex worldwide, il aura la responsabilité opérationnelle du reporting, du budget (établissement, suivi des écarts), de la comptabilité générale et industrielle (assisté d'un chef comptable), de l'informatique (assisté d'un responsable informatique).

Par ailleurs, il est le garant du respect des procédures financières et de la transparence de la gestion de l'ensemble de l'entreprise.

Ce poste s'adresse à un candidat diplômé d'une école supérieure de gestion, disposant d'une expérience de quelques années d'une fonction finance et gestion dans un environnement industriel, et familiarisé avec les coûts standards et l'outil informatique.

La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. De réelles perspectives d'évolution sont assurées chez Spontex, ou au sein du Groupe CHARGEURS S.A.

Merci d'adresser C.V., lettre, photo et prétentions à
SPONTEX - Direction du Personnel - 24, rue des Jeûneurs - 75002 PARIS.

S'unir, c'est gagner

PRENEZ LE BON DEPART

Au tout premier rang de la compétition internationale, remportant les contrats les plus ambitieux en France et à l'étranger, THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES conçoit et développe des systèmes de détection sous-marine. Optimiser notre système de gestion nous conduit à renforcer notre service "Contrôle budgétaire" et intégrer un

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION
HEC, ESSEC, ESCP...

Au sein d'une équipe de professionnels de haut niveau, vous participez aux missions suivantes :
- élaboration du budget,
- mise en place d'un nouveau logiciel de comptabilité analytique,
- suivi des frais en liaison avec les responsables opérationnels.

Autonomie, initiative et sens de la communication sont les éléments clés de votre réussite dans cette fonction.

Merci de joindre notre contact-téléphone au 16(1) 42.61.82.81 (de 8 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi et de 10 h à 13 h le samedi) ou d'adresser rapidement votre candidature sous la réf. 92151 à Nathalie HUILLE THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES - 1, avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL

THOMSON-CSF

G.I.E. RECHERCHE

UN ASSISTANT ADMINISTRATIF
(H. ou F.)

FORMATION : D.U.T. finances/comptabilité. Débutant ou avec 1 ou 2 années d'expérience.

MISSION : Tenue de la comptabilité du G.I.E., suivi et contrôle des comptabilités des 10 sociétés membres du G.I.E., participation à l'élaboration des budgets et au contrôle de gestion.

100/120.000 F. Poste à pourvoir début 1988.

Env. lettre et C.V. + photo à : G.I.E.F.C.A., Direction du pers., 27/53, quai A.-Le Gall, 92612 Boulogne-Billancourt CEDEX

ADMINISTRATION
Sans expérience de la vente
BESANCON

recherche

CADRE A

Maîtrise de gestion, comptabilité en organigramme, connaissances en informatique, responsabilité publique. Deux années d'exp. prof.

Adresser CV, photo, prétention, à LCO, 88, rue Colbert, 92700 Colombes qui transmettra.

STÉ DE TOURISME
recherche

DIRECTEUR(Trice)

de villages de vacances en France, expérience confirmée : 3 ans minimum compétences en gestion, animation, direction d'équipes et motivation.

Env. C.V. sous la réf. 8 251 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, PARIS-7^{ème}.

Groupe CYANAMID

Nous dirigeons les activités de plusieurs filiales françaises d'AMERICAN CYANAMID COMPANY, implantées en France depuis 1970, 650 personnes, 850 millions de CA. Nos activités s'exercent dans les domaines agricoles, chimiques et pharmaceutiques. Nous recherchons, pour notre siège à RUNGIS (94) un

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Jeune diplômé de formation supérieure (Sup de Co, Maîtrise de Gestion...), vous possédez une expérience de deux ans minimum acquise dans une société structurée au centre de profits. Vous avez : le goût des chiffres et de la précision (utilisation PC), l'esprit curieux et ouvert, une relation aisée avec autrui, une bonne pratique de l'anglais.

Nous vous offrons au sein de la Division Financière un poste autonome, formateur et évolutif. Rattaché au Contrôleur de Gestion, vous serez en contact avec les services commerciaux, marketing, comptable et l'usine d'un centre de profit important.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions au Département du Personnel - 74, rue d'Arcueil 94578 RUNGIS Cedex.

CYANAMID

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

GROUPE MUTASUDEST SAMDA LYON

Leader régional, sur huit départements, de l'assurance aux particuliers, nous développons aussi notre activité dans d'autres métiers et nous recherchons le :

RESPONSABLE DU CONTRÔLE DE GESTION

Rattaché à la Direction Générale, il exercera sa mission, en liaison avec les différents responsables de notre Groupe, dans toutes ses activités. Vous avez environ 30 ans. Pendant 2/3 ans minimum, dans une société de distribution ou de services ou une entreprise industrielle de plus de 500 personnes, vous avez acquis les bases de ce métier. La qualité rigoureuse de votre travail et votre sens de la relation y ont été appréciés.

Votre formation supérieure, Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, a été complétée par une expérience professionnelle de 2/3 ans minimum, dans une société de distribution ou de services ou une entreprise industrielle de plus de 500 personnes, vous avez acquis les bases de ce métier. La qualité rigoureuse de votre travail et votre sens de la relation y ont été appréciés.

Notre Groupe, solide et dynamique, offre à des candidats motivés, une rémunération de départ de bon niveau et des perspectives d'évolution. Merci de transmettre votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence L2002 M, à notre conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

St. Victor, 69003 LYON 03

Artiman

Créer la fonction recrutement et relations humaines

Nous sommes une entreprise de prestation de services informatiques, filiale d'une société leader cotée en bourse.

Notre développement et l'importance primordiale que nous accordons à la dimension humaine de l'entreprise, nous incitent aujourd'hui à intégrer un profil-cadre des relations humaines.

Directement rattaché au PDG, vous devrez assurer un nombre important de recrutements mais aussi développer une politique de gestion des carrières.

Agé(e) entre 30 et 40 ans, homme ou femme, vous avez une formation supérieure (de préférence HES ou psychologie ou équivalent) et une expérience d'au moins 4 ans dans le domaine du recrutement.

Vos principales qualités personnelles sont : l'ouverture d'esprit, le sens de l'écoute, et l'aptitude à convaincre.

Le poste est basé en très proche banlieue d'Orléans, des déplacements fréquents en province et à l'étranger sont à prévoir.

Envoyez à l'adresse : C.I. complet, lettre manuscrite, sous réf. M. SIKSA, à OC CONSEIL, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié votre recherche.

OC conseil

Ressources humaines

PARIS - LYON



BANQUE POPULAIRE
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Caisse Centrale des Banques Populaires, 1 600 personnes, 90 milliards de francs de total de bilan, nous recherchons l'organisme central bancaire et financier du groupe des Banques Populaires.

Nous recherchons pour renforcer nos structures de contrôle interne, un jeune collaborateur.

AUDITEUR

Votre mission : Vous serez chargé de l'audit interne des fonctions comptabilité et contrôle de gestion de la banque : respect des procédures et de la réglementation bancaire, mise en place d'indicateurs, etc. Vous évoluerez dans un environnement très informatisé.

Votre profil : Votre formation supérieure est complétée par un DECS ou une excellente formation comptable de haut niveau. Vous avez un début d'expérience réussie dans ce domaine dans le secteur bancaire de préférence.

Merci d'adresser avec lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous référence 5111/LM, à :

MEDIA PA

71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra votre candidature en toute confidentialité.



La Sauvegarde

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE en plein développement, évoluant au sein d'un groupe important, recherche :

1 ANALYSTE ORIENTE SYSTEME

Au sein du service études (7 personnes) et tout en participant aux développements batch et temps réel (Cobol), il interviendra notamment dans les domaines suivants :

- mise en place et suivi du système d'exploitation et des logiciels, extension du réseau (interconnexion avec systèmes IBM),
- assistance études et exploitation pour l'optimisation des procédures.

Environnement : WANG (2 VS100, 1 VS8, 80 terminaux et PC).

Pour ce poste, à pourvoir à Boulogne-Billancourt (proche métro), les candidats auront une formation de type Bac + 4.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

LA SAUVEGARDE - Service des Ressources Humaines

87-88, Quai Le Gellu - 92617 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX



La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Brie
recherche pour son siège à MEAUX

UN PROFESSIONNEL COMMUNICATION INTERNE

De formation journalistique ou spécialisée vous serez chargé de la documentation, l'information et la conception des supports de communication interne.

Une première expérience de la fonction a confirmé votre potentiel et vos qualités relationnelles de créativité et d'expression.

Les candidatures, C.V., photo et prétentions sont à adresser à :

Monsieur le Directeur du C.A.

BP 205 - 77101 MEAUX

AGENCE DE PUBLICITÉ PARIS-17^e

recherche

COMPTABLE

âge moyen 25/30 ans

Le poste s'adresse à un(e) candidat(e) possédant 3 à 5 années d'expérience de la comptabilité générale acquise impérativement au P.M.E.

Adresser C.V. + photo à l'attention de Joëlle GUYET, CLM/BBDO, 92, av. des Ternes, 75017 PARIS.

SECRÉTAIRES

ORGANISME PROFESSIONNEL

recherche

SECRÉTAIRE STENO DACTYLO EXPÉRIMENTÉE

Niveau BTS. Connaissance édition, diffusion, documentation souhaitée. Traitement de texte apprécié.

Adresser CV manuscrit détaillé et prétentions à : O.P.P.B.T.P. - Tour Arboise 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92518 BOULOGNE-BILLANCOURT.

Société recherche pour son siège parisien

SECRÉTAIRE STENO-DACTYLO

expérimentée

possédant une parfaite maîtrise de l'anglais

De niveau BTS, la candidate devra justifier de plusieurs années de pratique de secrétariat bilingue.

Connaissances de traitement de texte sur VLS 36 appréciées. Disponible rapidement.

Adresser lettre manuscrite, C.V., avec photo et prétentions à : S.I. 3763 31, boulevard de la République, 75008 Paris.

Cherchez secrétaire/dactylo expérimentée, bilingue.

Tél. : 43-48-96-70.

secretaires

SECRÉT. ASSISTANTE

Nous recrutons une

- 25 ans environ.

- BAC + 2.

- 3 ans d'expérience.

- Très organisée.

- Méthodique.

- Angl. cour. indispensable.

- Grande disponibilité.

Env. C.V. + photo + lettre manuscrite + prétentions à : S.I. 3763, Direction du Personnel, 30, av. d'Alsace, 75016 Paris.

propositions diverses

Le Mouvement régional pour l'emploi des cadres recherche pour son siège parisien des candidats pour la gestion d'associations intermédiaires ou collaborer après des responsabilités de collectivité locales. Nouvelle réunion de réflexion : le 7 déc. 16 h 30 au C.L.C., 242 bis, bd St-Germain, PARIS-7^e.

capitaux - propositions commerciales



Société leader dans l'imagerie radiologique.

GENERAL MEDICAL MERATE SpA

Après une percée spectaculaire sur le marché français, confirmée lors des récentes Journées Françaises de Radiologie, la Société G.M.M. SpA a décidé :

- La création d'une filiale G.M.M. - France
- La mise en place d'un support technique opérationnel avec hall d'exposition, stock d'intervention, ingénieur usiné.
- La mise en place d'une structure de vente technico-commerciale efficace, combattive, et bien introduite.

Pour la réalisation de cet objectif unique, G.M.M. SpA recherche des

AGENTS COMMERCIAUX

particulièrement introduits sur le marché de la Radiologie, privé et public, justifiant d'une expérience réelle et d'un succès confirmé dans ce domaine. Impératif d'avoir une structure technique locale.

Rémunération

- Commission intéressante avec provision à la commande.

- Possibilité ultérieure d'options en actions de la filiale France.

Ecrire d'urgence à :

GENERAL MEDICAL MERATE SpA

Via Partigiani 25

24068 SERATE - BERGAMO - ITALIA

Tel : 35/294413 - Fax : 299537 - Tlx : 300579 MERATE I

Avec lettre expresse détaillée mettant en évidence les références, les départements prospectés, et le C.V. des collaborateurs de l'agence.

formation professionnelle

AFCA SIPCA INTERNATIONAL

Propose aux cadres demandeurs d'emploi, 1^{er} d'un an, une formation rémunérée : développement de la polyvalence des cadres commerciaux. Durée : 600 heures. Pour tous renseignements, s'adresser directement à :

AFCA SIPCA 32, rue du Fiel, 92100 BOULOGNE Tél. : 46-20-20-15.

traduction offres

CNRS

recherche

TRADUCTIONS

à domicile

DIPLOME(S) SCIENTIFIQUES

ANGLAIS, ALLEMAND, ESPAGNOL, PORTUGAIS, ITALIEN, etc. traducteurs pour langues SCANDINAVES et FINNOIS.

EXPERIENCE de la traduction INDISPENSABLE

Envoyez CV + réf. 32 973 à CONTESE, 20, av. de l'Opéra 75001 PARIS qui transmettra.

automobiles

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

Peugeot 205 SR, année 84, 67 000 km, très bon état, rouge, 31 000 F. + déca. Tél. : 85-61-02-85. M. DIAS.

صحة من الاحول

Economie

SOMMAIRE

■ Selon les comptes de la Sécurité sociale, le déficit du régime général pourrait être de 19,2 milliards de francs en 1988 après un déficit ramené à 4,1 milliards de francs en 1987 (lire ci-dessous). ■ Les partenaires sociaux, patronat et syndicats, n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur la nouvelle convention de l'UNEDIC. Ils se sont donné à nouveau rendez-vous pour le 30 décembre (lire ci-contre). ■ L'accord du Club de Paris sur le réajustement de la dette ivorienne confirme la valeur de test qu'a prise la Côte-d'Ivoire pour l'Afrique et pour l'ensemble des pays endettés (lire page 31). ■ C'est finalement 3 milliards de dollars que Texaco a accepté de verser à Penzance en dédommagement du rachat de Getty Oil (lire page 34). ■ La dernière réunion du GATT à Genève a permis de faire le point sur les négociations commerciales multilatérales (lire page 32). ■ La chronique de Paul Fabre (lire page 33).

Le financement de la Sécurité sociale

Le déficit du régime général ramené à 4,1 milliards de francs fin 1987

Rétablissement ou nouvelle remise ? Le régime général va-t-il continuer à jouer au yoyo d'année en année avec le déficit et l'excédent, au gré des plans d'urgence, de « sauvetage » ou de « rationalisation » ? La « remise » de 1987 est en tout cas « spectaculaire », comme l'écrit M. Jean Marmot, secrétaire général de la commission des comptes de la Sécurité sociale, dans sa présentation : il y a seulement six semaines, malgré les progrès enregistrés, on pouvait encore redouter un déficit de 8 ou 10 milliards de francs (le Monde du 11 novembre). Ce rétablissement, pratiquement acquis compte tenu de la date, rappelle celui de 1983 : il donnera de l'air au gouvernement issu de la prochaine élection présidentielle.

Il est dû avant tout au retournement, cette fois positif, de l'assurance-maladie. Cette branche sera, non seulement en équilibre, mais même excédentaire de près de 2,9 milliards de francs cette année, sans même le secours des « bénéfices » des accidents du travail, grâce à une très faible croissance des dépenses. Celles-ci ne devraient atteindre que 332,3 milliards de francs, soit une augmentation de 1,7 % seulement par rapport à 1986 en francs courants, et, pour la première fois, une baisse de 1,6 % en francs constants.

La différence (de 6,5 milliards de francs) par rapport aux prévisions de juillet dernier provient pour l'essentiel de la médecine de ville. Le plan Séguin, les actions de modération des dépenses auprès des médecins et des assurés et la campagne de sensibilisation à l'occasion des Etats généraux ont contribué à limiter la consommation de la prescription à une hausse globale de 1,2 % en francs courants - soit une baisse de plus de 2 % en francs constants. Cette décélération touchant tous les régimes d'assurance-maladie entraîne aussi par contre-coup une baisse des transferts versés par le régime général.

A ce phénomène massif, il faut ajouter quelques apports non négligeables. Côté recettes, outre les « mesures d'urgence » de mai 1987, déjà connues en juillet, une rentrée de cotisations un peu supérieure (de

La Sécurité sociale est toujours fertile en surprises : le régime général va mieux, son déficit ne dépasserait pas 4,1 milliards de francs à la fin de l'année, selon les comptes provisoires publiés lundi 21 décembre (1), alors qu'on l'évalulait à 15 milliards de francs au juillet dernier. Cette amélioration, due à l'assurance-maladie qui sera excédentaire à la fin de l'année, se répartit sur les perspectives pour 1988, mais sans certitude, et laisse entier le déficit de l'assurance-vieillesse qui dépasserait l'an prochain 19 milliards de francs.

L'ordre de 1,5 milliard de francs) aux prévisions, par suite d'une progression un peu plus forte des salaires notamment au second semestre, a joué sur les trois branches. Côté « transferts », des modifications du calcul de la compensation avec les autres régimes ont bénéficié notamment à la branche vieillesse et une rectification sur les dépenses hospitalières du régime agricole a restitué 1,9 milliard de francs à la branche maladie.

Conséquence de tous ces gains : la persistance de produits financiers importants (1,7 milliard de francs). Du coup, les trous de trésorerie prévus à la mi-octobre et entre le 12 et le 14 décembre se sont nettement réduits, même sans la petite avance de versements des cotisations maladie des fonctionnaires, et le « solde significatif » devrait s'élever le 31 décembre 1987 à 6,4 milliards de francs, au lieu d'être négatif de 5 milliards.

Incertitudes et « noyau dur »

Ces quasi-résultats améliorent naturellement les perspectives pour 1988 : le déficit prévu n'atteindrait « que » 19,2 milliards de francs au lieu de 33 milliards.

Le « noyau dur » formé par les retraites subsiste. La progression des dépenses d'assurance-vieillesse (15 milliards de francs, soit 7,3 % en francs courants) ne se ralentit pas. En effet, la réduction des « sorties » du régime de garantie de ressources et la baisse des transferts versés aux régimes du secteur public ou de non-salariés seront compensées par la forte revalorisation des pensions (3,7 % en moyenne annuelle, soit 2 milliards de francs)

qui fréquentent le « yoyo » de la consommation sur les années passées. Mais elle reste relativement prudente et le constat est solide : la trajectoire de 1988 ne peut donc être vraiment remise en cause que par l'addition de phénomènes défavorables à l'égard de la Sécurité sociale : un redémarrage de la consommation et une épidémie de grippe, par exemple (4).

Les difficultés majeures du régime général sont ailleurs. Le rapport souligne logiquement le contraste avec la « dégradation structurelle » de l'assurance-vieillesse. Le gouvernement a laissé le problème à son successeur. Il n'a décidé ni mesures sérieuses de financement - contrairement à l'an dernier et contre le vœu du ministre des affaires sociales - ni économies. Il a même un peu aggravé la situation en prenant l'hypothèse de revalorisation des pensions la plus favorable

Les soldes du régime général

	1985	1986	1987*	1988*
Maladie	+ 13,84	- 7,55	+ 2,88	+ 0,5
Accident du travail	+ 1,36	+ 2,46	+ 2,54	+ 1,7
Famille	+ 5,9	+ 8,65	+ 9,17	- 2
Vieillesse	- 7,9	- 15,6	- 17,4	- 19,37
TOTAL	+ 13,26	- 20	- 4,14	- 19,23

progression des dépenses (4,3 % en francs courants), notamment pour la médecine de ville.

Dans ces conditions, il n'y aurait pas de trou considérable de trésorerie à partir de juin 1988, comme le laissent prévoir les comptes de juillet (le Monde du 24 juillet). Ce n'est qu'à la mi-novembre que le franchirait le plafond des avances de la Caisse des dépôts (8,5 milliards de francs), les découverts de juillet restant très faibles. Le nouveau gouvernement aurait donc le temps de se retourner, puisqu'il suffirait, par exemple, d'un point de cotisation vieillesse supplémentaire à partir du 1^{er} juillet (2) pour passer l'année.

Ces conclusions ne sont-elles pas trop optimistes, après des prévisions exagérément pessimistes en décembre 1986 et en juillet 1987 ? Sur deux points, que le rapport lui-même met fort clairement en évidence, on touche aux limites de l'excercice.

L'assurance-vieillesse à régler

La première incertitude concerne l'activité économique, qui, à travers le niveau de l'emploi et des salaires, détermine le montant des cotisations. On peut s'interroger aujourd'hui sur les effets de la crise financière et boursière. Mais la note de conjoncture de l'INSEE se dit « optimiste » sur la baisse de l'emploi et le seulement sa faible baisse (- 0,1 %) des salaires bruts au premier trimestre 1988. Les analyses actuelles sur l'« effet de richesse » (3) sont trop aléatoires pour mettre en doute sérieusement les hypothèses macro-économiques gouvernementales : progression de 2,2 % du PIB marchand, baisse très minime (- 0,2 %) des effectifs de salariés, croissance de 3,6 % de la masse salariale.

La seconde incertitude concerne l'évolution de l'assurance-maladie : hospitalisation et surtout médecine de ville (voir le Monde du 10 décembre). La progression de l'activité médicale retenue pour 1988, moindre que dans le rapport de juillet, « se situe », écrit M. Marmot, « au niveau des plus faibles constatées les années précédentes ». Elle repose sur l'hypothèse d'un changement de comportement relativement durable des assurés et des médecins, elle-même fondée sur le constat de 1987. Elle suscite quelques doutes chez certains experts,

qui fréquentent le « yoyo » de la consommation sur les années passées. Mais elle reste relativement prudente et le constat est solide : la trajectoire de 1988 ne peut donc être vraiment remise en cause que par l'addition de phénomènes défavorables à l'égard de la Sécurité sociale : un redémarrage de la consommation et une épidémie de grippe, par exemple (4).

Les difficultés majeures du régime général sont ailleurs. Le rapport souligne logiquement le contraste avec la « dégradation structurelle » de l'assurance-vieillesse. Le gouvernement a laissé le problème à son successeur. Il n'a décidé ni mesures sérieuses de financement - contrairement à l'an dernier et contre le vœu du ministre des affaires sociales - ni économies. Il a même un peu aggravé la situation en prenant l'hypothèse de revalorisation des pensions la plus favorable

pour 1988 (sur les prix et non sur les salaires nets) et l'hypothèse la plus défavorable pour le relèvement du plafond de cotisation (3,03 %, nettement moins qu'en 1987), ce qui fera plaisir à M. Marchelli, président de la CGC.

Or les choix de financement et d'économies sont difficiles. En effet, le déficit « structurel » est dû à la fois à l'effet des lois Boulin de 1971-1972 - notamment au calcul de la pension sur les « dix meilleures années » de la carrière -, à l'allongement des carrières validées, à des départs plus précoces et à des avantages accordés sans contrepartie de cotisation aux amirautés, aux chômeurs et aux mères de famille. Ces « avantages non contributifs », qui représentent près de 20 % des charges de l'assurance-vieillesse (dont la moitié pour les suppléments de pension des mères de famille), doivent-ils aussi être financés par les cotisations des salariés ?

Les gouvernements à venir risquent aussi d'avoir du mal à financer dans le cadre actuel la politique familiale ambitieuse prônée, surtout si l'on s'oppose à un « renouveau » des branches, comme l'a annoncé M. Chirac à l'Assemblée nationale le 3 décembre.

Le léger déficit de la branche famille en 1988 montre en effet les limites des ressources actuelles, alors que, d'un côté, les allocations familiales stricto sensu ne décroissent pas ou à peine : en raison de la prolongation de la scolarité, les enfants restent plus longtemps à charge de leurs parents ; de l'autre, les prestations liées à la naissance, créées en 1985 (allocation pour jeune enfant, allocation parentale d'éducation), se gonflent. Toute innovation doit donc être financée par redistribution. On comprend que le premier ministre se soit montré très prudent devant la conférence annuelle de la famille dans sa promesse d'extension de l'APPE.

GUY HERZLICH.

- (1) La pension de la Commission a été reportée au 12 janvier, en raison de la date tardive de transmission du rapport.
- (2) Elle passerait de 6 ou 7 milliards de francs.
- (3) Il s'agit de l'effet sur la consommation des pertes du patrimoine boursier.
- (4) Par exemple l'épidémie de grippe de 1985 avait coûté un milliard de francs au régime général.

Au bord de la rupture

Les négociations sur l'assurance-chômage reprendront le 30 décembre

Depuis le vendredi 19 décembre, peu avant minuit, la négociation sur le devenir du régime d'assurance-chômage est apparemment dans l'impasse. Partenaires sociaux gestionnaires de l'UNEDIC, les représentants du patronat (CNPF et CGPME) et les délégations syndicales (CFDT, FO, CFTC, CGC et CGT) ont décidé, au bord de la rupture, « d'interrompre la discussion, après treize heures de contre-attaque ». « Il vaut mieux nous quitter. Cela gênerait notre humeur », a lâché M. Pierre Guillen, président de la commission sociale du CNPF devant ses interlocuteurs, pour une fois d'accord. Un ultime rendez-vous a été pris pour le 30 décembre, à 9 h 30.

« Il n'y aura plus de régime particulier », envisageait M. Pierre Guillen « avec plaisir », mais déjà démenti. « Si on échoue, l'échec sera définitif », reconnaissait M. Antoine Fesch (FO), un peu troublé. « La pire des choses, c'est le chantage [...] le chantage au patronat », reprochait M. Jean Kasper (CFDT), excédé et pour cela peu enclin « à accepter n'importe quel accord ».

Volontairement dramatisée, la situation était également, samedi dernier, exceptionnelle. Face à une délégation patronale qui tient à son principe d'économie pour le régime d'assurance-chômage, le front syndical, emmené par le CFDT et composé de FO, la CFTC et la CGC, a résisté comme rarement tout au long de la quinzaine et, théoriquement, dernière séance de négociations. La CGT a assisté au spectacle, médusée et inquiète. A la sortie, M. André Delnatch (CGT), n'a pu que proclamer le « refus d'une capitulation » et réaffirmer sa volonté de « faire échec aux menaces ».

De fait, et la réunion à peine achevée, le fil de la négociation se tressait à nouveau discrètement. Au patronat, qui soulignait son intention de reprendre le dialogue si des contre-propositions réalistes lui étaient faites « hors cotisations patronales », puis-ils déjà acceptés un relèvement de 0,15 % de 1986, les quatre syndicats répliquaient par une demande de relèvement qui devait aboutir à la date du 30 décembre.

Entre-temps, les partenaires sociaux avaient le temps de se rencontrer. A faire le siège du gouvernement, patronat et surtout syndicats ne désespèrent pas de trouver les moyens financiers supplémentaires qui faciliteraient le retour à l'équilibre de l'assurance-chômage. Après tout, la puissance publique a intérêt, comme elle s'y est déjà engagée, à favoriser la formation et le reclassement des demandeurs d'emploi.

Pour l'heure, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, ne se montre pas disposé à entrer dans le jeu. « Je ne suis pas l'instigateur de la rupture, dans ce qui reste une négociation entre partenaires sociaux et relève de la politique conventionnelle », nous a-t-il déclaré, le 20 décembre.

Des principes inconciliables

Selon son raisonnement, syndicats et patronat doivent trouver par eux-mêmes les solutions pour un dispositif dont ils sont les gestionnaires. Il a annoncé cependant qu'il prenait « toutes dispositions pour assurer la continuité de l'indemnisation des chômeurs » à partir du 1^{er} janvier, en cas d'échec. Des économies doivent être faites et, affirme-t-il, « je ne traiterai pas le dossier à leur place ». Tout en rappelant que l'Etat « peut les aider » en matière de formation, le ministre souhaite ironiquement que « les partenaires sociaux fassent assez, que moi

confiance à la négociation ». D'ailleurs, rappelle-t-il, le désaccord porte sur 1,6 milliard de francs à trouver, alors que le budget de dépenses de l'UNEDIC s'élève cette année à 140 milliards de francs.

Ce sont en effet moins les comptes qui opposent le CNPF et les quatre syndicats que des principes apparemment inconciliables. Dès l'ouverture des discussions, le CNPF avait fait savoir que l'assainissement financier de l'UNEDIC passerait par l'effort des quatre parties en cause : les employeurs, les salariés, l'Etat et les chômeurs, dont les prestations pourraient être réduites progressivement, et surtout sous l'impulsion de la CFDT, les quatre syndicats refusant que les chômeurs puissent être à nouveau pénalisés. Entre autres mesures, l'hypothèse d'un différé de paiement d'indemnités pour tout nouvel alloué de l'UNEDIC - susceptible d'écouler 1 milliard de francs dans sa dernière version (1) - cristallise le mécontentement syndical.

« Il y aurait quelque chose d'immoral à ce que la solidarité s'écroule entre les chômeurs », devait résumer M. Kasper. La solidarité doit venir de l'Etat. C'est le seul moyen de maintenir le régime perdant auquel nous tenons.

Pour contourner la difficulté et rétablir un « bon climat » financier, les quatre syndicats proposaient, parmi d'autres dispositions, que l'Etat intervienne pour 1,5 milliard dans la formation, contre 500 millions dans le schéma du CNPF. Sur ce point, ils demandaient que la cotisation soit augmentée de 0,17 % (contre 0,15 % pour le CNPF) tant pour les employeurs que pour les salariés et acceptaient de réfléchir à une contribution des chômeurs pour le financement des retraites complémentaires à négocier plus tard. A mots couverts, ils envisageaient aussi une hausse de 0,19 % des cotisations pour les seuls salariés.

Au retour de la dernière suspension de séance, le divorce était consommé. Le CNPF repoussait les dernières propositions syndicales en soulignant leur caractère « électoral », presque artificiel, reposant sur des supports hypothétiques. Il renouvellait sa demande d'un différé, tout en assurant ensuite ne pas en faire une question de principe si des solutions équivalentes étaient trouvées. Les quatre syndicats réitéraient leur refus d'un différé de paiement et rappelaient qu'ils ne pouvaient pas décider seuls d'une participation des chômeurs aux cotisations de retraites complémentaires. « Ils n'étaient pas mandatés, et nous non plus », confiait un syndicaliste, persuadé que les choses s'arrangeront d'ici à la fin de l'année.

ALAIN LEBEAUX.

(1) - Le CNPF accepte de remettre à son tour, une fois par an, le différé de paiement, pour tenir compte de la situation des travailleurs inactifs (contrats à durée indéterminée, missions d'intérim, etc.).

Surenchère

SANS pleurs, mais avec des regrets, les partenaires sociaux envisagent l'abandon d'une institution patriste, transmise à l'Etat dans les plus conditions, à un moment où l'on compte 2,5 millions de demandeurs d'emploi et où l'UNEDIC se prépare à retrouver un lourd déficit (14,8 milliards au moins d'ici la fin 1989).

Même les leçons tirées par tous d'un passé récent n'ont pas empêché cette surenchère entre le patronat et les syndicats, qui savent pourtant ce qu'il est advenu de leur régime après le décret pris, en novembre 1982, par M. Pierre Bérégovoy, en l'attente d'un accord, finalement intervenu au début de 1984. Certaines prestations avaient été supprimées et d'autres supprimées. Comme l'a dit M. Guillen (CNPF), l'échec de la négociation remettrait à nouveau le régime d'assurance à la disposition de « la dédaigneuse insouciance du pouvoir. Après une période de torpé, le hochet s'abîmerait, précède-t-il, sans illusion.

A moins de convaincre l'opinion, et d'abord les chômeurs, de la justice de leurs positions, les partenaires sociaux risquent d'apparaître comme des irresponsables, si le logi-

que employée les conduit jusqu'au bout de l'affrontement. De ce point de vue, le CNPF a d'ailleurs sans doute plus à perdre que les syndicats, soucieux de préserver la couverture sociale offerte aux chômeurs.

Cette apparente impasse des négociations paraît aussi relever d'un goût pour la mise en scène à grand spectacle. En l'Etat, et compte tenu des circonstances, y compris des échéances électorales, le gouvernement aurait à supporter les conséquences de la manœuvre. De deux choses l'une : ou il devra publier un décret et gérer le dossier de l'assurance-chômage, courant ainsi le danger d'être impopulaire ; ou il devra apporter sa contribution au règlement financier, même indirectement, et donc prendre parti entre le patronat et les syndicats.

M. Séguin ne manque cependant pas de moyens de pression, lui qui, sans succès, avait demandé à plusieurs reprises, aux gestionnaires de l'UNEDIC de participer à sa politique de l'emploi. Il pourrait se montrer plus pressant pour obliger patronat et syndicats à s'entendre. Mais courci le peuvent-ils encore ?

A. L.

Plus vite, moins cher!



Avant les hausses de fin décembre et de janvier! pour un meilleur prix, Rendez-nous visite!

NEUBAUER
PEUGEOT

227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

سكزا ودا الاحل

Économie

Les négociations commerciales multilatérales

Américains et Européens restent sur leur perchoir

La première phase de la grande négociation commerciale sur la libéralisation des échanges de services et de produits agricoles, l'Uruguay round, vient de terminer ses travaux à Genève le 17 décembre. Il a été question des règles qui permettront de mieux ouvrir les marchés en tenant compte de l'évolution économique internationale.

GENÈVE
de notre envoyé spécial

Sur les rives du lac, l'autosatisfaction domine. La phase initiale de la négociation commerciale multilatérale (NCM) a été fructueuse. Bien davantage, cependant les anciens, que les premiers mois du Kennedy round ou du Tokyo round, les précédents rendez-vous du commerce international. « Il y a eu 160 propositions écrites ou orales présentées à Genève. Ce qui a été fait n'a rien d'un exercice académique, les gouvernements annoncent ce qu'il faut obtenir. Les paramètres de la négociation sont désormais assez clairs », se félicite M. Arthur Dunkel, le directeur du GATT.

Les Français semblaient les seuls à envisager avec réticence un assouplissement des procédures de discussion. Un inflexionisme susceptible, selon eux, de mettre en péril la « globalité » de la négociation à laquelle ils sont attachés. L'exigence de cette globalité signifie que tous les thèmes de la négociation doivent être traités au même rythme. Autrement dit, que des décisions en matière agricole, pressenties à Paris comme dangereuses, ne doivent pas intervenir de manière prématurée et séparée. Car, pour les Français, l'affaire est entendue : la vraie, voire désormais l'unique priorité des États-Unis, c'est la définition de nouvelles disciplines pour régir le commerce agricole ainsi que les politiques de soutien des marchés. Et, au-delà des formulations qui se veulent rassurantes, la remise en cause de la politique agricole commune (PAC).

Or les Français considèrent — ce qui attise leur inquiétude — que la négociation agricole est à peu près bloquée. « Nous sommes

Les discussions devaient se poursuivre durant l'année 1988 pour s'achever par une « session ministérielle de mi-parcours » qui prendra acte des résultats obtenus et, surtout, donnera le coup d'envoi à la phase opérationnelle de marchandages. Celle-ci se prolongera jusqu'à la fin de 1990, terme prévu de l'Uruguay round.

d'accord pour négocier une réduction concertée des subventions accordées sous des formes diverses à nos agriculteurs, mais le problème immédiat, c'est l'effondrement des marchés. Commençons donc par nous entendre pour relever les prix », a proposé en substance la Communauté. Les États-Unis ne sont pas du tout intéressés par cette idée de calmer le jeu sur les marchés. Ils sont bien décidés, au contraire, à continuer à subventionner de manière forcée leurs exportations en espérant que leurs concurrents, et en particulier les Européens, ne pourront plus suivre et devront composer.

L'accès aux marchés

Mais est-ce le moment de s'en inquiéter ? « Les négociations vont marquer le pas pendant un an », résume M. Tran Van Thinh, chef de la délégation de la CEE à Genève. L'hypothèse de ces élections américaines interdit d'aller sérieusement de l'avant. Met-on sur pied en effet un accord ambideux avec quelqu'un qui ne sera plus en place d'ici un an ? Le chef de la délégation de la commission ne croit guère réalisable l'idée chère à M. Clayton Yeutter, le représentant spécial américain pour la négociation commerciale, de « sortir les NCM de la bataille électorale ». En outre, ajoute-t-il, l'environnement monétaire et financier n'est pas propice à une percée sur le terrain commercial. « On ne va pas pour autant se croiser les bras ; maintenant que les problèmes sont connus, il faut préparer attentivement le marchandage futur », souligne M. Tran Van Thinh.

Rendre la négociation plus concrète constitue une tâche particulièrement difficile dans ce qu'on appelle les « nouveaux domaines », ceux où le GATT n'a jusqu'ici pas légiféré : la libéral-

sation des échanges de services et le renforcement de la protection de la propriété intellectuelle. Deux thèmes qu'en 1986 les États-Unis avaient beaucoup insisté à voir traiter, suscitant la méfiance encore de pays comme l'Inde et le Brésil. Chez les Douze, l'industrie pharmaceutique, l'industrie de luxe, l'informatique, etc., sont tout à fait intéressées par les perspectives d'une meilleure défense de leurs inventions. Mais le débat, souvent scellé par d'anciennes controverses juridiques, ne fait que s'amorcer.

Même chose, s'agissant des échanges de services. Les Français, appuyés par les Britanniques et les Néerlandais, font preuve sur ce terrain d'un zèle remarqué, mettant en avant qu'ils sont les deuxièmes exportateurs de services de la planète. L'ardeur des Européens s'explique entre autres par le souci d'éviter que les États-Unis ne multiplient la conclusion d'arrangements bilatéraux et discriminatoires qui les mettraient hors du coup.

Les problèmes d'accès aux marchés, évoqués plus que traités pendant la phase initiale, devraient, eux aussi, être approfondis. C'est un thème sur lequel les Canadiens mais aussi les Européens insistent volontiers, alors que les États-Unis auraient tendance à préférer le traiter de manière bilatérale. Imagine-t-on une actualisation des règles du commerce mondial sans une ouverture plus effective des marchés du Japon et des pays du Sud-Est asiatique ?

Ainsi, en 1988, les NCM feraient songer à un exercice d'équilibre : celui de diplomates, interdits de vraies négociations, mais tenus d'améliorer leur expertise autant pour être prêts le moment venu que pour continuer à attirer l'attention.

PHILIPPE LEMAITRE

Quand la Communauté s'ouvrira

Les Européens sont engagés dans deux entreprises — la réalisation de l'Acte unique, donc d'un grand marché de douze pays, et l'Uruguay round sur la libéralisation des échanges de services et de produits agricoles — qui, à leur échelle, au début des années 90, vont bouleverser leurs économies. Pour la France, particulièrement attachée à la subvention de son agriculture et déficitaire de 51 milliards de francs — sur les dix premiers mois de l'année — dans son commerce avec les autres pays de la Communauté, cela risque d'être une véritable révolution.

Aussi l'idée avancée-t-elle par certains hauts fonctionnaires de jouer de l'une des négociations — celle sur le marché unique — pour obtenir dans l'autre des avantages réciproques de la part des partenaires commerciaux de la CEE, les États-Unis et le Japon, mais aussi des quatre « dragons » de l'Asie — Taiwan, la Corée du Sud, Hongkong et Singapour, — voire du Canada, de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande (car il y a déjà à l'égard des pays du tiers-monde, avec la convention de Lomé, comme avec l'accord multilatéral, une certaine harmonisation de la politique extérieure).

Il ne faut se faire aucune illusion : les premiers bénéficiaires d'un marché unique, ce seront les entreprises nippones, d'autant plus enclines à faire porter désormais leur effort sur l'Europe que leurs excédents sur les États-Unis soulèvent des menaces protectionnistes de plus en plus pressantes. Or elles ont été jusqu'ici bloquées dans leur développement sur le Vieux Continent par la diversité des normes, la multiplication des certifications, voire par les restrictions quantitatives qui frappent certains produits. Pour ne prendre qu'un exemple bien connu, les importations d'automobiles japonaises sont limitées en Italie, en France, au Royaume-Uni, en Espagne et au Portugal. La levée de ces obstacles sur l'automobile, l'électronique grand public, voire sur certains produits agricoles (tels la chicorée ou le miel, aux incidences internationales dérisoires mais à l'importance locale réelle), au nom du grand marché peut-elle se faire sans réciprocité ?

La question mérite d'autant plus d'être posée que les autres grands pays industriels, persuadés de la suppression des barrières internes à l'Europe des Douze, paraissent peu soucieux de faire des concessions. On remarque d'ailleurs que les États-Unis, s'ils font le forcing au GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) à Genève sur la

suppression des seules subventions à l'exportation des produits agricoles — une question qui se posera forcément à l'Europe si l'on compare les prix intérieurs des céréales (170 dollars la tonne) aux 60 dollars la tonne payés sur le marché par les Soviétiques, — ne semblent plus très pressés de discuter de la libéralisation des services. Et pour cause. L'accord de libre-échange qu'ils viennent de signer avec le Canada les englobe (le Monde du 15 décembre) ; ils sont par ailleurs parvenus à un compromis avec la Corée du Sud sur la propriété industrielle (pour lutter contre le développement des contrefaçons) et se recherchent un accord avec le Brésil sur l'informatique ; enfin, ils ont engagé des conversations bilatérales avec le Japon. Pourquoi se préoccuper de l'Europe puisque celle-ci s'ouvrira.

Un marché passoire

Il ne manque pourtant pas de domaines d'échanges : à l'égard des États-Unis, on pourrait restreindre en cause les législations restrictives de certains États américains qui disposent d'une grande autonomie dans leur politique commerciale et pour la réorption desquelles Washington avait promis, lors du « Tokyo round », de faire des « meilleurs efforts », ou encore le Trade Bill aux relents forts protectionnistes, qui devrait être adopté en janvier par le Congrès, voire les énormes subventions américaines à l'agriculture (27 milliards de dollars en 1987 contre 23 milliards pour la CEE, qui compte infiniment plus de paysans). A l'égard du reste du monde, la CEE pourrait aussi plaider une plus grande ouverture des marchés publics. Enfin, face au Japon et aux nouveaux pays industriels d'Asie, l'Europe devrait chercher à obtenir la levée de mesures clairement discriminatoires à son égard (par rapport à celles offertes aux États-Unis). L'exemple le plus souvent cité (mais il y en a beaucoup d'autres) est celui du droit d'importation de 37 % imposé par Tokyo sur les fromages de qualité supérieure originaires de la CEE. On pourrait aussi négocier la libre prestation des services, la liberté d'établissement, voire l'accès à certaines professions réglementées (à la Bourse de Tokyo, par exemple, dont le Crédit lyonnais vient de se voir refuser l'entrée).

Les fonctionnaires français, il faut le souligner, ne sont pas les seuls à se préoccuper des effets extérieurs du grand marché et de la

nécessaire mise en œuvre d'une diplomatie économique commune. Les constructeurs automobiles — une profession qui a toujours été organisée — expriment aussi leurs craintes. M. Umberto Agnelli, vice-président de FIAT, qui était récemment à Tokyo (le Monde du 8 décembre), n'a pas caché qu'il serait illusoire de penser que le marché unique puisse être exploité au détriment de sa priorité : bénéficier à l'industrie européenne.

C'est sous l'impulsion des entreprises que la Commission s'efforce d'obtenir des constructeurs nippons, au moins jusqu'en 1992, un gel de leurs exportations vers l'Europe à leur niveau de 1985-1986 — soit de l'ordre du million de véhicules par an — pour permettre la mise en place du grand marché, donc la suppression des restrictions quantitatives (comme celle mise en place par Paris et qui limite à 3 % du marché national la part des « japonaises »). Mais force est de constater que le Japon, qui décline déjà 10 % du marché européen (contre 2,8 % pour les constructeurs du Vieux Continent dans l'archipel), a opposé jusqu'à présent une fin de non-recevoir à une requête qu'il avait acceptée aux États-Unis (Européens et Japonais se reverront en janvier).

Il est évident que la France est plus sensible que d'autres pays européens à la nécessité d'une politique économique extérieure commune. Néanmoins, plus que d'autres, des restrictions quantitatives, mais aussi parce que le système français est très visible, et donc les barrières facilement identifiables. (Il est plus difficile à la Commission européenne de mettre en cause la solidité des systèmes professionnels et le rôle pervers des Lander, qui permettent en toute opacité de verrouiller le marché ouest-allemand.)

Et sans doute rétorquera-t-on à ces propositions qu'il est illusoire d'obtenir des Douze qu'ils aient une attitude extérieure commune lorsqu'ils ne parviennent même pas à s'accorder — comme ce fut le cas à Copenhague — sur l'essentiel de leurs intérêts à l'intérieur de la Communauté. Mais à ne pas prendre conscience de la nécessité d'une diplomatie économique active, on risque, soit de faire de l'Europe un marché passoire, soit, devant la montée des périls, de voir un certain nombre des Douze, résigner à l'échec de 1992.

BRUNO DETHOMAS

(Publicité)

AVIS AUX EXPORTATEURS

Pour la conquête des marchés étrangers, il vous est imposé une obligation d'achat ! Vos entreprises n'ont pas toujours la vocation d'assurer les opérations de compensation. La-SIPLEC (filiale d'importation du groupement d'achat des centres E. LECLERC — n° 1 de la distribution) se propose de vous accompagner sur ces marchés.

SIPLEC, UN PARTENAIRE POUR L'EXPORT !



SIPLEC, 149, rue St-Honoré, 75001 PARIS
Contactez François DUPRÉ. Tél : 216175

Économie

La chronique de Paul Fabra

Le sixième « Rapport mondial »

En cette fin d'année où l'on est naturellement conduit à jeter un regard rétrospectif sur la période de douze mois écoulée, et surtout à essayer d'y voir plus clair sur le cours que prendront les événements en 1988, qui ne serait heureux de pouvoir disposer, pour appuyer son jugement, d'un ouvrage de synthèse facile à manier et présentant, sous une forme analytique, les grandes données qui servent de points de référence aux décideurs ?

C'est en tout cas, l'objectif que l'édition d'un tel « Rapport mondial » vise à atteindre. L'homme du vingtième siècle qui veut comprendre le monde dans lequel il vit, que l'équipe de chercheurs réunie autour de Thierry de Montbrial, président de l'Institut français de relations internationales (IFRI) et professeur à l'Ecole polytechnique, a rédigé pour la sixième fois son Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies (1). La façon très marketing de définir le produit, connu sous ses initiales RAMSES, à partir de l'attitude supposée des lecteurs fait, depuis le début, courir à l'entreprise un risque. L'homme qui veut comprendre son siècle est, par définition, celui qui a déjà accumulé un grand nombre d'informations — lues et entendues, — réfléchies sur beaucoup de commentaires, pris connaissance des livres dont on a parlé et de quelques autres.

S'il n'est qu'un rappel commode de notions déjà connues, de thèmes maintes fois ressassés par les professionnels de l'actualité, le résumé des résumés ne remplit pas entièrement son office. L'impression de déjà vu peut avoir un effet décourageant, allant jusqu'à empêcher de voir les aspects plus originaux de l'analyse. Le fait qu'on se pose la question pour le système fois est un indice positif.

Sur des points souvent déterminants, le RAMSES apporte parfois un éclairage différent. Il n'empêche que le lecteur, si l'on peut dire, reste finalement perplexé devant l'usage qu'on en fait de lui. Il est censé être saturé d'informations et, par conséquent, un peu perdu ; mais simultanément on suppose qu'il connaît bien le sujet traité, faute de quoi on comprendrait mal pourquoi il doit attentivement chercher, au milieu de mille choses redites pour la centième fois, la notation effectivement éclairante. Bref, l'utilisateur — c'est sans doute l'effet du parti pris de marketing toujours écartelé entre le désir de désorienter les besoins du client potentiel et celui de le flatter — ne s'y retrouve pas toujours. On s'adresse à lui tantôt comme à un citoyen auquel rien n'a échappé des subtilités des négociations internationales, tantôt comme à un étudiant de première année, curieux mais naïf.

Dans la première partie intitulée « Un monde étonné (entendez : fragmenté — NDLR) ? L'ère des crises et des contraintes internes », le lecteur trouvera sans doute d'excellents résumés des données de l'armement et du désarmement, de la négociation Reagan-Gorbatchev après l'étonnant sommet de Reykjavik (nous l'avons effectivement tous trouvé « étonnant », on voudrait qu'on nous l'explique un peu plus). La fil directeur est que chaque grand pays serait désormais incapable de se dégager de ses préoccupations internes (le mot « contraintes », employé de multiples fois, signifie tout bonnement ici « éraclité »). Sauf exceptions, cette première partie est sans doute la plus faible de l'ensemble.

Il ne suffit pas de dire que l'Amérique est « une démocratie prisonnière d'elle-même ». Tocqueville l'avait déjà présenté. Que la victoire conservatrice en Allemagne ait été « ambiguë » n'est pas non plus une découverte, ni « l'absence de caractère » du chancelier. A propos de « l'effet Gorbatchev dans les pays de l'Est », il est noté en conclusion : « D'autre part, il semble difficile de trouver un « dosage » de changement susceptible de dynamiser les systèmes économiques des pays de l'Est sans remettre en cause les fondements toujours du pouvoir et la nature du lien avec l'Union soviétique. » L'étudiant de première année avait pu comprendre cela tout seul.

L'OUVRAGE a le mérite de nous rappeler l'omniprésence du militaire dans les affaires de ce bas-monde. Et il a raison, même et surtout si cela exige du lecteur un effort d'accommodation à la dure réalité ambiante, d'aborder cet aspect des choses sans fausse sensibilité. Cependant, la meilleure façon de se garder du discours pseudo-moralisateur et de ses illusions n'est pas nécessairement de s'interroger avec angoisse sur les chances pour l'industrie française de sauvegarder « le véritable fonds de commerce » que constitue pour elle « les grands marchés du tiers-monde » (pour les armes). Aux fabricants français en perte de vitesse dans ce secteur, il est docilement conseillé d'« investir dans les domaines nouveaux de l'armement porteur d'avenir ». Quelques pages plus loin (le chapitre a dû être écrit par une autre équipe), cepen-

dant, le conflit du Golfe est aussi décrit comme « une sinistre entreprise de comptabilité ».

Ecrite en collaboration avec l'Institut national d'études démographiques (INED) et l'un de ses meilleurs spécialistes, Jean-Claude Chesnais, la deuxième partie, consacrée au « poids de la démographie », est un des points forts de l'ouvrage. Le caractère quasi inéluctable des mouvements migratoires compensateurs y est mis sobrement en lumière (des futures zones surpeuplées de l'Afrique et de l'Asie vers une Europe à la population déclinante). Nos auteurs ont le courage de prôner des politiques plus résolument natalistes en Europe, sans trop se faire d'illusions sur le sujet. Là encore, la lecture de ces pages souvent excellentes sur le fond serait rendue plus stimulante si l'on ne tombait pas parfois sur des truismes du genre : « La fécondité des hommes n'a jamais été antérieurement limitée ».

Le phénomène du ralentissement de la croissance démographique, qui a atteint à son tour le tiers-monde il y a une quinzaine d'années (mais l'effet sur la croissance numérique est nécessairement décalé), est bien exposé. Il reste que la doctrine est flottante. D'un côté, il est très bien dit que le développement économique et les progrès de la scolarisation des filles sont les meilleurs moyens de favoriser la réduction des naissances ; d'un autre côté, les auteurs semblent admettre la brutale politique chinoise de l'enfant unique, comportant un encouragement ouvert à l'avortement.

La troisième partie, « Désordres de l'économie et comportements des entreprises », est celle sur laquelle les auteurs étaient obligés de prendre le plus de risques. Le RAMSES, cela mérite d'être souligné, exprime quelques doutes sur les capacités de la coopération internationale dont « on attend peut-être trop ». Il n'empêche que l'IFRI, non sans quelques réserves significatives soulevées ici et là, se rallie à la position commune selon laquelle la « correction » du déficit budgétaire américain doit s'accompagner d'un « assouplissement » dans les pays excédentaires (alors qu'on peut craindre que toute émission supplémentaire de titres de la dette publique, où que ce soit, ne s'ajoute à terme à l'instabilité monétaire et financière).

Sur le développement de l'économie financière, le rapport reste, comme dans tant d'autres domaines, ni chèvre ni chou. D'une part, les entreprises sont favorisées par les innovations qui leur permettent de doser leurs « stratégies » financières (tout est stratégique pour RAMSES) ; de l'autre, ces innovations peuvent faire courir des risques accrus au « système ».

La conclusion de la quatrième partie, qui traite d'un tout autre sujet (« L'islam aujourd'hui, religion ou idéologie ») est plus nette. « L'utilisation du discours religieux au Pakistan, en Arabie saoudite, en Libye, et même en Iran (étonnante restriction) sert déjà à justifier des politiques décidées en dehors de toute consultation populaire. » Selon les auteurs, « la déception risque d'être à la mesure de l'enthousiasme ». La question est de savoir quand viendra la déception et dans quelle mesure elle pourra s'exprimer.

(1) RAMSES 87-88. Editions Atlas-Economica, 376 pages, 148 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VALEURS DE FRANCE

Le 15 décembre 1987, la valeur liquidative de 299,85 F (306,50 F le 30/11/87), dative de la SICAF « VALEURS DE FRANCE », société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était : 298 F (307 F le 30/11/87).

SODEXHO

1. — Le conseil d'administration du 17 décembre 1987, présidé par Pierre Bellon a arrêté les comptes de l'exercice 1986-1987, clos le 31 août 1987.

● Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'est élevé à 5 727 000 000 F, soit une croissance de 13 %, exprimée en francs et de 23 %, à taux de change constants par rapport à l'exercice précédent.

● Le chiffre d'affaires se répartit de la manière suivante : 41 % en France, 25 % en Amérique du Nord, 17 % dans le reste du monde.

● Le résultat net consolidé par le groupe atteint 96 157 000 F, soit une croissance de 23 % et, à taux de change constants, de 33 % par rapport à l'exercice précédent.

● Le nombre des unités gérées par SODEXHO est passé de 2 729 à 3 046, soit 318 nouvelles bases-vie, restaurants d'entreprises, restaurants scolaires, établissements de santé et exploitations diverses.

● Les effectifs sont passés de 25 433 à 29 104 personnes.

● Les progrès réalisés dans l'amélioration de la qualité, de la compétitivité et dans le développement des ressources humaines ont contribué à l'amélioration des résultats.

2. — Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 23 février 1988 la distribution d'un dividende, avoir fiscal compris, de 82,50 F, en augmentation de 10 % sur celui de l'exercice précédent, faisant ainsi participer les actionnaires à la croissance du groupe.

3. — Pierre Bellon a évoqué les perspectives de l'exercice en cours qui s'annoncent favorables.

Le présent avis est publié à titre d'information seulement.



FINANSDER

Avec la garantie de l'Etat

F 500 000 000

Emprunt 10% Décembre 1987-1999

Crédit Industriel et Commercial de Paris

Caisse des Dépôts et Consignations Banque Nationale de Paris
Caisse Nationale de Crédit Agricole Crédit Lyonnais
Société Générale Caisse Centrale des Banques
Crédit Commercial de France Populaires

F 250 000 000

Emprunt à taux variable TAM Décembre 1987-2000

Crédit Industriel et Commercial de Paris

Déembre 1987

Maîtriser avec les entreprises l'instabilité des taux d'intérêt et de change...

La BFCE est depuis 40 ans active sur les marchés de capitaux, en France et à l'étranger, au service de très nombreuses entreprises.

Forte de cette expérience, elle est aujourd'hui un allié sûr des entreprises comme des investisseurs, dans toutes leurs opérations de marché.

Pour leur permettre de maîtriser l'instabilité des taux d'intérêt et de change, elle leur apporte des conseils, cote au meilleur prix l'ensemble des nouveaux instruments et facilite les restructurations des risques de taux et de change, même les plus complexes. Contrepartie directe ou intermédiaire de marché, elle peut répondre à tout besoin de financement exprimé par les entreprises, quelle qu'en soit la forme, et offre aux investisseurs une gamme étendue de produits financiers.

BFCE : votre allié dans le marché.

n'est-ce pas aujourd'hui

la meilleure façon de contribuer à leur compétitivité ?

BFCE Banque Française du Commerce Extérieur

صكنا من الاجل

Marchés financiers

Après trois ans de bataille juridique Texaco règle son différend avec Penzoid

Après trois ans d'une bataille juridique qui a passionné les États-Unis, Texaco, troisième compagnie pétrolière américaine, placée depuis avril sous le régime de la loi sur les faillites, et Penzoid, une petite compagnie texane, ont conclu un accord qui devrait clore définitivement l'affaire et permettre à Texaco de retrouver une exploitation normale. Le groupe pétrolier devait présenter, ce lundi, un plan de redressement et d'apurement du passif, qui, après approbation de ses actionnaires, devrait lui permettre de sortir des printemps prochains de la procédure de faillite.

Le plan approuvé par Penzoid, principal créancier de Texaco, auquel ce dernier devait une pénalité colossale de 10,3 milliards de dollars (56,6 milliards de francs environ), prévoit, d'une part, le versement pour solde de tout compte de 3 milliards de dollars de Texaco à Penzoid, soit un peu moins du tiers de la somme initiale. Il prévoit égale-

ment le règlement de la totalité des dettes de Texaco envers ses autres créanciers, soit 2,5 milliards de dollars. La direction de Texaco a par ailleurs annoncé qu'elle allait procéder à une estimation de tous ses actifs, afin de mettre en place un plan de redressement. La plupart des observateurs s'attendaient que le groupe soit obligé, pour régler ses dettes et assainir sa trésorerie, de vendre certaines de ses filiales comme Texaco Canada.

Le compromis conclu avec Penzoid met fin à quatre années de litige et à plus de trois ans de bataille juridique. L'origine du différend opposant le géant pétrolier à la petite société texane remonte à la prise de contrôle par Texaco en janvier 1984 de la compagnie Getty Oil, qui, convoitée par Penzoid, lui était litigieuse. « Soufflée » par Texaco à la suite de manœuvres jugées plus tard illégitimes. Au terme de près de deux ans de procès, un juge texan condamnait finalement Texaco en décembre 1985 à verser à Penzoid les plus grosses pénalités jamais infligées par la justice américaine : 11,1 milliards de dollars, soit presque l'équivalent de tous les bénéfices de Texaco cette même année (13,5 milliards).

Pour éviter de verser en caution la totalité de cette somme, ultérieurement ramenée à 10,3 milliards de dollars, Texaco se plaçait finalement au début de l'année sous la protection de la loi des faillites. Ce faisant, il se gardait le droit de faire appel mais se voyait contraint d'accepter tout compromis, dès lors que celui-ci était approuvé par ses créanciers et par le juge des faillites. C'est finalement ce qui s'est passé.

Le gouvernement britannique utilisera son « action spécifique » pour protéger Britoil

Inquiet des manœuvres financières déployées autour de la société Britoil, qui contrôle une part non négligeable du domaine minier en mer du Nord, le gouvernement britannique a annoncé qu'il utiliserait la golden share (action spécifique) qu'il détient dans le capital de la société pour s'opposer à toute tentative de prise de contrôle. Cette action spécifique donne le droit au Trésor britannique de mettre son veto à toute prise de contrôle jugée contraire à l'intérêt public.

Britoil était depuis plusieurs semaines l'enjeu d'une bataille boursière entre le groupe BP, récemment privatisé, et la compagnie américaine Atlantic Richfield (ARCO). BP avait, dans un premier temps, lancé une offre de rachat sur 29,9 % du capital de Britoil. Confronté à une surenchère d'ARCO qui offrait 350 pence par action, au lieu des 300 offerts par le groupe britannique, celui-ci a lancé, vendredi, une nouvelle offre, portant cette fois sur la totalité du capital de Britoil, à un prix supérieur (450 pence).

VÉRONIQUE MAURUS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMETAL

L'assemblée générale des actionnaires d'IMETAL, réunie le 17 décembre 1987, a adopté les résolutions qui lui étaient proposées et qui avaient pour objet, notamment, l'attribution d'options d'achat ou de souscription d'actions à certains salariés et dirigeants sociaux et, d'autre part, l'autorisation pour la société d'acheter et de vendre ses propres actions en vue d'en régulariser les cours.

Dans sa séance du même jour, le conseil d'administration d'IMETAL, devant la faiblesse persistante des marchés boursiers, a toutefois souhaité prendre de nouvelles dispositions, dont l'effet devrait être plus sensible sur la recherche d'une meilleure appréciation de l'action IMETAL.

Les cours actuels de l'action ne reflètent pas, en effet, dans toute leur étendue, les transformations bénéfiques opérées depuis deux années dans la structure des activités et traduisent encore mal la valeur des actifs de la société.

C'est pourquoi le conseil d'IMETAL a décidé de proposer aux actionnaires le rachat d'un million d'actions de la société contre le paiement en espèces d'une somme de 143 francs par action et la remise, en outre, d'une action Penarroya au cas où le nombre de titres présentés en réponse à l'offre excéderait un million. Il serait procédé à une réduction proportionnelle des offres présentées.

Les titres ainsi rachetés seront ensuite annulés par une opération de réduction du capital social d'IMETAL. Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires sera appelée à se prononcer, le 21 janvier 1988, sur ces dispositions.

Les actionnaires d'IMETAL qui répondront à l'offre publique de rachat pourront ainsi recueillir les premiers fruits du redressement opéré par la société et se verront offrir, en même temps, l'opportunité de miser sur la réussite à terme du plan de restructuration de Penarroya, dont une large part est déjà réalisée.

Il est indiqué que la distribution par IMETAL d'une partie des actions qu'elle détient dans Penarroya aura pour conséquence de ramener cette participation de 33 % à environ 14 %.

La société IMETAL, en égard aux concours financiers qu'elle avait précédemment accordés, a entendu, toutefois, se ménager pour l'avenir un moyen supplémentaire d'être associée aux résultats que devrait apporter le redressement de Penarroya, tout en permettant à cette société de renforcer dès à présent la structure de son bilan.

Pour ce faire, le conseil d'IMETAL a décidé de proposer à Penarroya un abandon de créance à hauteur de 80 millions de francs, qui réduirait d'autant le prêt de 250 millions de francs accordé en 1986. En contrepartie, IMETAL recevrait 800 000 bons de souscription lui ouvrant, pour une durée de cinq ans, un droit à souscrire 500 000 actions de Penarroya au prix de 55 francs par action. Il est rappelé que le capital social de Penarroya est composé de 5 259 148 actions au nominal de 50 francs.

Pour le bon déroulement de son offre publique de rachat, la société IMETAL a demandé que soit suspendue la cotation de ses actions du 17 au 21 décembre 1987, et une note d'information supplémentaire au visa de la COB sera publiée dès le début de l'opération.

COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE (CFAO)

La Compagnie française de l'Afrique occidentale a informé la Chambre syndicale des agents de change qu'elle déclinait, depuis le 17 décembre 1987, 10,32 % du capital de la CDE (Compagnie de distribution de matériel électrique) cotée au second marché de Paris et 10,16 % du capital de la Compagnie Lebon (société de portefeuille, actionnaire majoritaire de la CDE) cotée au marché à règlement mensuel.

La prise de participation dans la CDE traduit tout l'intérêt que la Compagnie française de l'Afrique occidentale porte à cette société dont elle connaît la qualité de la gestion, celle de ses dirigeants et qui entre bien dans son domaine d'activité de distribution. Par ailleurs, cette opération montre la détermination de la CFAO à soutenir la CDE pour lui permettre d'atteindre la dimension internationale qu'elle mérite.

La prise de participation simultanée dans la Compagnie Lebon facilitera la recherche de concert d'un développement de la CDE. Il s'agit d'un placement financier dans une société avec laquelle la Compagnie française de l'Afrique occidentale s'est retrouvée naguère dans le capital d'entreprises communes.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général, base 100 : 28 décembre 1986

11 déc. 18 déc.

Valeurs françaises, à rev. variable	70,4	72,2
Valeurs industrielles	75,3	78,2
Valeurs étrangères	65,8	65,3
Pétrole-Energie	74,9	73
Chimie	68,7	71,4
Métallurgie, mécanique	75,1	76,6
Electricité, électronique	60,4	64,8
Bâtiment et matériaux	63,4	65,1
Ind. de transport, aéronaut.	75,8	78,6
Agro-alimentaire	62,9	65,6
Diversité	63,5	69,8
Transport, télécom, services	70	73,1
Assurances	68,2	60,7
Crédit bancaire	59,5	59,1
Société	78,3	78,1
Immobilier et financier	66,1	68,7
Investissement et portefeuille	117,6	121,7
Base 100 : 28 décembre 1986	100	100
Valeurs franc. à rev. fixe	56,5	57
Emprunts d'Etat	57,1	56,5
Emprunts garantis et assimilés	56,5	56,5
Société	56,5	56,7

Base 100 en 1986

Valeurs franc. à rev. fixe

Valeurs étrangères

Base 100 en 1987

Valeurs franc. à rev. fixe

Valeurs étrangères

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice des val. franc. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Société

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice des val. franc. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Société

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice des val. franc. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Société

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice des val. franc. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Société

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice des val. franc. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Société

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice des val. franc. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Société

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice des val. franc. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Société

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice des val. franc. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Société

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice des val. franc. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Société

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice des val. franc. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Société

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice des val. franc. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Société

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice des val. franc. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Société

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice des val. franc. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Société

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice des val. franc. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Société

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice des val. franc. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Société

Base 100 : 31 décembre 1987

Indice des val. franc. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Société

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation
(en milliards de francs)

Au 17 déc.

1) OR ET CRÉANCES SUR

L'ÉTRANGER

2) CRÉANCES SUR LE TRÉ-

SOR

3) CRÉANCES PROVENANT

D'OPÉRATIONS DE REFI-

MANAGEMENT

4) OR ET AUTRES ACTES

DE RÉSERVE À RECE-

VOIR DU FÉCON

5) DIVERS

6) BILLET EN CIRCULA-

TION

7) COMPTES CRÉDITEURS

EXTÉRIEURS

8) COMPTES COURANT DU

TRÉSOR PUBLIC

9) COMPTES CRÉDITEURS

DES AGENTS ÉCONOMI-

QUES ET FINANCIERS

10) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

11) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

12) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

13) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

14) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

15) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

16) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

17) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

18) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

19) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

20) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

21) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

22) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

23) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

24) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

25) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

26) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

27) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

28) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

29) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

30) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

31) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

32) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

33) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

34) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

35) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

36) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

37) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

38) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

39) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

40) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

41) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

42) COMPTES COURANTS DES

AGENTS ÉCONOMIQUES

ET FINANCIERS

43) COMPTES COURANTS DES

Marchés financiers

BOURSE DU 18 DECEMBRE

Cours relevés
à 17 h 34

[illegible]

Comptant

(adduction)

SICAV

(selection)

18/12

VALEURS	% du coten.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours.	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours.	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours.	VALEURS	Emission Fraie Ind.	Rachat net.	VALEURS	Emission Fraie Ind.	Rachat net.	VALEURS	Emission Fraie Ind.	Rachat net.
Obligations																				
Emp. 7.5 1973	8782		Centraf (M)	170	165	Centraf (M)	170	165	Stena	817	753	A.A.R.	682.85	695.80	Francs Algériens	487.16	471.03	Algeria P.	13563.44	13316.80
Emp. 8.00 5/7	1294.01	5.048	Centraf (M)	1130.20	1117.80	Centraf (M)	1130.20	1117.80	Stena	178.94	171.94	A.A.R.	1336.38	1336.38	Francs Algériens	324.18	324.18	Algeria P.	1336.38	1336.38
8.00 5/7 1973	96.80	4.294	Centraf (M)	921	921	Centraf (M)	921	921	Stena	304	304	A.A.R.	77.57	77.57	Francs Algériens	30.05	30.05	Algeria P.	1336.38	1336.38
10.00 5/7 1974	102.28	-3.128	Centraf (M)	212	213	Centraf (M)	212	213	Stena	357.60	365.70	A.A.R.	322.69	322.69	Francs Algériens	10789.30	10789.30	Algeria P.	1336.38	1336.38
13.25 5/7 1970	104.72	7.204	Centraf (M)	396	391	Centraf (M)	396	391	Stena	529	529	A.A.R.	442.76	442.76	Francs Algériens	240.14	236.69	Algeria P.	1336.38	1336.38
14.00 5/7 1970	104.78	12.778	Centraf (M)	1055	1055	Centraf (M)	1055	1055	Stena	1055	1055	A.A.R.	553.61	553.61	Francs Algériens	226.15	226.15	Algeria P.	1336.38	1336.38
15.00 5/7 1970	122.48	15.040	Centraf (M)	344	340	Centraf (M)	344	340	Stena	1055	1055	A.A.R.	653.61	653.61	Francs Algériens	430.40	410.15	Algeria P.	1336.38	1336.38
15.00 5/7 1970	112.80	11.280	Centraf (M)	344	340	Centraf (M)	344	340	Stena	1055	1055	A.A.R.	653.61	653.61	Francs Algériens	430.40	410.15	Algeria P.	1336.38	1336.38
15.00 5/7 1970	112.80	11.280	Centraf (M)	344	340	Centraf (M)	344	340	Stena	1055	1055	A.A.R.	653.61	653.61	Francs Algériens	430.40	410.15	Algeria P.	1336.38	1336.38
15.00 5/7 1970	112.80	11.280	Centraf (M)	344	340	Centraf (M)	344	340	Stena	1055	1055	A.A.R.	653.61	653.61	Francs Algériens	430.40	410.15	Algeria P.	1336.38	1336.38
15.00 5/7 1970	112.80	11.280	Centraf (M)	344	340	Centraf (M)	344	340	Stena	1055	1055	A.A.R.	653.61	653.61	Francs Algériens	430.40	410.15	Algeria P.	1336.38	1336.38
15.00 5/7 1970	112.80	11.280	Centraf (M)	344	340	Centraf (M)	344	340	Stena	1055	1055	A.A.R.	653.61	653.61	Francs Algériens	430.40	410.15	Algeria P.	1336.38	1336.38
15.00 5/7 1970	112.80	11.280	Centraf (M)	344	340	Centraf (M)	344	340	Stena	1055	1055	A.A.R.	653.61	653.61	Francs Algériens	430.40	410.15	Algeria P.	1336.38	1336.38
15.00 5/7 1970	112.80	11.280	Centraf (M)	344	340	Centraf (M)	344	340	Stena	1055	1055	A.A.R.	653.61	653.61	Francs Algériens	430.40	410.15	Algeria P.	1336.38	1336.38
15.00 5/7 1970	112.80	11.280	Centraf (M)	344	340	Centraf (M)	344	340	Stena	1055	1055	A.A.R.	653.61	653.61	Francs Algériens	430.40	410.15	Algeria P.	1336.38	1336.38
15.00 5/7 1970	112.80	11.280	Centraf (M)	344	340	Centraf (M)	344	340	Stena	1055	1055	A.A.R.	653.61	653.61	Francs Algériens	430.40	410.15	Algeria P.	1336.38	1336.38
15.00 5/7 1970	112.80	11.280	Centraf (M)	344	340	Centraf (M)	344	340	Stena	1055	1055	A.A.R.	653.61	653.61	Francs Algériens	430.40	410.15	Algeria P.	1336.38	1336.38
15.00 5/7 1970	112.80	11.280	Centraf (M)	344	340	Centraf (M)	344	340	Stena	1055	1055	A.A.R.	653.61	653.61	Francs Algériens	430.40	410.15	Algeria P.	1336.38	1336.3

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

صكزا من الاحل

36 • Mardi 22 décembre 1987 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Mexique : « Solidarité » sans illusions pour affronter la crise. 3 Concertation entre Alger-Nouakchott. - Le voyage de M. Mitterrand à Djibouti. 4 Le conflit afghan.	6 M. Chirac au Club de la presse d'Europe 1. 8 M. Lang, les jeunes et les listes électorales. 10 La fin de la session parlementaire et l'ouverture de la session extraordinaire.	11 Un avertissement de M. Desautel au gouvernement. 13 Echange d'équipage à bord de la station Mir. SPORT 14 Coupe d'Europe de judo.	16 Communication : Les chaînes privées et les engagements, des promesses difficiles à tenir. 22 Danse : Casse-Noisette à l'Opéra ; la Lac des cygnes au palais des Congrès.	30 Le déficit de la Sécurité sociale ramené à 4,2 milliards de francs. 31 Les difficultés de la Côte d'Ivoire. 32 Les négociations du GATT. 33 La chronique de Paul Fabre. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 27 à 29 Carnet 26 Loto 25 Loto sportif 14 Météorologie 25 Mots croisés 25 Radio-télévision 25 Spectacles 24	● L'actualité en seize écrans. JOUR ● La revue de presse du Monde. PRS ● La Bourse en direct. BOURSE. 3615 Taper LEMONDE Pour Noël, offrez des livres ! Passez commande à la librairie du Monde 3616 + LM 16

En Nouvelle-Calédonie

Le FLNKS n'est pas parvenu à troubler sérieusement le déroulement des Jeux du Pacifique sud

NOUMÉA
de notre correspondant

Ah, cette vibrante finale ! Dans le stade de Magenta, gorgé d'un soleil austral, pendant que les deux équipes battaient la pelouse en attendant l'arbitre, combien étaient-ils à retenir leur souffle ? Officiels en gants blancs, militants avec leurs faux airs de supporters, vrais spectateurs avides d'une nouvelle *Marseillaise* : tous savaient que cette finale de football Nouvelle-Calédonie-Tahiti, samedi 19 décembre, serait le bouquet de ces Jeux du Pacifique.

Comprit-il quelque chose l'homme en noir quand, aussitôt après son coup de sifflet, une assourdissante cacophonie monta des gradins ? Voilà que, entassés dans une tribune latérale, trois cents à quatre cents 300 à 400 « supporters » se levaient comme un seul homme, déployaient des drapeaux du FLNKS et hurlaient des slogans à la gloire de « Kanaky ».

Trois d'entre eux parvenaient à franchir les grilles de protection et s'en allaient se mêler aux vingt-deux joueurs. L'arbitre déboussolé siffla l'arrêt du match, tandis que les CRS chargeaient les manifestants, qui ripostèrent par des jets de pierres.

Quant au « vrai » public, indisposé au plus haut point par tant de désordre, il adressa aux perturbateurs huées et bordées d'injures. Bilan : une dizaine de blessés légers.

Le numéro du « Monde » daté 20-21 décembre 1987 a été tiré à 480 485 exemplaires

du côté CRS, un peu moins du côté indépendantistes, et le grappage, quelques minutes, de la grosse machinerie de ces Jeux de Nouméa. Mais après l'expulsion des militants FLNKS, tout reprit rapidement dans l'ordre : le match reprit et quatre-vingt dix minutes plus tard la Nouvelle-Calédonie remporta la victoire. Rendez-vous en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 1991.

A l'évidence les autorités locales ont tout lieu de se frotter les mains. Magistrale démonstration de la bonne santé du sport calédonien : la Nouvelle-Calédonie totalise 168 médailles, devant la Polynésie française (117) et la Papouasie-Nouvelle-Guinée (70). Mais surtout, gigantesque offensive de charme à l'adresse de ces petites nations du Pacifique-sud à qui il faut bien montrer la « réalité » calédonienne, vitrine alléchante de la France dans la région. Le « caillou » n'est-il pas un pays riche, doté d'équipements sportifs de pointe et capable d'organiser en grande pompe des cérémonies d'ouverture (et de clôture) qui sont autant de spectacles en son et lumière ?

Les moyens pour assurer le plein succès de ce rendez-vous régional n'ont pas manqué : dans une clinique, le secrétaire général de l'administration territoriale avait demandé aux chefs de service d'« accorder au personnel toute latitude pour se rendre sur les lieux de compétition », bien entendu « sous réserve des impératifs de continuité du service ».

Un journaliste australien, travaillant pour un magazine peu clément à l'égard de la France,

s'est vu proposer billet d'avion et chambre d'hôtel gratuits avec à la clé une randonnée touristique ; surtout, six compagnies de CRS — dont trois dépêchées en renfort — étaient à pied d'œuvre.

Démobilisation ?

Résultat : le FLNKS n'est pas parvenu, loin s'en faut, à troubler sérieusement le déroulement des compétitions ainsi qu'il l'avait annoncé. A trois reprises des incidents ont éclaté lors de manifestations devant le stade de Magenta — rassemblant entre trois cents et cinq cents personnes, — faisant chaque fois plusieurs blessés légers, mais à aucun moment le FLNKS n'a semblé être en mesure de desserrer l'étau policier et de créer l'événement.

Démobilisation ? Les militants parlent de la « difficulté traditionnelle de manifester à Nouméa » (bastion RCPR) et de « des flottements dans l'organisation ».

Ainsi après le référendum, ce « test » des Jeux du Pacifique va relancer le débat sur la capacité de mobilisation du mouvement indépendantiste, et probablement conduire le RCPR à accentuer ses pressions sur le gouvernement pour que soient organisées rapidement, avant le scrutin présidentiel, les élections régionales prévues par le nouveau statut, auxquelles le FLNKS a l'intention de s'opposer. « Ceux qui spéculent sur notre chute d'audience, font preuve d'une illusion d'optique : Nouméa la blanche n'est pas la brousse canaque ».

FREDERIC BOBIN.

NICARAGUA

La Contra lance une importante offensive

De violents combats ont opposé, dimanche 20 décembre, l'armée sandiniste aux forces de la Contra, qui avaient lancé à l'aube une vaste offensive contre trois localités du nord-est du pays, Bonanza, La Rosita et Sima, situées dans une zone d'exploitation de mines d'or, d'argent et de cuivre, qui sont vitales pour l'économie du pays. Selon un porte-parole de la Contra à Miami, qui était le commandant en chef des combattants antisandinistes, M. Enrique Bermudez, cette opération dans laquelle seraient engagés sept mille rebelles serait la plus importante depuis le début de la guerre civile au Nicaragua, il y a six ans.

La dernière opération importante remontait à octobre dernier. L'opération de dimanche se serait soldée, selon la guerrilla, par la mise hors de combat d'une centaine de soldats sandinistes et la destruction d'installations radars, d'une centrale électrique et de deux dépôts de munitions.

Cette offensive du nom de code Commandante Olivero intervient alors que des négociations indirectes sont en cours à Somoza, entre la Contra et le gouvernement. Un premier round de négociations s'était tenu dans la capitale nicaraguayenne les 3 et 4 décembre s'étant soldé par un échec. Cette seconde série d'entretiens devait commencer dimanche mais a été repoussée à lundi, le cardinal Miguel Obando y Bravo, archevêque de Managua et principal médiateur, ayant été retardé.

A Washington, les négociateurs du Congrès et de la Maison Blanche sont parvenus à un accord de principe pour résoudre l'impasse budgétaire américaine en tombant d'accord sur une aide non militaire de 8 millions de dollars à la Contra. Cette aide constituerait le principal obstacle au vote du budget. Le président Reagan ayant menacé d'user de son droit de veto si une aide, satisfaisante à ses yeux, n'était pas prise en compte dans le texte définitif. — (AFP, Reuters.)

Sur le vif

Au bonheur... de lire

Qu'est-ce qui vous rend heureux ? Vous ne savez pas au juste ? Ça dépend des moments ? Et d'abord, c'est quoi, le bonheur ? En bien, je vais vous le dire. C'est marqué dans le Point. Un sondage de la Sofres. Pour les trois quarts d'entre vous, c'est bouquiner ! Et vous voudriez qu'on vous offre, bande de frimeurs ? Demandez un peu aux éditeurs combien de livres leur sont restés sur les bras au cours de l'année écoulée. Ils pleurent misère. Moins que les exploitants des salles de cinéma, mais, bon, le plaisir de lire n'est pas le mieux distribué !

D'accord, ce que vous appréciez par dessus tout, c'est pas ça, c'est la musique. Vu le nombre sans cesse croissant de enfants au walkman, ça n'étonnera personne. Ce qui est sauphéant, en revanche, c'est de trouver parmi les principales joies de votre existence... Devinez ! Vous envoyez en l'air ? Absolument.

pas ! Vous êtes à peine plus de la moitié à siffler ça. Gagner au Loto ? Bon ! Regardez le télé ? Non, mais ho ! Pour qui on vous prend ? Tout juste, si un petit 20 % ose avouer un petit penchant pour le petit écran. Ecoutez le radio ? Allons donc ! Alors, quoi ? Lire le journal ! Pas mal, non, quand on songe que sur ce plan-là, on est la lanterne rouge de l'Europe.

Ils étaient tout surpris, tout contents, mes chefs, en voyant ça, ce matin. Ils se sont tournés vers moi : C'est gentil, non ? C'est un bon sujet pour toi. A condition de pas leur rire au nez en doutant de leur sincérité. Dans un sondage, l'important, c'est pas ce qu'on fait, c'est ce qu'on dit. Et si ils disent qu'ils nous lisent, ça nous va, pour eux, c'est la presse, tu la boucles et t'applaudis. Bravo et merci !

CLAUDE SARRAUTE.

Le bonheur et le journal

« Pour avoir une vie heureuse, qu'estimez-vous indispensable ? » A cette question posée par la SOFRES pour l'hebdomadaire le Point, 76 % des Français répondent dans l'ordre : « écouter de la musique », puis « avoir des responsabilités dans son travail » (75 %), « lire des livres » (74 %), etc. Dans ce palmarès du bonheur, la lecture d'un journal vient en septième position (62 %) bien avant la télévision qui n'arrive qu'en quinzième position, avec 20 % des personnes interrogées.

Cinquante enfants de couples franco-algériens passeront Noël en France

L'émotion, la douleur et la joie se sont mêlées, ces derniers jours, à l'aéroport d'Orly où des mères de famille divorcées de ressortissants algériens étaient venues attendre leurs enfants qui, vivant en Algérie avec leurs pères, avaient été autorisés à venir passer les vacances de Noël en France. Dix enfants de couples mixtes ont ainsi débarqué, vendredi 18 décembre, trente-cinq samedi et trois dimanche, alors que deux autres devaient arriver lundi.

Huit mères ont cependant eu la déception de ne pas voir leurs enfants descendre de l'avion, ces derniers ayant été retenus en Algérie par leurs pères. Membres du « collectif de solidarité aux mères d'enfants enlevés », elles ont décidé de ne pas quitter l'aéroport. M. Dominique Latournerie, directeur des Libertés publiques et de l'action judiciaire, leur a annoncé dimanche en fin d'après-midi qu'elles pourraient se rendre à Alger aux frais du gouvernement algérien, afin de rencontrer le ministre de l'Intérieur et discuter du droit de visite de leurs enfants. Les huit mères partiront mardi 22 décembre en compagnie de M. Claude Allier, le médiateur désigné par le gouver-

nement français, et de leur avocate, M^{me} Lynda Weil-Curiel.

« Nous sommes déterminées à aller très loin dans notre action », a expliqué M^{me} Nathalie Segault, l'une de ces mères, qui n'a pas revu son fils depuis un an et qui menaçait samedi soir de commencer une grève de la faim. De son côté, M. Latournerie indiquait que le règlement des dossiers progressait et qu'il avait pas compté sur des relâchements du côté des autorités algériennes. Dans une interview accordée au *Figaro* du lundi 21 décembre, M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a rappelé que le gouvernement français a fait depuis vingt mois « des efforts considérables en faveur de ce dossier et a rencontré une grande compréhension » chez ses interlocuteurs algériens.

Le président de la République, M. François Mitterrand, qui a reçu, le vendredi 18 décembre, une délégation du collectif de solidarité s'est dit préoccupé de la « situation inhumaine » vécue par les mères séparées de leurs enfants et a souhaité que la convention franco-algérienne soit réellement appliquée. Il s'est engagé à saisir personnellement les autorités algériennes de cette affaire.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 21 décembre Progression ↑

Démarrage en hausse à la Bourse. L'indicateur de tendance, après avoir ouvert à + 1,52 %, progressait durant la matinée à 1,72 %. A la hausse, figuraient : Synthelabo (+ 6,9 %), La Redoute (+ 6,9 %), SEB (+ 6,3 %), Source Perrier (+ 5,8 %), Midi (+ 5,4 %), Primagaz (+ 5,2 %), De Dietrich (+ 5,2 %) et Essilor (+ 4,7 %). En baisse on notait : Immeubles Monaco (- 3 %), Sogérop (- 2,6 %), Fininvest (- 2,4 %), Skis Rossignol (- 1,4 %) et Total (- 1,7 %).

Valeurs françaises	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Acteur	320	325	330
Agropar	414	420	425
Alcatel	502	510	514
Banque Paribas	384	385	389
Bouygues	2150	2160	2180
Bourgeois	881	925	928
B.S.M.	4345	4350	4360
Carrefour	...	...	...
Chargol S.A.	768	782	770
Compt. Ind. de Paris	347	350	350
Elf	...	...	...
Elf-Aquitaine	...	...	...
Endo	...	...	...
Europe	...	...	...
Lyons	1200	1190	1204
Midi	196	192 50	191 80
Midi (Cil)	...	...	...
Midi-Hennessy	1515	1525	1542
Navig. Méditerranée	745	763	765
Oréal	...	...	...
Parif-Heud	673	700	694
Pigeot S.A.	...	...	...
Saint-Gobain	422	435	432
Schneider	496	500	502
Société Générale	520	520	548
Thomson-C.S.F.	...	...	...
Total-C.F.P.	...	...	...
Valis	421	437	440

BANQUE DE FRANCE

La grève est suspendue malgré la rupture des négociations

Les négociations engagées entre le gouvernement (la direction) de la Banque de France et l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CFTC et syndicat autonome) ont été rompues, dimanche 20 décembre au soir, après vingt-deux heures de discussions difficiles. Les deux parties sont restées sur leurs positions. La direction a refusé toute augmentation supplémentaire des salaires, maintenant aussi le système de promotion mis en œuvre en 1987 et souhaitant réduire les effectifs de 1 % en 1988, même si elle se contentait au départ de la moitié de ce pourcentage (le reste étant discuté ultérieurement). L'intersyndicale, de son côté, voulait une augmentation des salaires comparable à celle accordée aux fonctionnaires, le retour au système ancien des promotions et l'examen préalable de l'activité de la Banque — avec un programme jusqu'en 1992 — avant toute réduction d'effectifs, et enfin l'assurance du maintien du système actuel de retraites.

Malgré cette rupture, l'intersyndicale a décidé, lundi 21 décembre au matin, de suspendre le mouvement de grève, après avoir, dans un premier temps, empêché la sortie de billets neufs de l'usine de Chamalières (Puy-de-Dôme). En effet, le préalable signé avant les négociations reste acquis : en échange de la levée du blocage des activités, la direction a accepté de payer onze trentaines des jours de grève, de lever les sanctions et de ne pas entreprendre de poursuites pénales.

Pourquoi, avec les mêmes qualités l'un réussit et l'autre pas ?

Question de chance ? Pas seulement

Quand on parle de « nos ombelles », le mot est juste. Car, au-delà, biologiquement, nous disposons tous des mêmes armes et des mêmes possibilités. Simplement, ceux qui se détachent du peloton ont le meilleur mode d'emploi d'eux-mêmes.

Chance ou malchance, cela ne joue pas à long terme de vie. Chacun voit passer le même nombre d'occasions favorables ou défavorables. Et invoquer une systématique « mauvaise étoile » n'est qu'une excuse facile à un certain manque d'énergie.

Certes, des obstacles empêchent d'avancer dans la vie. Mais il faut avoir la lucidité de les chercher d'abord en nous.

C'est la originalité de la méthode Borg. Faire prendre conscience qu'on utilise mal ce que d'autres utilisent bien. Et donner à chacun les moyens d'aller jusqu'au bout de lui-même.

Prenez l'exemple de la mémoire. Elle est prodigieuse. Apprendre vite une langue étrangère ou le par cœur d'un discours d'une heure, n'importe qui en est capable.

Et ne dites pas non, en ce qui vous concerne. La méthode Borg l'a démontré depuis cinquante ans (même à des hommes politiques dont le nom vous surprendrait). Et elle peut vous le prouver demain, sur vous-même.

Comme elle réussira aussi bien au timide qu'il peut maîtriser sa respiration, ses battements de cœur et ses rougeurs.

Mieux juger, mieux vouloir, mieux se faire apprécier. Si rien de tout cela n'était possible, pourquoi des hommes s'étaient réalisés en leur temps avec la Méthode Borg enverraient-ils aujourd'hui vers nous leurs garçons ou leurs filles ?

Il ne s'agit pas de cours par correspondance, avec devoirs à la clé. Ni de livres-conseils passe-partout. C'est une méthode — et qui tient compte du fait que chaque être est unique au monde.

Un correspondant expose les difficultés qu'il ressent. Lui, A la méthode Borg, de s'adapter à lui. En combinant certaines formes d'assistance psychologique pratique et les techniques capables d'aider qui le souhaite à devenir réellement ce qu'il est — c'est-à-dire toujours plus que ce qu'il croit être.

Encore un peu sceptique ? Demandez donc (c'est absolument gratuit) ce petit livre signé W.R. Borg, dont le titre n'est qu'apparemment ambitieux : « Les Lois Éternelles du Succès ». Il mérite d'être lu et qu'on y réfléchisse.

Voici l'adresse : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 154 - 6, place St-Pierre, 81057 Avignon Cedex.

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente, et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel dpt 154 - 6, place St-Pierre, 81057 Avignon Cedex pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Éternelles du Succès ».

Nom Prénom

N° Rue

Code Postal Ville

Age Profession

Aucun démarcheur ne vous rendra visite

Où trouver le Glenturret ?

Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky. Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Écosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple : Harry's N.Y. Bar, 5, rue Daunou, Paris 2^e. A commander avec modération.

Le Monde sur minitel

FLASH BACK

L'actualité de la semaine sur votre écran

3615 TAPÉZ LEMONDE puis REP

Formation Gratuite chez Duriez-Micros

PAS DE COMPLEXE ! L'Informatique est accessible à toutes les formes d'intelligence. Duriez vous met le pied à l'étrier au moyen d'une formation sérieuse et professionnelle (Centre Agréé Formation Permanente).

Pour tout achat d'un Traitement de Texte Amstrad 8256, 8512 et/ou 9512, Duriez vous offre une demi-journée de formation gratuite sur le logiciel Locoscript.

Avec un compatible PC 1512 ou 1640 Duriez vous offre une journée de formation gratuite pour bien maîtriser votre micro.

3, rue La Boétie (8^e) et toujours 112-132, bd St-Germain, 6^e (Odéon)

A B C D E F G